

Monique SELIM

# Anthropologie globale du présent



ANTHROPOLOGIE



L'Harmattan

## Anthropologie globale du présent

## « Anthropologie critique » Collection dirigée par Monique Selim

Cette collection a quatre objectifs principaux :

— Renouer avec une anthropologie sociale détentrice d'ambitions politiques et d'une capacité de réflexion générale sur la période présente ;

— Saisir les articulations en jeu entre les systèmes économiques devenus planétaires et les logiques mises en œuvre par les acteurs ;

— Étendre et repenser les méthodes anthropologiques dans les entreprises, les espaces urbains, les institutions publiques et privées, les ONG, etc.

— Étudier les processus globalisés de numérisation et analyser leurs modes différentiels de subjectivation.

### Derniers ouvrages parus

Margitta ZIMMERMANN

*Au bord du silence. Souffrance psychique, corps et handicap en France*, 2018.

Paolo GRASSI

*Terreur à Guatemala-ville, conflits territoriaux, violence et gangs*, 2018.

Barbara MOROVICH

*Miroirs anthropologiques et changement urbain. Qui participe à la transformation des quartiers populaires ?* 2017.

Wenjing GUO, Monique SELIM

*Des sexualités globalisées à l'avant-garde*, 2017.

Julie LOURAU

*Fêtes populaires et carnaval. Le commerce de rue en temps de fêtes à Salvador de Bahia*, 2016.

Marie-Dominique GARNIER

*Alphagenre*, 2016.

Wenjing GUO

*Internet entre État-parti et société civile en Chine*, 2016.

Anne QUERRIEN, Monique SELIM

*La libération des femmes, une plus-value mondiale*, 2015.

Ferdinando FAVA

*Qui suis-je pour mes interlocuteurs ? L'anthropologue, le terrain et les liens émergents*, 2014.

Monique SELIM

ANTHROPOLOGIE GLOBALE  
DU PRESENT

L'Harmattan

**J'exprime ici toute ma reconnaissance à Nicole Beurain pour sa vigilance et sa stimulation permanente me poussant à aller toujours plus loin et plus précisément dans le choix des mots.**

© L'Harmattan, 2019

5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.editions-harmattan.fr>

ISBN : 978-2-343-17467-9

EAN : 9782343174679

## SOMMAIRE

### *Introduction*

Ruptures épistémologiques en anthropologie 9

#### PLATEAUX CONCEPTUELS

Perspectives critiques en anthropologie 27

Domination, stigmatisation ou discrimination ? 41

Sujets épistémiques et/ou acteurs politiques ? 57

Les schématismes sexués des inégalités 63

#### INTERROGER LA CENTRALITÉ ACTUELLE DES CATÉGORIES DE SEXES

Réitération des assignations 77

L'humanitarisation des femmes 85

Une libération fluide 105

L'intimité peut-elle être transparente ? 127

Les procès de la dualité sexuelle 137

#### PLIS POLITIQUES

Les fusions capitalistes-communistes 147

La terreur de n'être rien 165

L'identitarisme européen des droits sexuels 173

Exilés : un hébergement sous tension 185

Une anthropologie politique de la recherche 203

### *Conclusion*

Anticipations anthropologiques 243

De la même auteure 257

« La première expérience ou, pour parler plus exactement, l'observation première, est toujours un premier obstacle pour la culture scientifique. En effet, cette observation première se présente avec un luxe d'images ; elle est pittoresque, concrète, naturelle, facile. Il n'y a qu'à la décrire et à s'émerveiller. On croit alors la comprendre. Nous commencerons notre enquête en caractérisant cet obstacle et en montrant qu'il y a rupture et non pas continuité entre l'observation et l'expérimentation. »

BACHELARD, *La Formation de l'esprit scientifique*, Paris, Vrin, 1938.





# RUPTURES ÉPISTÉMOLOGIQUES EN ANTHROPOLOGIE

Comment être anthropologue aujourd'hui ? Cette question abrupte, que tout anthropologue est conduit à se poser publiquement ou en son for intérieur, appelle notablement des réponses économiques en termes d'emploi – de plus en plus précaire et à inventer –, et d'inscriptions institutionnelles au sens large, en plaçant aux côtés des universités et des établissements publics de recherche les ONG et les entreprises. Mais elle enjoint aussi à une interpellation épistémique sur la nature des connaissances livrées et c'est ce à quoi s'attelle cet ouvrage en ne retenant que quelques angles d'attaque dans un foisonnement à approfondir toujours plus.

Cet ouvrage est composé de trois parties, dont la première propose au lecteur des éclairages conceptuels dans une perspective d'histoire intellectuelle au présent. Une seconde partie appréhende les sexualités démultipliées sous des angles différents qui interrogent le sens de la nouvelle centralité de leur cause. Érigées en principaux tremplins identitaires et statutaires, les déclinaisons des sexualités demandent à être replacées dans le contexte économique actuel qui ne cesse de faire chuter le coût du travail et lui retire toute valeur. Dans une troisième partie, le politique, qui étaye toutes les scènes du monde et du sujet hyperconnectés, est abordé dans quelques-unes de ses failles.

Les pistes interprétatives offertes s'inscrivent dans un déchiffrement à vif des configurations troubles de nos univers partagés. Avant d'entrer dans chacune des thématiques retenues, je voudrais focaliser l'attention sur ce qui me paraît les traverser toutes les trois en provoquant des ruptures épistémologiques incontournables. Ces ruptures épistémologiques sont liées à une numérisation généralisée et intensifiée qui affecte particulièrement l'anthropologie car la discipline a pour spécificité un mode de production des connaissances fondé sur la communication interpersonnelle avec les acteurs.

Alors que l'anthropologie, jeune science humaine, croît et se consolide jusqu'à la seconde guerre mondiale, les années cinquante vont l'amener à devoir changer en profondeur, et ce, de manière quasi incessante, sous les effets des transformations sociales, économiques et politiques mondiales. Les décolonisations constituent un premier choc frontal qui voit s'amorcer l'étrange expression d'un rapatriement nécessaire de l'anthropologue dans sa propre société : sans le soutien des autorités coloniales, l'ethnographe en recherche d'exotisme et d'objets à patrimonialiser est devenu indésirable. C'est d'abord dans les campagnes françaises <sup>1</sup> qu'il se réfugie, en quête d'arts et de traditions populaires, du nom du célèbre musée. L'ethnologie rurale s'avère en dissonance cognitive radicale avec la sociologie rurale, dont la figure phare d'Henri Mendras a déjà signé la fin de la paysannerie, ardemment célébrée par les nouveaux anthropologues dans ses moindres détails <sup>2</sup>. Puis vient

---

1. Yvonne VERDIER, *Façons de dire, façons de faire : la laveuse, la couturière, la cuisinière*, Paris, Éditions Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1979, 347-[24] p.-[8] p. de pl. (ISBN 2-07-028246-5). Tina JOLAS, Marie-Claude PINGAUD, Yvonne VERDIER, Françoise ZONABEND, *Une campagne voisine : Minot, un village bourguignon*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, coll. « Ethnologie de la France », 1990, 454 p. (ISBN 978-2-7351-0421-5).

2. Monique SELIM, Compte rendu de l'ouvrage de Bernard PAILLARD, Jean-François SIMON, Laurent LE GALL (ed.), *En France rurale : les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, Centre de recherche bretonne et celtique, 2010, *Économie rurale* [En ligne], 323 [mai-juin 2011, mis en ligne le 23 mai 2011, URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/3053>].

la ville, qui fait effraction dans l'anthropologie structuraliste alors flamboyante après la condamnation de Lévi-Strauss opposant l'obstacle de l'anonymat urbain aux anthropologues, rarissimes dans les années soixante-dix, qui s'y aventurent malgré tout<sup>3</sup> ; ils doivent s'expliquer de surcroît auprès des sociologues urbains en grand nombre qui défendent leur territoire et renvoient les anthropologues sous leurs tropiques coutumiers. La globalisation, saisie avant tout dans ses dimensions culturelles, viendra plus tard redéfinir l'unité locale sur laquelle l'anthropologue se fixe et la rattacher au monde global.

Dans cette brève histoire très schématisée qui va de la colonie à la ville, en passant par la campagne et en suivant des routes globalisées, ce sont ses objets qui semblent guider l'anthropologie qui ne s'arrêtera plus d'imaginer en découvrir de nouveaux, répondant aux enjeux et aux émergences du moment<sup>4</sup>. Parmi la multitude de ces objets, Internet et les sexualités sont appréhendés principalement comme de nouvelles créations de communautés à ethnographier sur les modèles passés et tiennent une place centrale, continuant à inspirer beaucoup les anthropologues. Corollairement, l'ethnographie est devenue un mot-clef, incontournable, un garant de professionnalité et une référence de scientificité<sup>5</sup>.

Paradoxalement, en même temps que cette louange d'un terme marqué par un objectivisme empreint de certitudes, la réflexivité s'est instaurée en exercice obligatoire avec une grande variété de schémas oscillant entre les pôles du narcissisme et de la rigueur déontologique et épistémologique<sup>6</sup>.

---

3. Barbara MOROVICH, *Miroirs anthropologiques et changement urbain. Qui participe à la transformation des quartiers populaires ?* Paris, L'Harmattan, 2017.

4. Olivier LESERVOISIER, Laurent VIDAL (ed.), *L'anthropologie face à ses objet : nouveaux contextes ethnologiques*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2007.

5. Laurent BAZIN, Monique SELIM, « Ethnographie, culture et globalisation. Problématisations anthropologiques du marché », *Journal des anthropologues*, 2002, n° 88-89, p. 269-305.

6. Tiphaine BARTHÉLÉMY, Monique SELIM (ed.), *Journal des anthropologues*, 1993, n° 53-54-55 : « L'ethnologue dans les hiérarchies sociales ».

Objets et fabrique autocentrée de la recherche sont les deux fils directeurs les plus considérés dans les changements intrinsèques à l'anthropologie qui en ressort finalement plus définie par ses cibles et son auteur-ethnographe que par la spécificité de sa méthodologie.

Un renversement épistémologique doit cependant être ici opéré dans la lecture de l'histoire récente de l'anthropologie car c'est bien la singularité de son mode de production des connaissances, focalisé sur la communication avec les sujets, qui caractérise l'anthropologie, et non ses objets ou le profil de l'anthropologue. La discipline est en effet fondée sur l'échange direct entre le chercheur et ses interlocuteurs qui constitue la matière de ses analyses. C'est pourquoi, dans l'échelle des causes de ses mutations, il faut en premier lieu comprendre comment elle est affectée désormais par les transformations brutales et durables qui sont véhiculées par la numérisation généralisée des communications. En second lieu, il est nécessaire de saisir comment elle est profondément touchée par l'emprise du marché, lui-même appelé à être de plus en plus numérisé, dans tous les champs sociaux, et aussi dans les logiques des sujets, leurs visions et leurs désirs. En effet, le marché fut longtemps opposé aux sociétés de prédilection de l'ethnographie et il a été refoulé hors de son champ, en devenant une sorte d'impensé. Enfin l'anthropologie apparaît bouleversée dans ses constructions symbolistes qui faisaient du masculin et du féminin des catégories immuables, *a priori*, structurelles de l'esprit humain, des invariants, socles élatiques des systèmes de parenté, définitivement brouillés par la multiplicité actuelle des appartenances sexuelles.

Communication, marché, appartenances sexuées, marquent des ruptures et constituent les trois pôles continuellement imbriqués à partir desquels se définit l'espace actuel de l'anthropologie. Dans ce cadre où sont le présent, le réel,

---

Olivier LESERVOISIER (ed.), *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*, Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés », 2005, 327 p.

l'imaginaire, comment les saisir, les définir sont quelques-unes des questions qui se posent à l'anthropologue.

### **Effets numériques naturalisés**

Sur le modèle des *Digital Studies*, Internet est devenu tout à la fois un nouvel objet anthropologique et un nouveau moyen d'accéder aux acteurs tandis que l'anthropologue lui-même était de plus en plus baigné dans un univers numérique. La confusion règne entre la constitution en *communautés ethnographiables* des groupes et forums numériques qui se créent sur ce qu'on appelle les réseaux sociaux, Facebook, Instagram etc., l'inscription de l'anthropologue dans ces médias numériques en son nom propre et leur utilisation éventuellement sous un autre nom pour rencontrer ceux qu'il va désigner comme ses informateurs, dans un mimétisme colonial qui perdure hors de tout regard critique. Dans ce magma, le terrain, l'objet, le chercheur et les sujets sont immergés selon des modalités diverses dans des médiations numériques peu analysées et dont la capacité communicationnelle est naturalisée. Recueillir la parole d'acteurs en ligne, postuler leurs liens à partir de leur inscription dans un groupe numérique, se positionner comme anthropologue en situation numérique, l'ensemble de ces segments vont définir les contours d'un échange qui va être authentifié comme relevant de l'anthropologie.

Un pas néanmoins est franchi, dont il convient de décrypter les différentes stases avant de restituer la cohérence de leur enchaînement. Commençons par l'anthropologue comme chercheur, propulsé par les médias numériques et ses institutions de rattachement au cœur d'une concurrence acharnée dans le cadre de laquelle il doit assurer et mesurer de manière quasi permanente sa visibilité, ses scores, son audience etc. Bifide, l'anthropologue qui dialogue avec ses interlocuteurs, exfiltre cette face désormais inévitable de sa caractéristique et tente un échange égalitaire, dans un face-à-face inévitablement troublé en regard de ce que la rencontre était dans une période où il devait se présenter dans une nudité symbolique relative avec ses seuls arguments et méthodes pour pousser les sujets à élaborer face à lui leur situation. Rapports

de classe, différenciations sociales, postures de sexe, l'ensemble de ces éléments et bien d'autres, retravaillés par les imaginaires en jeu, formaient le dispositif de fondement de la rencontre, ses médiations incontournables, fluides, perpétuellement redéfinies dans l'approfondissement relationnel.

Aujourd'hui des informations numériques sur l'anthropologue comme sur son interlocuteur sont disponibles et sont un matériau concret, précis, qui s'institue en préalable à l'échange qui s'en voit de fait métamorphosé. La valeur de l'anthropologue, celle de son interlocuteur sur les marchés, dans lesquels ils évoluent l'un et l'autre, s'impriment dans l'échange, instruisant des perceptions qui se verront consolidées ultérieurement. La numérisation de l'échange – y compris lorsque celui-ci a lieu hors ligne – est donc double et omniprésente, contenant des dimensions antagoniques qu'il est impossible au plan épistémologique d'occulter. Or cette numérisation de la communication a été naturalisée, tellement incorporée dans la conscience et l'inconscient des acteurs, qu'elle se voit échapper en grande partie à l'interprétation.

Dans un vocabulaire marqué par la philosophie critique des années soixante, Herbert Marcuse écrivait que la rationalité technologique<sup>7</sup> – dans laquelle on peut ranger Internet et lesdits réseaux sociaux – « a transformé de nombreux modes de contrainte et d'autorité extérieurs en modes d'autodiscipline et d'autocontrôle... Cette introversion de la contrainte et de l'autorité a renforcé plus qu'atténué les mécanismes du contrôle social. » Décelant une « normalisation de la pensée sous l'influence de la rationalité technologique », accusant la « tolérance répressive » qui égalise toutes les positions et neutralise les conflits, il prophétisait sur fond de « désublimation répressive<sup>8</sup> » un affaissement de l'esprit critique. Herbert Marcuse, comme une grande partie des philosophes de cette génération, était animé, dans ses

---

7. Herbert MARCUSE. « Quelques conséquences sociales de la technologie moderne », in *Sommes nous déjà des hommes ? Théorie critique et émancipation, 1941-1979*, Albin Michel, 2018.

8. Herbert MARCUSE, *L'homme unidimensionnel. Essai sur la sociologie de la société industrielle avancée* [1964], 1<sup>e</sup> trad. fr. 1968, Paris, Points, 2018.

spéculations théoriques, par une volonté déterminée de transformation sociale. La conjoncture générale actuelle a considérablement changé, avec pour seul horizon la globalisation du capitalisme financiarisé, ses réformes et ajustements, ce qui implique aussi des changements de concepts et de problématique.

Cependant, il est important aujourd'hui d'essayer d'évaluer, dans l'espace épistémique restreint de l'anthropologie, comment les nouvelles médiations numériques généralisées changent de fond en comble la représentation que les anthropologues se font de leur discipline et de leur praxis. L'hégémonie nouvelle des images qu'institue Internet a pour conséquence qu'elles tendent à se substituer dans leur réification à la fluidité de l'imaginé et de l'imaginable dans l'échange qui s'institue entre l'anthropologue et ses interlocuteurs. Faisons tout d'abord l'hypothèse d'une première rencontre « concrète », en face-à-face hors ligne. L'investigation anthropologique pourra réitérer cette expérience ou non, mais dans tous les cas des adresses Facebook ou autre auront probablement été données et les protagonistes pourront se suivre mutuellement sur le média de leurs choix, avec ou sans avatar. Le lien se poursuivra après le départ de l'anthropologue pour un terrain lointain et son retour dans son propre pays. Ce lien sera dès lors fondé sur des images et des commentaires, qui selon les choix mêleront entièrement ou de façon plus restreinte les univers relationnels des protagonistes. Dans le cas d'une adresse Facebook unique des uns et des autres, c'est donc la totalité des vies qui s'expose en images ; si les adresses sont multiples, les vies se voient segmentées selon les volontés des sujets, ce qu'ils veulent montrer et cacher. La communication anthropologique – parenthèse dans la vie des sujets<sup>9</sup> – connaît alors une prédétermination frontale qui doit être confrontée aux flux imaginaires qui la parcouraient de façon féconde lorsque la seule médiation disponible restait

---

9 . Monique SELIM, « La « folie » du terrain, quelles médiations analytiques ? », *Journal des anthropologues*, n° 116-117, 2009, p. 467-490.

l'écriture, souvent peu utilisée par les interlocuteurs de l'anthropologue.

Je donnerai un exemple pris dans ma propre expérience de terrain de ce nouveau mode de production des connaissances dans lequel nous entraîne la numérisation des communications. Après un premier terrain au Laos en 1993-1994, dans une situation de grand isolement du pays, et plusieurs retours jusqu'aux années 2005, je décide en 2016 de lancer une investigation sur les ONG qui se sont multipliées, en particulier celles qui ont une dimension genre, et sur les jeunes gays et lesbiennes<sup>10</sup>. Les jeunes filles sont très accueillantes, ouvrant leur cœur en même temps qu'elles me montrent sur leurs téléphones, leurs modèles thaïlandais et les multiples déclinaisons sexuelles des couples et des rôles lesbiens dont elles s'inspirent. De retour en France, je reçois tous les jours plusieurs alertes sur mon compte Facebook (créé à l'occasion de cette mission pour retrouver de vieux amis laotiens et sur lequel je suis infra-active) et je peux, à travers les images qu'elles m'envoient, comprendre l'évolution des couples, leur participation aux fêtes religieuses et familiales, les cérémonies de faux mariages mises en œuvre etc. Les informations sont nombreuses et je trouve un réel plaisir à suivre de loin la vie des jeunes filles rencontrées. Je pourrais sans aucun doute aller beaucoup plus loin dans la poursuite des échanges et questionner mes interlocutrices mais je choisis d'en rester à l'observation des mises en scène retenues par ces dernières.

En effet, en Chine, j'ai dû mener des entretiens à quelques reprises sur Skype avec des leaders d'ONG LGBT qui se trouvaient à Pékin alors que j'avais basé mon terrain à Canton et, quoique très intéressants, ces échanges ne m'ont pas semblé pouvoir remplacer des rencontres *in praesentia* qui se poursuivent généralement par de copieux déjeuners et dîners, laissant place à un partage sensible. Les restaurants sont en effet des refuges en regard d'une surveillance qui ne cesse de

---

10. Monique SELIM, « Des génies ventriloques au Laos », in Monique SELIM, Wenjing GUO, *Des sexualités globalisées à l'avant-garde ?*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 183-210.



s'intensifier et utilise de plus en plus les médias numériques à travers le calcul de crédits sociaux qui permettent de noter et de contrôler les citoyens chinois <sup>11</sup>. D'une manière générale, en Chine comme dans tout contexte dictatorial, un anthropologue ne peut assurer la confidentialité d'un échange sur Skype, en ligne, et cette incapacité non seulement peut mettre en sérieux danger son interlocuteur mais surtout pèse lourdement sur la teneur des discours que ce dernier peut tenir. Dans le cadre de sociétés aux régimes démocratiques, la capitalisation et la capture des données personnelles par les GAFAs n'ont pas les mêmes conséquences mais néanmoins livrent potentiellement la communication avec l'anthropologue à un tiers étendu et indéfini.

Il n'est pas dans mon intention de hiérarchiser les types d'échanges possibles – selon les médiations retenues et les lieux d'effectuation – qui sont à la base d'une investigation anthropologique mais de tenter de mettre en lumière les saillances qui en émergent. Il me semble que le regard, l'image dominant les communications lorsqu'elles sont numérisées, déclenchant plus facilement des logiques pulsionnelles, alors que, hors ligne, l'attention flottante va se poser sur une foule de signes plus ou moins notables ou sans importance, laissant libre cours à l'intersubjectivité et aux flux inconscients qui traversent toute rencontre. La productivité de la communication en termes de matériaux et d'analyse peut être estimée indépendante de la nature de ses conditions de possibilité. Le primat d'une fonction scopique, qui happe l'anthropologue, doit néanmoins être noté et sur ce point, les psychanalystes dont le travail se fait originellement *in praesentia* comme le recueil d'observations des anthropologues, s'interrogent aussi sur ce déplacement à distance <sup>12</sup>.

Coprésence et présence à distance restent donc à distinguer en dépit du fait que ces deux modes d'être sont de plus en plus coagulés et confondus, que les fictions dont nous sommes

---

11. René RAPHAEL, Ling XI, « Bons et mauvais Chinois », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.

12. Geneviève BLANCHARD et son site *Le Web et l'inconscient*.

abreuvés tendent à modeler un « réel » déjà pensé comme spectacle dans son éclosion. Les manifestations politiques au cours desquelles les gens se filment en prenant des poses avantageuses, les attentats terroristes aux mises en scènes soignées en vue de leur diffusion mondiale, les rencontres sexuelles dynamisées par des médias pornographiques dont elles suivent les modèles et qui, filmées, repartent sur le Net à des fins ludiques ou malveillantes, sont quelques illustrations d'un nouveau régime existentiel, marqué par la contiguïté fusionnelle entre des étants auparavant séparés.

### **Retotaliser la communication**

L'anthropologue comme ses interlocuteurs accomplissent désormais une large partie des actes de leur vie – travail, impôts, achats etc. – sur Internet, à peu près partout dans le monde. Dans des cas de plus en plus nombreux, la vie amoureuse, sexuelle, affective se bâtit et s'effectue en ligne, ou passe par Internet de manière au moins transitoire. Il en résulte qu'Internet ne saurait constituer un objet séparé d'étude anthropologique<sup>13</sup>, qu'au contraire pour bien comprendre son sens et ses dimensions multiples il doit être intégré à toute investigation comme et parce qu'il l'est à la vie des sujets. Pourtant Facebook et son corollaire Messenger, qui permet le dialogue écrit instantané, sont très tentants pour mener des enquêtes qui vont reproduire une séparation volontaire entre la quotidienneté concrète et la communication en ligne sous un autre nom qui protège autant l'anthropologue que son interlocuteur.

Les recherches menées sur les sexualités plurielles et les transitions sexuelles vont particulièrement apprécier ce type de coupure qui conforte une apparence normative et laisse libre cours dans l'espace numérique au développement des désirs. Ne pas se rencontrer devient alors pour les deux protagonistes une évidence qui maintient la forteresse d'un soi devant être caché pour sauver l'individu visible. Dans ce contexte, bien sûr,

---

13. Monique SELIM, « La production numérique du réel », *Variations. Revue internationale de théorie critique*, n° 16, 2012, p. 106-113.

l'offre d'abattre le mur entre les deux moi, en provenance de l'anthropologue, peut se heurter à un refus ferme ; mais l'anthropologue peut aussi céder au souhait de maintenir l'étanchéité des espaces et travailler sur l'interprétation de ces matériaux qui portent la segmentation en eux-mêmes. L'intérêt est pourtant grand de pousser le sujet à élaborer, dans la communication anthropologique, les logiques qui l'ont amené à édifier cette clôture à laquelle il s'accroche et s'enchaîne pour sauver l'illusion de son intégrité trouble. Néanmoins il faudra alors être prêt à soutenir le sujet dans cet effort de dépassement qui peut être psychologiquement coûteux.

La littérature scientifique, les essais sur Internet, le Web, les réseaux dits sociaux sont maintenant en nombre considérable. D'une manière générale, qu'il s'agisse des sciences politiques, des sciences de la communication ou de la sociologie, Internet paraît être l'objet de deux opérations épistémiques complémentaires : la première consiste à isoler Internet et à l'autonomiser comme un objet en soi tandis que la seconde hyperbolise Internet sur un fond de réification. Ces deux opérations épistémiques qu'on peut résumer comme extraction/substantialisation aboutissent à doter Internet de causalités diverses, surplombantes et porteuses de déterminations plurivoques, bref à penser Internet comme fondateur.

La démarche anthropologique se situerait à l'inverse en réinsérant la communication numérique dans les modes de communication internes aux différents groupes sociaux, en restituant les articulations en jeu entre ce champ spécifique et les autres, travail, parenté, etc., bref, non pas en abstrayant Internet des rapports sociaux, mais, au contraire, en l'intégrant comme une dimension additive des rapports sociaux et potentiellement transformatrice. C'est de cette façon que peuvent être évitées des répétitions qui ont, à différentes périodes historiques, entravé le développement de l'anthropologie, et isolé l'ethnologie dans une boîte étroite et obscurantiste, qu'on se tourne vers les fétichismes ethniques reproduits des villages africains aux villes françaises, ou vers des dérives symbolistes ignorantes des transformations structurelles, sociales, politiques et économiques.

Corollairement, cette inscription d'Internet dans l'épaisseur des rapports sociaux commande, dans une perspective anthropologique enrichie, de maintenir l'investigation dans des groupes microsociaux où l'anthropologue s'implique directement et s'efforce de décrypter à qui, à travers lui, les acteurs s'adressent pour aller au-delà de la discursivité apparente. Il ne s'agit donc pas d'aligner des thématiques brodées autour d'Internet, effaçant les sujets et leurs collectifs d'appartenance, ce qui serait légitime dans une certaine conception de la sociologie, mais de comprendre quel est l'ensemble des processus sociaux qui donne leur sens aux logiques des acteurs, qui, parmi d'autres éléments, se sont approprié Internet et vont lui donner une orientation et des qualifications précises.

La recherche menée par Wenjing Guo sur Internet en Chine <sup>14</sup> illustre avec beaucoup de finesse l'intérêt d'une telle démarche en restituant la singularité de trois groupes sociaux au sein desquels l'anthropologue s'est immergée : des homosexuels autour d'une mère symbolique s'inspirant d'une formule américaine, des résidents en lutte pour l'environnement, des Cantonais en quête d'identité. Ces trois groupes – qui mettent en scène des usages intenses et différents d'Internet – rassemblent des individus très divers qui trouvent dans cette agrégation active un statut nouveau que rehausse Internet. Les productions de subjectivité qu'ils dévoilent permettent d'interpréter la nature des collectifs qu'ils forment et en particulier comment ils vont, ou ne vont pas, s'écarter de la conformité politique de l'État-parti, et rentrer en dissidence voilée ou ouverte. Avec des méthodologies entièrement centrées sur l'usage segmenté d'Internet, sur les mêmes terrains chinois du militantisme des classes moyennes, d'autres auteurs mettront l'accent sur la rationalité des acteurs, qu'ils rationalisent eux-mêmes, évitant la délicate question politique dans un contexte dictatorial. On ne trouve, pourrait-on dire de manière lapidaire, que ce qui ressort des caractéristiques d'une méthodologie.

---

14. Wenjing GUO, *Internet entre État-parti et société civile en Chine*, Paris, L'Harmattan, 2015.

Ainsi s'adresser en Chine à une agence pour composer un échantillon auprès duquel vont être testées des questions prédéfinies sur Internet aboutit à considérer que les acteurs seraient plutôt induits à une certaine conformité avec l'ordre sociopolitique régnant.

L'anthropologie est conduite en permanence à intégrer de nouvelles dimensions du monde globalisé, tel Internet, et à éclairer les contradictions des sujets individuels et des multitudes en formation sans céder à la tentation de générer de nouvelles sous-branches spécifiques qui interdisent de fait de penser les totalités sociales. Déceler comment les sociétés et les acteurs qui les composent fissurent les dominations étatiques – comme dans le cas chinois – suppose que l'anthropologue évite lui-même de s'enfermer dans une position normative au risque de ne voir à travers ses enquêtes que la reproduction des normes vers lesquelles il est attiré.

### **La production numérique de l'irréel**

Dans le cadre d'une double intégration d'Internet – méthodologique et existentielle – il faut saisir ce qu'il interpelle de façon concomitante chez l'anthropologue et chez ses interlocuteurs. Les modes de conception d'Internet et du Web ont considérablement évolué en dix ans, passant d'une vision positive d'ouverture à des craintes de plus en plus précises sur les manipulations éventuelles. Les interventions russes sur les élections américaines, qui auraient favorisé l'accès de Trump au pouvoir en 2017, ont fait percevoir concrètement le danger : des faux profils, répandant des fausses nouvelles, sur lesquelles de vrais et de faux acteurs vont cliquer, la création de fermes à clic où, écrit Olivier Ertzscheid <sup>15</sup>, « des milliers de téléphones portables alignés regardent et « likent » en boucle la même vidéo ou attribuent des étoiles à telle ou telle application qu'il importe de faire remonter dans les « stores » des grandes plateformes ». L'auteur s'alarme du nombre croissant de bots, des millions, derrière lesquels ne se situe plus aucun sujet

---

15. Olivier ERTZSCHEID, « Bienvenue dans le World Wide Fake », *Libération* 15/1/2019.

humain, mais uniquement un déploiement machinique autonome qui n'a plus rien à voir avec les machines désirantes de Félix Guattari. L'irréel numérique gagne sur la production numérique du réel.

À un autre niveau, les mouvements sociaux, tels les Gilets jaunes en 2018-2019, se coordonnent sur la grande plateforme de Facebook qui a changé son algorithme de hiérarchisation pour tenter de diminuer l'impact des fake news. Les contenus produits par les pages ont cessé d'être mis en avant au profit des groupes d'utilisateurs et de leurs proches, explique Roman Borstein <sup>16</sup> qui souligne l'effet consécutif d'enfermement du sujet dans la circulation des informations qui vont lui être algorithmiquement envoyées.

L'anthropologue et ses interlocuteurs n'échappent pas plus les uns que les autres à ces bulles cognitives qui fonctionnent sur le commun des intérêts et font marcher les marchés réels de l'irréel et irréels du réel. À cette étape des transformations technologiques, le groupe social et les faits sociaux qui sont les matériaux de l'anthropologue perdent toute évidence, sauf à se noyer dans le Web et les likes et à prendre cette plongée comme un mime scientifique de l'immersion anthropologique et de l'observation participante, amplement critiquée à juste titre il y a plusieurs décennies par Jeanne Favret-Saada <sup>17</sup>. Les mouvements #MeToo et Balance ton porc, qui ont eu en 2018 une audience extraordinaire, montrent dans la même ligne les nouveaux dispositifs à partir desquels vont s'élancer des logiques inédites d'action collective. Si la dialectique fut le maître mot du XX<sup>e</sup> siècle, la fixation identitaire et les opérations de réification et d'essentialisation pourraient être considérées – paradoxalement dans une période d'intenses flux globalisés – comme la tendance majeure du XXI<sup>e</sup> siècle, encouragée par Internet et le Web qui préfèrent à l'analyse des contradictions et des ambivalences la partition des opinions et des phénomènes en éléments opposés, n'offrant d'autre alternative que

---

16. Roman BORSTEIN, « En immersion numérique avec les gilets jaunes », Fondation Jean Jaurès, 2019.

17. Jeanne FAVRET-SAADA, « Être affecté », *Gradiva*, 1990, n° 8, p. 3-10.

l'exclusion ou l'approbation. Les ruptures épistémologiques qui marquent l'anthropologie actuelle désignent à différentes échelles l'enchevêtrement permanent du marché, des processus de numérisation et de globalisation qui sous-tendent son dynamisme économique et métamorphosent le sujet, dans son intimité et sa sexualité devenue un paradigme central de son identité.

Les sites à connotation sexuelle illustrent cet enchevêtrement en offrant des profils à la fois ethnicisés, aux prestations spécifiques et aux coûts précis et concurrentiels. Le sujet est ainsi comblé dans la saturation de son désir ciblé et l'immédiateté de la communication. Tapez beurette, explique Fathima Khemilat sur YouTube, pour saisir les multiples mises en scène de la femme arabe, qui ramène l'anthropologue au politique à travers la colonisation. Impressionnant est aussi le nombre de plus en plus grand de films sur les difficiles mutations de tous ceux et celles qui veulent changer de sexe et y parviennent par des mutations hormonales et des opérations chirurgicales. Les scénarios sont sur le fond identiques qu'il s'agisse de *Finding Fong* au Vietnam, de *Coby* aux USA ou encore de *Girl* en Belgique. Les garçons qui veulent devenir des femmes en adoptent tous les comportements de service, voire de servitude, traditionnellement attachés à une féminité dominée et infériorisante : ils mettent de jolies robes, préparent de bons plats qu'ils servent avec réserve et sourires, accomplissent toutes les tâches domestiques, tentent de plaire aux hommes et de les faire jouir par tous les moyens etc. Pour accélérer sa transformation biologique, l'héroïne de *Girl* ira jusqu'à se castrer elle-même avec une simple paire de ciseaux et comme elle tient à la vie, elle a pris soin d'appeler auparavant les Urgences et de laisser la porte de l'appartement ouverte. Ceux qui étaient des femmes de leur côté s'efforcent de rejoindre une virilité extrême qu'ils attribuent à la testostérone. Sont délivrés dans ces films deux messages sous-jacents dont le premier est qu'il est plus facile de changer de sexe que de classe sociale et qu'il faut donc s'investir dans cette mutation sexuelle et s'en réjouir, sans frustration pour des rêves d'ascension socio-économique impossible. On comprend aussi en se laissant porter par ces films édifiants que la transformation biologique

est le nom et l'autel de la substantialisation de la dualité sexuelle du féminin et du masculin. D'aucuns pourraient voir dans ce retour en arrière une nouvelle niche catégorielle pour des invariants un peu déroutés par la pluralisation des identifications sexuelles !

Emmenons maintenant le lecteur sur le terrain des concepts, en portant le regard sur quelques-uns dont les mutations sont particulièrement significatives des bouleversements contemporains.



## PLATEAUX CONCEPTUELS

« La désublimation impliquée dans cette sorte de réalisation de soi est elle-même répressive dans la mesure où elle affaiblit la nécessité et le pouvoir de l'entendement, la force catalytique de cette conscience malheureuse qui ne se réjouit pas de sa libération personnelle archétypique de la frustration-résurgence désespérée du ça. »

Herbert MARCUSE, « Tolérance répressive », in *Sommes nous déjà des hommes ? Théorie critique et émancipation, Textes et interventions, 1941-1979.*



## PERSPECTIVES CRITIQUES EN ANTHROPOLOGIE

Quelque peu tombée en désuétude ces dernières décennies, la notion de critique connaît récemment un regain d'actualité et les sciences sociales, à travers la sociologie, se voient de plus en plus attaquées pour leur versant critique, qui, selon les uns excuserait les comportements déviants, selon d'autres fournirait des critères explicatifs trop réducteurs, puisant dans les champs sociaux et économiques<sup>1</sup>. La revue *Le Débat* a publicisé ce thème en reprenant dernièrement cette accusation de la sociologie critique dans son dossier *La sociologie au risque d'un dévoiement* ; dans ce dernier, plusieurs sociologues – Olivier Galland, Dominique Schnapper, Gérard Bronner, Étienne Gehin – reprochent à leurs confrères un trop grand engagement politique, une excessive empathie pour leurs sujets de recherches qui portent sur les couches dominées. La notion de discrimination est au centre de la polémique et il lui est opposé les croyances des acteurs, qui seraient la clé de compréhension de leurs comportements. Le lecteur perçoit très vite que derrière cette bataille conceptuelle, l'islam et ceux qui sont désignés comme les musulmans sont l'une des cibles prioritaires des traitements sociologiques différenciés :

---

1. *Le Débat*, n° 197, 2017.

appréhendés comme en partie inintégrables à la société française pour les collaborateurs du dossier, ils méritent au contraire d'être scrutés dans leurs logiques propres pour les sociologues critiques, qui les replacent dans leur contexte de production. Aucun anthropologue n'a pris part à cette controverse, très politique sur le fond, mais, en 2015, la nécessité de « ne pas céder aux sirènes militantes du dévoilement critique » était rappelée par Philippe Descola, Jean Louis Fabiani, Irène Théry, Antoine Lilti <sup>2</sup>. Le lecteur des médias qui relatent ces partitions peut se demander légitimement si la notion de critique a un sens en anthropologie aujourd'hui et c'est la question que nous poserons ici en tentant d'y répondre positivement.

Avant d'examiner cependant ce que pourrait être l'orientation critique dans la discipline anthropologique aujourd'hui, rappelons brièvement que c'est dans la philosophie classique qu'on trouve la notion de critique la plus précise, et ce, à différentes époques, qu'il s'agisse de Kant avec la *Critique de la raison pure*, de Marx avec la *Critique de la philosophie du droit*, de l'école de Francfort avec la *Critique de la raison instrumentale*, et plus proche de nous, de Sartre avec la *Critique de la raison dialectique*. Ces repères critiques de la philosophie dessinent un espace intellectuel dans lequel les sociologues critiques, et en particulier Bourdieu, se situent.

### **Fragments et moments critiques en anthropologie**

En anthropologie *stricto sensu*, cerner des piliers théoriques critiques est plus ardu pour deux raisons distinctes. En premier lieu, la notion de critique est détachée de sa matrice philosophique et aujourd'hui adjointe le plus souvent à des champs spécifiques fragmentés tels l'aide humanitaire (Lætitia Atlani), l'État (Benguissa), la pauvreté (Michel Agier) ou encore la littérature et l'esthétique, avec l'ethnocritique et son emphase sur l'altérité (Daniel Fabre). On peut aussi citer l'anthropologie numérique porteuse de critiques de la discipline

---

2. *Libération*, 18 juin 2015.

(Christophe Magis et Fabien Granjon) et les jeunes chercheurs qui appellent à la recherche-action et /ou à plus d'engagement politique de la part des anthropologues sur le modèle d'une partie de la sociologie critique.

À un autre niveau plus fondamental, si l'on distingue bien des moments critiques dans l'histoire récente de l'anthropologie, comme en particulier celui qui touche les colonisations et les décolonisations, la critique de l'anthropologie s'arrime le plus souvent à des courants critiques de la philosophie comme on l'observe dans l'anthropologie économique (Claude Meillassoux, Pierre-Philippe Rey, Emmanuel Terray) essentiellement marxiste, ou chez des anthropologues inspirés largement par Sartre comme Gérard Althabe qui a cofondé à L'Harmattan la collection « Anthropologie critique <sup>3</sup> ». La notion de critique en anthropologie est donc pluridirectionnelle et aussi dotée d'une extrême polysémie et d'un foisonnement rhizomatique, traits qui néanmoins ne devraient pas faire oublier que l'aspiration de l'anthropologie est plus marquée par un désir de conformité à un socle par ailleurs ambigu, que par un esprit critique renouvelé de manière permanente. Sans doute faut-il attribuer cette rémanence à l'objet premier de l'anthropologie : des sociétés lointaines dont la vision traditionaliste déteint sur l'anthropologue et l'oriente vers une réification scripturale de son champ.

Cependant, dans les cinquante dernières années, l'anthropologie a montré des capacités critiques importantes, puisées en elle-même, et relativement affranchies de courants intellectuels répertoriés comme critiques. Trois grandes mutations critiques parmi d'autres doivent être gardées en mémoire ; la fin de l'exotisme, c'est-à-dire la dévotion de l'anthropologie à des sociétés de l'altérité lointaines et rurales, conçues comme immobiles, constitue la première

---

3. En 1998, créée avec Monique Selim qui, depuis son décès en 2005, la dirige seule.

Remi HESS, *Gérard Althabe : une biographie entre ici et ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2005.

transformation majeure de la discipline qui aujourd'hui est délibérément urbaine, numérique et s'engage dans des champs multiples tels les migrants, les camps, les ONG, le travail, etc. Si cette conversion a été douloureuse dans les années soixante-dix, où la ville était encore considérée par la majorité des anthropologues comme l'apanage des sociologues, elle n'en est pas moins acquise. On note pourtant que la projection d'une altérité anthropologique sur tout objet de l'anthropologue reste pour certains une marque de fabrique anthropologique repérable dans l'extraordinaire succès actuel de la notion d'ethnographie, auparavant pourtant bien critiquée. Ainsi les sociologues, aux côtés des anthropologues, emploient-ils désormais ce terme d'ethnographie qui paraît un gage de vérité et d'authenticité.

La seconde métamorphose décisive de l'anthropologie est d'ordre épistémologique et postule l'appréhension nécessaire du rôle, de la position objective et subjective de l'anthropologue dans la production de la connaissance ; c'est sous le terme de réflexivité que cette perspective critique sur la méthode et la construction de l'objet de l'anthropologue a été mise en œuvre, certes avec retard en regard des épistémologies philosophiques qui posaient dès le début du XX<sup>e</sup> siècle l'inclusion de l'observateur dans l'expérience scientifique. Aujourd'hui la réflexivité anthropologique constitue un parcours obligé dans tous les domaines, partagée entre des variantes plus épistémologiques, d'autres plus narcissiques, égotistes ou encore littéraires. Cet apport réflexif déterminant a enjoint à rendre poreuses les frontières disciplinaires avec la sociologie, qui dans les récentes décennies a beaucoup emprunté au plan méthodologique à l'anthropologie, se faisant plus qualitative et microsociale.

L'intégration très difficile en France de la notion de globalisation dans l'anthropologie peut être conçue comme le troisième moment critique inévitable de la discipline. L'anthropologie française est en effet restée rivée, jusque dans les années 2000, à une sorte de dévotion microlocale exclusive et ossifiée, faisant barrage à l'appréhension de la globalisation, laquelle était déjà largement incluse depuis le début des années quatre-vingt-dix dans les problématiques anthropologiques anglo-saxonnes, ce que reflète bien le concept agglutiné de

global. L'importation des travaux américains en particulier a fait céder cette résistance de l'anthropologie française et a conduit à un affichage significatif pluriel de la globalisation qu'il s'agisse d'anthropologie de la globalisation (Marc Abélès), d'ethnographie globale de la mondialisation (Laurent Berger) ou d'anthropologie politique de la globalisation (Bernard Hours, Monique Selim).

Après ce bref tableau, j'essaierai de donner un contenu plus concret à ce que serait une perspective critique en anthropologie dans un contexte de globalisation, situation éprouvante pour une discipline fondamentalement ciblée sur les configurations microlocales. Dans cet objectif, une triangulation théorique me semble devoir être édiflée autour de trois pôles intimement articulés par la situation de globalisation, pour reprendre l'expression sartrienne, appliquée par Balandier à la situation coloniale : une anthropologie globale du présent, une anthropologie politique, une anthropologie clinique en constituent les chaînons sur lesquels je vais me pencher successivement.

### **Une anthropologie globale du présent**

L'enjeu principal de l'anthropologie dans son intentionnalité critique réside notamment dans la tension permanente entre deux axes heuristiques : le premier consiste à déchiffrer la singularité des logiques des acteurs individuels et collectifs appréhendés par l'investigation anthropologique dans un champ social construit en objet ; le second vise à comprendre les effets du cadre désormais global de production de ces logiques singulières, qui s'inscrivent dans un monde entièrement numérisé. Pour bien saisir toutes les conséquences de cette tension épistémique, trois critiques doivent être menées simultanément sur les formes actuelles du capitalisme, sur leurs conséquences dans la conceptualisation des processus en jeu, sur les nouveaux régimes de production des subjectivités, des postures de vérité existentielle des acteurs.

La financiarisation généralisée du capitalisme présent a pour caractéristique, au-delà de son inscription macroéconomique, de pénétrer désormais les unités domestiques à travers en

particulier tous les systèmes de microcrédits à visée émancipatoire ou purement lucrative. Corollairement la numérisation généralisée du monde connaît une intensification inouïe à travers l'utilisation croissante, publique et privée des algorithmes, qui assurent aux marchés financiers leur rentabilité immédiate. Internet se révèle bifide, en étant tout à la fois l'outil objectif des fonctionnements capitalistiques et l'instrument fondamental d'adhésion des sujets à ces derniers. C'est pourquoi les termes de biofinanciarisation et de bionumérisation, désignent de manière plus ajustée la nouvelle complexité des phénomènes présents, caractérisés par l'implication maximale des individus dans leur efficacité et leur développement. L'attention des acteurs est devenue une ressource déterminante de l'accumulation capitaliste, comme le souligne Yves Citton, et la mobilisation des subjectivités s'avère un ressort inéquitable de la financiarisation. Cette transformation majeure du monde présent convoque plus que d'autres disciplines l'anthropologie.

En effet, de par sa méthodologie spécifique d'écoute des individus, d'accès direct à leurs terrains et à leurs élaborations personnelles et collectives, l'anthropologie se trouve confrontée aujourd'hui à un dilemme inédit : où gît la singularité sociale des acteurs si ses modes de production, aux quatre coins du monde, dans les régions les plus reculées comme dans les centres des mégapoles, convoquent les flux globalisés ? Cette question principielle, dirigée, à un second niveau, la critique sur les concepts, soit les modes de penser ces transformations essentielles. Comme toutes les productions intellectuelles, les sciences sociales sont à replacer dans le cadre des changements en cours, sans pour autant devoir en être vues comme un simple reflet. Les mutations conceptuelles aujourd'hui observables, l'abandon relatif de certains concepts, l'engouement pour d'autres, mettent en scène les efforts pour s'ajuster aux changements tout en portant ces changements eux-mêmes dans leur contenu sémantique propre. Les exemples de ces mutations conceptuelles sont multiples et interrogent la saisie d'un « réel » qui fuit de plus en plus au croisement des subjectivités globalisées et des globalisations incorporées. Ainsi le fait que le concept de domination soit supplanté par celui de



discrimination en est très représentatif, en anthropologie comme dans toutes les sciences sociales. Cette nouvelle prééminence des discriminations <sup>4</sup>, sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre suivant, traduit, à sa façon, le passage d'ordres verticaux à des ordonnancements impliqués dans lesquels les objectifs et la discipline du social au sens large sont portés et intériorisés par les acteurs. Soulignons que les discriminations atteignent les individus dans leur être intime alors que la domination s'exerçait comme extériorité imposante et supposait son éventuel renversement. La primauté des discriminations sur les dominations déclenche une chaîne de mutations conceptuelles dont celle qui fait désormais prévaloir l'identité sur le statut. Conféré par le travail et supposant des hiérarchies fixées par le capital et l'exploitation, le statut désigne un monde en voie d'obsolescence. Les sciences sociales, et l'anthropologie en premier lieu en raison de sa dévotion à l'altérité, ont été frappées par l'envahissement du concept d'identité <sup>5</sup> depuis plus de 30 ans. Cette appétence conceptuelle pour l'identité est à la mesure des processus d'identarisation qui renvoient les sujets à leur origine, leur appartenance supposée et recréée. Se pose donc la question du caractère heuristique de ce décalque entre processus sociaux et métaphores conceptuelles.

Corollairement, l'exaltation du concept de communauté <sup>6</sup> aux dépens de celui de société paraît coller exactement aux lectures politiques en termes de communautarisation, alors même qu'auparavant les sciences sociales auraient décrit les mêmes phénomènes en ciblant l'enfermement des sujets dans des zones de ségrégation, leur regroupement par l'origine, les assignations négatives provoquant la réappropriation des stigmates et précisement les rapports sociaux dominants comme modes de production des dites communautés.

Les polémiques qui ont éclaté ces dernières années autour du concept de genre remplaçant les rapports sociaux de sexe et

---

4. Catherine DESCHAMPS, « Discriminations, genre et espace public parisien », *Journal des anthropologues*, n° 150-151, 2017/3.

5. *L'Homme et la Société*, n° 83, 1987 : « La mode des identités ».

6. Annie BENVENISTE, Monique SELIM, « La chimère communautaire », *Chimères*, n° 87, 2015, p. 151-156.

clôturant le débat entre réactionnaires avérés et défenseurs progressistes, ont, par ailleurs, occulté les confusions que recouvre le genre comme notion fourre-tout : y sont assimilées normes sexuelles prescrites par les sociétés et normes globales de genre comme instruments de gouvernance du monde présent <sup>7</sup>, l'agglutination de ces deux types de normes étant source de tensions pour les sujets.

Ces quatre métamorphoses conceptuelles, citées parmi de multiples autres, illustrent les lieux de passe où, de mon point de vue, la critique doit être particulièrement vigilante. En étant historiquement dévolue à des mondes lointains, supposés hors du capitalisme, l'anthropologie a, durant et après la colonisation, entériné des concepts d'identité, de communauté et de complémentarité sexuelle idéalisée hors de dominations qui étaient refoulées vers la société dite « moderne » et anonyme de l'anthropologue.

Actuellement identité/discrimination/communauté/genre constituent l'appareillage conceptuel minimum banalisé par les chercheurs en sciences sociales comme par les anthropologues. Cet appareillage conceptuel est une réponse aux processus de globalisation qui estompent les sociétés au profit de fabriques de communautés en nombre infini dans la mesure où leur création démultipliée est portée par des acteurs discriminés en quête de réparations globalisées. La gestion de l'intimité sexuée, désormais placée au centre de la gouvernance globale <sup>8</sup>, est exemplaire de ces politiques de communautés.

Les sujets trouvent sur les nouveaux marchés symboliques – qui doublent les marchés economico-financiers – une foule d'identités qu'ils prennent au gré de la mobilisation de leur désir et des opportunités objectives qui se présentent. Ces identités fluides sont les supports de production des communautés *ad hoc* et les processus d'emboîtement de communautés s'engendrent par scissiparité comme autant de

---

7. Anne QUERRIEN, Monique SELIM, *La libération des femmes, une plus-value mondiale*, Paris, L'Harmattan 2015.

8. Monique SELIM, Wengjing GUO, *Des sexualités globalisées à l'avant-garde ?*, Paris, L'Harmattan, 2017.

cases où s'intégrer. Dans cette configuration, le sujet est à lui tout seul un marché, un marchand et une marchandise, et se présente comme un activiste du capitalisme global.

Ce constat oriente immédiatement la critique sur les nouveaux régimes de production de subjectivités. Comment cerner la vérité existentielle des acteurs, et son topos ? Tel est le dilemme fondamental, car épistémologique, auquel s'affronte actuellement l'anthropologue ; tout d'abord l'écoute a, d'une certaine manière, changé d'échelle ou plutôt multiplié les paliers d'échelle, en étant poussée à se faire à la fois intime et globale. Lorsqu'en effet le groupe étudié est l'objet de financements internationaux consacrés à son émancipation et que les sujets se saisissent de cette offre pour leur libération personnelle face aux contraintes de leur société, l'analyse anthropologique appréhende tout à la fois ces deux dimensions constitutives d'une subjectivation globalisée et d'une globalisation subjectivée. L'authenticité existentielle émerge alors comme un flux mouvant se ressourçant dans le monde extérieur pour mieux se consolider dans l'univers interne. Le sujet édifie son idéal du moi dans le cadre d'un idéal global. Les plateaux LGBT, les féminismes islamiques sont des champs où se cristallisent ces nouvelles productions de subjectivités, en quête de lignes de fuite. Le vieux concept d'aliénation semble, face à ces logiques, perdre de sa pertinence car si le sujet devient Autre, il se libère dans le même moment. La conversion spectaculaire d'anciens traits féminins aliénants redécouverts en traits d'identités positives (maternité, retour au foyer, *care*, etc.), les processus de retraditionalisation volontaire, choisis par des femmes, incitent l'anthropologue à dépasser paradoxes et dichotomies et à tenter d'embrasser les hypermarchés idéologiques globalisés tout en donnant une attention scrupuleuse aux élaborations personnelles pour saisir la situation dans sa totalité, sans oublier le poids structurant du politique.

### **Une anthropologie politique**

En montrant comment les sociétés africaines étaient traversées par de multiples conflits, en brisant l'idéalisation

traditionaliste des ethnographes, en mettant l'accent sur les transformations sociales et les aspirations à la liberté et à la subversion des acteurs, Georges Balandier <sup>9</sup> avait, dans les années soixante, posé les cadres d'une anthropologie politique. Plus d'un demi-siècle après, la perspective critique ouverte est rendue d'autant plus complexe que la numérisation du monde porte une offre permanente de nouvelles voies de contestation et de constructions collectives. Les prophétismes étudiés par Balandier sont, pourrait-on dire, délocalisés, dématérialisés, devenus légion et peuplent le monde global. Pour être politique, l'anthropologie critique s'arrime aux deux balises que sont les idéologies et les imaginaires, faisant des va-et-vient constants et en dégageant les tourbillons idéels et praxiques. En effet les nouveaux plateaux idéologiques et leurs supports financiers, qui puisent aussi dans le capitalisme philanthropique, sont de plus en plus nombreux à prétendre améliorer le monde, réparer les injustices, réduire les inégalités, transformer l'économie, etc. Toutes ces offres idéologiques sont traversées par un souci éthique <sup>10</sup>, véritable drapeau de transformations douces et de développements équitables qui visent à donner au sujet le sentiment d'agir, de peser sur le devenir du monde. Miroitant de possibles infinis, invitant à la coopération, à la collaboration, à l'implication, ces marchés idéologiques nourrissent les imaginaires des acteurs qui peuvent y puiser des inspirations d'actions politiques pour bouleverser leur univers.

Si les programmes idéologiques sont livrés sous forme de prêts à penser et à agir – schèmes de performances, et *flash mobs* à l'appui, etc. – ils sont aussi continuellement dépassés et débordés par les imaginations des sujets et des collectifs. Déraillements, failles, imprévus témoignent de l'inanité, hier comme aujourd'hui, de planifications idéologiques qui prétendent contenir les imaginaires. Le risque pour l'anthropologue, plus que pour les chercheurs d'autres sciences sociales, est néanmoins de glisser vers le rôle de militant

---

9. Georges BALANDIER, *Anthropologie politique*, Paris, PUF, 1967.

10. Annie BENVENISTE, Monique SELIM (ed.), « Désir d'éthique, besoin de normes ? », *Journal des anthropologues*, n° 136-137, 2014.

subalterne du groupe étudié, ce qui revient à annuler la perspective critique engloutie dans la passion politique. L'ambition intellectuelle de retotalisation des flux et des champs micro-macrosociaux, qui est au cœur de l'anthropologie, se traduit par une présence politique oxymorique et paradoxale : l'investissement politique de l'anthropologue, qui est un sujet politique au sens plein du terme, est hors champ dans le cadre de son investigation, plein champ dans son appréhension du monde global présent. La suspension des adhésions et des inclinations personnelles s'impose pour saisir la singularité des logiques des sujets et l'ampleur des fonctionnements macropolitiques.

Les financements internationaux dédiés à la libération individuelle que l'anthropologue rencontre quotidiennement sur ses terrains, poursuivent en effet des objectifs géopolitiques liés aux configurations des pays, qu'il s'agisse d'exportation de la démocratie ou au contraire de protéger des dictatures alliées et ponctuellement utiles comme dans la lutte antiterroriste. Tenant autant du préfabriqué que de l'organisation spontanée et autonome, les mobilisations politiques présentes enjoignent l'anthropologue à rester campé sur une crête, entre normes globales et affranchissements subjectifs.

### **Une anthropologie clinique**

Globale au présent, politique, l'anthropologie critique ne peut manquer l'épreuve clinique au sens où, comme l'écrit Danièle Sivadon-Sabourin :

« Pour qu'il y ait échange hors des fascinations imaginaires et de leurs impasses, il faut que le sujet parle à un autre d'une certaine place et s'inscrive dans un ensemble structural qui le transcende comme sujet. La clinique en tant que langage peut être support de cet échange où se confrontent les pratiques, où s'inaugurent les théories<sup>11</sup>. »

Car l'anthropologue noue, sur le terrain, aussi éclaté et diffus qu'il soit, des relations interpersonnelles intenses avec les

---

11. Danièle SIVADON-SABOURIN, *Chimères*, n° 53, 2019.

acteurs, devenant pour ces derniers un interlocuteur privilégié apte à soutenir leurs élaborations discursives, intenable dans leur propre groupe d'interconnaissance. L'anthropologue est impliqué non seulement comme acteur social mais aussi comme sujet, et ce, en particulier, face aux effondrements ponctuels que provoque incidemment chez les acteurs une écoute entière, sans questions ou orientations préalables. Ces scènes, dont la dimension tragique convoque le soutien de l'anthropologue, se donnent à penser comme des retours brutaux du refoulé et leur caractère intime éclaire avec pertinence les processus qu'affronte l'acteur. Si l'anthropologue n'est bien évidemment pas un psychanalyste, il ne peut guère en revanche ignorer les apports de connaissance de la psychanalyse et se dérober lorsque les acteurs lâchent les masques sociaux face à l'étranger intime qu'il est devenu pour eux. L'entretien, la relation anthropologique sont en effet des parenthèses, des suspensions des ordonnancements externes, et les moments cliniques de l'investigation anthropologique révèlent aussi, à travers les défaillances des sujets, les failles de la globalisation économique, politique, idéologique et imaginaire. Dans cette optique, les dérapages des sujets, leur sortie des chemins tracés par les mouvements identitaires instruisent des décrochages entre programmes globalisés, projets individuels et projections psychiques ; ils nourrissent ce faisant la critique des formes actuelles du capitalisme en mettant à nu les dysfonctionnements de l'intimité. Les champs religieux, la multitude des croyances de toutes sortes qui se revitalisent, emblématisent ces sortes de schizes chères à Deleuze et Guattari.

Soulignons que la perspective critique en anthropologie repose de façon fondamentale la question du sujet, mais sous un angle nouveau, dans la mesure où elle prend en compte que les mobilisations subjectives sont devenues des ressources économiques et des moteurs premiers du fonctionnement capitaliste numérisé, algorithmisé. En échappant aux antiennes de la manipulation et des déterminismes d'un côté, de l'autocréation et de l'autonomie inscrites désormais comme normes globales de l'autre, le sujet et l'intersubjectivité apparaissent fluctuants mais se propulsent au centre de l'investigation anthropologique, avec leur bagage de

consciences et d'inconscients personnels et collectifs que les cognitivistes entendent jeter dans les poubelles de l'histoire.

L'anthropologue fera alors sien cet adage de Foucault :

« La critique c'est le mouvement par lequel le sujet se donne le droit d'interroger la vérité sur ses effets de pouvoir et le pouvoir sur ses discours de vérité. La critique sera l'art de l'inservitude volontaire, de l'indocilité réfléchie. La critique aurait essentiellement pour fonction le désassujettissement dans le jeu de ce qu'on pourrait appeler d'un mot la politique de la vérité <sup>12</sup>. »

Sans néanmoins se perdre dans le décomptage de ses sentiments, affects, répulsions et fascinations qui aurait tendance aujourd'hui à tenir lieu d'exercice critique.

---

12. « Qu'est-ce que la critique ? », *Bulletin de la société française de philosophie*, 4<sup>e</sup> année, n° 2, avril-juin 1990.





## DOMINATION, STIGMATISATION OU DISCRIMINATION ?

Revenons sur le concept de domination atemporel, central et indispensable pour certains chercheurs, unilatéral, trop chargé et daté pour d'autres. Le concept de domination constitue en effet l'une des plus hautes crêtes de cristallisation des débats qui animent le champ des sciences sociales et bien au-delà, toutes les réflexions sur la nature des rapports qui font et défont les sociétés. Le concept de domination s'offre néanmoins, dans les cinquante dernières années, à des usages d'intensité variables. Dans la décennie 1960-1970 il rayonne de mille feux, illuminant l'ensemble des sphères personnelles et collectives. Mais il franchit plus difficilement la barre du XXI<sup>e</sup> siècle jusqu'à être largement supplanté par la notion de discrimination. J'interrogerai ici cette évolution conceptuelle sur le temps court en tirant différents fils : en quoi éclaire-t-elle ou reflète-t-elle une transformation générale des sociétés et surtout des modes de conception des rapports sociaux ? Quels sont les segments idéels transitionnels qui ont prévalu dans cette mutation conceptuelle et qui l'ont autorisée ? Écartons préalablement deux pôles extrêmes d'interprétation de la vie des concepts : ceux-ci ne relèvent pas de structures *a priori* de la pensée, indépendantes des mondes sociaux, dans une optique

où l'idéalisme kantien rejoint le structuralisme lévi-straussien, qu'Henri Lefebvre <sup>1</sup> avait à juste titre qualifié de nouvel éléatisme. Mais, d'un autre côté les concepts ne sont pas un simple produit des sociétés qui les voient se développer, comme aurait voulu les y réduire une dogmatologie prétendant s'inspirer de Marx. Deleuze et Guattari <sup>2</sup> évoquent pour leur part des « personnages conceptuels », la nature créative du concept qui « ne se réfère pas au vécu par compensation », l'obligation faite à la pensée d'affronter le chaos, « les chaoïdes » : « La pensée ne se constitue que dans ce rapport où elle risque toujours de sombrer. »

Dans cette perspective, qui éclaire les dynamiques conceptuelles internes aux sciences sociales, les usages invoquant domination et discriminations ne sont pas isolables des situations sociales, économiques et politiques qui en constituent le cadre d'émergence et de consolidation. Dans le même moment ils n'y épuisent pas leur sens dans la mesure où les sciences sociales traduisent, dans leurs dépassements herméneutiques contradictoires, des logiques de contestation et de conservation des sociétés, inséparables, permettant d'analyser les conflits intellectuels comme autant d'outils de compréhension du moment singulier qui les voit naître. Ceci s'applique tout particulièrement au concept de domination lorsqu'il est replacé dans la période historique des années soixante-dix où les sciences sociales jouissent d'un rayonnement extraordinaire dont il devient à sa manière emblématique. Les sciences sociales entendent alors prendre part aux transformations en jeu – ce qui aujourd'hui apparaît aux yeux de la majorité comme une posture marginale et antiscientifique car partisane – et derrière les tableaux magistraux de la domination poignent les visions changeantes de la position de l'intellectuel dans la société, décryptables à travers l'emphase ou les abandons relatifs du concept de

---

1. Henri LEFEBVRE, « Lévi-Strauss et le nouvel éléatisme », *L'homme et la société*, n° 1, p. 21-31 et n° 2, p. 81-103, 1966.

2. Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *Qu'est-ce que la philosophie ?* Paris, Éditions de Minuit, 1991.

domination, accusé de contemption. Pour mieux appréhender la vie récente mais dense du concept de domination, trois moments/étapes seront donc considérés : dans une première partie, je me pencherai sur les anciens rhizomes de la domination, avant d'aborder dans une seconde les linéaments actuels des discriminations. Dans une troisième partie, j'esquisserai une boucle présente où se met en scène une réenlumination simplifiée de la domination derrière la multitude des discriminations dénoncées.

### **C'était la domination...**

Faisons un bref retour sur la décennie 60-70, durant laquelle le concept de domination est dans toutes les bouches, et s'incruste dans tous les écrits, jusqu'à obturer le paysage. Le marxisme surplombe et innerve alors les sciences sociales, mais les usages du concept de domination, qui nourrit l'ensemble des mobilisations intellectuelles, débordent largement une acception marxienne, en particulier en raison de l'aura dont jouit la psychanalyse, fécondant les sciences sociales dans leur versant le plus avancé. Dans la nébuleuse de la domination, c'est le pouvoir qui apparaît la notion clé, étendant à chacun, dans le champ des sciences sociales comme en dehors, la capacité réflexive et pratique de le démasquer et de l'expurger des relations personnelles et institutionnelles. L'implication des sujets dans les rapports de pouvoir et de domination constitue l'hypothèse première de cette lecture de la société. S'efforcer d'échapper à cette inscription consciente ou inconsciente dessine l'horizon émancipateur partagé. Le freudo-marxisme<sup>3</sup>, de Wilhelm Reich<sup>4</sup> à Herbert Marcuse<sup>5</sup>, et les courants qui s'en inspirent comme la sociologie clinique (Eugène Enriquez<sup>6</sup>,

---

3. *L'homme et la société*, n° 11, 1969 : « Freudo-marxisme et sociologie de l'aliénation ». Monique SELIM, « Cliniques du social : perspectives, évolutions », *L'homme et la société*, n° 138, 2000, p. 3-9.

4. Wilhelm REICH, *La psychologie de masse du fascisme* [1933], Poche, 1998.

5. Herbert MARCUSE, *Eros et civilisation* [1955], Paris, Éditions de Minuit, 1958 ; *L'homme unidimensionnel* [1964], Paris, Éditions de Minuit, 1968.

6. Eugène ENRIQUEZ, *De la horde à l'État, Essai de psychanalyse du lien social*, Paris, Gallimard, 1983.

Vincent de Gaulejac <sup>7</sup>) et la sociologie institutionnelle (Georges Lapassade, René Lourau <sup>8</sup>) dressent un paysage où la critique <sup>9</sup> est une obligation de la pensée et se prolonge dans l'injonction à l'autocritique.

Corollairement, accuser les dominants, être accusé de domination, s'auto-accuser de dominer forment les éléments indissolublement liés de la grammaire en jeu enjoignant chacun à sonder les tréfonds de son âme dans leur articulation aux hégémonies politiques et économiques du moment. La figure de l'État est dans ce cadre essentielle aux décryptages de la domination, tant dans ses forces manifestes de répression que dans ses échos inconscients. Dans le champ des sciences sociales, l'institution, qui incarne l'État, est soumise à l'analyse des chercheurs et des enseignants qui en relèvent, afin d'éradiquer le pouvoir dans lequel ils sont enlisés, volontairement ou malgré eux.

Parce que la transformation économique et politique est incluse dans la praxis scientifique, sur le terrain, les anthropologues s'allient aux intellectuels locaux. D'aucuns, à l'Université, comme dans les instituts de recherche, seront alors condamnés. Libération, auto-émancipation <sup>10</sup> s'entendent sur le fond de la conviction qu'une révolution seule pourrait abolir les rapports de domination et instaurer une société égalitaire : parce que le pouvoir est illégitime, légitime est donc la violence sociale et politique qui conduira à cet objectif. Cette constellation, qui traque la domination comme la cause de tous les maux sociaux et psychiques, doit être rapportée à l'état du monde dans cette période de guerre froide. Communisme et capitalisme s'affrontent alors comme deux modèles antagoniques et la critique acerbe menée par la revue

---

7. Vincent de GAULEJAC, *Le capitalisme paradoxant. Un système qui rend fou*, avec Fabienne HANIQUE, Paris, Le Seuil, 2015.

8. Georges LAPASSADE, René LOURAU, *Clefs pour la sociologie*, Paris, Seghers, 1974.

9. Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société* [1975], Paris, Le Seuil, 1977.

10. *L'homme et la société* : « Figures de l'auto-émancipation sociale », n° 132-133, 1999.

*Socialisme ou barbarie*<sup>11</sup> des sociétés du socialisme réel accusées d'avoir maintenu inégalités, privilèges, hiérarchies, domination, n'en donne que plus d'aura au rêve d'une alternative : une égalité sociale partagée et instituée, sans dominants, ni dominés. La fin de la dichotomie du monde qui se concrétise en 1991 avec la chute de l'URSS au moment même où celle-ci donne des signes de conversion à la démocratie, inscrit les conditions déterminantes de l'annonce d'un relatif déclin du concept de domination.

L'unification économique que réalise le capitalisme financiarisé, son expansion fulgurante et réussie dans les quelques pays qui maintiennent le monopole d'un État-parti communiste (Chine, Laos, Vietnam, Corée du Nord), dévitalisent la critique des rapports de domination puisque ceux-ci sont pensés comme consubstantiels au régime économique en œuvre. Neutralisés dans leur capacité politique de subversion, les dominés, dont l'existence est renaturalisée, deviennent au mieux des pauvres et des vulnérables à aider, au pire des incapables, imbeciles ou paresseux à abandonner au triste sort qu'ils ont choisi. Redivisées en classes normalisées, les sociétés sont encouragées à panser leurs abcès et à stabiliser leurs fractures économiques par différentes voies idéologiques : retour à l'harmonie sociale et au bénévolat en Chine, réhabilitation un peu partout des identités et des cultures nationales qui permettent aux anciens dominés de se hisser au statut de héros salvateur endogène. Mais surtout, les nouvelles avancées collaboratives du capitalisme, nourries par une numérisation globalisée de plus en plus poussée, achèvent de miner la splendeur passée du concept de domination. Dans un univers économique à la fabrique duquel chacun est convoqué à participer quotidiennement à sa façon, l'hypothèse de renverser les rapports de domination ou de les voir disparaître, devient tout simplement absurde : place est cependant faite à des revendications qui vont toucher ce qu'on dénomme les discriminations, maître mot de la période actuelle qui commence au XXI<sup>e</sup> siècle.

---

11. *Socialisme ou barbarie*, 1949-1967.

## Adviennent les discriminations...

Les discriminations et les luttes contre les discriminations peuplent désormais les univers professionnels, publics, privés jusqu'à structurer les imaginaires et les inconscients : telle est du moins la thèse conventionnelle banalisée tant par les sciences sociales que par les politiques publiques. La notion de discrimination s'est imposée, avec toutes ses ambiguïtés, éclipsant le concept de domination. Comment faire la différence et aussi le lien entre ces deux termes dont les valences désignent des régimes de pensée et d'action distincts ? Tentons de repérer quelques arêtes sémantiques parmi d'autres.

D'un double usage, interne et externe, la notion de discrimination est appropriée comme un mobile de revendication, appelant la réparation. Sur ce point, elle tranche avec le concept de domination qui présuppose un dominant qui actualise le rapport de domination ou l'édicte. La notion de discrimination fait ainsi table rase de l'hypothèse dominatrice incorporée par le sujet énonçant le rapport de domination où il est impliqué. L'altérité est en effet au cœur de la notion de discrimination sous deux angles : le respect par l'acteur de l'autre et de ses catégories d'entendement qui éliminent la « fausse conscience <sup>12</sup> ». Le postulat que l'autre, dans son invocation d'une discrimination, est porteur d'une vérité incontestable et entière. Une métamorphose idéale ente ici en jeu de manière décisive : l'aliénation <sup>13</sup> du sujet – reconnue ou méconnue par lui-même et accessoirement par ses commentateurs ou observateurs – passe à la trappe et de sa dépouille émerge une autonomie autoproclamée, éventuellement légitimée ultérieurement par le chercheur.

La visibilisation forcée des caractéristiques des discriminations clarifie le sujet à lui-même et à son observateur. En quelque sorte réduit à ses définitions négatives, l'individu n'est plus séparé de lui-même. Il colle au regard des autres sans fissure ni fiction. Dans cette optique, remarquons combien

---

12. Joseph GABEL, *La fausse conscience, essai sur la réification*, Paris, Éditions de Minuit, 1962.

13. Joseph GABEL, *Sociologie de l'aliénation*, PUF, 1971.

diffèrent les visions qui sous-tendent les notions de discrimination et de stigmaté, cette dernière ayant été très populaire chez les chercheurs de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Le stigmaté – lié à l'origine, au quartier de résidence, à la classe sociale etc. – était entendu immédiatement comme pouvant enclencher son retournement, dans un élan imaginaire métamorphosant la négativité en positivité. À l'opposé on conçoit très difficilement une telle conversion d'une discrimination qui pèse de tout son poids sur le sujet, écrasé par la tache indélébile qui l'offre en spectacle et l'objectifie. Le stigmaté, en revanche, tout en étant objectif, appelle un éventail de réponses subjectives, contrastées et aux effets contradictoires, y compris le fait de s'en débarrasser.

Je donnerai un bref exemple afin d'illustrer les ouvertures-fermetures qui estampillent la triade domination-discrimination-stigmaté. Au début des années quatre-vingt, je menais une investigation dans le quartier Saint-Leu à Amiens, à l'époque véritable cloaque social situé sur les ruines d'un ancien site industriel dans lequel continuait à vivre une frange marginalisée de la population ouvrière qui y travaillait autrefois. Dans ce ghetto – régulièrement décrié dans la ville – les habitants élaboraient leur propre mythologie expliquant à leurs yeux le stigmaté qui les frappait et l'exclusion consécutive dont ils étaient l'objet : héritiers d'une misère érigée en philosophie de la solidarité, dignes descendants des nazus, terme historique qui continuait à les désigner comme résidant dans le quartier, ils s'acharnaient à défendre l'indéfendable ; les plus âgés s'évertuaient à ignorer la délinquance et la violence qui caractérisaient les plus jeunes, systématiquement expulsés des terrains de football où ils tentaient de jouer. L'alcoolisme était célébré comme le lien indéfectible d'un entre-soi refusant les régulations de la société externe et en particulier l'ascension individuelle <sup>14</sup>.

---

14. Monique SELIM, « Travail, distance sociale, résidence », *Terrains*, n° 3, 1984, p. 5-19 ; Monique SELIM, « Rapports sociaux dans un quartier anciennement industriel : un isolat social », *L'homme*, XXII, n° 4, 1982, p. 77-86 ; Monique SELIM, « Le cercle des vaincus », *Chimères*, n° 91, 2017, p. 223-230.

Si l'on se penche aujourd'hui sur les études innombrables de sociologie urbaine qui se bâtissent sur les discriminations qui frappent les populations issues des périphéries urbaines – rebaptisées de façon éloquente comme quartiers cités, après l'emploi à la fin des années quatre-vingt-dix du mot banlieues – on décrypte une logique irréfragable qui accentue le bannissement hors de la société, le fonde en vérité et *in fine* l'accrédite et bouche l'horizon des sujets, se noyant dans l'infamie de leur résidence, peuplée de trafiquants de toutes sortes et livrée à elle-même. Ici point de salut, y compris imaginaire, hors la romance dite communautaire ou l'aventure jihadiste : les discriminations n'en finissent plus de boucher le paysage et d'étouffer les sujets.

Revenons sur le passage qui fait sauter la domination vers les discriminations, et du même coup force le trait sur les mécanismes sociaux, leur déterminisme, jusqu'à oublier la liberté du-des sujets, leur imagination personnelle et collective, leur volonté de révolte. L'anthropologie – et plus encore ce qui est revalorisé depuis quelques décennies comme une ethnographie<sup>15</sup> descriptive – peut être considérée comme un vecteur *a posteriori* de légitimation, puisqu'elle n'est pas intervenue dans le débat public. Néanmoins, le fondement anthropologique d'une mise à jour des catégories endogènes de l'Autre apparaît hypostasié, extrapolé, généralisé, sans aucun filtre épistémologique dans la notion de discrimination. En effet, dès lors qu'une discrimination est dénoncée par un sujet, au nom d'une valeur propre, la proposition est validée du simple fait, tautologique, du caractère apodictique du discours. Les études sur les discriminations se sont ainsi multipliées dans les sciences sociales, s'interpénétrant avec les programmations des politiques publiques, sans recul sur la production des cibles et la nature des discriminations dénoncées. Catherine Deschamps<sup>16</sup> s'interroge ainsi sur la pertinence et

---

15. Laurent BAZIN, Monique SELIM, « Ethnographie, culture et globalisation, problématisations anthropologiques du marché », *Journal des anthropologues*, n° 88-89, 2002, p. 269-305.

16. Catherine DESCHAMPS, « Discriminations, genre et espace public parisien », *Journal des Anthropologues*. n° 150-151, 2017, p. 197-216.



l'engouement présent pour la notion de discrimination et juge que cette dernière a été d'autant plus utilisée, qu'elle s'est substituée à celle de déviance, progressivement abandonnée. L'anthropologue constate que des populations, étudiées auparavant pour elles-mêmes, le sont désormais pour les discriminations qui s'abattent sur elles. Elle en prend pour exemple les prostituées, dont le nouveau spectre discriminatoire des recherches nie les subjectivités désirantes. L'injonction scientifique à prendre pour objectif les discriminations, qui, souligne-t-elle, « séparent » selon le sens exact du verbe discriminer, ampute donc les sujets d'une large part de leur identité.

Poursuivons l'exploration des zones en clair-obscur de distinction entre domination et discrimination et remarquons tout d'abord que la juxtaposition de communautés discriminées recouvre désormais la potentialité d'une société générale empreinte de rapports de domination : l'horizontalité de communautés légitimées par les discriminations liées à leurs traits singuliers destitue la verticalité de la domination. Les processus de légitimation des discriminations se fondent en outre sur une multitude infinie de droits qui se ressource au paradigme global du droit à être soi dans tous les domaines : l'ensemble de ces droits, au fur et à mesure que les revendications contre les discriminations les font accéder à la légalité, deviennent porteurs de normes. L'abîme se creuse alors avec les luttes contre les rapports de domination qui mobilisaient une violence présumée légitime. L'expulsion de la violence qu'actualisent les droits vainqueurs de discriminations particulières a pour atout de pacifier les communautés dont la production par scissiparité est incessante car liée à de toujours nouvelles discriminations Évanescente, se profile dès lors l'idée même de société avec le schéma totalisant qu'elle contient depuis les origines de la sociologie, dans ce scénario où s'agglutinent des communautés de droits issues de discriminations qui confèrent des identités personnelles et collectives devant être consolidées.

La rupture s'affiche entière avec l'espérance d'une abolition des rapports de domination dont l'enjeu était précisément de déshabiller les acteurs d'une identité dont l'assignation était

pensée comme le résultat de la domination. Rappelons à ce propos que le noir de Fanon devait devenir un homme comme les autres, tandis que Glissant disait adieu à la négritude. La femme de Simone de Beauvoir aspirait à sortir du règne de la féminité, de la maternité et de la nature, tout comme le juif de Sartre pouvait enfin se débarrasser de sa religion et de son origine. Ces eschatologies de la libération, convaincues d'une possible disparition des rapports de domination, avaient éliminé les spectres identitaires comme autant de fantômes du vieux monde rempli de dominants, sans, me semble-t-il, pour autant réifier une universalité qui est désormais au cœur du/des procès qu'engendrent les discriminations invoquées.

Prêtons attention à une autre ligne sur laquelle nous conduit la notion de discrimination dans son éloignement du concept de domination. L'État, le politique et l'économie ne sont plus conçus comme des lieux et des acteurs des modes de production inscrits dans la société : interlocuteur dans le cadre des politiques publiques antidiscriminatoires, l'État s'affirme comme gestionnaire libéral tandis que les/la politique/s voient s'estomper le politique et se transformer l'économique, paramètre parmi d'autres. De ce point de vue, le retour de la race comme catégorie épistémique, et la racialisation des raisonnements sont éloquentes, conduisant à accuser d'aveuglement ceux qui mettent en doute cette restauration identitaire et rappellent les facteurs économiques et politiques que l'histoire a accumulés. Animant des visées réformistes sur des plans sectoriels, la notion de discrimination paraît mettre un terme à la transformation sociale que nourrissait le concept de domination, faisant basculer les communautés discriminées, reconnues et saluées dans une équité synonymique de mort de l'égalité. Les femmes sont des objets exemplaires de ces idéaux présents : on découvre et on déplore leur peur à déambuler dans l'espace public urbain et on imagine des ajustements spécifiques dans les transports en commun, alors que lorsqu'elles étaient appréhendées comme des éponymes des rapports de domination, on les enjoignait à être prêtes à continuer à battre le pavé et du même coup l'assaillant. On entend aménager pour elles des horaires adaptés qui leur permettront de réconcilier travail et maternité dont les charges

atteinantes sont renaturalisées sur leurs épaules. Communauté handicapée par excellence par les innombrables discriminations qui les touchent dans l'imaginaire de beaucoup de politiques publiques, les femmes résumant à elles seules le chemin parcouru de la domination à la discrimination.

Ajoutons brièvement que l'amplitude de la résonance discriminatoire dans le champ des sciences sociales a profondément modifié la place des chercheurs, quittant leur stature intellectuelle pour adopter une position d'expert désormais entérinée et banalisée, qui peut, en outre, s'exercer dans l'institution dont ils relèvent comme elle est appliquée à leur terrain – communauté discriminée. Dans cette perspective, la notion de discrimination s'avère conservatoire des espaces où elle s'instille, après avoir expurgé la violence intrinsèque du concept de domination.

### **La domination : retour et pétrification**

Le prestige général dont jouit la notion de discrimination – dont j'ai dans les pages précédentes tenté de retracer quelques étapes épistémologiques – doit être rapporté en premier lieu à l'état du monde actuel qui en constitue le cadre de production. Soulignons immédiatement l'abrupte réfraction qui se met en scène entre une grammaire antidiscriminatoire globalisée ayant signé l'abandon du concept de domination et l'extrême violence d'édifices de domination, confortés par des idéologies sanctifiant le pouvoir et la puissance, sur un mode assurément viril lorsqu'on observe dictateurs mais aussi chefs d'État démocratiques. Les rapports de domination économique – en particulier dans le champ du travail et du logement –, politique avec les répressions féroces des dissidences et les censures des ONG, sans compter la pluralité des modèles de jouissance sexuelle qui réhabilitent la domination comme une condition *sine qua non* du plaisir, mettent en avant des figures lumineuses de dominants incontestables et admirés.

Dans le champ des sexualités, très significatif des fantasmes généraux qui habitent la société globale, on n'arrête pas le progrès de l'innovation industrielle, pourrait-on dire ironiquement, en contemplant le nouveau robot sexuel que

---

l'entreprise américaine Truecompanion a mis sur le marché : pourvu d'une intelligence artificielle, il est programmé pour résister aux avances de son propriétaire et simuler une situation de viol. Doté de cinq personnalités différentes aux noms évocateurs et ethnicisés (tels Young Yoko et Frigid Farrah), ce robot, qui met en scène de très jeunes filles, est vendu 8 600 euros. Cet exemple mérite d'être rappelé pour souligner la contradiction capitaliste dont la gouvernance globale, face à l'ampleur des luttes contre les discriminations et les violences faites aux femmes, d'un côté, finance la lutte contre les violences sexuelles, et de l'autre, permet la fabrication de robots qui encouragent le viol. Une fois de plus les contradictions paraissent intenses entre des intentions de moralisation du monde et des réalités guidées par le marché.

Refermons la parenthèse et mettons l'accent sur le fait que l'enterrement idéal du concept de domination a donc l'aspect d'un jeu de rôles dans lequel la notion de discrimination a accompli une sorte de passe lacanienne. Le concept de domination a été vilipendé comme projetant sur les sujets auxquels il a été appliqué l'ombre de sa domination ; en choisissant pour le remplacer la notion de discrimination n'opère-t-on pas de façon accomplie une soumission au réel, marqué par l'échange symbolique des mots ?

À un second niveau, il convient de scruter les nouvelles significations de la notion de discrimination dont l'emploi voile à peine une rigidification de la séparation dominant/dominé là où, antérieurement, la complexification des rapports de domination avait été un axe primordial d'interprétation. Se fait jour un retour certain dans les sciences sociales de récits simplifiés magnifiant les dominés-discriminés, coupés des dominants par des barrières infranchissables. La racialisation des interprétations accentue cette grammaire dichotomisante qui oppose dominants et dominés, acteurs blancs et noirs d'une scène préfabriquée. Compromis, consentements, interpénétrations sont exclus du vocabulaire. La théâtralité présente de la domination lui donne ainsi un visage irréfragable et, généralement, l'auteur de la pièce, accessoirement scientifique, explique comment il/elle s'est mis/e du côté des dominés pour ressentir la souffrance de leur discrimination.

L'identification au dominé, sur le mode de L'établi <sup>17</sup> de Linhart, le lance alors dans une description qui se veut objective, avec une naïve croyance scientiste, interdisant le doute. Cette ontologie romantique de la domination, qui imprègne nombre de travaux de sciences sociales et multiplie les allégories discriminatoires, s'étaye *in fine* sur trois pivots : séparation, identification, description qui éliminent dans leur circularité close tant des imaginaires contradictoires – associant par exemple oppression et libération – que des inconscients troubles. Restent des victimes et des martyrs intersectionnels et post-coloniaux, dont la domination et la discrimination appelées à être survisibilisées, exercent sidération et fascination sur l'auteur/e de l'œuvre comme sur le lecteur/la lectrice.

Internet et le Web jouent dans ce cadre un rôle majeur, en premier lieu par la diffusion à grande échelle des thématiques destinées à devenir des canaux normatifs de la pensée : plus ces thématiques sont d'un abord et d'un apprentissage faciles, plus grand est leur succès et, de ce point de vue, le diagramme actuel domination-discrimination revêt un caractère exemplaire. À un niveau plus décisif, Internet et le Web reposent, sous des formes inédites, la question de la domination : appareillages dominants par excellence, à travers les big data et les plateformes mondiales, ils assureraient une domination globale instantanée qui dépasse tous les rêves dictatoriaux de science-fiction. En outre la domination serait encore plus assurée quand les entreprises cèdent aux dictateurs comme en juillet 2017, lorsqu'Apple retire, à la demande du gouvernement chinois, de l'*Apple Store* chinois les applications VPN qui permettent de contourner la censure. Les débats font rage entre les dénonciateurs catastrophistes tels Éric Sadin <sup>18</sup>, et les louangeurs égalisateurs et émancipateurs du style de Michel Bauwens <sup>19</sup>. Entre ces pôles extrêmes, les réflexions vont bon train tentant de cerner comment émergent de la domination

---

17. Robert LINHART, *L'établi*, Paris, Éditions de Minuit, 1978.

18. Eric SADIN, *La siliconisation du monde, l'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, éditions L'échappée, 2016.

19. Michel BAUWENS, *Sauver le monde*, Les liens qui libèrent, 2015.

numérique massifiée de nouveaux modes de libération et de création individuels mais aussi groupaux et politiques ; dans ce champ dédié à la complexification des interprétations, les travaux se multiplient qui interrogent la nature du sujet, sa capacité d'agir et de penser face à l'incessante information qui l'assaille. Citons parmi beaucoup, Yves Citton<sup>20</sup> qui met en avant les ambivalences d'une économie de l'attention, Olivier Ertzscheid<sup>21</sup> qui analyse le pouvoir des algorithmes, Antonio A. Casilli<sup>22</sup> qui s'attache à décortiquer le digital work, sans oublier Bruno Teboul<sup>23</sup> et sa technocritique. L'ensemble de ces recherches conduit à être plus incisif sur la problématique de la domination et de ses discriminations cryptées mais bien présentes ; ces dernières se constituent dans un moment particulier et répondent aux sentiments d'impasse et d'impuissance personnelle et collective que provoquent, d'une part, l'irruption généralisée d'une financiarisation capitaliste impitoyable bien appréhendée par Isabelle Guérin<sup>24</sup>, d'autre part, un envahissement inouï des médias numériques globaux qui laissent le sujet autant comblé que désarmé dans son intimité désirante et défaillante.

Discriminé à satiété, dominé plus que jamais, écartelé par une pluralité de voies immaîtrisables, le sujet ne se croirait-il pas – plus ou moins à juste titre – désormais porteur autant de la fabrique de son idiosyncrasie bricolée à l'aide des modules disponibles dans l'espace informationnel, que du destin du monde qu'il tiendrait entre ses mains, définitivement liées à ses outils numériques ? Traversant l'écran-miroir, dans et hors du spectacle qu'il transcenderait, tendu à l'extrême, le sujet

---

20. Yves CITTON, *L'économie de l'attention, nouvel horizon du capitalisme ?*, Paris, La Découverte, 2014.

21. Olivier ERTZSCHEID, *L'appétit des géants, pouvoir des algorithmes, ambition des plateformes*, C&F éditions, 2017.

22.. Antonio CASILLI, *Les liaisons numériques, vers une nouvelle sociabilité ?* Paris, Seuil, 2010.

23. Bruno TEBOUL, *Robotariat, critique de l'automatisation de la société*, éditions Kawa, 2017.

24. Isabelle GUÉRIN, *La microfinance et ses dérives : émanciper, discipliner ou exploiter les pauvres ?* Paris/Marseille : Demopolis/IRD, 2015.

pourrait s'affranchir et accéder à un régime d'existence dont, pour certains, l'accélération<sup>25</sup> serait la donnée première. Reste pour les sciences sociales à définir de quel sujet elles traitent et à faire un détour épistémologique de plus en plus indispensable, si elles ne veulent pas dupliquer les litanies discriminatoires qui leur sont aujourd'hui proposées dans tous les domaines et disciplines comme des instruments scientifiques incontournables, et réduire le chercheur à un expert qui mesure des discriminations.

J'ai privilégié jusqu'à présent le terme de sujet, en raison de sa densité intrinsèque, de son historicité, de son prisme de totalisation qui implique les dimensions psychiques et politiques, sans néanmoins délaisser ceux d'acteur et d'individu, dont l'emploi, actuellement commun, était cependant, à ses débuts, rattaché à des courants sociologiques bien précis. Il me semble en effet nécessaire de centrer de façon préalable le questionnement sur la conception que le chercheur a du sujet, dont il fait son objet, pour aborder pleinement les modalités présentes de la domination dont l'affichage de discrimination a en particulier réussi à effacer l'idée même d'exploitation ; cette évacuation ressortit à la mise à la marge idéologique et réelle du travail au profit de la performance financière et de la magnification de l'employeur, nouvel apôtre d'une rénovation capitaliste qui renvoie précisément et brutalement le sujet à lui-même, à l'autoscopie de ses incapacités et de ses faiblesses.

Soulignons, dans la foulée, que le regard porté par le chercheur sur les rapports de domination des autres est intrinsèquement lié à la perception qu'a ce dernier de sa propre position dans les rapports hiérarchiques, de classe, de domination. Cette liaison axiomatique n'a pourtant rien de mécanique et fait dériver projections et sublimations, compte tenu de toutes les schizes qui s'introduisent entre en soi et pour soi, pour reprendre une vieille antienne. Cette liaison est de surcroît inévitablement évolutive avec les changements de posture et de position du chercheur face à des terrains variés qui

---

25. *Multitudes*, n° 56, 2014-2 : « Accélérationnisme ? ».

provoquent en lui des échos singuliers, sans oublier les institutions dont il relève, directement, ou indirectement avec les financements multiples de la recherche. Que l'élaboration analytique à laquelle le chercheur se livre sur son propre cas conditionne et marque sa lecture des dominations qui s'abattent sur les autres est un prolégomène à toute recherche. En intériorité ou en extériorité, incorporée ou déniée, qu'il s'agisse de soi ou des autres, la domination et son concept fétiche ont donc tout l'air de ritournelles, balayant sur leur passage une foule de mots au succès éphémère ou durable, significatifs de l'emprise théorique du réel.

Allons plus loin dans cette perspective d'un sujet acteur qui tente d'échapper aux filets des algorithmes qui captent son intimité<sup>26</sup>, est inévitablement séduit par les scintillements de la société civile globale<sup>27</sup> et est écrasé par les droits qui s'accumulent sur ses épaules<sup>28</sup>.

---

26. Judith DUPORTAIL, *L'amour sous algorithme*, éditions Goutte d'or, 2019.

27. Bernard HOURS, Monique SELIM, *L'enchantement de la société civile globale*, L'Harmattan, 2014.

28. Judith HAYEM, Bernard HOURS, Monique SELIM, « Introduction. Quels sujets en quête de quels droits aujourd'hui ? », *L'homme et la société*, n° 206, 2018 : « À quoi servent les droits aujourd'hui ? », p. 41-51.



## SUJETS ÉPISTÉMIQUES ET/OU ACTEURS POLITIQUES ?

La période présente est marquée par un foisonnement d'interrogations épistémologiques dont les relations avec des postures politiques sont notables. Des figures d'alliance, de distance, d'opposition, de décalage, de déboîtement, de déplacement s'inscrivent dans les rapports imaginés entre épistémologie et politique, entre sujet et acteur. Elles ont des traductions concrètes dans les espaces de rencontre et d'enseignement, enjoignant, comme cela est de plus en plus pratiqué, des interdits de coprésence. Je tenterai maintenant de démêler les fils de ces nœuds complexes en revenant tout d'abord sur le paysage idéologique actuel, écartelé entre deux tendances majeures : la première laisse penser à une possible obsolescence du sujet, son effacement ; la seconde constitue une affirmation forte de l'acteur politique, rendant possible la scotomisation de sa dimension de sujet.

### **L'effacement du sujet ?**

Explicitons brièvement la première orientation qui vise à faire disparaître le sujet derrière des déterminants durs. On la perçoit à l'œuvre en premier lieu dans le succès du comportementalisme, dans ses versions théoriques mais aussi dans ses applications à l'entreprise, la formation, le champ thérapeutique, etc. Le comportementalisme met l'accent sur

l'observation et l'observable, éliminant la conscience du sujet puisque seuls ses comportements, ses conduites se présentent comme des données scientifiques. Comportements et conduites sont modifiables par des moyens techniques, d'où l'hypothèse de faire d'un individu malheureux, un acteur heureux de lui et de sa vie. L'ensemble de la publicité marchande s'appuie sur le comportementalisme qui a ses traductions dans les sciences sociales, l'économie comportementale, la finance comportementale, la psychologie comportementale etc.

Le cognitivisme et les sciences cognitives offrent en second lieu un champ au sein duquel l'effacement du sujet émerge. En effet, les sciences cognitives considèrent l'esprit humain comme un système de traitement de l'information, faisant lien avec l'intelligence artificielle, les systèmes informatiques et computationnels. L'esprit est dès lors conçu comme représentationnel et donc subpersonnel, mécanique et en dernière instance naturel et matériel. La pensée ne serait donc pas une activité personnelle, rationnelle, consciente, pour les sciences cognitives.

Le réalisme spéculatif apparaît comme le troisième socle présent d'effacement du sujet, en prônant un retour à un réel débarrassé du sujet, un réel qui ne soit plus relativisé et relativisable par et en fonction du sujet. Alors qu'un des prolégomènes essentiels de la philosophie du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle postulait la subjectivité et l'intersubjectivité comme des conditions de la pensée du réel, il s'agit avec le réalisme spéculatif de relancer l'idée de ce qui est – le réel – et de ce qui pourrait être – le virtuel. Le réel est inscrit comme indépendant de l'esprit humain, c'est un réel extra-mental, et la spéculation ambitionne une saisie de l'absolu en général. Le réalisme spéculatif semble pré- et anti-kantien dans la mesure où Kant avait formulé l'hypothèse de structures *a priori* de la pensée à travers les schèmes *a priori* de la sensibilité et les formes et catégories *a priori* de l'entendement.

Ces trois courants – comportementalisme, cognitivisme, réalisme spéculatif – s'éloignent de manière décisive des conceptions en vigueur au XX<sup>e</sup> siècle, tant dans les sciences sociales que philosophiques et politiques, qui ont mis en avant le sujet révolté (libération et indépendance), le sujet clivé

(psychanalyse). Ces trois courants ont en commun, avec des nuances et des divergences, un relatif fonctionnalisme qui s'appuie sur un naturalisme et un biologisme certains, en concordance avec le retour en force de l'idée et du terme de nature comme entité supérieure à laquelle l'humain doit *in fine* se soumettre. Dans le cadre posé par ces différents courants, l'épistémologie est conçue comme expérimentale, dans des conditions de laboratoire et sans sujet pour plus de scientificité : dit autrement, le sujet épistémologique n'existe pas.

### **L'affirmation de l'acteur politique ?**

Venons-en à la seconde tendance qui s'imprime dans le paysage idéologique actuel et qui vise le retour du chercheur comme acteur politique, non plus révolutionnaire, mais engagé dans une multitude de microluttes qu'il anime dans des champs distincts mais qui toutes appellent la convergence. La convergence des luttes est un slogan principal aujourd'hui qui lie sans-papiers, migrants, antiracistes, antisexistes, féministes, LGBT, écologistes, partisans de l'économie sociale et solidaire, de la finance alternative etc. L'ensemble de ces mouvements qui contestent le capitalisme actuel, remettent au premier plan la vie quotidienne telle qu'elle est structurée par les marchés, la rentabilité. Appréhendée parfois comme une illusion ou une sorte d'idéal inatteignable, la convergence des luttes plane au-dessus des acteurs qui ont trouvé leur lutte, leur cause et s'y spécialisent.

Soulignons aussi que la majorité des microluttes ont donné lieu à des produits dérivés du marché et y sont relativement bien intégrées. L'inscription du féminisme dans la mode en est un exemple probant comme le montre le choix de grands couturiers tels Gucci, Dolce Cabana, Balenciaga, d'artistes activistes égéries de la marque. Des féministes voient elles-mêmes dans la mode un moyen de diffuser leurs idées : « Mode et féminisme : un mariage de raison », titrait *Le Monde*<sup>1</sup> en 2017, dont le dossier exaltait « l'émancipation nouvelle génération », appelée

---

1. *Le Monde*, 3 mars 2017.

à façonner une autre image du féminisme, plus séduisante, et à conjuguer « politique et intimité ». Le *girl power*, nouvel instrument de marketing, se veut prometteur d'une multiplicité de voix contre « un grand mouvement hégémonique ». Outre l'intégration paradigmatique du féminisme au marché, on pourrait bien sûr citer l'économie sociale et solidaire, les mouvements LGBT, les luttes contre les discriminations, les campagnes contre les violences faites aux femmes et le harcèlement sexuel qui véhiculent des financements énormes de provenance variée. Cependant observons que d'autres microluttes qui touchent à la violence légitime de l'État restent en marge, comme l'aide aux migrants illégaux punie pour délit de solidarité, la critique de la lutte antiterroriste ou encore les mobilisations contre la réduction du travail à une variable d'ajustement économique.

### **Épistémologie partielle ou totale ?**

En sciences sociales, la traduction des microluttes et de leur convergence s'inscrit dans le courant postcolonial et décolonial, au sein duquel on retrouve l'intersectionnalité (classe, race, genre) et l'invocation à la décolonialité du pouvoir. Une série de postures épistémologiques en ont émergé dont la plus visible est l'épistémologie féministe aux côtés des épistémologies dites noires, black, de couleur etc. Ces épistémologies spécifiques sont partielles en ce qu'elles partent d'une position donnée et entendent renverser l'épistémologie dominante, entendue comme engendrée par une position de domination, généralement qualifiée d'universaliste. L'opposition particulier/universel s'imprime dans ces épistémologies partielles, spécifiques dont la perspective est immédiatement politique et vise la réconciliation entre action et connaissance, situées toutes deux dans le profil du dominé privilégié. Cette coagulation mérite d'être interrogée d'un point de vue épistémologique dans la mesure où elle présuppose autant qu'elle débouche sur des définitions identitaires de l'acteur et une vision unidimensionnelle de l'identité : l'individu se voit réassigné à sa discrimination, à sa négation, à son infériorité, à son oppression, à son origine, à son faciès pour exister, tant

dans le discours des sciences sociales que dans la narration politique militante qui lui est conjointe ; une rupture infranchissable entre soi et l'autre est réédifiée dans ces épistémologies *in fine* identitaristes qui se débarrassent de la question du sujet au profit de l'acteur politique, qui est autant l'objet du militant que son propre miroir.

La fracture épistémologique se concrétise dans la séparation des acteurs et, éventuellement, le séparatisme érigé en doctrine émancipatoire pour les rencontres. Les épistémologies partielles saturent, combler, clôturent l'acteur et opèrent une ligature entre le chercheur et son objet, dont la fusion signifie la sortie du projet épistémologique. En effet une épistémologie totale embrasse le sujet dans toutes ses failles et défaillances sociales, économiques, politiques, psychiques et imaginaires. Le sujet d'une épistémologie totale est nécessairement un sujet clinique, autant individuel que collectif, car il dérape et dévie nécessairement de sa trajectoire, fait des faux pas, se trahit, se perd. Il est aussi un sujet critique et politique qui pourtant évite les méandres fusionnels de son désir sur le terrain et dans ses analyses. Il est en outre un sujet économique, sexué et inégal que je vais maintenant examiner.



## LES SCHÉMATISMES SEXUÉS DES INÉGALITÉS

La montée, les sommets atteints par les inégalités constituent aujourd'hui la matière de discours médiatiques et politiques lancinants, dont l'un des effets premiers est l'enracinement des convictions que ces inégalités sont irréfragables et modèlent de manière définitive les paysages sociétaux. Les inégalités seraient le prix de la croissance tout comme la dette<sup>1</sup> en serait le soubassement. Seul système économique désormais envisageable, le capitalisme se nourrirait d'inégalités fructueuses, *in fine* vertueuses. Les débats sur ces inégalités sont innombrables parmi les économistes et les sociologues en quête de remèdes et de tris sélectifs entre les inégalités qui seraient utiles et celles qui seraient nuisibles. Sans revenir sur ces controverses importantes, ni prétendre y apporter de nouveaux éléments, je décalerai le regard, dans une perspective anthropologique, sur les concepts eux-mêmes, actuellement frappés d'évidence, mais qui demandent à être fracturés, c'est-à-dire ouverts à leur rapport dialogique, politico-historique.

---

1. Bernard HOURS, Pépita OULD AHMED (ed.), *Dette de qui, dette de quoi ?* Paris, L'Harmattan, 2013.

## Égalité : des slogans ?

Encore proche dans les esprits, la guerre froide, l'affrontement entre communisme et capitalisme nous instruisent sur les usages à cette époque du terme d'égalité, qu'on peut imaginer avec le recul comme une balle entre deux camps. La critique, externe, des pays capitalistes – dits « libres » – contre les États-partis communistes, vise en effet à accuser ces derniers d'excès d'égalité : l'égalitarisme est alors dénoncé comme produisant un nivellement par le bas, l'abaissement des plus doués, une massification appauvrissante. Du côté des nouveaux gouvernements communistes, la lutte contre des inégalités jugées monstrueuses nourrit propagande idéologique et politique de dé-hiérarchisation sociétale. Des catégories sont inventées pour classer les statuts et renverser leur prééminence, les anciens statuts supérieurs étant renvoyés aux nouveaux paliers inférieurs de la société, plus ou moins proscrits et stigmatisés<sup>2</sup>. Néanmoins dès 1920, en Union soviétique, « l'égalitarisme » est qualifié de « gauchiste » et relevant de « la maladie infantile du communisme ». En 1931, Staline se dresse contre l'égalitarisation des salaires. Seul Mao, avec sa radicalité coutumière, maintiendra un objectif formel d'égalité.

En réalité, les inégalités restent structurelles dans les usines des pays communistes, fers de lance de l'« homme nouveau ». Ainsi, à titre d'exemple, dans les années 2000, au Vietnam, où j'enquêtais dans une grande entreprise textile d'État maintes fois récompensée de divers prix « révolutionnaires<sup>3</sup> », je me suis aventurée à tenter de calculer l'évolution des inégalités, dans un contexte d'adoption du capitalisme par l'État-Parti à partir du début des années quatre-vingt-dix. Les récits des anciens ouvriers de cette entreprise, héritée d'une usine militaire bâtie durant la colonisation française, montraient *grasso modo* que les différences – aux yeux des acteurs

---

2. Bernard HOURS, Monique SELIM, *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Monique SELIM, *Pouvoirs et marché au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 2003.

3. Monique SELIM, *op. cit.*, 2003.



extrêmement importantes – de rémunération, de tickets de rationnement et de logement allaient de 1 à 4 dans les années soixante-dix entre ouvrier et directeur, ce qui, vu d'aujourd'hui paraît modeste. En 1999, sans tenir compte des ressources extra-salariales et des bénéfiques de la corruption, des investissements privés et des détournements des marchés, elles étaient de 1 à 28, ce qui semble encore, pourrait-on dire, presque raisonnable.

Durant la guerre froide, l'antinomie idéale égalité/inégalité anime pourtant les oppositions politico-économiques. Les pays capitalistes, pour contrer le poids grandissant des partis communistes dans les luttes électorales – font des efforts pour réduire les inégalités : l'invention de la « participation » de Giscard d'Estaing qui donne aux ouvriers une part des bénéfiques de l'entreprise illustre cette orientation stratégique.

### **Inégalités : des légitimations ?**

La période présente est marquée par une transformation profonde des termes du couple conceptuel égalité/inégalité, tout d'abord parce que la globalisation, soit l'unification du monde par le capitalisme financiarisé, signifie une absence d'ennemi politico-économique. Piketty <sup>4</sup> nous rappelle néanmoins que c'est dans les années soixante-dix qu'aux USA l'augmentation des revenus des plus riches se fait la plus criante et que cette courbe est ininterrompue depuis, qu'il s'agisse des rémunérations et des salaires des dirigeants d'entreprise, ou des revenus directs du capital financier et des patrimoines. De tels écarts d'inégalités – comme on les observe dorénavant – étaient jugés, il y a encore peu d'années, réservés à des pays dits sous-développés et archaïques comme l'Inde et ses castes. Présentement, ces inégalités sont, à la fois et d'un côté, appréhendées sur un mode fataliste, considérées comme consécutives des lois et de la rationalité économiques, de l'autre dénoncées de façon incantatoire, à la manière d'un exorcisme, apportant sécurité symbolique et psychique. Rebaptisées,

---

4. Thomas PIKETTY, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2013.

largement et de manière symptomatique, discriminations, ces inégalités font l'objet de combats publics prescriptifs et impuissants qui institutionnalisent la différence comme un trait négatif : celle de tous ceux qu'on va ranger dans la catégorie des Autres selon des critères variés d'origine, d'appartenance, d'apparence, celle liée aux conditions sexuées, celle des handicapés, toutes ces différences étant par ailleurs appréhendées le plus souvent dans un même ensemble. Il en résulte des mesures qui entendent réparer les injustices créées par les inégalités au moyen de dispositifs *ad hoc*, ajustés, spécifiques.

Face aux tentatives d'amoindrir les inégalités par des traitements différentiels et différentialisants, les mobilisations, au nom de la solidarité, se sont multipliées dans les dernières décennies, rassemblant et mêlant les acteurs, sans néanmoins rapprocher ceux dont les écarts de statut seraient trop grands : dans ce dernier cas, la philanthropie, vieille recette toujours rénovée et réactualisée du capitalisme, affirme son aura. La montée d'une solidarité élective, imitant les modèles oligarchiques<sup>5</sup>, est soulignée dans les recherches. La solidarité proprement collective s'estompe au profit de cercles de solidarité de proximité, fondés sur l'identité, la parenté, etc. La « préférence pour l'inégalité<sup>6</sup> » ne se dissimule plus dans une conjoncture où la solidarité enterre l'hypothèse de l'égalité au nom de la spécificité et légitime donc l'inégalité. Les concurrences de misères qui ont traversé les débats concernant l'aide aux réfugiés en 2015 tendraient à laisser penser que l'idée d'égalité est obsolète, devenue une scorie du XX<sup>e</sup> siècle ; en effet on a observé des propositions de solidarité – logement, hébergement dans des familles etc. – s'adressant exclusivement aux chrétiens, ainsi que des revendications de sans-abri souhaitant faire prévaloir leur autochtonie contre les étrangers derniers arrivés qui bénéficieraient d'aides qui ne leur auraient jamais été octroyées. Le tableau de la solidarité s'est donc

---

5. Patrick SAVIDAN, *Voulons-nous vraiment l'égalité ?* Paris, Albin Michel, 2015.

6. François DUBET, *Préférence pour l'inégalité*, Paris, Seuil, 2014.

fissuré, jetant le trouble dans les esprits et le doute sur les pratiques.

L'égalité, comme la solidarité, seraient-elles désormais réservées à ceux que le sujet considère comme ses semblables ? L'économie dite collaborative, favorise de telles chimères en laissant croire à l'autonomie de l'acteur créant sa communauté, et travaillant de plein gré pour une rémunération à la tâche, hors de tout contrat, dans les retrouvailles joyeuses d'une relation interpersonnelle réussie. Cette nouvelle économie, dite aussi de partage, qui s'appuie sur la numérisation et l'investissement des subjectivités, accélère de fait la diminution sans limite du coût du travail qui est – faut-il le rappeler – le premier facteur d'inégalité, dans son accouplement aux revenus du capital financier. Chérir les inégalités, les réontologiser serait-il alors l'avenir d'un XXI<sup>e</sup> siècle peuplé d'individus libres et mobilisables au gré d'offres avantageuses, en quête de meilleurs revenus et de consommations plaisantes, refusant donc leur reterritorialisation forcée par la fermeture des frontières ?

### **La place exemplaire des in-égalités sexuées**

La place énorme des inégalités sexuées dans les mesures prises autant par les États que par les organisations internationales interpelle à plusieurs niveaux dans la conjoncture actuelle et oblige à y faire retour pour mieux analyser des processus centraux et généraux qui entourent les inégalités. La publicisation des inégalités entre hommes et femmes déplace et occulte en effet la question des inégalités économiques générales dont le poids criant est problématique. Corollairement, les modes de construction de ces inégalités de sexe et de leur réparation se donnent à voir comme un schème normatif devant être appliqué dans tous les domaines.

Arrêtons-nous donc un instant sur le traitement historique et politique de ces inégalités entre hommes et femmes et revenons, encore une fois, sur les anciens pays communistes pour déjouer les pseudo-évidences du moment. Faire des femmes des hommes comme les autres a été le slogan principal de ces régimes : la femme conductrice de tracteur qui sourit, rayonnante de son combat triomphal contre son village et sa

parenté, en est l'illustration la plus archétypale dans de nombreux films des années quarante-cinquante, qui se situent en Asie centrale mais aussi en Europe. Il s'agissait alors de poster des femmes dans les champs de travail monopolisés par les hommes, le travail étant considéré comme le premier front de lutte, qui entraînerait l'égalité dans les autres domaines. Il fallait, dans l'esprit des concepteurs de l'égalité, destituer la spécificité des femmes censée les ramener à l'infériorité et à la faiblesse, cette spécificité n'étant qu'une illusion.

Soulignons l'inversion des perspectives qui s'observe aujourd'hui : l'égalité est pensée comme sexospécifique tant par les États, les ONG que par les organisations internationales, et les femmes doivent être bénéficiaires d'une égalité sur mesure respectant leurs attributs de mère et d'épouse à combiner avec l'emploi. La réhabilitation de la différence – supposée et substantialisée – inspire les politiques dites d'égalité concernant les sexes et a pour effet de remettre en place légitime les conceptions complémentaristes des sexes. Cette égalité sous condition <sup>7</sup> institutionnalise l'inégalité dans sa visée qui est avant tout réparatrice et non instauratrice d'une autre ère.

Ce schéma conservateur – qui s'élabore et fait ses preuves dans le terrain des sexes – est exporté dans tous les domaines, et permet au nom du droit à la différence de faire passer les inégalités économiques, de classe, pour des discriminations avant tout ethnoculturelles. Les « races » – et non les processus d'ethnicisation qui remplacent le statut social par des critères d'appartenance et d'origine – sont ainsi redécouvertes et en même temps restaurées, gommant les dimensions de relégation, d'exclusion et de stigmatisation en jeu. De la spécificité des femmes à celle d'une multitude de dominés paupérisés, le pas est d'autant plus vite franchi que la naturalité de la condition féminine est parée d'évidence aux yeux de la majorité des acteurs et que l'invocation de son respect fait taire rapidement ceux qui oseraient penser qu'il y a là duperie.

---

7. Réjane SENAC, *L'égalité sous condition, genre, parité, diversité*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

## Les substituts scintillants de l'égalité sexuée

Le contexte actuel globalisé est marqué par un biocapitalisme financiarisé<sup>8</sup> qui investit l'ensemble des composantes individuelles : affects, émotions, désirs, cognition entrent désormais dans la production de valeur et de plus-value. La subjectivité, les processus de subjectivation, les logiques symboliques et imaginaires sont devenues des ressources centrales pour le capital, encore intensifiées par les flux numériques qui placent participation, collaboration, coopération au cœur de leurs dispositifs. Cette perspective de valorisation de l'horizontalité, intrinsèquement liée aux idéaux de démocratisation du monde, fait de la créativité idiosyncrasique des acteurs un levier fondamental du capital qui oblige à porter une attention particulière aux femmes et à la singularité de leurs investissements : tout se passe comme si l'égalité des sexes était quasi évacuée au profit de mécanismes qui inscrivent en leur sein autant la libération des femmes que leur retraditionalisation marchande. Les femmes apparaissent en effet à la fois des sujets et des objets marchands, vendant volontairement tout, ou une partie, de leurs capacités et compétences sociobiologiques, dans une configuration qui constitue les droits sexuels comme droits à être soi en outils de gouvernance politique et économique du monde global. Ces droits sexuels – sur lesquels je reviendrai plus loin – sont producteurs d'un marché identitaire qui se substitue aux exigences antérieures d'égalité et dont les contradictions internes disparaissent car elles relèvent d'étapes idéologiques obsolètes de l'émancipation. L'horizon des possibles qui s'ouvre aux femmes leur permet alors d'envisager de façon concomitante, successive ou fluctuante, des plateformes toutes très séduisantes aux valeurs plus attractives que l'ancien slogan de l'égalité : dévouement du *care* ou du travail du sexe, lui-même pensé à la fois comme *care* et comme travail, maternité exclusive ou vente généreuse et altruiste de la gestation pour autrui, homosexualité, transsexualité ou

---

8. Christian MARAZZI, *La brutalité financière*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2013.

asexualité, dernière proposition qui gagne en prestige ces dernières années, etc.

L'ensemble des expériences identificatoires dans lesquelles les femmes peuvent s'investir inclut les stéréotypes les plus éculés de la féminité (instinct maternel, proximité de la nature, intuition et irrationalité, etc.) revalorisés sur un marché imaginaire caractérisé par un double mouvement antinomique : la dualité sexuelle comme nécessité ontologique y est supprimée au profit de la pluralité sexuelle ; la dualité sexuelle comme choix libre y est réenluminée dans les typologies de l'intimité et des pratiques sexuelles. C'est pourquoi les anciennes formes de dépendance attachées à la dualité sexuelle peuvent être revendiquées et réinventées sous des variantes décalées et morcelées comme des adhésions libres dans un cadre partagé d'affranchissement des dominations présentes.

La biofinanciarisation piège donc les femmes en les libérant, leur offre de se surpasser dans tous les domaines, mais *in fine* sans attaquer de front les rapports de domination sexuée et le socle des inégalités qui résistent, avec le consentement plein ou partiel de beaucoup de femmes. Les processus de retraditionalisation qui les affectent sont prônés aussi par l'État qui prend l'assujettissement des femmes comme une marque d'identité nationale : l'Ouzbékistan – avec l'ouzbékitude<sup>9</sup> – comme la Chine et le néoconfucianisme diffusé par les instituts Confucius, illustrent l'ampleur de ces dynamiques qui adviennent dans le même moment que toute la gamme des désassujettissements proposés par les mobilisations collectives autour de LGBT (lesbienne, gay, bisexuel, transsexuel), du mariage pour tous etc. Dans ce paysage, l'égalité semble une vieille chimère, sans intérêt, objet de luttes d'une autre période.

### **Les dépassements héroïsés de l'in-égalité sexuée**

De nombreuses femmes sont aujourd'hui hypermédiatisées, car présentées comme des parangons de liberté et d'un mode spécifique d'in-égalité, c'est-à-dire donnant l'illusion d'une

---

9. Laurent BAZIN, Bernard HOURS, Monique SELIM, *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, Paris, L'Harmattan, 2009.

égalité raisonnable dans l'inégalité irréfragable des sexes. Taslima Nasreen<sup>10</sup> a inauguré, dans les années quatre-vingt, à partir du Bangladesh, cette ligne de figures qui s'inscrivent dans un processus de production d'héroïnes globalisées, dont Malala<sup>11</sup>, du Pakistan, est l'une des dernières représentantes en 2015. Ces héroïnes globalisées ont plusieurs caractéristiques qui illustrent les modèles d'in-égalité en jeu :

— Elles sont le produit des organisations internationales dans des contextes géopolitiques toujours particuliers dont elles sont l'un des instruments, incarné, personnifié, de représentation.

— Elles viennent d'ailleurs multiples, et leurs personnages sont marqués par une altérité forte dont la construction scénique est orientée vers une progressive proximité, un rapprochement positif apte à résorber la trop imposante altérité initiale.

— Elles appartiennent à des couches moyennes hors les pôles extrêmes de la richesse et de la pauvreté et permettent des jeux identificatoires rapides quel que soit l'interlocuteur.

— Elles sont l'illustration d'un combat radicalement inégal dont elles sortent *in fine* victorieuses alors qu'elles partaient perdantes.

— Elles luttent tout à la fois contre des régimes iniques, corrompus, barbares, criminels et pour la cause des femmes ; leur ennemi est constitué d'États patriarcaux, oppresseurs qui réduisent les femmes à l'esclavage économique, politique, sexuel.

Ces femmes sont des médiatrices par excellence entre ici et là-bas, donnant un visage à la fois ferme et apaisé aux normes

---

10. Taslima NASREEN, *Enfance au féminin*, Poche, 2000 ; *Vent en rafales*, Poche, 2005 ; *De ma prison*, Poche, 2010 ; *Rumeurs de haine*, 2005 ; *Vent en rafales*, 2003 ; *Lajja*, Poche, 1996.

11. Christina LAMB, Malala YOUSAFZAI, *Moi, Malala, je lutte pour l'éducation et je résiste aux talibans*, Paris, Calmann-Lévy, 2013, 390 p. (ISBN 9782702154243).

Malala YOUSAFZAI, *Malala : L'histoire de mon engagement pour le droit des filles*, Hachette, 2018 (ISBN 978-2016270240) et *Le crayon magique de Malala*, 2018.

globales de genre <sup>12</sup>, cristallisant, dans leur idiosyncrasie, l'achèvement de l'unification du monde autour de la démocratie et du marché, qu'elles ont l'art de faire pénétrer avec douceur dans les consciences. De façon décisive, elles recréent un imaginaire de femme authentique, libre avec ses attributs d'in-égalité modérée, restée féminine, avec ses propres armes, liées à sa condition, engagée dans un combat, non contre les hommes en général, mais contre des hommes particuliers, détenteurs de pouvoirs arbitraires et maltraitants, qu'elles vont moraliser, civiliser. Ces héroïnes globalisées restaurent donc le rêve d'une dualité sexuelle réconciliée, parée de vertus d'in-égalités adéquates qui sont des leçons pour tous les champs sociaux globalisés.

### **L'in-égalité en commun ?**

Insistons sur le fait que la dualité sexuelle a toujours été l'une des métaphores privilégiées des rapports hiérarchiques de domination et d'autorité sociétaux – et le reste aujourd'hui –, en enseignant comment injecter dans le monde global les doses d'inégalité justes, nécessaires à la « bonne gouvernance » du biocapitalisme financiarisé qui enrôle les subjectivités dans sa quête de profit. Gérer les inégalités, donner l'illusion de leur réparation sont au cœur de cette gouvernance qui prône la production de communautés différentielles basées sur l'origine, l'appartenance, la confession, le territoire et de multiples critères de qualification dont ceux relevant du sexe voulu ; les acteurs sont ainsi poussés à se ranger librement et avec enthousiasme derrière l'une ou l'autre des bannières qui leur sont proposées ou qu'ils se choisissent et enrichissent par l'accumulation des attributs. Les débats autour des statistiques ethniques <sup>13</sup> – qui veulent repérer les Autres dans leur différence pour espérer améliorer leur destinée – illustrent un des canaux

---

12. Anne QUERRIEN, Monique SELIM, *La libération des femmes, une plus-value mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2015.

13. Yann MOULIER-BOUTANG, Monique SELIM, « Contrer ou promouvoir l'ethnisation par les statistiques », *Multitudes*, n° 59, 2015, p. 114-119.



par lesquels les communautés ainsi produites peuvent se légitimer.

L'affrontement entre les multiples communautés qui ne cessent de se créer prend alors la place des luttes pour l'égalité, anciennement pensées dans le cadre des classes sociales et de la rupture capital/travail ; une telle configuration qui se fonde sur l'essentialisation des différences d'être et non plus sur les causes de la variété des conditions d'existence comporte des risques qui apparaissent de plus en plus concrets. En concurrence pour l'accaparement des richesses, dotées d'idéologies assignatrices et substantialisantes, ne laissant pas de lignes de fuite hors de la vérité révélée et assénée, les nouvelles communautés instituent, en leur sein et entre elles, l'inégalité. Elles font obstacle à la fabrique des sociétés : dans un scénario létal, elles rompraient les amarres, briseraient les liens, déclareraient la guerre et feraient régner une terreur globale, dont les signes ne paraissent plus réservés à des ailleurs lointains – Pakistan, Afghanistan, Syrie, etc. – mais frappent désormais au cœur des anciens pays hégémoniques.

Venons en maintenant aux catégories de sexe et à la question sexuelle déjà maintes fois évoquées et dont la nouvelle centralité interpelle dans une conjoncture d'hyperconcurrence que décrivent bien le film *Hyènes*, de Djibril Diop Mambety, et sa terrifiante héroïne, Linguère Ramatou, milliardaire de retour dans son village natal misérable de Colobane, au Sénégal, s'exclamant : « Je suis une putain et je veux faire du monde un bordel. »



# INTERROGER LA CENTRALITÉ ACTUELLE DES CATÉGORIES DE SEXE

« Ce qui est nommé « société » ne correspond pas à un ordre global déjà là, déjà fait, mais à une construction d'apparence et de représentations ou à une anticipation nourrie par l'imaginaire. Le social, peut-on dire par formule, est sans fin à la recherche de son unification; tel est son horizon. »

Georges BALANDIER, *Le désordre.  
Éloge du mouvement.*



# RÉITÉRATION DES ASSIGNATIONS

Face à l'assignation sexuée, les écarts entre les générations semblent grandir jour après jour, faisant prendre la mesure des changements idéologiques qui sont intervenus dans les cinquante dernières années. Des nœuds catégoriels se donnent à voir aux deux niveaux des modes de (re) production et des logiques de contestation des assignations. Je tenterai maintenant de tirer les fils pour dénouer quelques-uns de ces nœuds catégoriels parmi les plus saillants à partir de trois plateaux : la valeur-femme en insistant sur le trait d'union, l'amour et le désir des femmes comme point d'interrogation, l'indigénisme au XXI<sup>e</sup> siècle au féminin. Je montrerai l'offre multiforme dont les femmes sont désormais autant le sujet, la filière que l'objet.

## **La valeur-femme**

Le site de la fondation américaine GGE (Girls For Gender Equity), qui s'abrite derrière la mobilisation numérique #MeToo, illustre bien comment les femmes victimes ont été marketées pour devenir des leviers de dons, avec offres d'avantages fiscaux, dans le cadre d'un champ humanitaire global qui a d'abord concerné les victimes du Tiers-Monde, de la faim, des catastrophes naturelles et industrielles, des inondations, de la sécheresse, des tremblements de terre... Le harcèlement et la violence sexuels prennent place désormais

dans la chaîne des accidents de la modernité, inévitables, liés au développement. Le don défiscalise mais en même temps humanise. Il donne lieu à des ventes aux enchères caritatives, prisées par *En avant toutes* et permet au sujet de donner un sens à sa vie. Dans la période actuelle de financiarisation capitaliste, jamais le don n'a été autant loué, car, comme l'explique le fondateur du mouvement EPIC, Alexandre Mars, « Donner c'est gagner <sup>1</sup> », et, comme le précise aussi Peter Singer : « Nous devons faire un maximum de bien pour changer le monde <sup>2</sup>. » Le don monétaire dans cette perspective doit néanmoins optimiser le choix, la sélection du bénéficiaire, et la femme se révèle un choix excellent, judicieux. Actrices majeures du capitalisme philanthropique, les femmes victimes deviennent concomitamment des objets de la philanthropie capitaliste, faisant de l'ombre aux vieilles figures victimaires dans un espace concurrentiel intensifié. ##MeToo et GGE doivent être appréhendées à la fois comme une contestation et comme un redoublement de l'assignation. #MeToo en effet ne renverse pas le stigmate mais le redouble pour le dénoncer et faire appel à une entité supérieure possédant l'autorité. Ainsi #MeToo ne retourne pas directement la violence physique et sexuelle contre ses auteurs mais la transforme en violence symbolique, médiatique et publicisée. Les femmes s'y révèlent des victimes mais des victimes dangereuses pouvant abattre la carrière d'un homme. Sur ce topos, un saut générationnel immense apparaît dans la réponse à la violence et à la domination masculines et il convient de l'éclairer.

Dans les années soixante-soixante-dix, les femmes étaient conviées dans les mobilisations féministes à vaincre leurs peurs pour faire peur à celui qui leur faisait peur, l'homme violent. Aujourd'hui, il semble que les femmes soient conduites à faire légitimer leurs peurs viscérales et la condition féminine dominée, par une foule d'instances, l'État, les ONG, les fondations, les politiques publiques... #WhyIdidn'tReport explicite d'ailleurs, avec beaucoup de pertinence, la peur et la

---

1. Alexandre MARS, *La révolution du partage*, Paris, Flammarion, 2018.

2. Peter SINGER, *L'altruisme efficace*, Les Arènes, 2018.

honte qui envahissent les femmes après une violence sexuelle. Sans aucun doute, la réponse actuelle à la domination masculine possède une réelle efficacité en débouchant sur l'édiction de lois et d'interdits et en offrant des reconnaissances symboliques de la violence subie et agie. L'ancienne contestation se fondait en effet sur l'hypothèse d'une puissance personnelle et subjective, interpersonnelle et intersubjective d'une transformation générale possible de la société, des rapports sociaux, du monde ainsi que des identités et des identifications. Il ne s'agissait pas alors de partir du réel et de la contrainte mais de l'imaginaire et de l'imaginé.

La fondation GGE, qui accompagne #MeToo, permet de mieux analyser le contraste des réponses générationnelles à la violence sexuelle et à la domination masculine. Tandis que la nébuleuse des années soixante-soixante-dix peut être définie comme existentialiste, l'approche comportementaliste guide GGE, à un moment où le comportementalisme, aujourd'hui victorieux, monte en puissance. GGE considère le viol et la violence sexuelle comme une pulsion et une addiction et les compare à l'addiction tabagique. Stigmatiser ces deux addictions, bâtir un monde qui en serait débarrassé constituent les missions de GGE. La société est divisée dès lors entre deux acteurs : une communauté de *survivors*, survivants à l'assaut sexuel, et des malades sexuels, les violents addictifs qu'il faut soigner, qui bénéficieront d'une thérapie comportementale, rééducative, qui les remettra sur le bon chemin. GGE fait appel aux dons : en témoigne le million de dollars déjà récolté ainsi que les livres édités par la fondation pour semer la bonne parole.

### **L'amour et le désir des femmes ?**

Poursuivons notre lecture de sites web significatifs avec le compte [instagram@tasjoui](#) qui s'inscrit dans la continuité de GGE/#MeToo, en faisant pénétrer l'observateur au cœur de la scène amoureuse et sexuelle. Le second rôle sexuel des femmes, hors leur statut de victimes survivantes et de capsules philanthropiques, semble la simulation de la jouissance et de l'orgasme, appréhendés comme un résultat de techniques

rodées, dans une optique comportementaliste. La femme jouirait par des moyens non pénétrants alors que l'homme serait par définition pénétrant plus ou moins brutalement. Un fossé séparerait donc les orgasmes, rarissimes chez les femmes obligées de simuler, automatiques chez les hommes avec la pénétration. Le rapport sexuel se révèle un simulacre et les femmes en ressortent doublement écartées/écartelées de/par la sexualité, redevenue comme au XIX<sup>e</sup> siècle une affaire d'hommes. On mesure la rupture idéologique entre les générations si l'on se rappelle que dans les années soixante, soixante-dix, la conquête et l'appropriation de la sexualité, du plaisir et de l'orgasme mobilisaient les femmes qui entendaient jouir de la même liberté sexuelle que les hommes, sans entraves, sur le mode des slogans en vogue. L'orgasme apparaît avec *instagram@tasjoui* – qui publicise le non-plaisir des femmes – comme une manipulation masculine, un complot des dominants, confirmant la montée d'un féminisme qui rejette tout plaisir sexuel car, comme l'écrit Sylvia Federici<sup>3</sup> : « La sexualité continue à être pour nous une source d'angoisse car la « libération sexuelle » a été transformée en un devoir que nous devons accepter si nous ne voulons pas être accusées d'être attardées. »

Revenons sur les modèles du désir en jeu dans ces deux séquences générationnelles de la sexualité. Pensé de façon relativement holiste dans les années soixante-dix, sur un modèle spontanéiste et irruptif qui s'inscrit dans un mimétisme révolutionnaire, le désir serait aujourd'hui du côté de l'addiction, nourri par l'afflux d'informations numériques et consuméristes. Le désir est un moteur du marché, comme l'énonce le patron de LVMH, qui rappelle que son métier est de « créer le désir » et qu'il faut « réussir en étant le plus désirable ». Les influenceuses d'Instagram incarnent cette personnalisation marchande du désir en étant rémunérées pour porter des vêtements de marque et susciter le désir. Ce nouveau métier d'influenceuse sur le marché du travail assurerait des revenus suffisants, les *posts* valant entre 700 et 1 800 euros. Le

---

3. Sylvia FEDERICI, *Le capitalisme patriarcal*, éditions La Fabrique, 2019.



terme d'influenceuse indique lui-même une métamorphose de l'appréciation du sujet ; dans les années soixante-dix, l'influence dévalorise en ce qu'elle pointe la faiblesse, le manque d'autonomie et d'affirmation du sujet, jugé inconsistant s'il est influencé, pervers s'il influence avec détermination. L'aura financiarisée de l'influenceuse met en scène l'emprise de masse sur le désir qui tire sa légitimité du nombre de personnes qui adoptent sa forme, et refoule vers l'illégitimité l'individualisation solitaire du désir. Dans cette perspective comportementale, la masse crée la norme dans laquelle s'enrégimente le désir, l'information de la norme, comme biais, permettant de modifier le désir. La sortie de la norme isole, marginalise et surtout pathologise le désir hors norme. Massifié, normalisé, addictif, le désir pousse le sujet vers le marché, l'incite à devenir marchandise et à faire de la marchandise son objet principal. Cette conception du désir annule deux idéalizations antérieures : réprimé chez Freud, le désir s'enflammait dans la transgression de la règle chez Bataille ; libéré, il œuvrait à la subversion générale pour Deleuze et Guattari.

### **L'indigénisme au XXI<sup>e</sup> siècle au féminin**

Devenu incontournable dans les médias comme dans les sciences sociales, le terme de racisé s'est imposé particulièrement pour désigner des femmes.

Ce terme, dont la généalogie conceptuelle mérite l'examen, exprime une tension importante aujourd'hui entre le refoulement vers la catégorie d'étranger/étrangère et le sentiment des acteurs et des actrices de ne pouvoir franchir les barrières qui les ramènent à une origine négative supposée et bloquent leur ascension sociale. Se dénommer femme racisée est ainsi devenu une catégorie intégrative dans différents espaces publics, militants et scientifiques. La revendication d'être racisée – où se lit une situation passive de réception d'une violence externe, à l'instar de la violence sexuelle – prend ainsi la place de la dénonciation du racisme comme idéologie et politique, partagée par toutes sortes de personnes. « Raciser » sépare les individus, consacre la barrière infranchissable et *in*

*fine* légitime la rupture entre dominants et dominés. État, condition, être, la posture de racisée occulte la dimension processuelle contenue dans les anciens termes d'ethnisation et de racialisation qui se fixaient pour objectif l'analyse des contradictions internes aux dynamiques et de leurs marges productives incarnées par les évadés vers le haut de l'échelle sociale, les anciens dominés. Le terme de racisé retourne donc à l'indigénat, comme le montrent d'ailleurs les Indigènes de la République. Les femmes racisées prônent un féminisme spécifique au sein duquel l'appartenance à la « communauté » doit surplomber et interdire la dénonciation de la domination masculine subie dans ce cadre. Le croisement des appartenances sexuées et ethnoculturelles débouche sur un antagonisme irréductible entre celles et ceux qui s'efforcent de se rapprocher, de devenir, de coller à ce qu'on les accuse d'être, et celles et ceux qui tentent d'échapper aux accusations en existant sans étiquette et se retrouvent finalement face au néant.

### **Une offre multiforme**

Pour prolonger ce décryptage idéologique, soulignons que les femmes sont désormais porteuses d'une offre multiforme qui se développe dans différents champs. L'offre marchande est première, englobant toutes les autres : la femme est un gisement de valeur financière inépuisable et la dénonciation des violences sexuelles en a décuplé la puissance.

L'offre morale est essentielle et les femmes feraient advenir un monde lisse, sans conflit ni violence, dont la violence sexuelle ne serait que la face émergée ; un monde juste, harmonieux, fait de souci de l'autre, de soin, de *care* ; un monde pacifié sans lutte ni rapports de classe. Ces vignettes, à l'antithèse des réalités capitalistiques actuelles, dominées par la violence économique, politique et sociale, font des femmes une marchandise morale resplendissante.

En étayant la racisation sur de nouvelles déclinaisons des sexualités, l'offre identitaire est déterminante. Citons le cas

exemplaire des lesbiennes maghrébines <sup>4</sup>, étudiées dans leur supposée spécificité culturelle, dont on apprend qu'elles préfèrent s'unir à des femmes autochtones françaises de classe supérieure pour, selon l'auteure, éviter ce qu'elles ressentiraient comme un inceste dans la « communauté » et manifester ainsi leur loyauté à leur famille d'origine. Des matériaux utilisés, l'anthropologue extérieur conclurait plutôt que l'homosexualité – pour une couche de femmes de classe inférieure, cantonnées dans des périphéries urbaines ghettoïques, et refoulées vers la condition stigmatisante d'étrangère – est une catégorie intégrative à la société dominante et une voie d'ascension sociale.

L'offre politique, dont les femmes sont l'étendard, ne cesse de grossir avec la dénonciation du harcèlement et des violences sexuelles qui s'abat sur une multitude d'hommes politiques dont l'avenir est sérieusement entaché. Les femmes ont acquis un réel poids politique dans tous les pays avec cet instrument globalisé qui a participé à une désinstitutionnalisation généralisée des champs politiques et syndicaux, favorable au néolibéralisme et à la financiarisation. Dans la foulée, l'Église catholique est maintenant atteinte en son cœur.

L'offre scientifique est notable qui a institué en normes scientifiques les items d'intersectionnalité, de genre, d'origine et de race, supposés se décliner de façon croisée, à l'infini, et résumer une recherche au point que les canulars de faux articles labellisés par des revues reconnues se multiplient, tournant en ridicule les prescriptions actuelles.

Il est en outre amusant de voir toutes les louanges dont on accable les femmes, y compris en anthropologie ; ainsi le directeur du département de la recherche et de l'enseignement du musée du Quai Branly, à l'occasion des journées de 2019, affirme : « Nous sommes convaincus que c'est avec les femmes, par les femmes et sur les femmes que l'ethnologie se fait <sup>5</sup>. »

---

4. Salima AMARI, *Lesbiennes de l'immigration. Construction de soi et relations familiales*, éditions du Croquant, 2018.

5. *Libération*, 18 mars 2019.

Il oublie dans cette remarque flatteuse la position de subordination historique des femmes dans la discipline, bien analysée par Benoist de L'Estoile <sup>6</sup>.

Cette offre de marchés imbriqués dont les femmes sont les agents de cristallisation doit être confrontée aux projets d'émancipation des années soixante-dix qui mettaient en avant la nécessité de conquérir la sphère publique en se débarrassant des étiquettes féminines qui collaient à la peau des femmes. Or si les femmes ont, au XXI<sup>e</sup> siècle, conquis victorieusement l'espace public, c'est cependant en tant que femmes : car la lutte pour la désassignation a été transformée en projet et en investissement de la réassignation, pour devenir un profit financier, dans un contexte où, souligne Zygmunt Bauman <sup>7</sup> : « Une fois abandonnés au jeu du marché auquel ils ne peuvent que souscrire, à la fois en tant que vendeurs et en tant que marchandises, les humains, plus ou moins amadoués, sont incités à percevoir leur être au monde comme un simple agrégat, une pure succession de transactions d'achat-vente et à envisager la population comme une accumulation pure et simple de colporteurs faisant étalage sur leurs stands respectifs de leurs marchandises. »

---

6. BENOIT DE L'ESTOILE, *Le goût des Autres : de l'Exposition coloniale aux Arts premiers*, Paris, Flammarion, 2007.

7. Zygmunt BAUMAN, *Retrotopia*, Premier parallèle, 2019.

## L'HUMANITARISATION DES FEMMES

Les femmes et les « minorités sexuelles », le féminisme, le *gender* ou « genre », comme on le désignera ici pour faire bref, ont acquis au cours des dernières décennies une très grande visibilité, tant dans les discours médiatiques que dans les politiques en œuvre aux différentes échelles. Cette irruption de caractère idéologique qui se donne à voir comme un ensemble de « valeurs » intangibles, étouffées et heureusement redécouvertes, s'inscrit dans une configuration globale de financiarisation outrancière du capitalisme produisant des crises multiples et apparemment incontrôlables. La réflexion semble s'imposer sur les logiques et les processus qui voient monter progressivement sur le devant de la scène des références – tel le genre – porteuses de plus de « justice » aux yeux des acteurs dont les perceptions de l'injustice s'intensifient.

En effet, dans une période où les rapports de domination sont globalisés et se légitiment dans des jeux permanents de contradictions motrices, la mobilisation des subjectivités <sup>1</sup> est une ressource de plus en plus fondamentale pour le capitalisme, assoiffé de morale, au singulier et au pluriel, et elle connaît des

---

1. Jan SPURK, *Avenirs possibles, du bâtiment de la société, de sa façade et de ses habitants*, Lyon, éditions Parangon, 2012.

accélération infinies <sup>2</sup> dues en partie aux nouvelles technologies de communication, modelant par leurs impulsions le tableau global des flux financiers et idéels. Une cohérence idéologique globalisée, toujours inachevée et en permanente formation, se dessine, articulant des paysages sociaux, économiques et politiques contrastés, voire en apparence antagoniques dans lesquels le genre revêt des visages extrêmement diversifiés : mode d'intégration individuel ou outil de lutte collective, instrument de justification personnelle, pourvoyeur d'emploi ou axe de dérive aux marges, levier de contestation politique ou stigmaté à risque, etc.

Dans ce contexte foisonnant d'initiatives de tous bords, se pose corollairement la question essentielle de l'expansion du marché par ses cheminements symboliques et imaginaires, condition *sine qua non* de sa floraison économique et financière. Cette question, que les économistes, dans leur grande majorité, ne pouvaient pas pressentir, bloqués par l'apodicticité matérielle du marché, avait été au départ formulée par les anthropologues dans les sociétés dites « primitives », pensées comme avançant dans leur incorporation des rapports marchands comme principe et forme de la relation. Lorsque, comme maintenant, la consommation est édiflée en fondement du statut, de l'identité et *in fine* de la construction des liens sociaux, cette interrogation théorique sur le marché, sa position et son rôle premier ou subalterne dans l'édification des sociétés acquiert une dimension aiguë et stimulante.

C'est vers de tels horizons exploratoires que je conduirai donc le lecteur en faisant miroiter la catégorie de genre sous ses multiples facettes aussi fascinantes que moralisatrices, et en évitant de l'enfermer et de le noyer dans ce champ dont l'autonomisation est source de forclusion intellectuelle, là comme ailleurs. La perspective épistémologique déployée retissera au contraire de façon systématique les articulations entre les faits, les discours, les domaines que tout pousserait à séparer et à distendre.

---

2. *Multitudes*, n° 56, 2014 : « Accélérationisme ? »

Attirons tout d'abord l'attention, dans cette optique, sur le fait que féminisme et genre paraissent aujourd'hui des notions largement équivalentes, interchangeables, poursuivant les mêmes objectifs de réparation des inégalités sexuées et de rehaussement du statut et de la condition des femmes. Corollairement, de différents bords, féminisme et genre font actuellement l'objet d'attaques virulentes et convergentes qui reprennent sous des formes variées les antiennes passées : le genre dissoudrait les différences sexuelles entre hommes et femmes, dichotomie qui serait fondatrice de l'éducation des enfants et de la famille, cette institution inéquitable aux yeux de ses défenseurs. Le féminisme opposerait hommes et femmes, les mettrait en rivalité, créant des antagonismes destructeurs d'une complémentarité sexuelle essentielle à l'ordre social. Ensemble, féminisme et genre porteraient donc gravement atteinte aux équilibres fondamentaux des sociétés et plus profondément à la nature même de l'humanité.

Alors qu'on croyait ces argumentaires dépassés, incapables de resurgir avec autant de vigueur, dans une période où les mœurs sexuelles se sont extraordinairement libérées, force est de constater qu'ils suscitent de nouveaux adeptes et rencontrent un succès certain, moins limité qu'on ne l'aurait attendu. Les raisons de cette mobilisation de « réaction » sont doubles : en temps de crise, les identités sexuelles constituent une voie de salut classique pour ceux qui n'ont plus aucune assise statutaire ; corollairement, le marché des orientations sexuelles a connu un développement prodigieux, à l'image des marchés économiques et financiers dont il se donne à voir comme une copie. Face à ces marchés emboîtés, ceux qui en sont exclus n'ont guère d'autre réponse à apporter que de se réfugier dans des ontologies rigidifiées de la domination dont la sexualité est l'ultime étape, renversant ainsi magiquement l'oppression qui s'abat sur eux et en fait des fantômes d'un monde entièrement régulé par la marchandise.

Ce contexte renforce la confusion entre féminisme et genre et surtout rend difficile le déchiffrement des passages et des transformations qui ont présidé aux évolutions de ces deux notions. Telle est la tâche d'analyse à laquelle je m'attellerai maintenant en considérant, dans un premier temps, la panoplie

des logiques qui distinguent les catégories du féminisme et du genre, cette dernière ayant désormais englobé la première. Puis je me pencherai sur les différents nœuds où se cristallisent par inclusion, exclusion ou opposition, les contenus significatifs de ces catégories en pénétrant les féminismes dans leur pluralité présente, foisonnante et contradictoire.

### **La morale du genre**

Les années soixante-dix ont vu l'éclosion, aux USA comme en Europe, de mouvements féministes s'inscrivant dans le sillon de révoltes aux facettes multiples contre la société dite de consommation. On désigne souvent ce moment comme un « féminisme de la première vague <sup>3</sup> », qui serait suivi par une seconde étape marquée par la prévalence de l'identité dans le féminisme, avant une troisième, dans laquelle nous serions encore plongés et qui verrait le néolibéralisme façonner en partie le/les féminismes. Très pertinent est cet essai de périodisation, qui pointe des repères conceptuels décisifs, mais qui, dans le même moment, en minorise inévitablement d'autres. Ainsi en va-t-il des irrptions féministes du XIX<sup>e</sup> siècle, très minoritaires, voire individuelles, ayant souvent à leurs côtés en Asie et en Orient, des hommes aspirant à une « modernisation » de leur pays inspirée par l'Occident et appelant de leurs vœux des réformes contre des « traditions » jugées « retardataires ». Ces féminismes, que d'aucuns appellent « masculins <sup>4</sup> » ont pour pendant des personnages féminins qui se déguisent en hommes pour s'affranchir du joug qui pèse sur elles. Ces manifestations féministes d'hommes et de femmes, ici et ailleurs, ont pour axe partagé un « progrès » qui mêle développement <sup>5</sup> et civilisation, paradigmes qui paraissent aujourd'hui presque hors de propos, le premier pour

---

3. Nancy FRASER, *Le féminisme en mouvement*, Paris, La Découverte, 2012.

4. Monique GADANT, *Parcours d'une intellectuelle en Algérie*, L'Harmattan, 1995.

5. Bernard HOURS, *Développement, gouvernance, globalisation*, L'Harmattan, 2012.



son échec patent, le second en raison des contradictions ethnocentriques qu'il recèle.

Laissons de côté ces germinations féministes lointaines pour revenir sur les mutations du XX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècles qui voient le genre littéralement avaler peu à peu le/les féminismes<sup>6</sup>. Insistons sur la dimension morale/immorale que recouvrent ces mutations dont le caractère économique et politique est bien sûr fondamental en conjuguant l'expansion mondiale du capitalisme après la chute de l'URSS et les retraits des États des fonctions d'assurance et de services sociaux. Les féminismes des années soixante-dix – très loin, à l'exception des féministes marxistes, de l'idée antérieure de « progrès » qu'ils combattaient au profit d'un retour ou détour à une autre vie avec les « communautés » rurales ou urbaines et les départs vers des terres exotiques, perçues comme matrices d'authenticité – affrontaient directement la morale comme conservatrice de mœurs inégalitaires et oppressives : ils s'affirmaient, joyeusement, immoraux et amoraux, plaçant la jouissance et la liberté au cœur de leurs dynamiques. La prise de risque s'y épanouissait à tous les niveaux et il ne serait pas venu à l'idée de poser des règles de prudence et de protection, par exemple dans les groupes de parole qui florissaient et étaient axés sur ce qu'on dénommait alors la « prise de conscience ».

---

6. Monique SELIM, « Une globalisation sexuée », in Bernard CASTELLI, Bernard HOURS, *Enjeux idéologiques et épistémologiques de la globalisation en sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 293-296.

Mathieu CAULIER, Anne QUERRIEN, Monique SELIM, « Déplacements de la domination : substantialisation dans et par les normes de genre », *L'homme et la société*, n° 189-190, 2014 : « Sexe et politique », p. 46-267.

Claude DIDRY, Monique SELIM, « Sexe et politique du XX<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle : entre aliénation et émancipation », *ibidem*, p. 7-14.

Anne QUERRIEN, Monique SELIM, « Vers des normes sexuelles globales, micro et macropolitiques de la dualité sexuelle dans le cadre de la globalisation », *Chimères*, n° 71, 2010, p. 49-69 et *La Revue* n° 5 : « Les Rencontres de Bellepierre ».

Monique SELIM, « La face cachée des femmes outils », *L'homme et la société*, n° 176-177, 2011 : « Prismes féministes. Qu'est-ce que l'intersectionnalité ? », p. 253-266.

L'avvenue du genre marque des césures de différente nature en regard de ces conceptions féministes largement périmées. Ces césures articulent la morale à une représentation du réel que l'on peut qualifier de réaliste, en ce sens qu'elle est dépourvue des profondeurs contradictoires de la conscience et de l'inconscient. Le réel déploie alors l'immensité des « injustices » qui appellent des réparations morales : le genre vient corriger les iniquités sexuées et se donne à voir comme un outil de moralisation, en premier lieu, des individus coupables de violences, d'agression, d'exploitation et de comportements hiérarchiques, en second, des sociétés, qui sont plus une agglutination de personnes, au sens de Boudon, que des agencements collectifs, économiques et politiques. Cette connectivité morale du genre, en temps de crise, qui rompt avec les enthousiasmes immoraux des féminismes s'épanouissant dans une période de croissance, fait des femmes et des « minorités sexuelles » des communautés morales gérables et gouvernables. Elle peut être l'objet de diverses interprétations. Dans une perspective d'orthodoxie, on verrait dans ces fluctuations idéologiques des formes de reflets des changements qui se jouent dans les structures économiques et politiques, délaissées par ailleurs par les féministes des temps présents, plus préoccupées, nous explique à juste titre Frazer, par le champ du « culturel ». Dans cette optique les féministes semblent tendanciellement responsables, moralement, pourrait-on ajouter, de l'abandon des luttes économiques et politiques primordiales et, d'une certaine manière, la boucle se referme sur une logique de moralité intouchable.

Une seconde hypothèse peut être avancée, qui déconstruit la morale et les volontés de moralisation comme des instruments d'étourdissement des esprits dans une configuration globale de financiarisation outrancière qui démultiplie les perceptions d'injustices et d'impasse et pousse d'aucuns à des situations extrêmes sacrificielles. Les effets moralisateurs du genre s'offrent alors comme des sotériologies qui ont l'immense avantage de donner à chacun le sentiment d'agir pour le bien, un bien commun inestimable dans une conjoncture qui semble dominée par le mal et tant de maux frappants. Au moins le genre rendrait à « la moitié du ciel » une dignité morale que le

travail ne peut plus lui apporter et qui paraît de plus en plus bafouée par la marchandisation des utérus, des embryons, du sperme, des enfants etc.

Les opposants du genre, qui battent le pavé avec une réactivité tristement réactionnaire, confortent la défense morale du genre, activant une scène fabuleusement simplifiée, marquée par des interdits de réflexion : les actrices et les acteurs de ce théâtre répètent à l'envi leur rôle, agitant d'un côté les droits de chacun à être heureux à sa façon, de l'autre le danger légal que l'octroi de ces droits pourrait constituer. Néanmoins, les premiers s'accordent en grande partie avec les seconds, pour considérer que ces droits doivent être limités par la morale : ni les corps, ni leurs parties ne doivent être mis sur le marché, car il s'agit de préserver le bonheur des familles sous toutes leurs nouvelles formes, et en conséquence d'auréoler le don de soi qui les cimente contre les implications marchandes.

## Défis

Poursuivons ces déchiffrements des circonvolutions morales/immorales à partir des lieux du genre et des féminismes où elles viennent se cristalliser. Les Femen, dans leur pluralité et leurs conflits, s'en présentent comme un exemple privilégié avec leurs actions tonitruantes, leurs arrestations musclées en Tunisie, en Chine et dans différents pays d'Europe. Remarquons qu'elles se voient partout largement condamnées pour ce qui serait leur « exhibitionnisme », et rejetées tant de la sphère du genre que par les féministes dites « historiques » des années soixante-dix qui, lorsqu'elles viennent à se rencontrer parlent plus spontanément de leurs petits-enfants et de leur indignation face aux femmes voilées. On appréhende aisément les raisons de ces exclusions : la provocation revendiquée comme une arme de combat contre les pouvoirs politiques et religieux ne sied pas à la bonne gouvernance que le genre entend mettre sur pied au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette provocation inscrite sur les corps nus à la fierté élancée, rayée de slogans iconoclastes, transgressifs, associant l'obscène au sacré, gêne et irrite au plus haut point les féministes de toutes obédiences qui, dans leur immense majorité, ne reconnaissent pas là le moindre

fil d'action commun, malgré les évidences mémorielles de 1968. Délibérément les Femen se sont placées à l'extérieur des espaces gestionnaires du genre et des temporalités évolutives des féminismes.

Leurs offenses aux croyances des autres (catholicisme, islam, etc.) les font juger outrancièrement immorales dans une période où le respect des diverses convictions est devenu un guide partagé de bonne conduite, une sorte de considération minimale indispensable aux relations sociales. La haine véritable des instances religieuses que les Femen mettent en scène, est sans aucun doute héritée, pour le groupe ukrainien pionnier<sup>7</sup>, de leur éducation dans un pays autrefois communiste et de leur ferveur marxiste qu'il assume pleinement et réinvestit d'autant plus aujourd'hui que l'Église orthodoxe jouit d'une aura croissante depuis la fin de l'ère soviétique, à la mesure d'une paupérisation galopante. Néanmoins c'est bien dans ce sillon d'un athéisme vengeur que vont peu à peu se fomentier les divisions, comme le montre le cas tunisien d'Amina, qui, dans sa brève biographie, reconstruit son parcours à partir d'une rébellion toute personnelle, minimise énormément l'exemple et le support des jeunes Ukrainiennes<sup>8</sup> et finalement s'en sépare radicalement avec, pour premier argument, la religion, et pour second, les risques courus par sa famille. Écoutons-la :

« Mais j'ai trouvé les dernières interventions publiques des Femen inintelligentes, provocatrices mais pas constructives : qu'est-ce que j'en avais à faire qu'elles viennent simuler une prière musulmane, seins nus, devant l'ambassade de Tunisie à Paris ? Elles étaient en France, elles ne risquaient rien, alors que ma famille était de plus en plus menacée en Tunisie. »

La jeune fille ajoute, accusatrice :

« Pour moi, c'était une action stérile et presque égoïste. Elles se servaient de mon cas pour faire du bruit sans avoir réfléchi au préalable à l'efficacité de leur démarche. De même pour leur action à Notre-Dame de Paris ; ce monument relève plus aujourd'hui du domaine historique et touristique que du religieux. En plus, la France

---

7. Galia ACKERMAN, *Femen*, Paris, Calmann Lévy, 2013.

8. Amina SBOUI, *Mon corps m'appartient*, Paris, Plon, 2014.

est un pays laïque, contrairement à la Tunisie où l'État donne de l'argent aux mosquées. »

Amina avoue son incompréhension de l'action menée :

« Là encore, je ne saisisais pas ce qu'elles cherchaient à dénoncer. Il faut bien peser ses actions. Tous les endroits ne se valent pas : l'Ukraine n'est pas la France, la France n'est pas la Tunisie et la Tunisie n'est pas l'Ukraine. Ce ne sont ni les mêmes cultures ni les mêmes tabous, et, bien que le combat des femmes soit universel, il n'a pas la même résonance partout. C'est important d'être précis, chaque pays doit agir selon ses problèmes. »

Entre la jeune fille qui écrit sur ses seins « *Fuck your moral* » et celle qui, quelques mois après, appelle au respect des « cultures » et de leurs interdits, un fossé s'est creusé qui a pour conséquence d'éloigner encore plus les Femen d'un féminisme bienséant, acceptable, de les isoler dans un terrorisme idéologique et de performances. Amina, qui tient à dire qu'elle est hétérosexuelle, annonce ainsi dans son prologue : « J'ai compris que je respectais toutes les différences y compris celles qui existent entre moi et les autres, quelles que soient leur culture, leurs traditions, leur religion. » Désormais sérieuse, Amina est devenue une « jeune fille rangée » dont la révolte passée pourrait être interprétée comme un accident de l'adolescence et surtout comme une faiblesse face à l'emprise et à la terreur exercées par les Ukrainiennes qui l'accusent de trahison. Ainsi, le corps d'Amina appartient-il à nouveau, contrairement au titre de ses mémoires, à son pays d'origine qu'elle avait jeté dans la honte avec son comportement effronté, et qui, après les manifestations qui ont destitué Ben Ali, est retourné à une régulation modérée du politico-religieux. Le genre doit en effet convaincre sans heurter quiconque ; il s'agit d'une sorte de pédagogie morale visant à rallier le plus grand nombre, objectif qui paraît maintenant à la très grande majorité une évidence : pourquoi choquer, blesser et s'attirer les foudres, pourquoi se marginaliser alors que des actions plus conformes aux usages partagés, plus « douces » auraient des effets bien plus positifs ?

Si l'on se tourne vers la Chine et le personnage d'Ai Xiaoming<sup>9</sup>, professeure d'Université de plus de 60 ans en 2014, se dévoile l'ampleur de ces ruptures idéologiques qu'ont semées et fertilisées les Femen. L'intellectuelle chinoise et les Ukrainiennes semblent être animées par un même goût de la provocation, le désir d'en découdre avec les pouvoirs institués, la volonté de défier les autorités politiques. L'expérience d'États-partis communistes et de dictatures les rapproche, selon notre hypothèse, en dépit du fait qu'il s'agit, *pro parte* pour le groupe ukrainien, d'une mémoire transmise par leurs parents que la chute de l'URSS plonge dans la déréliction. En effet face à des gouvernements autoritaires prêts à écraser les contestations sans référence aucune au droit, et devant des élites politico-économiques corrompues, les risques sont intrinsèques à la protestation qui peut entraîner l'affrontement direct. Ai Xiaoming, ancienne membre du parti communiste, qui depuis la répression de Tiananmen, s'est engagée dans une voie de dénonciation des injustices, en a fait l'épreuve à maintes reprises, se voyant interdite de sortie du territoire, assignée à domicile lors de certains événements publics. Devenue une dissidente fichée, cette ancienne garde rouge qui, durant la révolution culturelle, est partie volontairement à la campagne auprès des paysans et a épousé un homme qui partageait ses convictions maoïstes « révolutionnaires », ne redoute ni la violence, ni la provocation, encore moins les mesures d'exclusion. Intellectuelle publique, héroïne toujours prête à défendre les plus faibles, les plus démunis, le peuple contre les possédants, elle a posté une photo d'elle-même en Femen, qui, d'une certaine façon, va beaucoup plus loin dans l'impudeur que les jeunes Ukrainiennes.

Ses seins nus, « mous et tombants » selon ses propres mots, de femme âgée fixant l'objectif, s'inspirent de Ai Wei Wei, l'artiste contestataire poursuivi par le gouvernement qui a exhibé son corps d'homme de plus de 50 ans à la graisse avantageuse, en 2010, et qui lui-même avait pris pour modèle

---

9. Ai XIAOMING, « Mon travail représente une forme d'action participative », (entretien), *Perspectives chinoises*, 2010/1 [en ligne].

tous ceux qui dans les années soixante en Europe et aux USA, parmi lesquels Jean-Jacques Lebel, ont brandi leur nudité comme une œuvre d'art tranchante voire obscène. Un ciseau devant les seins qu'elle suggère pouvoir couper, Ai Xiaoming a écrit sur son torse : « Prends une chambre avec moi et laisse Ye Hai Yan tranquille. » Ce slogan qui est une invite à la prostitution, reprend lui-même celui de Ye Hai Yan qui s'est battue pour défendre les six écolières violées en 2013 par leur directeur d'école et un autre fonctionnaire. Ye Hai Yan avait poursuivi ce directeur d'école avec un panneau l'appelant à « prendre une chambre avec elle ». La photographie avait été postée sur le Web et imitée par des internautes, ce qui avait valu à Ye Hai Yan des agressions physiques à son domicile, puis une détention en prison pour avoir tenté de se défendre avec un couteau.

Ai Xiaoming et toutes les jeunes Chinoises qui l'ont soutenue pourfendent la morale en vigueur en Chine qui, selon des principes communs, condamne la prostitution et enjoint les femmes à se marier vierges et à devenir mères avant 30 ans. L'utilisation d'images amORAles et la lutte contre la moralité instituée prennent ici un tour hautement politique qui met en danger les actrices harcelées par le gouvernement. Ainsi en vA-t-il de cette femme de plus de 70 ans aux cheveux gris et au ventre proéminent qui s'est dénudée en 2014 pour protester contre la détention de son fils en prison : torturé, ce dernier est désormais aveugle et paralysé. Son corps épuisé, bariolé de slogans, le pantalon sur ses souliers, la mère hurle contre l'injustice devant la barrière d'un bâtiment qui semble, d'après la photo postée sur le Web, public. En 2012, une campagne contre les violences domestiques et sexuelles a, de la même manière, conduit nombre de jeunes femmes et d'hommes à se dénuder et à exhiber leurs photos aux internautes. Les slogans ont été multiples : un jeune homme écrit sur son torse : « La résistance reste toujours », un autre avec un soutien-gorge en forme de bandeau bariolé : « Je peux être efféminé mais tu ne peux pas me battre. » Deux jeunes femmes côte à côte, le fil d'un Tampax rouge dans la bouche, d'énormes serviettes hygiéniques rougies sur le pubis et de plus petites sur le haut des bras, affichent sur leur ventre : « Le sang menstruel n'est

pas honteux, la violence domestique est une honte, nous voulons une loi qui l'interdise. » D'autres jeunes femmes nues écrivent sur leur torse : « Contre la violence domestique, je suis fière de mes seins plats », « Éliminer la violence, émanciper le sexe », « La violence domestique est un crime, les poils sous les aisselles sont l'amour », etc.

L'ensemble de ces manifestations en Chine, en Ukraine, en France où se sont produites les arrestations des Femen dans la cathédrale Notre-Dame, mettent en scène de façon équivalente les liens entre morale et politique, l'État étant le garant de la morale et répondant aux gestes immoraux de provocation et de dérision par une posture de pouvoir défensive, légaliste, répressive. Au-delà de ce face-à-face, d'une manière générale, les Femen de tous pays sont parées d'une image de violence intolérable, violence symbolique, imaginaire quand elle n'est pas réelle dans des actions d'éclat. Cette violence fantasmatique déchire les évolutions idéologiques qui ont conféré, du temps de la bipartition politico-économique du monde, un sens positif, politique, collectif et nécessaire à la violence, pour, dans le contexte d'unification capitaliste du monde, faire muter la violence vers une négativité interpersonnelle. Ce double retournement constitue la base idéale de la montée en puissance de la thématique globale de la violence contre les femmes. D'une façon inattendue, les Femen font irruption et dérangent cette métamorphose consensuelle de la violence, usant elles-mêmes de leurs corps nus comme des armes de guerre là où la pacification participative est voulue.

### **Identités prescrites**

Le pluralisme féministe actuel permet, bien au-delà des Femen mais à travers elles, de cerner d'autres lieux où se cristallisent les enjeux de moralisation du genre qui réinvestissent les rapports de domination globalisés. Ainsi l'accusation de vouloir imposer avec la nudité une forme ethnocentrée de contestation féministe qui s'est portée sur les Femen, les a dépassées largement pour être étendue à l'ensemble du féminisme dit « occidental ». Dès lors est créée la notion d'un féminisme blanc, raciste, universaliste, impérial,



colonisateur <sup>10</sup>. Cette émergence catégorielle qui pose légitimement la plurivocité consubstantielle des voies de l'émancipation, engage corollairement dans les paradigmes de la reconnaissance culturelle dont elle fait des primats. En tentant de se placer au double plan épistémologique et idéologique, hors des prises de parti dichotomiques que recèle cette opération cognitive culturalisante, observons que les injonctions à s'identifier qu'elle comporte sont intrinsèquement porteuses de connotations morales. En effet l'imposition identitaire inscrit l'individu dans une théorie morale supposée singulière et s'il devient impossible de ne pas relever de l'une ou de l'autre des communautés d'appartenance, en conséquence la figure du traître à son appareil pratico-moral colle littéralement à la peau du fautif. Et c'est bien de peaux, de dites « couleurs » de peaux dont il s'agit, la « blanchité <sup>11</sup> » s'étant surajoutée aux peu nuancées manières de les repérer.

« L'identification à la communauté repose toujours sur une culpabilité partagée, ou plus précisément sur le désaveu fétichiste de cette communauté » remarque Slavoj Zizek qui ajoute que la solidarité dans la culpabilité s'applique aussi aux « communautés culturelles progressistes <sup>12</sup> », ouvrant par là la porte du genre. Mais finalement cette déclinaison ethno-morale de l'identité n'est qu'une loupe en regard des nouveaux devoirs moraux qui incomberaient aux femmes dans la conjoncture actuelle. La position de Sylviane Agacinski <sup>13</sup> est dans cette optique très illustrative en ce qu'elle s'accroche quasi désespérément à la dualité sexuelle : le droit, la loi, devraient, doivent, dit la philosophe <sup>14</sup>, interdire la réduction des femmes

---

10. Félix BOGGIO ÉWANGE-ÉPEE, Stella MAGLIANI-BELKACEM, *Les féministes blanches et l'empire*, Paris, La Fabrique, 2012.

11. Maxime CERVILLE, *Dans le blanc des yeux, diversité, racisme et médias*, édition Paris Amsterdam, 2013.

12. Slavoj ZIZEK, *Métastases du jour, des femmes et de la causalité*, Paris, Flammarion, 2014.

13. Sylviane AGACINSKI, *Politique des sexes*, Paris, Seuil, 2002 ; *Corps en miettes*, Paris, Flammarion, 2009 ; *Femmes entre sexe et genre*, Paris, Seuil, 2012.

14. *Le Monde*, 8 mars 2014, débat entre Elsa Dorlin et Sylviane Agacinski.

et de leurs corps à des choses, des objets, des instruments de plaisir (prostitution), de reproduction (GPA), de privatisation domestique et religieuse (l'islam). Défendant une conception unilatérale du féminisme, Sylviane Agacinski se prête bien, littéralement, aux reproches d'hégémonisme qui ont cours dans la période présente tout en ne semblant pas en percevoir les gisements. C'est donc pour les femmes « pauvres » qu'elle entend ouvrir une voie de moralisation qui préserve « l'humanité » contre les désastres du marché : en protéger les femmes et par là même le genre humain, telle est la ligne de surplomb moral prônée par Sylviane Agacinski qui, doit-on ajouter, est bien en deçà du genre dont elle saisit mal les nouveaux filaments du XXI<sup>e</sup> siècle.

Cette arrière-garde moralisatrice est néanmoins représentative d'un courant féministe que l'on pourrait qualifier de modéré et dans lequel peuvent se reconnaître des pans entiers de populations croyant en Dieu, en la république, en la démocratie ou plus agnostiques mais persuadés de l'existence de valeurs transcendantes, apodictiques, aisément partageables et reconnaissables, qui les font, par exemple, se lever avec une assurance immédiate contre la pornographie, la prostitution, en appelant à leur interdiction au nom d'évidences morales, reposant sur des conventions, sans envisager une lecture rigoureuse des processus de globalisation et de financiarisation et de leurs conséquences sur l'emploi et le travail <sup>15</sup>.

### **La femme, icône globale**

Que la morale se mette en mythe sous des formes kaléidoscopiques parcellaires, s'inscrit en cohérence avec les processus de globalisation dont l'une des principales caractéristiques réside dans un mode de légitimation fondé sur une double dynamique d'unicité et de pluralité des normes <sup>16</sup>.

---

15. Clarissa SMITH, Feona ATTWOOD, "Anti, pro, critical porn studies", *Porn studies*, 2014, Vol. 1, Issue 1-2.

16. Bernard HOURS, Monique SELIM, « Unicité et pluralité des normes dans la globalisation, une approche anthropologique », in Antoine HEEMERYCK, Cristi

Au cœur de cette dynamique, l'item femme paraît, néanmoins, un référent de plus en plus central, évoluant progressivement vers une position victimaire, infériorisante, objet d'injustices, de violences, de féminicides dont la dénonciation tout à fait décisive, insistons sur ce point, connaît une aura croissante. Cette mutation des féminismes au genre étale les souffrances des femmes sous régime globalisé et les célèbre rituellement le 8 mars, par des lamentations répétées, fortes, rigoureuses et précises. Comment une révolte plutôt joyeuse et optimiste au départ a-t-elle pu déboucher quelques décennies plus tard sur cette spectacularisation de la domination avec ses énumérations négatives infinies auxquelles n'échappe aucun champ – économique, politique, psychologique, etc. – ni aucun pays, sans pourtant, et là est le problème principal, que soient apportées des réponses efficaces à cet état de fait ? Le genre tournerait-il à l'humanitaire<sup>17</sup>, à la sollicitation compassionnelle, dont on sait qu'elle est indispensable à une financiarisation capitaliste, impitoyable pour ceux, innombrables, qui en pâtissent ?

Le féminisme, dans ce scénario, aurait-il assumé le même rôle que le tiers-mondisme et son cortège de croyances aux progrès issus des indépendances nationales ? Dans ces deux cas, les idéologies se métamorphosent en ne s'appliquant plus seulement à une partie du monde, des populations. Leur message se généralise avec une misère rampante identique en Europe, aux USA, en Afrique, en Asie, sur un mode esthétique et conservatoire comme dans le film *Au bord du monde* où des sans-abri deviennent « Les derniers philosophes nous parlant d'un retour aux fondamentaux, seul espoir que le soleil se lève à nouveau sur notre époque crépusculaire<sup>18</sup> ». Mais ils doivent, eux, rester dans le décor où on les montre, ne pas quitter la rue et leurs hardes. Il en va d'une certaine manière de même avec la monstration des effets de domination auxquels n'échappe

---

PANTELIMON (ed.), *La globalisation en perspectives, élites et normes*, Bucarest, éditions Niculescu, 2011, p. 19-43.

17. Bernard HOURS, *L'idéologie humanitaire*, Paris, L'Harmattan, 1998.

18. Claus DRESXEL, présentation du film *Au Bord du monde*, 2014.

aucune femme. L'horreur des viols, utilisés comme arme de guerre sur des fillettes comme sur des femmes âgées, pourrait advenir ici même, n'étant plus occultée, mais mise à découvert. Il n'y a plus de région, de peuple, de classe sociale protégée, car partout on tue des femmes et un devoir de vérité s'impose. Magnifique, ce devoir se révèle néanmoins d'une impuissance tragique devant la foule des crimes qui tous les jours sont révélés et augmentent <sup>19</sup>.

Il y a dans ce paradoxe une distorsion profondément gênante, et ce d'autant plus que, en genrant toutes les problématiques et tous les domaines, une retotalisation du réel s'actualise, éloignant toujours plus l'hégémonie idéale de la morale des rapports économiques et politiques, locaux et globaux qui, *in fine*, restent intouchables et indemnes. Le constat de cet abîme entre les discours doxiques et savants d'un côté, de l'autre le réel, ne vise pas à délégitimer les premiers mais à interroger le monde global présent : de quoi les femmes sont-elles devenues le nom ? Vers quoi nous mène ce nominalisme purifié et purificateur ? La cause humanitaire du genre, en s'inscrivant comme une morale partagée se voulant éthiquement encadrée <sup>20</sup>, n'est-elle pas désormais plus un mode d'intégration globale qu'un levier d'émancipation, quoique l'on constate – comme en Chine, cas sur lequel nous reviendrons – que le genre est aussi un outil de lutte et que, de fait, il peut être approprié comme tel dans des combats microlocaux. L'avancée de listes dites féministes aux élections de différents échelons – déjà effective dans certains pays européens – corrobore pourtant une logique intégratrice dans tous les dispositifs institutionnels de la démocratie parlementaire, alors même que les élites politiques se révèlent de plus en plus coupées des réalités et des préoccupations quotidiennes des gens, n'agissant que pour leur maintien dans la théâtralité politicienne de leur pouvoir et se soumettant aux ordres de la finance globale.

---

19. Sandrine RICCI, *Avant de tuer les femmes, vous devez les violer ! Rwanda : rapports de sexe et génocide des Tutsi*, Paris, Éditions Syllepse, 2014.

20. Annie BENVENISTE, Monique SELIM, « Désirs d'éthique, besoins de normes ? », *Journal des anthropologues*, n° 138-139, 2014.

Vers quel côté se diriger pour retrouver des moyens d'agir et sortir de la « fausse conscience <sup>21</sup> » dont on connaît les opérations principales de dissociation, autonomisation, idéalisation et scotomisation ? Comment échapper au spectacle auquel le genre s'est prêté contre la cause des femmes ?

« La conscience spectatrice, prisonnière d'un univers aplati, borné par l'écran du spectacle derrière lequel sa propre vie a été déportée, ne connaît plus que les interlocuteurs fictifs qui l'entretiennent unilatéralement de leur marchandise et de la politique de leur marchandise. Le spectacle, dans toute son étendue, est son « signe du miroir ». Ici se met en scène la fausse sortie d'un autisme généralisé. »

Écrivait Debord en 1967 <sup>22</sup>, sans même pouvoir deviner, ajoutons, que les femmes pourraient nourrir à ce point un marché imaginaire, doublure à la hauteur des marchandages dont elles font couramment l'objet ; que leur prise de conscience de la domination pourrait déboucher sur de spectaculaires blocages de l'analyse des rapports institutionnels où elle s'est nichée, donnant au genre la forme d'une catégorie morale, identitaire, normative, gestionnaire, panoptique, *in fine* emblématique des processus de globalisation. Ainsi cette catégorie se voit consacrée par son élévation au rang d'objet d'étude, ambigu à plus d'un titre, à l'agrégation de sciences sociales en 2014, comme en témoigne l'intitulé du sujet : « Comment l'activité professionnelle féminine transforme-t-elle les rapports entre les genres ? » On aurait attendu plutôt les rapports de genre pour éviter la substantialisation sexuée du concept de genre et sans doute aurait-on préféré que l'activité professionnelle des femmes soit placée dans la même optique conventionnelle que celle des hommes, dont le travail n'est pas qualifié de masculin dès qu'il est dit professionnel ! Dans les deux expressions se signifient explicitement des confusions sémantiques oscillant sur des vagues de moralisation dont les contenus s'avèrent un soutien symbolique de l'économie financière globalisée.

---

21. Joseph GABEL, *La fausse conscience*, Paris, Éditions de Minuit, 1962.

22. Guy DEBORD, *La société du spectacle* [1967], proposition 218, Paris, Champ libre, 1983.

## Remises en cause des enfermements moraux

Néanmoins, au-delà et en deçà de cette édification idéologique de la catégorie de genre dont la cohérence globale moralisatrice dans le cadre des processus de globalisation a été explorée sous différentes facettes, revenons sur la situation chinoise<sup>23</sup> déjà évoquée à plusieurs reprises précédemment, et les combats contre les assignations morales de sexe qui montrent des ouvertures paradoxales. Ces combats aujourd'hui se nourrissent beaucoup du plateau LGBT qui fait l'objet d'une importation importante, financée par des organisations internationales – dont certaines spécialisées auparavant sur le développement –, des fondations, des ONG et diverses institutions principalement américaines, anglo-saxonnes. Des formations sont offertes, tous frais payés, dans des hôtels, et leur présentation est disponible sur Internet pour monter des groupes, organiser des manifestations, rédiger de courts livrets, obtenir du matériel pédagogique et technique ; ces offres généreuses sont proposées aux jeunes et leur enseignent que l'orientation sexuelle est un droit humain universel qui accompagne le droit à la démocratie et à l'État de droit, que l'appartenance de sexe ne doit pas barrer des droits de façon discriminatoire.

LGBT apparaît là, dans l'optique des financeurs, comme une nouvelle arme politique de pénétration et de déstabilisation de l'État autoritaire chinois et s'inscrit dans une problématique de droits, à l'instar des droits de l'homme durant la guerre froide et dont les messages étaient émis par le monde dit « libre ». Les investigations menées en mai et juin 2014 à Canton<sup>24</sup> mettent en évidence le succès de cette opportunité de choix pour les jeunes gens et les jeunes filles sur qui pèsent d'énormes

---

23. Monique SELIM, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton, Chine*, Paris, L'Harmattan, 2013.

24. Les enquêtes ont été réalisées dans le cadre de l'ANR Global Gender portée par Ioana CIRSTOCEA. Monique SELIM, « Devenir lesbienne en Chine : une façon de s'émanciper », in Ioana CIRSTOCEA, Delphine LACOMBE, Elisabeth MARTEU (ed.), *La globalisation du genre : mobilisations, cadres d'actions, savoirs*, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 183-205.

pressions familiales et sociales. Les groupes homosexuels masculins ont trouvé dans les dernières années, en Chine comme ailleurs, une relative reconnaissance par les liens qu'ils ont tissés avec le gouvernement dans la prévention contre le SIDA. Mais dans la période présente, au sein de la mouvance LGBT, une domination masculine reproduite par les hommes homosexuels est dénoncée par les femmes, invitées, moyennant d'excellentes aides extérieures, à créer leurs propres groupes lesbiens. Ainsi se sont multipliées les mobilisations lesbiennes qui séduisent les jeunes filles car elles leur semblent une voie d'échappée aux contraintes du mariage et d'une vie conforme dans la soumission, le soin aux proches et l'effacement.

Dans cette perspective, LGBT et la matrice plurielle du genre dessinent des lignes de possibilités émancipatrices, attirant d'autant plus que les contraintes normatives s'exercent avec beaucoup de violence symbolique et réelle. La consubstantialisation entre droits sexuels et droits politiques, qui s'affiche dans l'ensemble de la littérature fournie aux acteurs et actrices, les conduit rapidement vers des formes de déviance politique plus ou moins prononcée et des affrontements pouvant déboucher sur des répressions fermes. La période de juin 2014 appelant à des célébrations de l'anniversaire des événements de 1989 a ainsi conduit à des arrestations nombreuses dans les milieux homosexuels.

L'exemple chinois d'intervention, de réception et d'appropriation libératrice des contenus de la catégorie de genre et de LGBT illustre ainsi l'obligation de lectures multiscales s'efforçant de penser les articulations entre des paradigmes idéologiques et des logiques de subjectivation personnelle et collective qui paraissent contradictoires à première vue.

La catégorie de genre véhicule intrinsèquement, dans sa cohérence idéologique globalisée, une légitimation morale de l'économie de marché et du marché comme structure idéale qu'elle déplace au plan symbolique sur le marché des appartenances de sexe. Cependant, dans le même moment, ce marché symbolique des appartenances de sexe produit aussi les conditions de possibilité de ruptures morales mutant vers des ruptures politiques dans des sociétés telles la Chine où normes sexuelles, normes politiques, normes économiques sont

coagulées. Ce marché symbolique ouvre des droits et enjoint à des carrières de défenseur des droits. Ces hiatus entre différents niveaux d'actualisation poussant à des types d'analyse, eux-mêmes différents, témoignent des processus permanents d'ajustement à un monde globalisé, fondé entièrement sur le marché comme norme apodictique, mais destiné néanmoins à ne jamais pouvoir être achevé, faute de réussir à canaliser complètement les désirs d'affranchissement des sujets : ceux-ci ne sauraient être infiniment les dupes des multitudes de projets et de volontés de réhabilitation morale que l'on observe partout, localement et globalement, pour tenter tout à la fois d'occulter, de sublimer, de contrer ce qui se donne à voir comme les ravages de la finance.

Politiques, à l'instar des institutionnalisations du « bon vivre » en Amérique latine, économiques et technologiques si l'on suit Jeremy Rifkin dans son hypothèse de post-capitalisme collaboratif<sup>25</sup>, ou imprégnées d'un romantisme psychologique avec Michael J. Sandel<sup>26</sup>, les incantations à la restauration morale restent des chimères fragiles et finalement bien pauvres.

---

25. Jeremy RIFKIN, *La troisième révolution industrielle* [2011], Paris, Les liens qui libèrent, 2014.

26. Michael J. SANDEL, *Ce que l'argent ne saurait acheter* [2012], Paris, Seuil, 2014.



## UNE LIBÉRATION FLUIDE

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle les études sur la/les sexualités, ce qu'on dénomme les « communautés sexuelles », le/les genre/s se sont multipliées, aiguissant de plus en plus le regard sur des groupes spécifiques appréhendés en majeure partie pour eux-mêmes. Est en cours indéniablement, dans ce champ, un processus d'hypersegmentation de la recherche qui implique autant toutes les variantes de l'affichage du désir et de l'activité sexuels que leur refus (neutralité sexuelle, asexualité, intersexe, etc.). Cette perspective, largement partagée dans les sciences sociales, s'est initiée avec le signifiant femme et s'est étendue à la foule des agrégats d'appartenance de sexe/genre qui ne cessent de voir le jour. On lui reconnaîtra au moins trois caractéristiques dont la première est une relative autonomisation épistémologique de l'objet de recherche contextualisé dans le cadre de la trilogie intersectionnelle, désormais normative, sexe, race, classe mais peu abordée à partir de ses axes généraux de production. À un second niveau, le filtre des discriminations empruntées aux politiques publiques est réapproprié sans grand recul par des chercheurs soucieux d'être à l'écoute de tous ceux qui mettent en avant une discrimination sexuelle. Enfin l'expertise semble prendre de plus en plus de place dans ce domaine où se mêlent des financements des organisations internationales et des États, des revendications d'ONG locales et aussi des investigations innovantes à caractère biologique qui authentifient les sujets dans leur existence. Internet, le Web et

les grandes plateformes numériques globales contribuent à leur tour à des mécanismes d'essentialisation des acteurs individuels et collectifs sous l'angle d'une sexualisation cognitive.

Je m'écarterai ici de cette approche majoritaire, et ce, tout d'abord, dans l'emploi de l'expression droits sexuels, originellement accouplée à celle de droits reproductifs à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, prônant planification familiale, contraception, santé sexuelle et reproductive, avortement, etc. Je me recentrerai, en revanche, sur l'ensemble des phénomènes marquant l'émergence d'idiosyncrasies sexuelles – incluant les femmes – en appelant à un régime de libre arbitre inédit, idéologiquement assez éloigné des thématiques de la libération et de la liberté sexuelles. Ces dernières doivent être référées à une époque où refoulement, inhibition, oppression et misère sexuelles sont dénoncés tant par des philosophes comme Herbert Marcuse<sup>1</sup> que par les intellectuels inspirés par le freudo-marxisme<sup>2</sup>. Pour tous ceux-ci, dans la sexualité s'impriment les rapports sociaux dominants sous une forme directe ou dans des relations de sublimation, compensation, inversion, répétition, etc., mais, dans le même moment, y gîtent une énergie et une puissance subversives.

Une rupture certaine s'inscrit entre ces temps qui paraissent bien anciens et la période contemporaine qui a pluralisé le sexe, l'a sorti de l'intimité, l'a survisibilisé, objectifié et publicisé dans une ouverture d'affranchissement apparemment sans limites<sup>3</sup>. Néanmoins, que les sexualités dans leur forme présente soient toujours des caisses de résonance polysémiques, désormais d'un monde globalisé, reste une hypothèse centrale d'intelligibilité de leurs manifestations et ce, d'autant plus qu'elles nourrissent une large partie de l'espace informationnel numérique. Ainsi s'imposent à l'observation comme des cadres déterminants de production des droits sexuels, leurs dimensions politiques et géopolitiques sur lesquelles je me pencherai tout

---

1. Herbert MARCUSE, *Eros et civilisation* [1958], *L'homme unidimensionnel*, Paris, éditions de Minuit, 1968.

2. *L'homme et la société*, n° 11, 1969 ; n° 138, 2000.

3. *L'homme et la société*, n° 189-190, 2013.

d'abord. Puis j'aborderai dans un second moment les logiques subjectives du désir initiées par les droits sexuels avant d'examiner les modèles de jouissance en jeu.

### **Figures politiques des droits sexuels**

Montées progressivement en intensité, les revendications collectives touchant les droits sexuels, mais aussi les commentaires concernant les profils sexuels d'acteurs politiques occupent maintenant une part notable de l'actualité politique au sens large. Cette centralité nouvelle du motif sexuel doit être interrogée en premier lieu en regard de l'effacement apparent des orientations économiques et politiques *stricto sensu* qu'elle vient recouvrir et en quelque sorte neutraliser. Placée en première ligne, la qualification sexuelle résume à elle seule le progrès qui serait accompli ou au contraire le risque de régression. Citons parmi tant d'autres trois événements : la nomination en juin 2017 du premier ministre irlandais, Leo Varadkar, est saluée comme promouvant d'abord un gay, puis un métis indien, le libéralisme de l'homme politique devenant une sorte d'accessoire peu important. Dans le même mois, concernant la nomination de la première ministre serbe Ana Brnabic, est soulignée sa lesbianité qui vient heurter les nationalistes serbes, mettant en avant qu'il s'agirait là, au fond, d'une soumission à l'hégémonie européenne. Quant au conjoint du premier ministre gay du Luxembourg, les médias notent l'absence de sa mention par le gouvernement américain de Trump, sur la photo des « premières dames » à Bruxelles en mai 2017 : ce qui désigne bien la difficulté à placer un homme dans une position structurelle féminine. Ces trois exemples illustrent une grammaire géopolitique qui domine depuis la fin de la bipartition politico-économique du monde entre les deux camps capitaliste et communiste, et la chute de l'URSS, qui inaugurent une globalisation effective. Arme et instrument de conflits internationaux, la libération des droits sexuels ou la criminalisation de traits sexuels paraissent devenues essentielles.

Comment interpréter cette façon de donner la priorité à la sexualité ? N'y voir qu'une sorte de fétichisme destiné à voiler

des enjeux économiques et financiers majeurs serait revenir à une vieille rhétorique simplificatrice opposant des niveaux de structure. Prendre à la lettre les préoccupations bénévoles que semble désigner ce souci partagé de respect des sexualités plurielles et des modes de sexualité relèverait en revanche d'une relative naïveté. Laissons de côté ces positions entières et mettons l'accent sur la concentration axiologique que paraissent cristalliser les droits sexuels : ceux-ci à eux seuls détiendraient le pouvoir moral que doit revêtir, pour enclencher une adhésion minimale, la destinée du monde. Cependant, outils omniprésents d'une moralisation globale spectaculaire, les droits sexuels appellent aussi à être déchiffrés dans un contexte où les droits politiques et économiques sont un peu partout, y compris dans les démocraties, affaiblis. Érigés au statut de droits humains, les droits sexuels ont en effet peu à peu envahi tout l'espace occupé antérieurement par ces derniers dans leur diversité au point de se présenter comme une clef quasi unique de lecture des antagonismes.

Mireille Delmas-Marty pointe les risques de « despotisme doux <sup>4</sup> » que fait courir l'état d'urgence prolongé en France une fois de plus en mai 2017, poussant ainsi à prendre en compte l'expansion de régimes autoritaires ou dictatoriaux de par le monde, sous prétexte en particulier de lutte antiterroriste. D'un autre côté, le démantèlement des droits du travail dans les anciennes démocraties rapproche dans ce domaine insidieusement des situations de vente nue de la force de travail, qui s'observent dans de nombreux pays en croissance rapide tels l'Inde, la Chine, Le Vietnam, le Cambodge, etc.

Isoler les droits sexuels, dont l'amplitude ne cesse de s'affirmer, des droits civils et économiques dans la conjoncture de globalisation financière présente, constituerait une erreur d'appréciation sur la plurivocité des sens des droits sexuels. Rappelons qu'une bonne part de l'aide internationale, anciennement dédiée au développement, l'est désormais aux femmes et aux groupes LGBT qui affichent des revendications

---

4. *Libération*, 16/07/2017.

sexuelles <sup>5</sup>. Ces financements des grandes organisations internationales éclairent de façon schématique trois types de configurations avec de multiples variantes. Dans le cas idéaltypique de l'État-parti chinois et de ses satellites, il s'agit encore, à travers les droits sexuels, d'affaiblir le gouvernement monopoliste et d'exporter la démocratie, quoique cette croisade des années quatre-vingt-dix perde de son aura devant les intérêts économiques. En revanche, dans nombre de pays majoritairement musulmans, l'affrontement qu'ancrent les droits sexuels est placé sur l'islam, stigmatisé comme rétrograde, et il s'inscrit dans la nébuleuse antiterroriste. Le cas des pays africains anciennement colonisés met en scène une politique qui reste, du côté français, conservatrice des situations autoritaires existantes et qui fait considérer dans le même moment au gouvernement national les droits sexuels comme des ingérences coloniales contre leur souveraineté.

Le lecteur a en mémoire ce qu'on a dénommé, dans la dernière décennie, les « révolutions arabes », au cours desquelles la promotion des droits des femmes et des droits LGBT est intervenue avec insistance. Si le désenchantement politique a suivi ces événements, en revanche, aujourd'hui, on observe dans leur foulée au Maghreb des révoltes féminines pour le droit à se vêtir librement tout autant piégées dans l'opposition domination occidentale/autonomie culturelle et religieuse ; durant l'été 2017, des groupes de femmes algériennes et marocaines ont ainsi décidé collectivement de se mettre en bikini sur la plage, s'attirant ainsi les foudres et les menaces physiques de la part d'hommes les accusant de copier leurs consœurs de l'autre côté de la Méditerranée, de déshonorer leur famille et leur pays, d'outrager Dieu et de perdre leur vertu. En Turquie, où la répression s'est abattue sur toute l'opposition politique, des femmes se battent également pour s'habiller comme elles le souhaitent et, en Afghanistan, c'est pour garder leur nom propre, être interpellées et désignées

---

5. Monique SELIM, « Lesbiennes chinoises en politique », in Monique SELIM, Wengjing GUO, *Des sexualités globalisées à l'avant-garde ?*, Paris, L'Harmattan, 2017.

par ce nom et ne plus être la femme, la fille, la sœur ou la cousine de X, que les femmes s'engagent sur Internet avec beaucoup de succès. Les mobilisations féminines constituent dans le même moment des actes politiques dirigés contre des gouvernements ayant érigé l'islam en religion d'État et entendant imposer des conduites précises. Cet exemple du bikini, qui pourrait sembler aussi anecdotique que la polémique autour du burkini en France, commencée en juillet 2016, met en évidence comment, de part et d'autre, les droits qui s'arriment sous maints aspects à l'appartenance du sexe – apparence, performance autant qu'essence – sont pris dans des écheveaux politiques et imaginaires multiples qui interdisent de s'arrêter au seul devenir de ces droits pour réfléchir à leur signification intrinsèque.

Le cas du Bangladesh est particulièrement pertinent dans cette optique. Qu'il s'agisse de la ligue Awami ou du BNP (Bangladesh National Party) dont les alternances à la tête du gouvernement sont récurrentes depuis l'indépendance du pays en 1971, l'État a usé de maints prétextes pour réduire l'opposition au silence : la lutte antiterroriste<sup>6</sup> a ainsi servi au BNP en 2002 à procéder chaque nuit à des centaines d'arrestations de militants de gauche et d'extrême gauche avec cette remarquable dénomination à la résonance américaine *Clean heart*. En mai 2017, après maints autres épisodes, c'est au tour de la ligue Awami de procéder à des arrestations d'homosexuels en réactivant une loi peu appliquée, datant de l'empire britannique. Après les assassinats, en 2013-2015 et 2016, de blogueurs luttant pour la laïcité et de travailleurs étrangers d'ONG, tous attribués aux groupes islamistes radicaux internes et externes, cette répression spectaculaire organisée par l'État témoigne une fois de plus d'une stratégie à courte vue et peu efficace : gagner l'adhésion – bien fragile – de la population en surenchérissant sur les voix islamistes qui s'acharnent sur les internautes, les intellectuels laïcs, les féministes et les quelques acteurs LGBT.

---

6. Monique SELIM, « Opérations de nettoyage au Bangladesh : *Clean heart* », *Journal des anthropologues*, n° 92-93, 2003, p. 285-290.

Rappelons que BoB (Boys of Bangladesh) a été créé en 2002 par Xulhaz Mannan, fils d'un indépendantiste, salarié par l'ambassade des USA et tué chez lui à coups de machette en 2016. BoB avait lancé une vidéo Dhee en 10 épisodes montrant les relations heureuses entre deux femmes lesbiennes : *The first lesbian comics trip* affiche une tonalité pudique, romantique sur fond de musique classique. Comme en Chine, les activistes LGBT bangladais sont perçus par l'État comme un danger dans la mesure où leur combat s'engage sur tous les fronts : contre la corruption, le népotisme, l'hégémonie idéologique – sous couvert d'islam au Bangladesh depuis les alliances électorales avec le Jamaat-I-Islami, se réclamant du parti communiste chinois en Chine – pour la liberté d'expression et d'association, pour les droits humains, pour la démocratie et la défense des minorités religieuses et ethniques – tibétaines, musulmanes en Chine, chrétiennes, hindoues, animistes au Bangladesh.

Toujours soutenus par des ambassades européennes ou états-uniennes, les défenseurs LGBT mettent en évidence combien les droits sexuels sont les éponymes d'une lutte politique omnidirectionnelle, qui s'écrit d'abord sur le Web, est immédiatement globale et particulièrement redoutée par tous les États autoritaires. Selon les cas, l'appartenance culturelle, religieuse, les « traditions » sont plus ou moins revendiquées par les États pour mettre fin à la sédition générale qu'amorcent les droits sexuels. Mais quittons ce tableau politique et ses nouveaux dissidents – qui ont remplacé les militants du droit d'expression dans l'ancien camp communiste durant la guerre froide – pour pénétrer plus avant dans les logiques subjectives qu'offrent à la réflexion les droits sexuels.

### **La force d'être soi ?**

Que la/les sexualités soient ventriloques – comme Foucault dans son *Histoire de la sexualité* l'a remarquablement montré – apparaît encore plus clairement avec les droits sexuels qui représentent immédiatement infiniment plus que leur propre présentification. Par ailleurs, si Freud, évoluant dans une société de refoulement et de tabous, s'attachait à mettre en évidence la

primauté inconsciente de la sphère sexuelle, j'avancerai ici l'hypothèse qu'à l'inverse, les droits sexuels ouvrent maintenant aux sujets une fenêtre pour échapper dans l'imaginaire aux catégorisations et aux classements sociaux et économiques qui les étouffent. N'encourant plus aucune accusation de pathologie, ceux-ci peuvent envisager un topos tangible pour devenir soi, hors des barrières quotidiennes qui leur paraissent largement à juste titre infranchissables.

Les rencontres qui se veulent avant tout sexuelles – par le biais des sites ou des innombrables applications – bouleversent à grande échelle les déterminants si chers à la sociologie bourdieusienne que quelques héritiers esseulés tentent encore de glorifier. Rappelons que dans les années soixante, on calculait en France « scientifiquement » la distance kilométrique qui séparait les villages des futurs conjoints et on pointait le célibat des cadets ruraux pour cause de transmission patrimoniale. Désormais des applications permettent de trouver à quelques enjambées de son domicile, le compagnon sexuel d'une heure, ou plus, si entente, sans informations sur son profil social et ses convictions, mais en toute connaissance de ses paramètres à caractère sexuel. Les homosexualités et la multiplication infinie des désirs et des pratiques sexuels sont sortis de leur cadre élitiste de visibilité et se sont diffusés ouvertement dans l'ensemble des couches sociales. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un regard sur quelques sites francophones destinés à la recherche de femmes lesbiennes, qui – à la différence de leurs équivalents masculins généralement polarisés sur des objectifs uniquement sexuels – affichent une extraordinaire variété de profils très éloignés des critères normatifs de beauté et de séduction. On découvre, avec leurs photos, qui ne tentent pas de cacher des traits qui pourraient sembler peu attractifs, une foule de femmes de plus de 50 ans et jusqu'à 80 ans, de milieu rural ou de petites villes, d'origine de classe modeste, qui, après des trajectoires « normales » – mariage, enfants, petits-enfants, veuvage – entendent mettre fin aux contraintes passées et s'ouvrir à d'autres plaisirs associant une sexualité strictement entre femmes et des activités variées – sport, culture, etc. – partagées.



Cette libéralisation populaire du désir doit être confrontée à l'activisme politique des groupes qui se créent et se consolident à partir de la spécification de leurs membres en termes d'origine et d'appartenance construites dans des termes de racialisation et de croyance religieuse. L'expansion des droits sexuels se joue dans la confluence de ces deux orientations : délivrance des attaches et des catégorisations externes et internes d'un côté ; de l'autre, édifications identitaires débouchant sur une politique des communautés <sup>7</sup> et faisant évoluer leurs multiplicités. Ces deux fils témoignent de la complexité actuelle de la configuration des sexuations et sexualisations et entre les deux se donnent à voir toutes les combinaisons individuelles d'émancipation et d'épanouissement.

La force d'être soi sexuellement oscillerait ainsi entre des fixations réificatrices personnelles et collectives et des modes de dépassement faisant table rase des assises statutaires des sujets. Le réseau LGBT Chine-France en est un bon exemple en regroupant majoritairement des homosexuels masculins chinois, mais en accueillant dans ses activités des Français attirés sous maints aspects par la Chine et les Chinois. Cette réinvention du désir – sur laquelle d'aucuns projetteraient une *illusio* – fait d'autant plus fi des classes, des nationalités, des ethnicités réglementées que le Web permet toutes les pérégrinations imaginatives.

Guy Hocquengheim <sup>8</sup> s'était élevé dans les années soixante-dix contre la psychanalyse qui faisait de l'homosexualité une catégorie à part du désir. Corollairement, il appelait à s'évader de toute identité sexuelle ou nationale, se disant même francophobe. « Ne pas se satisfaire de n'être que soi » lui semblait d'autant plus nécessaire qu'accepter une identité était à ses yeux rentrer dans un processus social de normalisation. Sur ce plan, le mariage pour tous, aurait à ses yeux sans aucun doute confirmé sa vision prédictive, tout en devant être salué comme l'acquisition tardive d'une liberté fondamentale, que

---

7. *Chimères*, n° 87, 2015 : « Politiques de la communauté ».

8. Antoine IDIER, *Les vies de Guy Hocquengheim, politique, sexualité, culture*, Paris, Fayard, 2017.

devait suivre immanquablement la légalisation de la procréation médicalement assistée, de la gestation pour autrui et de l'adoption pour tous les acteurs individuels et les couples de même sexe. Guy Hocquengheim s'exprimait en effet dans un contexte où la famille comme structure et institution était accusée *grosso modo* de reproduire et de transmettre toutes les oppressions sociales, psychiques et politiques. De berceau de l'aliénation personnelle, la famille est devenue, un demi-siècle plus tard en Europe, l'objet d'une aspiration primordiale, dans laquelle se traduit une volonté de plus en plus forte de rejoindre et d'intégrer la norme, de fuir toute mise à la périphérie de la majorité. Soulignons cependant que la famille s'entend en de multiples sens – impliquant toutes ses recompositions et déviations – et que derrière la famille ce sont les parentalités qui sont magnifiées.

Cette mutation peut laisser d'une certaine manière sur le bord de la route des hommes homosexuels de plus de 40 ans, comme l'illustre le personnage de Sylvain. Âgé d'environ 45 ans, coiffeur, Sylvain est un ami avec lequel je m'entretiens souvent depuis une dizaine d'années des pratiques sexuelles et des formes de sexualités. Il est issu d'une famille de notables d'une petite ville de l'Est de la France. Son père était entrepreneur et sa mère avait fait des études de psychologie sans jamais exercer ce métier. Sylvain a vécu en couple successivement avec deux militaires de carrière haut gradés, puis, lassé d'être continuellement affecté aux tâches ménagères et d'être trompé, a quitté ses compagnons, avec lesquels il garde néanmoins de bonnes relations amicales et qui l'ont vite remplacé. Après des années de salariat, Sylvain décide de se mettre à son compte, ouvrir un salon et employer des assistantes avec lesquelles les rapports s'enveniment cependant vite et qu'il est amené à licencier. Veuve, sa mère s'est remariée, et là encore, la mésentente s'est installée jusqu'à une rupture complète des relations entre le couple et Sylvain et sa sœur, avec laquelle Sylvain garde un lien constant. Sylvain vit donc en célibataire, peu prêt à s'engager à nouveau dans une vie conjugale, ou même dans une aventure suivie, les déceptions amoureuses s'étant accumulées. Des sorties hebdomadaires au sauna où il se tourne vers de jeunes hommes d'origine

maghrébine, pour se faire sodomiser, agrémentent une quotidienneté de dur labeur dans lequel il met toute son énergie et beaucoup de conscience professionnelle. Parallèlement, Sylvain dit pis que pendre sur ces jeunes hommes qu'il apprécie tant sexuellement.

Les réflexions de Sylvain sur la période présente mettent l'accent sur son propre décalage : alors qu'il s'est battu en premier lieu contre sa famille, puis contre son milieu social provincial pour s'affirmer homosexuel et devenir coiffeur, il constate qu'aujourd'hui « les jeunes ne sont pas amoureux d'un sexe, c'est-à-dire d'un homme ou d'une femme, mais d'une personne quel que soit son sexe ». À ses yeux l'identité et l'identification homosexuelles se sont évaporées devant la pluralité et la fluidité des désirs sexuels. Sylvain juge par ailleurs que 75 % des hommes mariés à une femme s'adonnent à des jouissances homosexuelles privilégiées, ce qu'il a éprouvé à ses dépens, ses amants de ce type ayant des obligations familiales prenantes et cachant cette partie de leurs loisirs. Il ne viendrait pas à l'idée de Sylvain de rejoindre une mobilisation collective d'ordre LGBT, la thématique de l'orientation sexuelle lui semblant déjà quelque peu dépassée.

Tournons-nous maintenant vers le Laos<sup>9</sup>, où l'État-parti, despotique, interdit toute expression politique et en outre tout activisme LGBT. Un retour dans ce pays en 2016 pour de nouvelles enquêtes me permit d'observer comment de jeunes couples lesbiens se forment dans une relative insouciance, témoignant des mutations des logiques personnelles en regard des normes politico-sexuelles imposées par le gouvernement. En pantalon noir et chemise blanche, les cheveux noués sommairement en une petite queue-de-cheval, Wanika, âgée de 27 ans, fille de paysans de Vang Vieng, après une brève formation en télécommunication, travaille dans un centre commercial, où elle surveille les enfants sur une aire de jeux. Limpide est le discours de Wanika qui déclare « ne pas aimer

---

9. Monique SELIM, « Des génies ventriloques au Laos », in Monique SELIM, Wenjing GUO, *Des sexualités globalisées à l'avant-garde ?*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 183-210.

les filles normales en jupe » qu'elle côtoyait durant ses études et s'habiller comme elle l'entend, y compris durant les cérémonies et les mariages. Peu lui importe la réprobation des villageois lorsqu'elle retourne chez ses parents au fait de son inclinaison sexuelle. Pantalon et chemise sont ses vêtements favoris depuis son enfance et rien ne peut la faire changer d'habitude. Depuis deux ans, Wanika vit avec Palani qu'elle a rencontrée dans le bar que tenait cette dernière. Wanika désigne Palani comme « sa femme » et corollairement Palani la considère comme « son mari ». Lorsqu'elles sortent ensemble, c'est de cette façon qu'elles se présentent, sans problème, dit-elle. Dans un quartier périphérique de Vientiane, Palani a un petit salon de coiffure rudimentaire et le couple vit dans la pièce arrière séparée par un rideau. Élégante jeune femme aux cheveux longs teints, Palani cultive sa féminité en jean et tee-shirt moulants. Fille de tout petits commerçants, orpheline, elle a dû arrêter sa scolarité à 13 ans et travailler à 14 ans dans une usine de textile. Puis elle a reçu une formation de coiffure dans une association de lutte contre le trafic des femmes dans le cadre de laquelle elle a travaillé 4 ans. Elle a monté ensuite un petit bar avec un ami transsexuel – *katoj*, *ladyboy* selon la terminologie en usage en Thaïlande comme au Laos – et c'est là qu'elle a rencontré Palani, dont elle est tombée immédiatement amoureuse, et pour laquelle elle a quitté le jeune homme avec lequel elle entretenait une liaison. Wanika et Palani sont sur Facebook où elles postent beaucoup de photos d'elles-mêmes, en adéquation avec les clichés hétéronormatifs dominants mais où elles montrent aussi une extraordinaire capacité de symbiose globale : avec un plat de *penne* à la sauce tomate qu'elles ont préparé et qu'elles exhibent avec des sourires lumineux, portant des offrandes rituelles aux moines bouddhistes de la pagode de leur quartier, avec l'attitude humble qui convient, riant aux éclats dans des manèges style Disneyland. Elles payent pour des durées de connexion limitées sur leur téléphone portable, l'Internet en continu leur restant inaccessible.

Les deux jeunes femmes considèrent qu'être lesbienne est au Laos un « mouvement de société ». Elles se disent entourées de nombreux couples identiques au leur et m'en donnent pour preuve un appel à deux de leurs voisines qui arrivent en

quelques minutes. Une petite table est dressée avec de vieux papiers journaux au milieu du salon de coiffure, des bières, des glaçons et des cacahuètes bouillies sont commandés et la discussion démarre sans retenue, parsemée d'éclats de rire et de plaisanteries. Olina, étudiante à l'École normale, en short et t-shirt, explique avec une voix grave, que Napua, « sa femme », employée dans une bibliothèque publique pour promouvoir la lecture, l'a rejointe chez ses propres parents qui ont accepté le couple. Le père d'Olina est vice-chef du village, et sa mère directrice d'école primaire. Le père de Napua est employé au bureau provincial et sa mère enseignante. Napua, des roses dans ses cheveux longs relevés en chignon, en short et joli chemisier fleuri à manches courtes bouffantes, affiche une timidité prononcée et adopte une attitude effarouchée en souriant à ses amies. Sur Facebook, le jeune couple qui vit ensemble depuis trois ans, se montre sous des jours encore plus stéréotypés, par exemple costume noir, cravate blanche sur chemise rouge pour Olina, modèle de réserve traditionnelle pour Napua, en beau *sinh* (jupe traditionnelle). Olina, avec beaucoup d'assurance, cherche à expliquer ce qu'elle voit comme une tendance de fond de la société laotienne en profonde mutation et toutes les quatre fouillent sur leurs téléphones portables pour exhiber des photos de vedettes thaïlandaises qui se sont fait opérer et ont changé de sexe. Scintillantes, ces stars font miroiter un horizon de permanentes métamorphoses qui semblent passionner les jeunes filles, bien au-delà de la binarité *di* (lesbienne « féminine »), *tom* (lesbienne « masculine »). Sur un site thaïlandais, Olina trouve ainsi 18 catégories détaillées de profils sexués et passer de l'une à l'autre, sans jamais se laisser emprisonner longtemps dans un rôle sexuel, suscite l'enthousiasme du petit groupe, captivé par la multiplicité des relations possibles entre chacune de ces catégories. La séparation d'une partenaire permet éventuellement la mue dans un autre personnage sexuel et ainsi quitter son *tom* peut déboucher sur un devenir *tom* soi-même.

Le plaisir pris à de telles évocations s'ancre en partie dans le tableau coercitif de l'université que dressent nos interlocutrices : *sinh* (jupe traditionnelle) et chemisier blanc pour les filles, pantalon bien taillé et chemise blanche pour les

garçons, jeans interdits, alors même, que de leur point de vue les couples de filles seraient nombreux mais paraîtraient invisibles derrière ces uniformes dichotomiques de sexe.

À l'autre pôle des désirs qui se révèlent, le regret que le mariage homosexuel soit interdit au Laos et même politiquement inenvisageable, est vite balayé au profit d'un écartement dans l'imaginaire de l'État, son autorité, ses lois : peu importe *in fine* que le mariage ne soit pas permis dès lors qu'une cérémonie traditionnelle avec *baci* (nouage aux poignets des cordons qui retiennent les âmes de la personne) peut être effectuée, la difficulté étant de rassembler l'argent en raison du coût élevé des invitations. La classe moyenne inférieure à laquelle appartiennent les jeunes filles offre de fait peu d'opportunités d'enrichissement et l'obstacle principal est posé dans une capitalisation difficile. Perçues comme bienveillantes envers leurs choix sexuels, leurs familles pourront, comme cela se fait couramment sans formalité administrative, donner aux jeunes couples lesbiens des enfants qui les combleront et qu'ils élèveront dans le bonheur. Ces scénarios heureux montrent une constance dans les réponses apportées à la violence de l'État-parti et dans les représentations de son irréfragable joug : des lignes de fuite symboliques et des échappées concrètes à son emprise, logiques que nous avons déjà analysées au début des années quatre-vingt-dix <sup>10</sup>.

Ainsi Malia et Lilo, qui entretiennent leur amour depuis six ans, vivent aussi chez les parents de Lilo dans une vaste maison à l'immense cour désordonnée, à une dizaine de kilomètres du centre de Vientiane. Malia, en short, tee-shirt et cheveux courts, vient de Luang Prabang où son père est conducteur de bus et sa mère ingénieure des Ponts et Chaussées. Depuis sa petite enfance, Malia se vit comme un garçon dans une famille où les femmes de la parentèle – sœurs, tantes, cousines – sont nombreuses ; être un garçon lui a toujours semblé un sort meilleur, dit-elle, sans réellement pouvoir élaborer ce sentiment. Titulaire du baccalauréat, elle tient une minuscule échoppe avec

---

10. Bernard HOURS, Monique SELIM, *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme et génies*, L'Harmattan, 1997.

Lilo, mais le couple n'a pas encore son autonomie financière. Lilo, quant à elle, se sentait aussi un garçon à l'âge de 10 ans et était fort portée vers les filles. Sa famille, commerçante, n'apprécie pas qu'elle s'habille de façon masculine et la jeune fille a donc laissé pousser ses cheveux sans avoir abandonné le projet d'une chirurgie de *reassignment*. Elle a arrêté sa scolarité à la terminale pour aider ses parents. Le couple élève des chiens, en attendant d'avoir des enfants capables de leur faire des offrandes lorsque toutes deux seront décédées.

Potentiellement libéré de ses canaux d'orientation, le désir, dans l'horizon infini des droits sexuels – gagnés péniblement en partie en France, faisant courir le risque d'être tué par exemple au Bangladesh, ou pris subrepticement, comme nous venons de le voir au Laos –, est aujourd'hui confronté à une variété de modèles de jouissance dont les contradictions significatrices demandent à être scrutées.

### **Jouir en état d'urgence ?**

Pour mieux cerner les définitions actuelles de la jouissance, replongeons-nous très brièvement un demi-siècle en arrière, dans ces années qui furent dénommées celles de la « révolution sexuelle » alors que la guerre du Vietnam battait son plein. L'appréhension de la jouissance – dans le cadre d'une sexualité qui s'exprime dans la diffusion de la sensualité – est inséparable des mouvements sociaux et politiques en jeu à cette époque, qui puisent dans différents courants : lutte contre l'impérialisme américain et la guerre en général, tropisme vers les sociétés lointaines, des ailleurs idéalisés comme hors État, marché, consommation, et proches de la nature, recherche d'égalité entre tous les individus, les hommes et les femmes, ainsi que les enfants, héros de nouvelles pédagogies. Inscrite dans l'invention d'autres modes de vie, d'économie, de pensée, d'action, de relations, la jouissance se veut alors totale, retotalisant des champs sociaux et personnels disjoints par les ordonnancements dominants. Des psychotropes doux sont utilisés comme des adjuvants à l'atteinte de cette jouissance qui tend à l'absolu, est irréductible à l'orgasme et qui replace la sexualité dans l'ensemble de ses innervations symboliques.

Une réhabilitation certaine de la domination, de la violence, du pouvoir, de l'agressivité caractérise une partie des modes de jouissance ouverts par les droits sexuels et contre leur intersectionnalité dans le domaine désormais coupé, sectorisé et clos des sexualités. Postulés comme isolés des autres sphères sociales, ces paradigmes de la jouissance sexuelle apparaissent pourtant intrinsèquement liés aux paysages économiques et politiques structurés par la puissance, en premier lieu financière, la consommation et le marché généralisés. Alors même que les politiques dites d'égalité entre les sexes et les genres se multiplient au niveau national et multinational, sur le Web se diffusent des schèmes de jouissance exaltant une virilité triomphante accentuée par l'esthétique imberbe, strictement érectile, pénétrante et éjaculatrice. Les *porn studies* saluent l'invention de pornographies alternatives, lesbiennes, *queer*, LGBT sans néanmoins convaincre, tant sont reproduites avec des acteurs différents des images identiques. La déchirure que constitua en 2011 le procès de Strauss-Kahn a levé le voile sur la banalisation d'un retour à des fantasmes primaires où les stéréotypes du signifiant femme-réceptacle ou de son avatar sont exacerbés. Alors qu'auparavant, dans les années soixante-soixante-dix, les logiques de libération s'opposaient, dans le domaine sexuel comme dans les autres domaines, à un conservatisme et un traditionalisme sûrs de leurs « valeurs », la libéralisation en cours, qui s'applique là encore aux sexualités mais aussi au travail, à l'économie, au marché, engendre deux orientations concomitantes. La première entend les droits sexuels comme une défense de tous ceux/celles qui font l'objet de violences – femmes, enfants, êtres vivants, etc. La seconde en rétablissant la primauté de la pulsion, hors de toute contrainte externe, restaure le plaisir du quasi-viol, tant la notion de consentement reste trouble.

La première orientation est concrétisée par le succès – sur lequel je reviendrai plus loin – de la campagne contre les violences faites aux femmes en France à la fin de l'année 2017, après le scandale suscité par les comportements du producteur Harvey Weinstein. De nombreuses femmes de tous âges se sont reconnues dans cette campagne et y ont intensément participé sur les réseaux numériques, dénonçant leurs anciens agresseurs.



Plaçant les femmes dans une position de victime paradigmatique – qui, de surcroît, est souvent amenée à céder au « harcèlement » pour conserver des avantages acquis ou se ménager un avenir professionnel possible, cette campagne, extrêmement émotionnelle, s'est constituée de manière typique comme une ouverture de droits personnels à la réparation de blessures, de traumatismes, de souffrances indélébiles. En dépit de leur caractère cathartique, les témoignages individuels mettant en évidence l'obscénité brutale des hommes, ont aussi indéniablement contribué au rétablissement ontologique de la dualité sexuelle, rabattant la sexualité sur une contrainte pour les femmes, une pulsion irrépressible pour les hommes. Désir, plaisir, jouissance ont été implicitement exclus de l'horizon des femmes dont la cause a semblé plus que jamais susceptible d'un traitement humanitaire comme je l'ai déjà souligné précédemment.

Par ailleurs, la neurobiologisation active de la jouissance sexuelle – dont la recherche de paramètres scientifiquement mesurables et de différentiels, entre autres de sexe – rend floues les divergences entre ces deux orientations concomitantes dans la période actuelle qui mêlent dans une optique proprement libérale les droits sexuels comme défense des droits des dominés et comme droits fondamentaux des dominants à leur mode de satisfaction. Extraite de tout contexte, rebiologisée et désymbolisée, la jouissance sexuelle renverrait dès lors à la vieille catégorie d'instinct. Dans l'histoire de la pensée, l'instinct contrôlé est à la base de la société, et incontrôlé engendre le bannissement du fautif. La contention de l'instinct était ainsi censée à bon escient séparer le normal et le pathologique. Débarrassée de ces conceptions culpabilisantes et archaïques, la libéralisation des formes pulsionnelles de la jouissance sexuelle – au même titre que celle d'acheter, vendre, manger, réussir une tâche, un acte et que le clic like – débouche sur une nébuleuse où les pratiques s'entrechoquent.

D'une manière générale, on préfère regarder le non-respect des droits sexuels dans des contrées appréhendées comme lointaines et étrangères, Afrique, Inde et Bangladesh et pays à majorité musulmane, jusqu'aux périphéries urbaines occidentales, peuplées de migrants envahissant ponctuellement

les lieux centraux des métropoles comme cela fut narré par les médias le 31 décembre 2015, à Hambourg et Cologne, où plus de 1 000 femmes auraient été agressées par des hordes d'hommes aux allures suspectes. Néanmoins les normes libérales de la jouissance sexuelle habitent les sites Web qui proposent une multiplicité d'étals selon les goûts et les fantaisies individuels les plus divers et sont des supermarchés à la constitution desquels chacun peut contribuer en s'offrant comme marchandise désirable. Un clic, un lien, une page personnelle suffisent à alimenter ces dépôts industriels de la jouissance, offrant une gratuité appréciable au regard et à la consommation. Les modèles de jouissance offerts en spectacle glorifient dans une grammaire fusionnelle la domination masculine, sous ses aspects les plus triviaux – y compris lorsqu'elle est mise en scène par des femmes munies d'instruments adéquats – et rapprochent les théâtres de la violence qu'on souhaiterait disjoints.

Accusées de pruderie, les dénonciations féministes de cette violence sexuelle tout terrain s'élèvent largement au nom de la morale et manquent de fait inévitablement leur but. Il ne s'agit pas en effet de poursuivre une moralisation chimérique du monde global, qui, dans le champ des sexualités et des droits sexuels est autant un alibi que dans les domaines politique et économique, mais de repérer les contradictions centrales qui nourrissent les dynamiques capitalistiques actuelles, et les sexualités, hier comme aujourd'hui, en sont une ressource majeure. Le jouir violemment, qui s'affiche aujourd'hui sur les écrans numériques et se donne en modèle, est ainsi inséparable de l'urgence décrétée par les États contre les violences terroristes de toutes sortes, individuelles, organisées, d'extrême droite ou islamistes. Les figures globales de la jouissance – dont la jouissance sexuelle reste un prototype – sont censées fracturer et fragiliser les acteurs terroristes. Continuer à jouir est donc systématiquement encouragé par les gouvernements et repris avec enthousiasme par les masses populaires sous la forme du vivre comme avant, comme si rien n'était arrivé et ne devait arriver. Jouir malgré tout, à tout prix, annihiler dans l'imaginaire le risque terroriste, affirmer l'urgence de la jouissance, comme signe de force et de liberté en viennent à

être érigés en instrument de combat. La violence de la jouissance serait notablement une réponse quasi pulsionnelle à l'épouvante des attentats toujours possibles dans la minute qui suit, mais aussi à l'extrême déferlement sans rémission du marché globalisé qui balaye les plus démunis et les laisse agoniser sur les trottoirs des villes, qu'ils soient des autochtones, des migrants économiques ou des réfugiés politiques de guerres désastreuses.

La jouissance dominatrice et urgente tendrait donc à devenir une arme globale dans une configuration qui fait de la solidarité individuelle et institutionnelle un délit, comme l'illustrent les condamnations des personnes et des ONG qui tentent en 2017 d'apporter une aide ponctuelle à tous ceux qui fuient leur terre d'origine. L'ancien slogan « Jouir sans entrave » se voulait une promesse de pacification et de partage mondiaux des richesses et du bonheur. Jouir en mode d'urgence se donne à penser comme le geste un peu tragique du sujet seul, inquiet, livré à lui-même, qui doit faire les preuves de son hyperjouissance face à tous les dangers qui l'entourent et qui n'a, *in fine*, que son ego troué comme simulacre de propriété : il devrait donc dominer pour être certain de jouir et échapper à l'océan d'insécurité où il est plongé.

### **Le droit de désirer ?**

Le lecteur qui aurait cherché une réponse simple aux questions « que sont » et « à quoi servent les droits sexuels » sera resté sur sa faim au terme de ce chapitre. J'ai, en effet et avant tout, tenté de montrer les méandres et les amphibologies dans lesquels la dénomination de droits sexuels se meut. À l'encontre d'une approche sectorielle, j'ai en permanence en quelque sorte débordé les droits sexuels pour mettre l'accent sur la configuration globale d'« inflation des droits » – selon l'expression de Mireille Delmas Marty – qui permet de retracer les enjeux dans lesquels les droits sexuels sont pris. Instruments à double tranchant, les droits sexuels, comme tous les droits, visent des objectifs qui les dépassent tout en émancipant, non seulement leurs défenseurs, mais aussi tous ceux qui vont se reconnaître, se découvrir et s'identifier sous leur bannière.

Néanmoins les droits sexuels, parmi tous les droits, ont la singularité de cristalliser avec une intensité exceptionnelle les productions imaginaires. En mobilisant au premier plan la dualité sexuelle, en la dissolvant et en la recréant à l'infini dans de nouvelles multiplicités, les droits sexuels font résonner hiérarchie, autorité, pouvoir dont ils constituent des métaphores ouvertes et fluides. C'est pourquoi, en eux-mêmes, ils sont une attaque, d'abord symbolique, de l'État et de son support institutionnel qu'est la famille.

Mais au-delà de tous les affrontements sociaux et politiques qu'engendrent les droits sexuels, s'inscrit en filigrane le droit de désirer qui trouve sur Internet une fabuleuse capacité d'expression. Le plus souvent avec l'aide des grandes plateformes internationales – mais parfois contre elles, comme lorsque Google, en 2017, capitule devant le gouvernement chinois qui veut renforcer sa censure –, des groupes en marge et/ou dominés trouvent des alliés dans les représentants des grandes puissances <sup>11</sup>. Ainsi émergent et prennent forme des désirs globalisés, réappropriés, redessinés, selon les conjonctures locales. Cette resingularisation du désir met en œuvre des processus d'affranchissement dont l'expression est amenée à se répandre en vagues quasi incontrôlables. Épousant des statuts contrastés au gré des transformations économiques et sociétales, la/les sexualité/s concrétisent ainsi des droits diversifiés, reformulés par la libéralisation marchande du désir. Encore faut-il que le désir ne fasse pas l'objet d'un « enfermement algorithmique », selon l'expression d'Olivier Ertzscheid <sup>12</sup>, c'est-à-dire qu'un sujet ayant visionné un type de vidéo à caractère sexuel, ne s'en voit pas proposer des milliers d'équivalentes. Le pouvoir algorithmique dans ce cas illustrerait de façon extrême une répétition létale, obsessionnelle du désir, bien circonscrite par Freud.

Ici se pose alors la question des « logiques d'éditorialisation algorithmique » qui restent largement invisibles et dont les

---

11. Les USA soutiennent par exemple les groupes LGBT partout dans le monde.

12. Olivier ERTZSCHEID, *L'appétit des géants*, CSF Éditions, 2017.

gouvernements appellent à la modération sur des thématiques précises, comme le terrorisme ou le racisme, nous explique Olivier Ertzscheid <sup>13</sup>. Hors de ces recommandations souhaitées et à l'exception de la pédophilie, soulignons que le désir et les sexualités ont tous les droits de tourner en rond jusqu'à saturation. Les communautés numériques qui se construisent sur une préférence sexuelle – à combinaison ethnicisée – donnent à voir en partie cette destinée possible, qui correspond aux remarques d'Olivier Ertzscheid sur les grandes plateformes :

« Qui, si elles autorisent une forme de diversité à l'échelle de l'individu, mettent en place des logiques d'uniformisation à l'échelle des différents collectifs qui les peuplent. Elles sont à ce titre une forme paradoxale de panoptique. Facebook, Youtube et tant d'autres sont chacun à leur manière des projets de nature carcérale, c'est-à-dire valorisent et exploitent la complétude de l'entre-soi <sup>14</sup>. »

Prises dans des manipulations numériques, que Félix Guattari <sup>15</sup> n'avait pas imaginées, les machines désirantes mises en marche par les droits sexuels ne tendraient-elles pas à devenir indistinctement molaires et moléculaires selon la terminologie forgée par l'auteur, c'est-à-dire à la fois écrasantes, obturées, et laissant entrevoir les sillons d'un devenir de liberté ?

---

13. *Op.cit.*

14. Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *L'anti-Œdipe*, Paris, éditions de Minuit, 1972.

15. *Ibidem.*



# L'INTIMITÉ PEUT-ELLE ÊTRE TRANSPARENTE ?

Outil de gouvernance à toutes les échelles – globale, nationale, locale – la transparence s'est imposée comme une norme à la fois morale, économique et politique, et ce, en particulier, après la fin de la guerre froide. Accusés à juste titre d'opacité et de manipulation des populations, les régimes communistes ont été constitués en pôles négatifs permettant l'assomption de la règle suprême de transparence. Devenue une valeur incontestable d'un capitalisme désormais étendu au monde entier, la transparence s'applique à tous les champs sociaux et aux instances censées les réguler.

L'intimité n'y échappe pas et la reproduction, les origines et les identités, les sexualités qui en seraient un pan important, se trouvent ainsi à l'avant-garde d'une transparence quasi managériale qui s'épanouit dans une exposition numérique sans limites. La première question qui se pose dans ce contexte est néanmoins celle de l'intimité elle-même : où se loge-t-elle désormais ?

## **Quelles intimités ?**

La notion d'intimité revêtait au XX<sup>e</sup> siècle un caractère relativement évident, qu'on la loge dans le corps ou encore dans le couple et la famille, dans un journal dit intime, dans des pensées gardées secrètes, dans des attitudes transgressives et

jugées tabou, bref dans une foule d'actes, de rituels, de comportements et d'idées supposés devoir rester privés. Toutes ces représentations ont littéralement explosé laissant place à des injonctions contradictoires et à des axiomatiques paradoxales : d'un côté, les processus de libéralisation croissants qui concernent au premier chef l'économie ont atteint les économies libidinales ; de l'autre, les données définies comme personnelles qui constituent des marchés florissants génèrent des règles en appelant à la préservation du « privé ». Entre ces pôles contradictoires, l'intimité se révèle une vague fluctuante, une nébuleuse insaisissable tout en restant dotée d'une valeur évanescente.

On peut en prendre pour exemple l'argent – hérité, possédé, gagné – que les acteurs considéraient autrefois comme relevant d'une intimité inviolable, ce que Freud avait par ailleurs associé à sa symbolique anale. Désormais l'entreprise, pour s'ériger en modèle, doit afficher une transparence complète qui affecterait en premier lieu les rémunérations, primes et salaires tout au long de l'échelle hiérarchique : l'émulation et une saine concurrence en résulteraient, poussant les individus à aspirer à « monter » et à rejoindre les sommets de la pyramide, sans se laisser aller à de vaines suppositions et ruminations suscitant rivalités et jalousies. Des vidéos démonstratives montrent des employés rayonnants avec la bulle de leur rémunération accrochée à leurs sourires dans des interactions expressément transparentes ! La responsabilité sociale des entreprises paraît un peu datée en regard de cette nouvelle transparence d'un marché total à l'édification duquel les individus participent joyeusement, creusant toujours plus leur propre transparence.

### **Des origines transparentes**

L'origine, la filiation faisaient intégralement partie de la définition de la personne en France au XX<sup>e</sup> siècle avec cette énorme restriction qu'en cas de refus des ascendants de reconnaître l'enfant – accouchement sous X ou évaporation du géniteur – le vide s'avérait entier. Depuis près de quatre décennies, les normes de transparence se sont attachées à combattre cette ignorance des individus de leurs origines, en



s'attaquant en particulier à l'adoption et à l'insémination artificielle, sans oublier désormais tous les avatars du processus de fragmentation de la reproduction, avec la gestation pour autrui, le don et l'usage de gamètes et d'organes, etc. L'individu devrait donc être aujourd'hui en mesure d'être en pleine possession des données ayant participé à son engendrement : acteurs, matières, outils, moments, la chaîne de sa fabrication devant revêtir une pleine transparence.

Cette nouvelle évidence d'une transparence seule à même de permettre un épanouissement personnel et une maîtrise de son identité s'est appuyée sur un combat sans relâche pour mettre en scène les souffrances des personnes à la recherche éperdue de leurs ascendants. Les retrouvailles ont été encensées dans les médias, donnant lieu à des scènes émouvantes de réconciliation, de pardon, de compréhension réciproque ouvrant à des renaissances authentiques, après pansement des plaies. La transparence des origines a constitué un relais décisif des normes de transparence en ce qu'elle a cristallisé la responsabilité de la société et du droit et leurs effets psychiques délétères. La légitimation des normes de transparence s'en est vue fortifiée, éliminant doutes ou contestations rejetés dans un passé honteux où les secrets pourrissaient les itinéraires et les destinées.

### **De l'origine à l'identité**

Appréhendée comme une imposition dont il fallait se défaire et s'émanciper au XX<sup>e</sup> siècle, l'identité est revenue en force sur le devant de la scène, en particulier avec l'emphase sur les discriminations qui sanctifient, à travers leur négativité intrinsèque, le sujet collé à son identité. La rupture s'affiche entière avec l'espérance d'une abolition des rapports de domination dont l'enjeu était précisément de déshabiller les acteurs d'une identité dont l'assignation était pensée comme le résultat de la domination. Les eschatologies de la libération, convaincues d'une possible disparition des rapports de domination, avaient éliminé les spectres identitaires comme autant de fantômes du vieux monde rempli de dominants, sans

pour autant réifier une universalité qui est désormais au cœur du/des procès qu'engendrent les discriminations invoquées.

La lutte contre les discriminations – d'origine, de sexe, de religion, etc. – établit l'idéal d'un sujet adhérent à lui-même dans sa propre transparence, là où l'antienne de l'aliénation postulait opacité et fausse conscience. Les discriminations peuvent en effet être l'objet de mesures et de tests, et participent en tant que telles aux normes de transparence des régulations sociales. Par la reconnaissance des discriminations qui l'affectent, l'individu se défait d'une intimité trop trouble, pour lui substituer l'espoir de réparations sociales et politiques adéquates qui le réinstituent dans sa translucidité.

### **Être sexuellement transparent ?**

Tirée de l'anglais, apparue aux USA dans les années soixante-dix, inscrite dans le droit européen depuis 1997, dans le droit français depuis 2001, l'expression désormais banalisée d'« orientation sexuelle » ne désigne pas un choix, une préférence sexuelle, mais pose une composante déjà là de l'individu, irréductible, à prendre en compte comme support de droits adéquats. L'identification de son orientation sexuelle par le sujet se donne à voir comme un devoir de transparence seul à même de rétablir son unité intérieure et son bien-être. La reconnaissance de cette orientation sexuelle par la société est l'objet de combats plus ou moins violents selon les régimes politiques. Dans les États démocratiques, elle est désormais largement acquise et fait intégralement partie de la « bonne gouvernance », nourrie d'une transparence juridique et publique.

Soumise à la transparence, l'identification sexuelle a pour corollaire une multitude de dispositifs sur lesquels elle peut s'épanouir. Les sites de rencontre se font ainsi de plus en plus précis dans la recherche de partenaires adéquats, et, de la transparence de l'identité sexuelle à la transparence du désir et de la jouissance, il n'y a qu'un pas vite franchi. Les sexualités se veulent en effet sans ambivalence ni recoins inconscients, faisant trébucher la finalité orgastique. Aussi claires à elles-mêmes qu'aux autres, en permanente objectivation et

spectacularisation, elles se consomment comme elles se rémunèrent avant tout pour ce qu'elles sont ou plutôt ce qu'elles seraient. Les temps de l'ombre et de l'hésitation, de l'ambiguïté et des gestes feutrés sont passés, laissant place à des plaisirs tangibles, entièrement « vrais » en eux-mêmes, consistants et souffrant peu de failles.

Cette injonction à la transparence sexuelle est paradoxalement bien saisissable dans les transitions sexuelles de celles et ceux qui souhaitent changer de sexe, se font opérer et suivent des traitements hormonaux. Il s'agit en effet d'incarner pleinement l'autre sexe, celui qui est désiré dans une binarité sanctifiée, et d'évacuer tout ce qui viendrait faire obstruction à cet avènement d'une identité sexuelle nouvelle, transparente à soi et à tous et toutes. On observe de telles scènes aux quatre coins du monde, à partir des vidéos que les sujets réalisent eux-mêmes sur leur mutation au jour le jour, qu'ils postent ensuite éventuellement sur YouTube ou qui, pour les meilleures d'entre elles, donnent lieu à des documentaires comme *Coby* ou *Finding Phong*.

### **Jouir dans la transparence**

Objet d'une quête atemporelle, l'orgasme, dans sa conception, a néanmoins beaucoup évolué et les localisations de son déclenchement font l'objet de plus en plus de recherches. La mécanique a ses points décisifs, clitoridien, vaginal, cervical, utérin, point G pour les femmes, et récemment aussi le point P (prostatique) pour les hommes, à partir de la pénétration anale. Dans tous les cas, ce serait une question de technique, pensée sur un mode physico-biologique, dont la scientificité vient confirmer la transparence neuronale<sup>1</sup>. Les jouissances sexuelles renvoient en effet à des comportements et relèvent donc d'interprétations comportementales, sur le même mode que l'économie, les inégalités, la pauvreté<sup>2</sup>, ou encore la folie

---

1. Delphine GARDEY, Marilène VUILLE, *Les sciences du désir*, Paris, Le bord de l'eau, 2018.

2. Jean-Michel SERVET, *L'économie comportementale en question*, Paris, Charles Léopold Meyer, 2018.

et les pathologies mentales<sup>3</sup>. La matérialité de plus en plus transparente du cerveau en serait la source, et la tentation n'a jamais été aussi forte de faire correspondre dans un dévoilement inédit ce qu'on désignerait par mental et biologique/physique. Isabelle Dussauge<sup>4</sup> évoque une cérébralisation du désir et des émotions, une « économisation » de la sexualité, une « récompensisation » du sexe et du désir sur la base d'analyses coûts/bénéfices, les signaux de récompense érotiques et financiers étant supposés être traités dans la même zone du cerveau. Le désir peut dès lors être décrit comme un choix de consommation, auquel s'applique une bonne gouvernance transparente, dans l'optique de cette subjectivation néolibérale.

Les conceptions de l'autisme sont également exemplaires de cette nouvelle transparence comportementale : les interprétations psychanalytiques sont jugées maintenant criminelles – d'avoir accusé à tort l'éducation et en particulier les pulsions maternelles létales – et la thérapie américaine ABA, s'implante partout dans le monde, y compris en Chine<sup>5</sup>.

Le comportementalisme, tel qu'il s'était édifié aux USA dans l'après-guerre et tel que les sociologies européennes l'avaient fustigé jusqu'à une période récente, fait en effet un retour frappant dans les différentes disciplines et dans leurs applications à des terrains variés. Enrichi par la neurologie et le cognitivisme, il nourrit des normativités transparentes qui tendent à abolir les frontières animal/humain, animé/inanimé, sur fond de catastrophe écologique programmée. Il en résulte dans le domaine des sexualités une « poussée animalière » étonnante : les femmes sont figurées comme des souris terrorisées en cas de menace sexuelle et les politiques publiques sont astreintes à les protéger des loups, requins, ours, crocodiles et autres espèces agressives auxquels les hommes sont d'un seul coup assimilés. Les sexualités se déroulent dans l'imaginaire

---

3. Alain EHRENBERG, *La mécanique des passions*, Paris, Odile Jacob, 2018.

4. Isabelle DUSSAUGE, « Sexe, argent et modèles neuronaux du désir », in *Les sciences du désir*, Paris, Le bord de l'eau, 2018.

5. Monique SELIM, « Gestion institutionnelle de l'autisme à Canton : réappropriations concurrentielles », *Psychologie clinique*, n° 36, 2013, p. 145-157.

d'une sauvagerie transparente, et cette transparence barbare renvoie la société à des espaces instinctuels à réprimer violemment.

### **Des fantasmes réalisés**

L'heure n'est donc plus aux décalages avec des fantasmes enfouis : leur réalisation s'inscrit dans un champ de possibles infinis, et les catégories sexuelles prolifèrent en ligne<sup>6</sup> offrant toute une série de plateformes permettant aux sujets une meilleure définition de leur intimité sexuelle et une performativité transparente. Des questionnaires d'inscription invitent à cibler la micro-ontologie sexuelle de l'acteur et parviennent ainsi à l'orienter vers la communauté de reconnaissance et d'appartenance qui lui conviendra le mieux. Les *sapiosexuels* sont excités sexuellement par l'intelligence de l'autre quelle que soit son allure physique peu attrayante ; *quoisexuel* dirige vers une sorte d'indéfinition, tandis qu'*aromantique* élimine le scénario amoureux ; *agenre* et *xénoggenre* immergent dans d'autres zones de sensations par des images des êtres et des choses variées, comme la neige, l'eau, mais aussi les chats... Parmi les homosexuels, des communautés *bear* se créent aussi, impliquant des groupes locaux ; elles renouent avec des critères de « masculinité naturelle » et organisent une foule d'évènements pour leurs adeptes. Les gays âgés ont désormais leurs plateformes pour penser leur présent, mais aussi leur avenir proche de vieillesse.

Les fantasmes ne cessent donc pas d'être retournés dans tous les sens possibles, comme l'illustre la vente aux enchères de la virginité par des sites légaux en Allemagne du type de Cinderella escorts à des prix faramineux allant de 1 à 4 millions d'euros. Ces ventes, qui se nourrissent de fantasmes de domination masculine éculés, désigneraient aussi des réappropriations de leurs corps par les vendeuses, qui voient là une aubaine pour offrir à leur famille un surplus, autrement inatteignable, dans un élan de générosité tout à leur honneur. La

---

6. Fred PAILLER, « Les usages des catégories sexuelles en ligne », *Politiques des affects* [en ligne], 20 décembre 2016. URL : <http://affects.hypotheses.org/>.

réification s'accomplit dans un échange monétaire et symbolique dont la transparence est littéralement aveuglante. La réciprocité du fantasme ne paye néanmoins pas et la virginité des hommes est peu recherchée : elle se trouve à bas prix sur un marché étriqué, quelques milliers de dollars au maximum.

Les chercheurs en sciences sociales découvrent dans toutes ces réalisations des fantasmes des terrains radicalement nouveaux à défricher, et les études se multiplient, participant de cette manière à une toujours plus grande transparence des sexualités et des intimités, sur un mode processuel qui accompagne dans l'instantanéité les phénomènes en jeu et contribue à leur lexicologie et leur herméneutique.

### **Qui consent ?**

Le consentement est aujourd'hui au centre de scènes sexuelles vouées à la transparence, impliquant éventuellement des incises contractuelles sur les différentes prestations sexuelles en jeu de façon fragmentée. L'acte sexuel se découpe, tout comme la jouissance, en plaisirs répertoriés, dont la succession commande un consentement explicite, sur le mode d'un contrat répété à chaque instant décisif. On observe pourtant que la personne devant consentir est beaucoup plus fréquemment – si ce n'est tout le temps – une femme devant un homme, lequel reste seul détenteur d'initiatives sexuelles et de scénarios à mettre en œuvre. Les archétypes sexuels sur le masculin et le féminin refont irruption avec une brutalité pulsionnelle dans ce règne de transparence appuyée, balayant les mobilisations collectives qui ont tenté de les annuler, depuis au moins la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les sexualités adolescentes paraissent des intruses dans le nouveau paysage législatif de la France, qui postule qu'avant 15 ans il ne saurait y avoir de consentement aux rapports sexuels, comme le soulignent Nathalie Bajos et Michel Bozon<sup>7</sup>. De fait, le désir sexuel de la jeune fille pour l'homme ou la femme qui passe sous ses yeux

---

7. Nathalie BAJOS, Michel BOZON, « Le projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ne tient pas compte des réalités sociales », *Le Monde*, 28 mai 2018.

est purement et simplement éliminé, impensable, inimaginable dans cette hypostase de la transparence.

Ainsi les Femen, déjà évoquées précédemment, n'ont-elles jamais été vraiment populaires et sont-elles aujourd'hui quasiment retombées dans l'oubli. Les jeunes femmes d'origine ukrainienne, qui avaient fait quelques émules au Maroc et en Tunisie, enjointes à se renier par leurs familles, usaient de leurs corps nus comme d'armes tranchantes brandies contre tous les conformismes et les interdits concernant les femmes. Parmi ces interdits, celui qui touche l'avortement revient en force dans différents pays européens, alors même qu'il n'a jamais réellement quitté l'Amérique latine. Pour décrypter cette énorme régression idéologique, il faut l'articuler aux normes de transparence qui moulent les identités sexuelles : les femmes sont naturellement des mères, et cette fonctionnalité transparente ne doit pas être contredite, sauf à remettre en cause radicalement la nature de la société, fondée sur la nature des hommes et des femmes qui doivent la reproduire. L'écologie intégrale que prônent les jeunes catholiques intégristes entend préserver autant la nature et la société que leurs éléments les plus naturels, les plus proches de la nature, qui seraient les femmes. « Retire ta croix de mon utérus » avaient ainsi pourfendu les Femen !

### **Les vertus morales de la transparence intime**

Les normes globales de transparence se présentent d'une manière générale comme une forme de lutte contre la corruption, et consécutivement comme un instrument de moralisation des institutions. Déplacées à l'échelle individuelle et interpersonnelle des pratiques et des logiques sexuelles, les normes de transparence parachèvent l'idéal moral qui devrait régir la société dans ses méandres microsociaux. Tout en assurant une ré-essentialisation des identifications sexuelles, elles contribuent à instiller dans toutes les ramifications capitalistiques une éthique <sup>8</sup> qui paraît de plus en plus

---

8. Cf. le dossier « Désirs d'éthique, besoins de normes », coordonné par Annie BENVENISTE, Monique SELIM, *Journal des anthropologues*, n° 136-137, 2014.

indispensable pour soutenir les charpentes sociales. La perspective d'intimités transparentes dans une financiarisation éthique du monde, hypothétiquement dérivée<sup>9</sup>, se révèle donc cohérente. C'est enfin *au nom du peuple*, advenu lui-même à la transparence de ses origines, de son identité, de sa filiation, que la transparence intime fait écho. Les régimes et les échelles de transparence s'emboîtent harmonieusement, et font de la transparence une figure autant populaire que populiste, dans l'air du temps, laissant présager des avenir aussi peu désirables que purifiés.

---

9. Voir à ce propos la majeure « Dérivée la finance », *Multiitudes*, n° 71, 2018.



## LES PROCÈS DE LA DUALITÉ SEXUELLE

La campagne numérique, commencée fin 2017, contre les violences et le harcèlement sexuels qui touchent les femmes se poursuit avec des accents de plus en plus polémiques, séparant les camps, dans lesquels d'aucun-e-s vont se situer en se prêtant à des caricatures aussi faciles qu'extrêmes. Cette dichotomisation en forme de fracture fait écho à une dualité sexuelle conservée et ce malgré toutes les dynamiques de pluralisation des identités sexuelles qui se développent avec les mouvements LGBT et qui traversent le monde global dans ses lieux en apparence les plus reculés. Indéniablement cathartique pour toutes les générations de femmes, la campagne qui s'est exprimée dans les médias et sur Internet avec #MeToo, BalanceTonPorc et d'autres supports a suscité une adhésion immense ; elle revêt une dimension d'authenticité incontestable et montre l'ampleur d'une reconnaissance profonde par les actrices de leur vécu. Celles et ceux qui ont pris le contre-pied absolu se sont donc immédiatement rangés dans une frange pour le moins décalée et raccrochée à des segments idéologiques archaïques, réactionnaires et périmés. Mais tous les acteurs politiques qui ont salué avec enthousiasme l'immense progrès qu'elle concrétise pour les femmes n'en ont pas pour autant appliqué les leçons : le gouvernement – dont les plus proches serviteurs sont en majorité des hommes – conserve

et protège ainsi ses membres soupçonnés d'attitudes sexuelles délictueuses, en leur renouvelant sa confiance. Ce double registre entre discours et action interpelle pour le moins.

Au-delà et à partir de ce constat, il importe de réfléchir sur le fait social que représente la campagne en jeu, sur ce qu'elle dit de la société actuelle et à venir, et bien sûr, de ses conditions de possibilité. La dénonciation des violences faites aux femmes constitue depuis la chute de l'ex-URSS un outil de gouvernance globale bien étudié par les politistes et les sociologues et jusqu'à présent principalement réservé aux populations estimées ethnocentriquement moins « développées » et aux pays réfractaires à l'importation démocratique. Sa percée brutale au cœur de nos sociétés, sa centralité acquise de façon fulgurante apparaissent nouvelles et enjoignent deux remarques.

La première concerne les GAFAs (les grandes plateformes numériques internationales) qui ont supporté la campagne, l'ont autorisée et encouragée, alors même que de nombreuses tentatives d'audience égale sur d'autres thèmes ne connaissent pas de succès. Sans aucun déterminisme a priori, il importe néanmoins de questionner l'intérêt de la campagne et pour qui ? En effet « au nom des femmes », beaucoup de programmes ont été mobilisés dans l'histoire sans que les femmes en soient le souci principal et nous nous rappelons à ce propos l'attention bienveillante de Clinton pour les femmes d'Afghanistan qu'il s'acharna à libérer de l'islam ! Dans le champ politique l'item femmes fut et reste bien souvent une devanture...

La seconde remarque, tout aussi générale, concerne les transformations depuis plusieurs décennies de la diffusion des messages et des recommandations sociales et politiques ; l'émission autoritaire des ordres est largement obsolète tant est plus efficace, à l'heure d'une numérisation généralisée et des outils algorithmiques, la mobilisation des sujets, à travers leurs paroles intimes, leurs témoignages qui mettent en scène une incorporation des logiques et leur réappropriation convaincante.

L'immédiate adhésion des femmes, toutes classes sociales et générations confondues, à la campagne numérique ciblant violences et harcèlement sexuels, est rarement articulée avec l'hypersexualisation de la société dans laquelle nous vivons, où les marchés concrets, mais aussi symboliques et imaginaires,

forment l'armature des rapports sociaux et proposent des modes de consommation de plus en plus sexualisés, faisant office de statut et d'identité. La publicité sur les trottoirs, grand projet proposé en 2018 à quelques villes françaises, laisse imaginer ce que serait un avenir où nous marcherions sur des seins et des pénis bien durs, à peine camouflés par leurs revêtements offerts à l'achat, sur des jambes et des entrejambes, des dos et des ventres, vantant tous des produits plus attractifs les uns que les autres. Cette érotisation obsessionnelle et permanente d'un quotidien qui se déploie entièrement sous les arcanes du marché capitaliste a de plus le caractère de renforcer les stéréotypes masculin et féminin : ceux-ci ont trouvé dans la sacralisation de la dualité sexuelle leur apothéose marchande sur laquelle vient surenchérir la pornographie en libre accès tenant lieu d'éducation sexuelle.

Si la violence masculine est une plus-value des marchés, on ne peut guère être surpris qu'elle alimente les fantasmes conscients et inconscients et imbibe les comportements. La virilité capitaliste triomphante, continuellement offerte en spectacle sur les scènes du pouvoir politique et économique, avec des femmes-ornements, a pris dans la dernière décennie des formes exacerbées laissant croire que toutes les femmes s'achètent ou se prennent par la force ; et la reconnaissance des femmes dans la campagne numérique contre les violences et le harcèlement sexuels s'inscrit en écho à ces processus massifs qui en font des attributs et des proies du pouvoir.

En d'autres mots, la domination masculine a pris, avec le développement capitaliste actuel et sa spectacularisation incessante sur Internet, une revitalisation étonnante, inattendue, en particulier si l'on se rappelle la contestation dont elle fut l'objet dans les années soixante-dix qui aurait pu laisser croire en son déclin progressif, son atténuation. Un scénario contraire s'est imposé et la domination masculine a acquis une visibilité positive extraordinaire dans un monde où les sexualités sont devenues des plateaux statutaires, sur les décombres du travail, rare, fragmenté, précarisant. Ainsi des soirées Weinstein seraient à la mode dans certains milieux, illustrant dans une parodie finalement plaisante et excitante, les rôles en jeu.

À un autre niveau, il convient de se pencher sur les représentations présentes et futures de la société que donne à voir la campagne numérique contre les violences et le harcèlement sexuels ; les relations interpersonnelles seraient organisatrices des structures sociales, et ces relations interpersonnelles seraient essentiellement construites autour de la dualité sexuelle. La domination apparaît très simplifiée, réduite à un antagonisme tant ontologique que comportementaliste, dans un paysage ultrapersonnalisé, dénué de l'hypothèse de rapports sociaux. Dans cette perspective, la campagne véhicule des normes déterminantes dans des champs sociaux différents et avec de multiples paradoxes : hégémonie de la dualité sexuelle dans un champ au contraire habité aujourd'hui par une pluralisation des orientations sexuelles ; mise à la périphérie du poids des rapports économiques et politiques en regard des relations et des intentions interpersonnelles qui constitueraient le principal moteur et le seul topos de revendication. La campagne participe ainsi à sa manière aux processus de désinstitutionnalisation qui sont en marche avec la libéralisation du marché, contribuant à laminer les archaïsmes conservateurs des institutions.

Dans le champ scientifique, de plus en plus modelé par le marché, la campagne contre les violences et le harcèlement sexuels a eu, peut-on estimer, finalement peu d'effets : les abus de pouvoir de quelques caciques de la recherche ont certes été mis à jour mais sans pénalisation réelle par leurs institutions et certains ont même obtenu les décorations auxquelles ils prétendaient, malgré le dévoilement de leurs comportements agressifs répétés. Du côté des normes, dont le champ scientifique est déjà saturé, en revanche, l'hypothèse de quotas de femmes dans les productions scientifiques avance à grands pas, alors qu'elle est déjà en œuvre pour la composition de différentes instances avec des modalités variables selon les universités et les institutions. Transposé dans les productions scientifiques et à une échelle encore plus microsociale, tel un numéro de revue, le calcul de participation féminine et masculine permet de réfléchir aux investissements sexués dont les domaines et les thématiques scientifiques sont l'objet ; il est aussi un indicateur des micro-univers d'appartenance des

initiateurs d'un dossier qui peuvent ainsi prendre conscience de leurs propres biais auxquels ils auraient été aveugles. Il contribue de cette manière à une réflexivité permanente des chercheurs. Néanmoins les normes qui sont désormais imposées aux revues – appels à contribution, double évaluation des propositions d'articles anonymisés, etc. – se présentent comme des filtres et des garde-fous en regard d'une représentation sexuée exclusive, mais ne peuvent corriger tous les déséquilibres qui marquent les productions scientifiques. L'imposition de quotas sexués dans les productions scientifiques est préconisée par certain-e-s, et paraît à d'autres très discutable au plan épistémique. Les quotas sont apparus comme l'outil historiquement le moins mauvais pour mettre fin à la domination masculine dans le champ politique, mais ces quotas ont été détournés immédiatement par les partis politiques dominants de nombre de pays asiatiques et africains, où les femmes qui siègent sont les servantes et les otages de ces partis. En France on sait que les partis préfèrent payer des amendes plutôt que de laisser leur place aux femmes. Les règles de parité dans le champ politique peuvent aussi donner lieu à d'étranges retournements : en février 2019, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a annulé les élections des 14 adjoints de l'équipe municipale car 8 étaient des femmes, ce qui contrevenait au principe de parité ! Combien d'élections auraient-elles dû être annulées – peut-on se demander – si on avait estimé que 8 hommes sur 14 constituait une faute...

La conjoncture présente est marquée par deux lignes à la fois convergentes et divergentes : d'un côté, les féminismes se sont pluralisés en différentes orientations contradictoires, de l'autre, le féminisme est devenu une plus-value capitaliste, un argument commercial pour la consommation et les entreprises. Les normes qui émergent et s'implantent reflètent ces deux lignes et les alimentent dans les différents champs sociaux, économiques, politiques mais aussi scientifiques. Les politiques publiques pour les droits des femmes, animées par des intentions de discrimination positive sur le modèle indien en faveur des « castes arriérées », paraissent troublantes lorsqu'elles débouchent sur des processus de séparation des sexes au nom de la protection des femmes (par exemple wagons de trains

exclusivement féminins) alors même que sont dénoncées dans d'autres contextes nationaux et culturels de telles répartitions sexuées des espaces. L'image de femmes considérées comme des mineures, en danger, socialement handicapées, progresse. Les expériences de laboratoire sur des souris pour mesurer « scientifiquement » le stress que provoque l'atteinte sexuelle se justifient sans doute pour les chercheurs puisque, de par sa proximité avec l'homme générique, la souris est un animal privilégié de tout temps dans les études. Néanmoins l'insistance sur la métaphore de la femme-souris – images à l'appui de souris terrorisées, enfermées dans des boîtes transparentes, blotties tremblantes et tétanisées contre leurs parois, en présence d'une femme psychiatre convoquée, laisse méditatif !

Dans ce paysage brouillé par la force du marché, le rêve d'une société dans laquelle les critères extérieurs – de sexe, d'origine, d'apparence etc. – ne détermineraient plus les rapports sociaux ni n'affecteraient la possibilité de rencontres et de relations interpersonnelles semble reculer. L'utopie de dynamiques sociales débarrassées des identités assignées et naturalisées disparaît derrière des désirs identitaires de plus en plus revendiqués comme si occuper une place, une fonction en raison d'un attribut forcé représentait l'ultime aspiration existentielle. Sortir, échapper à la dualité sexuelle, imaginer son obsolescence, son effacement, mettre fin à la réification catégorielle ne constituent-ils pas pourtant une forme majeure d'émancipation de la pensée comme du réel ?

Les célébrations du 8 mars 2019 – avec des événements revenant sur mai 1968, 50 ans après – se situent au plus loin de ce songe, martelant avec force les souffrances des femmes qui perdurent. Des témoignages de femmes ayant vécu dans l'université de Nanterre l'insurrection soixante-huitarde sont produits et à entendre ces femmes qui ont aujourd'hui entre 70 et plus de 80 ans, la perception d'une navrante continuité s'insinue : finalement mai 1968 et son cortège de libérations sexuelles n'auraient profité qu'aux hommes, à leur égoïste plaisir, à leurs phantasmes dominateurs, ramenant les femmes à la ronéo, à la distribution de tracts, quand ce n'est pas à la vaisselle. Aux hommes la conduite des événements et la prééminence, aux femmes l'interdit de parole publique et la

subordination. Cette nouvelle narration supposée féministe de 1968 peut laisser pantoises celles – et ceux – qui ont vécu autrement la période qui permettait enfin aux femmes de prendre l'initiative sexuelle, de découvrir des jouissances orgastiques multiples et d'assumer avec la contraception leur refus d'une féminité et d'une maternité prescrites

La mémoire se pense dans les moments politiques où elle est livrée, rappellent toujours les historiens : ainsi en va-t-il des souvenirs féminins de 1968 dans un moment d'intense propagande au nom du bonheur des femmes qui les enterre dans un carcan étouffant de négativité. Cette remarque nous conduit sans détour au politique, sous l'angle de ses plis, concept deleuzo-guattarien, appliqué ici au Laos, au Vietnam, à l'Ouzbékistan, mais aussi à l'Europe et à la France frappées par le « terrorisme » et accueillant des exilés. Ce parcours permettra d'appréhender les apports d'une démarche d'anthropologie politique qui englobe dans un même regard l'État et les schizes personnelles .





## PLIS POLITIQUES

« L'aliénation ou plus exactement la réification des activités humaines est donc un fait social, et aussi un fait intérieur contemporain précisément de la formation de la vie intérieure et « privée » de l'individu. Une psychosociologie de l'aliénation est possible. »

Henri LEFEBVRE, *Le Matérialisme dialectique*.



## LES FUSIONS CAPITALISTES-COMMUNISTES

En juillet 2015, à la suite d'une crise grecque loin de se terminer, un groupe d'économistes recommande la mise en place d'un mécanisme de mise en faillite d'un État, sur le même mode qu'une faillite bancaire. Cette mesure, aux yeux des experts, permettrait de s'opposer frontalement au défaut de coopération d'un État membre de la zone euro. Exemple de la nature de l'État et de la place qui lui est faite dans la configuration présente, le conseil d'annulation d'un État met en évidence la croissance fulgurante des processus de financiarisation. Gestionnaire de dettes et de crises, l'État est non seulement soumis au marché mais, de surcroît, littéralement mis sur le marché désormais global. Si cette problématique est modulée par la forme apparente de l'État, démocratique comme en Europe, ou autoritaire comme dans de larges parties du monde, il n'en demeure pas moins que les paradigmes qui ont assis au cours des siècles passés la stature, la force, voire la violence de l'État, sont notablement atteints par cette nouvelle donne financière ; à celle-ci s'ajoute la puissance de conviction d'un marché idéologique, globalisé par les médias numériques, qui prône participation et investissement personnel, dont financiers (*crowdfunding*), démocratisation générale et libéralisation économique. Sans doute l'éventuelle évaporation de l'État explique-t-elle en partie que les créateurs de

micronations n'ont jamais été aussi nombreux <sup>1</sup> ; ils revendiquent sur une aire donnée – qui peut être leur jardin – l'édification d'un État souverain. Un collectif de micronations s'est établi sur Internet et a provoqué des afflux de nouveaux citoyens. Ainsi Liberland – 7 km<sup>2</sup> à la frontière serbo-croate – a donné en quelques jours sa nationalité à 20 000 Égyptiens, désireux de fuir leur pays. Le désir d'État se ressource donc imaginativement à sa possible extinction, balançant partout dans des vagues d'ambivalence.

Dans ce contexte, les derniers États-partis communistes – Chine, Laos, Vietnam, Corée du Nord, Cuba – offrent un visage de plus en plus étrange bien qu'ils se soient tous, plus ou moins rapidement, convertis au marché, à la suite de la Chine à la fin des années soixante-dix, initiant le modèle, désormais obsolète, d'un « socialisme de marché » qui a laissé la place à un capitalisme très difficilement régulé. Les représentations que se font les populations de ces États-partis sont hétérogènes, variant selon la position occupée, la classe sociale, l'histoire des groupes familiaux et, bien sûr, la période examinée ; mais ont en commun une reconnaissance des bienfaits de la restauration du marché qu'ont mise en œuvre les États : souvent dénommée par les habitants, au-delà des différences linguistiques, « l'ouverture des portes » (Laos, Vietnam, Chine), cette entrée dans le capitalisme globalisé, qui s'est donnée à voir très concrètement à tout un chacun sur les marchés physiques de biens matériels, est appréhendée positivement comme une sortie de la pénurie et d'un enfermement national étouffant. Dans chaque cas, le capital symbolique des sociétés est mobilisé pour offrir à la réhabilitation du marché une matrice de singularité. Corollairement c'est la figure imaginaire de l'État, édifée de manière spécifique, qui constitue un des moteurs des processus de reprise marchande, comme nous allons l'examiner de façon comparative.

Auparavant, rappelons brièvement que l'État, dans la forme de gouvernementalité qu'il a prise au XX<sup>e</sup> siècle, n'a jamais été au centre des regards anthropologiques majoritaires tournés vers

---

1. *Courrier international*, n° 1290, 2015.

les royaumes et les chefferies africains ou bouddhistes en Asie. L'anthropologie marxiste, en axant ses analyses sur la pénétration des échanges marchands dans des espaces colonisés, a en revanche mis en évidence les mécanismes d'extorsion du capital opérés par l'État colonial. Dans la période qui suit les décolonisations, très rares sont les anthropologues qui portent leur attention sur les États dictatoriaux qu'en Afrique le gouvernement français protège. Les grandes vagues de répression et les assassinats politiques, en Côte d'Ivoire et au Cameroun par exemple, sont ignorés par les anthropologues sous emprise ethnique à travers la construction de monographies qui placent les populations dans une distance fictive énorme avec l'État central, sorti du tableau. Incorporée dans tous les champs sociaux, c'est pourtant, dans une perspective anthropologique, la figure imaginaire de l'État qui permet de prendre la mesure des logiques de soumission et de révolte qui se font jour dans les champs sociaux. Pour autant, l'anthropologue ne risque nullement de se confondre avec l'historien pour lequel l'État s'appréhende souvent à travers ses grands hommes, tels Ho Chi Minh et Mao, et encore moins avec le politiste pour lequel les mécanismes formels et structurels de la gouvernamentalité sont essentiels.

### Désir et désillusion

Commençons par le Laos <sup>2</sup>, ancien protectorat français, royaume bouddhiste livré à la manne développementaliste américaine durant la longue guerre du Vietnam, et où est instauré en 1975 un gouvernement communiste. La révolution est littéralement importée et la terreur, décuplée par les croyances et les usages animistes, s'abat sur la population. Les mécanismes de dé-hiérarchisation de la société sont mis en œuvre selon les mêmes principes que dans les autres pays communistes. C'est pourquoi la très mince fraction supérieure de la société, éduquée, fuit en majorité aux USA et en Europe pour éviter l'envoi en camps de rééducation, joliment appelés

---

2. Bernard HOURS, Monique SELIM, *Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme, génies*, Paris, L'Harmattan, 1977.

séminaires, où beaucoup de ses membres décéderont. Privé des faibles compétences dont il disposait, gouverné par un Parti très restreint – le Pathet lao – qui est imprégné par une culture du secret et sème la panique dans une population dont il est coupé, le pays se rehiérarchise, en plaçant, là comme dans les nations « frères », les anciens « inférieurs » aux postes de commande. Dans les deux petites entreprises d'État où je mène les enquêtes anthropologiques en 1993-1994, l'organisation du travail inscrit ainsi le mérite politique au premier plan. En dix ans, les pénuries augmentent de manière drastique faisant frôler les risques de famine dans cette société très largement rurale, et en 1986 – comme au Vietnam où il prendra le nom de « renouveau » – le gouvernement décrète le « nouveau mécanisme économique », destiné, selon ses termes, à passer d'une « économie naturelle » à une « économie de marché ». S'il n'est pas inspiré par un souhait de répondre aux aspirations de la population, mais par la quasi-obligation, pour sortir de l'impasse, de suivre le modèle chinois posé dès 1978, cette décision s'inscrit dans un contexte éminemment négatif pour le régime. En effet peu à peu s'est édifiée une figure de l'État communiste qui l'identifie dans l'imaginaire à une régression vers un stade préboudhique « non civilisé », propre aux populations montagnardes « sauvages », anciennement « esclaves » dont les génies kha boivent de l'alcool.

C'est notamment par le jeu des génies que s'est construite et s'exhibe dans les cultes et les cérémonies cette image de condamnation rédhibitoire de l'État-parti. Schématiquement plusieurs séquences animent les mises en scènes des génies, à travers leurs réceptacles, les médiums. Dans une première phase, les génies et leurs médiums sont envoyés en camp de rééducation et se taisent, épouvantés. Dans une seconde phase, les génies entrent en lutte contre l'État, en particulier en rendant malades ses serviteurs qui refusent de les reconnaître, urinent sur les autels, y volent les offrandes de nourriture pour calmer leur faim. Enfin, les génies sortent victorieux de ce combat contre l'État en forçant ses serviteurs à venir quémander auprès d'eux leur guérison. Ces représentations infamantes de l'État se répandent avec la multiplication des nouveaux génies qui s'inventent dans la reprise du marché, augurant la fortune, et ne

faiblissent pas dans la décennie suivante. Au contraire, la relative libéralisation du régime face aux « superstitions », au départ traquées, conduit à leur affirmation publique. Le portrait que dressent les médiums de leurs génies est alors politiquement limpide : ceux-ci sont soit des militaires de l'ancien régime avec 1, 2, 3 ou 4 étoiles pour désigner le prestige de leur rang, soit des membres de l'ancienne famille royale ; soit encore, pour l'une des médiums les plus réputées de la plaine de Vientiane, des soldats laotiens embauchés par l'armée américaine, le père et son fils abattus par le Pathet Lao (Parti communiste laotien). Sans ambiguïté, les génies se révèlent fondamentalement anticommunistes et portent le rêve d'un retour au passé : colonisation française, occupation américaine masquée, monarchie bouddhiste confondues forment dans leurs songes une ère glorieuse, paradisiaque que l'État-parti aurait salie.

Ce désir d'un État disparu, particulièrement corrompu et s'appuyant sur des élites vénales, interpelle la réflexion au-delà des nostalgies banales qui font aussi aujourd'hui regretter à d'autres populations les pires moments de dictatures, qu'il s'agisse de Ceausescu en Roumanie ou de Staline en Ouzbékistan. D'ailleurs le gouvernement chinois joue sur cette corde sensible en réadaptant, sous forme de séries télévisées, les anciens films maoïstes de la Révolution culturelle, dits classiques rouges, qui ont un énorme succès auprès de toutes les générations pour des raisons différentes. Dans le cas laotien, en revanche, est essentielle, dans les représentations jouant sur le passé, la déchirure du tissu symbolique triangulaire constitutif de la période antérieure – une monarchie bouddhiste dont le roi est représentant du Bouddha et auquel se soumettent rituellement les génies. Au-delà de cette fondation en légitimité qui explique l'illégitimation profonde de l'État-parti communiste, il faut cependant rappeler que la chape de plomb qui s'était abattue sur le pays en 1975, l'extrême décalage entre la situation concrète des habitants et la rhétorique exogène qui leur était appliquée, ne pouvaient se donner à penser comme une émancipation. Ainsi, que l'aliénation passée, gîtant dans une monarchie décadente et dépendante soit l'objet d'un regret qui fixe l'État dans une forme endogène immobilisée ne saurait

réellement étonner. Et ce, d'autant plus que la crise, dite asiatique, de 2000 a été un choc pour la population qui avait encensé le retour au marché et avait cru à la pérennité de son abondance. Les génies avaient alors déserté leurs réceptacles – selon les dires des médiums – préférant divorcer pour se tourner vers des pays plus riches où de somptueuses cérémonies les attendraient. Les médiums laotiens s'étaient en effet retrouvés sans moyens pour organiser les rituels annuels dus aux génies, et les traditionnels « mariages » avec ces derniers s'étaient taris alors qu'ils avaient littéralement explosé au début des années quatre-vingt-dix. Le marché *in fine* n'aura pas entièrement répondu aux espérances mythiques de la population, qui, depuis 2000, ressent une sorte de crise permanente, morose.

Le pays est certes devenu une destinée touristique populaire pour les petites bourses et nourrit tous les clichés séduisants d'une société atemporelle, calme, aux habitants « naturels » et si aimables et aux merveilleux paysages vierges. Luang Prabang, l'ancienne ville royale, martyre dans les deux premières décennies communistes, avec à peine une heure d'électricité par jour, en 1992, reçoit aujourd'hui tous les messages numériques du marché idéologique globalisé, et c'est là que le slogan LGBT – lesbiennes, gays, bisexuels et transsexuels – rencontre le plus d'échos, attirant un tourisme sexuel notable. Ce phénomène est d'autant plus significatif, qu'un peu partout dans le monde, des financements importants en provenance des organisations internationales et d'ONG américaines et européennes promeuvent LGBT et utilisent leurs campagnes et leurs stages de formation pour exercer des pressions sur les États, en particulier les États autoritaires, provoquant des réactions diverses et parfois des vagues de répression, comme en Chine en 2015, ainsi que le lecteur l'a déjà appréhendé. LGBT est en effet l'une des courroies de transmission des injonctions à la démocratisation, les droits sexuels étant positionnés comme des droits humains et jouant le même rôle que les droits politiques durant la guerre froide, comme je l'ai déjà souligné. L'attitude souple, en la matière, de l'État-parti laotien doit donc être précisée : il ne s'oppose pas ouvertement à ces nouveaux marchés sexuels qui rapportent quelques ressources aux acteurs mais, en revanche, reste campé



sur ses positions politiques originelles, plongé dans son propre monde, pourrait-on dire, bien que formant ses cadres d'abord au Vietnam puis en Chine. La disparition du leader d'ONG Sombath Somphone en décembre 2012, après son arrestation et son entrée dans un commissariat de Vientiane montre que l'État-parti laotien continue une répression féroce<sup>3</sup>.

### Une dette insolvable

Que les États-partis communistes constituent une planète très hétérogène s'impose très rapidement dans l'histoire politique du XX<sup>e</sup> siècle, qui voit les ruptures de la Chine maoïste avec l'URSS, puis celle de l'Albanie, et de la Roumanie, aspirant à l'exemplarité de modèles *sui generis*, tout comme la Corée du Nord. Le Vietnam montre ainsi un visage très différent de son voisin, le Laos, et ce, tout d'abord parce que, à la différence de ce dernier, la révolution y fut dès le départ identifiée à la victoire contre l'ennemi américain et au personnage de Ho Chi Minh, remportant de ce fait une large adhésion au gouvernement, même si ce ne fut pas clairement, à son projet politico-économique. L'effort partagé pendant la longue guerre, les sacrifices des familles ont néanmoins créé une dette de l'État-parti, que la population juge non soldée et dont l'impossible règlement explose là encore dans les nouvelles croyances et les cultes qui se font jour dans les années 1990-2000. Les représentations de l'État se voient ainsi nettement coupées en deux parties et, en particulier, dans les couches les plus subalternes et démunies de la société. Le schéma structurel n'est pas original dans les pays communistes mais son contenu se charge de significés spécifiques. D'un côté, l'ombre maléfique du gouvernement – oppression, corruption, exploitation, enrichissement effréné et ostentatoire, monétarisation des services, etc. – serait incarnée par ses acteurs et employés de différents niveaux hiérarchiques, impliquant les sbires de l'État ; de l'autre, le visage sublimé de l'État, sa plus haute figure, se voit hypostasié dans Ho Chi

---

3. Sophie GINDROZ, *Au Laos, la répression silencieuse*, Asie Info Publishing, 2016.

Minh, sanctifié, placé imaginairement à la tête du pays, l'orientant dans une juste direction dévoyée par ses exécutants. La stabilité de l'État-parti doit beaucoup à cette vision schizoïde par laquelle s'élabore un État bifide dont la face négative, accusée, vient excuser et protéger l'objet du désir, la pureté rayonnante d'un État à l'image de la bienfaisance incommensurable qui émane des portraits de Ho Chi Minh, oncle célibataire entièrement dévoué à son peuple-enfant.

Dans les différentes entreprises d'État où j'ai mené mes investigations anthropologiques dans les années 1998-2000<sup>4</sup>, l'organisation du travail cumulait des principes de mérite politique et de compétence technique à chaque échelon, y compris au premier niveau du chef d'équipe. Ce fait induisait, à la différence du Laos, une grande efficacité productive, bien que le marché du travail soit entièrement clientéliste et les recrutements, dans l'usine comme ailleurs (universités, hôpitaux, etc.), monétisés. De nombreux ouvriers – hommes et femmes – décidèrent de quitter l'entreprise, rapidement après l'« ouverture des portes », pour tenter de faire fortune en montant un petit atelier de production spécialisé, sans prévoir l'échec qui les attendait. Sortis d'une surveillance omniprésente dans l'usine et ses quartiers environnants, ils ont néanmoins pu apprécier une liberté relative les enjoignant à cibler leurs attaques avec encore plus d'intensité sur les représentants de l'État-parti dans leur champ social.

La multiplication, dans les années 2000, des médiums, devins, guérisseurs et autres praticiens des puissances invisibles<sup>5</sup>, le renouveau grandiose des cultes, offrent une scène beaucoup plus complexe que celle donnée à voir au Laos par la reviviscence des génies contre l'État. En effet, l'État s'y révèle au Vietnam sous plusieurs aspects et, en premier lieu, montre une stratégie positive d'instrumentalisation des aspirations des gens en encourageant toutes les manifestations rangées dans la

---

4. Monique SELIM, *Pouvoirs et marché au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 2003, tome I : *Le travail et l'argent*, tome II : *Les morts et l'État*.

5. Monique SELIM, "Seeking the dead, narratives of journeys in Vietnam", *Journeys. The International Journal of Travel and Travel writing* (New York-Oxford: Berghahn journals), Volume 11, 2: 70-98.

valeur patrimoniale de la nation, de sa fierté et de sa conservation. Mais, devant la montée en renommée de médiums censés retrouver les morts de la longue guerre, leur succès auprès de familles de toutes classes sociales dépensant d'énormes sommes dans des aventures invraisemblables pour déterrer et réenterrer quelques ossements, une réponse de l'État s'impose pour ne pas se voir dépassé par ces flux qui touchent de près ses représentants : ce sont en effet les tombes des premiers secrétaires historiques du Parti communiste vietnamien qui sont à l'avant-garde des retrouvailles avec ces illustres morts ; et, corollairement, ce sont des fonctionnaires, des cimetières et des municipalités qui sont « achetés » pour fermer les yeux sur le nouveau commerce de « restes » (lambeaux de chair, de tissu, d'os, etc.). Bien plus grave, ce sont enfin des cadres du Parti, fonctionnaires, qui rentrent en communication avec leurs parents morts, ces derniers exprimant leur ressentiment et exigeant d'être ramenés en grande pompe sur leur lieu de naissance.

Les morts parlent donc par le biais de leur médium et se plaignent de l'abandon dans lequel ils ont été tenus de si longues années, alors même qu'ils se sont sacrifiés sur l'autel du pays, de la nation, du Parti, de l'État. Ils font éclater la dette contractée par l'État-parti à l'égard de ceux qui l'ont soutenu, sont morts pour lui. Si explosive est cette dette qu'une machinerie étonnante est montée, avec la collaboration ambiguë, mais active, de quelques intellectuels, médecins, professeurs d'université dévoués à l'État-parti : un centre « officiel » de recherche des morts est mis en place avec questionnaires, guichets, files d'attente, statistiques, et autres dispositifs de légitimation bureaucratique. Des médiums sont embauchés de force, et, mécontents, travaillent à la chaîne, pour un salaire à leurs yeux misérable en comparaison de leurs gains antérieurs. À bicyclette, à pied, en voiture, on arrive de très loin pour chercher son mort avec toute la garantie « scientifique » affichée. Médiums et employés insultent à profusion et humilient les sujets en détresse qui viennent tenter de solder la dette de l'État à l'égard des leurs, qui rejaillit sur leur propre vie. Les médiums officient en effet sous le portrait de Ho Chi Minh, qui semble pour tous donner son onction à cette

institution qui paraît de salut public et engrange beaucoup d'argent avec la complicité des autorités provinciales qui « préparent » le terrain pour les familles... Dans les villages, les cimetières, les champs.

« L'affaire » durera plusieurs années, avec moult publicités et récits convaincants dans les journaux, et c'est à l'acmé de cette période, que je mène une enquête difficile, soutenue d'un côté par un médium en colère, épuisé par le rythme auquel on l'oblige à travailler, et rencontrant à la sortie du centre, de l'autre, les familles avides d'écoute. Le centre devenu trop sulfureux par ses escroqueries et l'implication de hauts militaires, dont le général Giap, vainqueur de Dien Bien Phu, sera enfin fermé et la fièvre des retrouvailles avec les morts retombera. Happée par le marché et la consommation, qui, héroïsée par l'État, vient remplacer le mérite politique, la population se détache du Parti comme dans tous les pays tenus par un gouvernement communiste. De nouveau enfouie au cœur des consciences des plus âgés, dupés, la dette de l'État n'est pas transmise aux nouvelles générations, trop préoccupées par la concurrence sur le marché du travail.

Par ailleurs, si l'État-parti vietnamien reste intransigeant pour ses dissidents politiques, nombreux à être emprisonnés, il a su prendre quelques tournants pragmatiques sur des droits sexuels qui le font considérer sur la scène globale comme ouvert. Tout d'abord l'épidémie de sida a obligé les autorités à reconnaître les homosexuels, à cesser de les juger comme des « fléaux sociaux » et à les soigner gratuitement comme les autres malades. Sous la pression des organisations internationales ont été créées des associations de patients qui ont fait une intrusion violente mais démocratisante dans les hôpitaux<sup>6</sup>. Les amendes sur les mariages homosexuels ont été supprimées par décret en 2013 et une Gay Pride a eu lieu à Hanoï en 2014. Le pays, de fait, est en train de devenir une destination touristique LGBT et l'État-parti y voit une opportunité financière et de marché avantageuse. Il a cédé sur

---

6. Myriam de LOENZEN, *Famille et société au prisme du VIH/SIDA au Vietnam*, Paris, L'Harmattan, 2014.

les mœurs mais n'entend nullement faiblir sur les droits politiques, et maintient son arsenal d'armes pour ceux qui tenteraient d'enfreindre son monopole.

## Le retour

Contrairement au Laos et au Vietnam, l'État en Chine a fait couler beaucoup d'encre, fascinant les chercheurs, depuis sa forme impériale historique jusqu'à sa nature toujours violente aujourd'hui, où, après une période courte de libéralisation, semblent revenir, depuis quelques années, les jours sombres de la répression. Les arrestations d'avocats, de leaders d'ONG, de jeunes féministes, etc., ne se comptent plus, et les nouvelles lois permettent les détentions arbitraires, au secret. Au Laos et au Vietnam, pour saisir les représentations de l'État, le lecteur a été mis à l'écoute des génies et des morts, les plus aptes à plonger dans l'imaginaire collectif, mais aussi dans les inconscients individuels qui les recréent en permanence.

Les superstitions n'ont certes pas disparu en Chine mais ne revêtent pas le poids politique qu'elles ont en Asie du Sud-Est, même si le gouvernement se perçoit grandement menacé dans les années 2000 par le mouvement religieux Falun Gong. Mes travaux <sup>7</sup> à Canton sur le travail social, les ONG et les agencements collectifs divers m'induisent à repérer les perceptions de l'État à partir de la matrice floue et évolutive de ce qu'on dénomme la société civile. L'enquête menée en 2008 sur la crise <sup>8</sup> avait cependant mis en évidence combien, pour des chômeurs, des ouvriers, des employés de service et des étudiants, la figure d'un État solide, protecteur symbolique des travailleurs dans des moments particulièrement difficiles était importante. Médiateur de la crise, l'État apparaissait étayer fortement les subjectivités et permettre aux individus de ne pas sombrer dans la déréliction face à la concurrence effrénée régnant sur le marché du travail. Le prix de cette vision de

---

7. Monique SELIM, *Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton*, Paris, L'Harmattan, 2013.

8. Pascale PHÉLINAS, Monique SELIM, *La crise vue d'ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2010.

l'État était l'adéquation aux rôles prescrits, l'obéissance dans les champs sociaux de travail, dans une logique qui faisait de la crise, non pas une catastrophe, mais un événement et une opportunité. À cette époque récente, les sujets semblaient persuadés que l'État chinois saurait vaincre pour ses citoyens cette crise mondiale. Ils se situaient dans la perspective nationaliste à propos de laquelle Lucien Bianco rappelle que la révolution maoïste entendait apporter le socialisme uniquement en Chine et se préoccupait de problèmes strictement chinois, sans avoir la vocation et la mission internationalistes de la révolution soviétique<sup>9</sup>.

Depuis l'avènement au pouvoir de Xi Jin Ping en 2012, et le durcissement du régime, traquant tous les embryons de rébellion, une autre image de l'État-parti se dégage. Elle doit beaucoup à la généralisation de l'accès à Internet<sup>10</sup> par les smartphones, qui place les acteurs en phase avec le monde global d'un côté, de l'autre, les pousse à une extrême vigilance sur leur société, captant et diffusant immédiatement des photos d'incidents de toutes sortes mettant en cause les représentants de l'État-parti. Corollairement, la croyance, qui s'était installée dès les années 2000, dans une ouverture progressive du régime, encourageant le travail social et, par là même les ONG, n'en a rendu que plus amères la surprise et la déconvenue de voir brutalement un coup d'arrêt à cette évolution saluée de toutes parts comme positive. En outre, l'État s'est lui-même emparé de l'outil numérique pour quadriller sa population et, dans une grande métropole comme Canton, l'informatisation et la simplification de l'accès aux services sociaux – avec les applications de smartphones – sont devenues des modes de surveillance extrêmement précis des quartiers urbains : l'unité de base comprend 200 foyers dont les moindres détails de vie sont amenés à être connus de l'administration. À travers des « crédits sociaux », un système de notation des gens qui peut

---

9. Lucien BIANCO, *La récidive. Révolution russe, révolution chinoise*, Paris, Gallimard, 2014.

10. Wenjing GUO, *Internet entre État-parti et société civile en Chine*, Paris, L'Harmattan, 2015.

leur garantir des avantages, ou au contraire les pénaliser, a été institué, parachevant le contrôle de l'État <sup>11</sup>.

L'observation de groupes d'intellectuels, d'universitaires, de militants environnementaux, d'activistes homosexuels et féministes, sur dix ans, montre une progressive érosion de la recherche du compromis et de l'aménagement avec l'État dans la peur d'un affrontement potentiellement dramatique. Peu à peu, dans les dernières années, se sont affirmées la prise de risque politique, la conscience que le conflit est inévitable avec le gouvernement, le défi du pouvoir. Ces attitudes au cours d'actions collectives, et sur le Web et sur les blogs, mettent en scène un recul de la représentation d'une hyperpuissance de l'État-parti et la montée du sentiment de devoir aller de l'avant coûte que coûte. Lorsque les acteurs se sentent épuisés par des années de combat dans les ONG, ils se retirent, persuadés que d'autres vont prendre la relève. Dans cette frange de la population, qui relève d'une couche moyenne et moyenne inférieure, la rupture symbolique avec l'État-parti se discerne et ce d'autant plus que les flux idéologiques globalisés articulent en concert respect de la nature, droits sexuels, démocratie, liberté d'expression. L'hypothèse que le gouvernement communiste puisse disparaître est énoncée par certains clairement et sans peur, ce qui est nouveau hors des cercles de dissidents.

De son côté, le régime paraît n'avoir plus que la répression aveugle et tous azimuts pour contrer ce qui lui apparaît comme une invasion « d'idées étrangères », « occidentales », nuisibles à l'unité de la nation. Les mesures prises vont jusqu'à l'absurde, par exemple lors de l'arrestation en août 2015 de Wang Xiaolu, journaliste financier dans le magazine officiel *Caijing*, obligé à une confession publique où il s'accuse d'avoir provoqué « la panique et le désordre » sur les bourses chinoises et infligé « des pertes énormes au pays ». Alors qu'une crise financière sérieuse sévit en Chine, les aveux forcés du journaliste regrettant d'avoir publié un article « qui a eu une influence

---

11 . « Bons et mauvais Chinois », *Le Monde diplomatique*, n° 778, janvier 2019.

« négative sur le marché à un moment très sensible » et se disant « désolé », témoignent d'une régression de la gouvernementalité. De surcroît, 197 personnes ont été inculpées, avec Wang Xiaolu, de « rumeurs en ligne ». En mars 2015, c'était une dizaine de jeunes féministes qui étaient arrêtées : elles étaient familières des *flash mobs* (les manifestations de quelques minutes) pour dénoncer la violence masculine, l'obligation de virginité au mariage, les discriminations faites aux femmes lors des examens universitaires, etc., ce qui a été jugé comme « subversion politique ».

L'ensemble de ces arrestations et inculpations, innombrables et qui s'intensifient, a créé un véritable choc dans une « société civile » largement financée par les USA et quelques pays européens, dont les intentions sont indéniablement de déstabiliser l'État-parti. Dans cette nouvelle guerre froide numérisée, dérisoire est néanmoins la réponse de l'État-parti, cherchant à censurer Internet, sur le même mode que l'Ouzbékistan en 2005, voyant là « des armes de destruction massive ». L'hypothèse prend corps à travers maints dispositifs de cybersécurité de transformer le cyberspace chinois en une zone intranet et d'affirmer une cybersouveraineté<sup>12</sup>. Le fossé entre le gouvernement et son avant-garde intellectuelle et active ne fait donc que se creuser, rouvrant les traumatismes de 1989, que l'idéologie néoconfucianiste diffusée par le régime ne saurait neutraliser *ad vitam aeternam*. Sans aucun doute, c'est en Chine que l'incorporation imaginaire de l'État fut la plus forte, en regard du Laos et du Vietnam mais c'est aussi peut-être en Chine qu'elle serait susceptible de se déchirer en divers endroits dans un avenir indéterminé.

### Désincorporations

Les États-partis communistes – tels ceux du Laos, du Vietnam et de la Chine sur lequel le lecteur a été conduit à

---

12. Samson YUEN, « Devenir une cyberpuissance : le renforcement de la politique de cybersécurité chinoise et ses conséquences », *Perspectives chinoises*, 2015/2, p. 55-61.



porter son attention – constituent des entités étranges dans le monde présent où le marché tend à être fondateur de la société. Après avoir tous introduit le marché dans leur économie, la marque politique de ces régimes semble une scorie dont aucun de leur peuple n'est plus dupe aujourd'hui. Cette étiquette politique de l'État – dit sous la tutelle du Parti communiste – se présente comme un « reste » d'autres siècles, les XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècles où s'imposait la figure d'un État politique, pourvoyeur de politiques publiques et détenteur d'orientations politiques. Les États-partis offerts à la réflexion maintiennent des rituels politiques imposants, dont le défilé de l'armée populaire de libération le 3 septembre 2015, pour marquer « la victoire totale de la guerre antijaponaise », fut une magnifique démonstration dans la capitale pékinoise débarrassée de ses habitants, sous haute surveillance sécuritaire, par crainte de troubles politiques. La vignette politique n'est néanmoins pour ces États-partis que le masque usé d'un pouvoir qui tente coûte que coûte – et avec des stratégies différentes – de maintenir son monopole d'autorité et de coercition. La légitimation supposée politique paraît aux gouvernements la meilleure parade, en particulier lorsqu'ils entendent de façon récurrente lutter contre la corruption qui les gangrène et offrir un visage purifié. Le marché a de fait dépolitisé ces États-partis, progressivement, au fur et à mesure qu'ils tentaient d'intégrer dans leurs scénarios de nouveaux héros, délaissant ouvriers et paysans, pour célébrer les entrepreneurs, ceux qui s'enrichissaient pour le développement de la nation comme cela fut expliqué, voire martelé dans les années quatre-vingt/quatre-vingt-dix en Chine, 1990-2000 au Vietnam. Le travail politique d'incorporation de ces États-partis par les acteurs fut long et rencontra de multiples résistances. En revanche, la désincorporation en jeu a accompagné l'établissement d'économies capitalistes d'autant plus difficilement régulables que l'appartenance politique a fonctionné comme un moteur d'accumulation de richesses économiques pour atteindre des barèmes d'inégalité inouïs, tels qu'ils se donnent à voir par exemple en Chine.

Bien que la Chine soit l'une des premières puissances économiques du monde, les États-partis communistes relèvent d'un passé révolu pour plusieurs raisons, dont la première est

qu'ils ne sont plus objets d'un désir collectif, que ce soit au sein de leurs pays ou à l'extérieur. Les partis accolés à ces États susciteraient plutôt de la répulsion dans leur population et des condamnations rédhibitoires un peu partout dans le monde, dans le droit fil des thèses de la criminalisation des régimes communistes, dits « totalitaires », assimilés au nazisme – thèses sur lesquelles les ouvrages continuent à abonder.

L'hypothèse communiste<sup>13</sup> reste spectrale en regard des convictions présentes, partagées et enracinées sur la désuétude de ces régimes réduits à la terreur. Perdu est enfin le combat qu'entendent mener les États-partis communistes contre les flux numériques de la société civile globale<sup>14</sup> dans une conjoncture où les terrains strictement idéologiques et politiques sont passés au second plan en regard des droits à être soi, exprimés d'abord dans les droits sexuels. Les convocations permanentes, véhiculées par Internet, à participer à de multiples aventures, qu'elles soient financières (*crowdfunding*), charitables, développementalistes, humanitaires, écologiques, féministes, etc., dépassant toutes les frontières, s'inscrivent à la base comme une destitution de l'idée même de l'État, quel que soit son profil.

Néanmoins, le paysage globalisé est paradoxal car dans certains contextes, les populations paupérisées et abandonnées à leur sort, sans aucune des protections sociales antérieures, font l'éloge des anciennes formes d'État, aussi autoritaire fût-il. L'Ouzbékistan, où le lecteur sera bientôt conduit et à qui l'indépendance fut imposée, en est l'un des meilleurs exemples, le passé se trouvant inéluctablement enjolivé en regard d'un présent où, dit-on en plaisantant, on a perdu la sécurité sans avoir gagné la liberté<sup>15</sup> !

Cependant, la tendance à une sorte d'invisibilité de l'État est dans le même temps forte et on la relève de façon sous-jacente

---

13. Alain BADIOU, *L'hypothèse communiste*, Lignes, 2009. Alain BADIOU, Slavoj ŽIŽEK, *L'idée du communisme*, Paris, Lignes, 2009.

14. Bernard HOURS, Monique SELIM, *L'enchantement de la société civile globale, ONG, femmes, gouvernance*, Paris, L'Harmattan, 2014.

15. Laurent BAZIN, Bernard HOURS, Monique SELIM, *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, Paris, L'Harmattan, 2009.

dans des évènements majeurs qui cristallisent les représentations collectives. Citons dans cette perspective la manifestation de janvier 2015, suite aux attentats parisiens, où la présence d'une vingtaine de dictateurs a laissé indifférente la foule captivée par son sursaut transcendant <sup>16</sup>. Face à l'État, les attitudes sont donc de façon récurrente amphibologiques.

D'un côté, l'État ne séduirait plus, pourrait-on dire, et ce d'autant moins qu'il se révèle démuné et impuissant face aux crises de toutes sortes qui déferlent. Les sujets sembleraient préférer désormais à l'État l'appartenance à une communauté morale globale, qui se réaffirme à chaque occasion tragique, et dont les expressions volatiles ne menacent guère les États en place, sauf lorsque, comme dans le cas des États-partis, ceux-ci s'imaginent menacés et font résonner le bruit des bottes armées.

De l'autre, l'État serait regretté, comme la trace d'une période évanouie, où chacun aurait été à sa place, dans un monde réglé et protégé, à l'inverse de la situation vécue de violente concurrence et de précarité intense. Le fantasme d'un État juste, qui assure la légitimité subjective et l'ordre objectif resplendit alors, accordant une importance particulière aux complémentarités hiérarchiques des sexes, potentiellement détruites aujourd'hui dans l'esprit des acteurs, comme le mettent en scène dans différents pays africains les revendications populaires adressées à l'État d'interdire aux femmes une part d'héritage égale à celle des hommes.

La terreur que les États-partis communistes ont semé sur les populations et qu'ils continuent à inspirer pour certains d'entre eux peut être rapprochée de la terreur qui aujourd'hui se répand face à l'augmentation des attentats qui frappent l'Europe. La terreur est d'un côté un outil de contrôle et de gouvernance, de l'autre une forme particulièrement effrayante de propagande et de démonstration de puissance. Parce que ces deux faces de la terreur, additionnées, s'abattent sur les sujets qui les intériorisent, portons le regard maintenant brièvement sur le personnage du « terroriste ».

---

16. Annie BENVENISTE, Monique SELIM, « Terreur ici et ailleurs », éditorial, *Journal des anthropologues*, n° 139/2015, p. 7-10.



## LA TERREUR DE N'ÊTRE RIEN

Qu'y a-t-il de commun entre les suprémacistes blancs aux USA, en Australie ou en Nouvelle-Zélande, les bouddhistes birmans entraînés par le vénérable Wirathu contre les musulmans arakanais, les djihadistes essaimant aux quatre coins de la planète, sans oublier toutes les milices qui en Afrique et en Asie tuent et torturent (Nord Kivu ou Philippines, par exemple)? Tous répandent la terreur avec une visibilité médiatique extraordinaire, ou au contraire agissent dans un silence assourdissant. Groupes organisés, microcollectifs ponctuels, individus esseulés donnent l'impression de faire de la surenchère pour mettre en œuvre des actions d'éclat meurtrières qui les feront accéder à leurs yeux à une existence reconnue ici-bas ou dans un ailleurs imaginaire de leur choix. Autorités, gouvernements, partis politiques ont entamé un débat à n'en plus finir sur qui mérite ou non le terme de « terroriste » alors même que des bandes de plus en plus solitaires s'incrument dans la nébuleuse dite terroriste.

Pour certains, il faut en rester à l'exception islamiste, comme tendrait à le souligner une fois de plus la couverture de *Charlie Hebdo* du 24 août 2017 montrant les morts de l'attentat de Barcelone avec la légende : « Islam, une religion de paix éternelle. » L'existence de Daesh et de ses multiples ramifications vient conforter cette option, en dépit du fait que Kepel, par exemple, fait l'hypothèse que le nombre de musulmans tués aux côtés de non musulmans dans les attentats

affaiblira à terme l'État islamique. Pour d'autres, en réponse au discours du ministre de l'Intérieur français appelant les psychiatres à collaborer avec l'État dans l'éradication du terrorisme ce même mois d'août 2017, la question épineuse consiste à distinguer la « folie » du terrorisme. L'affaire est difficile et il s'agit de ne pas tourner en rond dans la mesure où lesdits terroristes, s'ils sont décrétés « fous », deviennent pénalement irresponsables, et font peser sur tous les « fous » le risque de devenir terroristes : au grand dam des psychiatres, ces derniers étant soucieux – afin de pouvoir rester soignants – de laver l'immense majorité de leurs patients d'un tel penchant rarissime, mais qui les contamine tous immédiatement dans le discours médiatique. D'aucuns enfin vont privilégier dans leur désignation de « terroristes » des acteurs précis, faisant éventuellement des équivalences, à l'instar de certains républicains américains affirmant contre Trump que les suprématistes extrémistes de Charlottesville sont des terroristes, au même titre que les djihadistes. Quelques-uns s'essayeraient encore sans grand succès à distinguer un « terrorisme de gauche », frappant les représentants des institutions, et un autre « de droite » qui tuerait aveuglément et dans lequel il faudrait ranger les « intégristes islamistes ».

Mais la majorité des sujets qui vont péniblement lancer leur voiture contre une quelconque cible – comme à Marseille ou à Sept-Sorts – n'obtiendront probablement jamais la gloire qu'ils cherchaient dans le titre de véritable « terroriste », malgré les morts qu'ils auront provoquées. L'expansion infinie de la terreur de tous bords, avec les moyens du moment, « à la mode » – voiture bélier, attaque à l'arme blanche, explosifs rudimentaires ou plus complexes, décapitations – a en effet fait éclater le sens univoque du terme « terrorisme » ; le dessin de Willem dans *Libération* le décrit d'ailleurs ironiquement : trop de terrorisme tue le terrorisme ! Autrement dit la figure du « terroriste » se désubstantialise d'elle-même, se liquéfie, tandis que sa puissance fantasmatique se décuple, et ce d'autant plus qu'images et textes se diffusent.

Cette atmosphère plonge potentiellement la réflexion dans des méandres métaphysiques et l'opacité augmente si l'on met en perspective l'accusation de « terroriste », qui a pesé sur les

résistants de la seconde guerre mondiale, mais aussi sur l'OAS dans l'Algérie française. Les exemples pourraient être multipliés en partant des anarchistes russes du début du XX<sup>e</sup> siècle ou des extrêmes gauches européennes plus proches de nous ; il faudrait sans aucun doute aussi inclure les 500 000 communistes indonésiens accusés d'être des « terroristes » et assassinés en 1965. Tous ceux qui furent déclarés « terroristes » durant la guerre froide ont notamment en commun des convictions politiques qui les poussent à agir au risque de leur vie. Ils ne recherchent ni la mort, ni le prestige personnel.

Il faut donc cerner la singularité de la période présente, en comparaison, qui paraît engendrer un type très particulier de « terroriste », en quête d'une identité publicisée et d'un statut élevé. Le capitalisme, dans sa forme actuelle financiarisée, inscrit le libre arbitre, la volonté et le droit à être soi en fondements absolus de la vie des sujets. D'une certaine manière, les « terroristes » actuels prennent au pied de la lettre cette base de légitimation de soi et l'appliquent de manière terrorisante, recherchant dans la terreur l'ultime consécration. Ils paraissent en fait animés par la terreur de n'être rien et de tomber sous la condamnation sans appel du Président de la république qui sépare, en juin 2017, « ceux qui réussissent » et les autres, rejets insipides de la société, qui ne mériteraient même pas un regard. Lesdits terroristes meurent généralement sous les coups de la police et causent aux gouvernements des problèmes concernant le lieu de leur enterrement : il ne faudrait pas en effet que leur tombe devienne un lieu de culte (comme celle de Pol Pot au Cambodge, selon les observations d'Anne Yvonne Guillou), qu'ils soient sacralisés (comme les chefs de la mafia en Sicile au début du siècle, bien étudiés par Maria Pia Di Bella), qu'ils entraînent, même décédés, des séides dans leur aventure.

Une autre particularité du « terroriste » actuel réside dans son advenue après la chute de l'URSS et l'évaporation définitive du communisme comme grand ennemi. Une figure négative différente devait être érigée pour assurer la vitalité idéologique et économique de la globalisation capitalistique. L'islam fut bien repéré, mais sa globalisation effective empêche en partie d'en faire l'adversaire archaïque, primitif, barbare

dans lequel il faudrait l'enfermer pour plus d'efficacité politique. Même si les attaques sauvages à l'arme blanche et les décapitations se prêteraient bien à ces qualificatifs ! Surtout, la concurrence des terroristes est quotidiennement décuplée par des initiatives individuelles – éventuellement revendiquées par une organisation qui, souvent, ne les aura pas commanditées – ou par d'autres entreprises collectives, politiques, étatiques.

Cette amplitude nouvelle du « terrorisme », comme peuplant nos univers partagés mais aussi nos rêves nocturnes, conduit de façon dominante à repousser la peur, l'angoisse et à affirmer que ces sentiments n'existent pas, ne nous envahiront pas. Il y a là une sorte de défense magique à répéter, attentat après attentat, ce même slogan – tout en honorant les morts avec fleurs et bougies. On voit bien l'intérêt des gouvernements à encourager ces attitudes pacificatrices et surtout unificatrices qui font communier le peuple avec ses protecteurs. Ainsi à Barcelone, après le tragique attentat d'août 2017, la police a défilé sous le regard enthousiaste et reconnaissant de sa population. On comprend par ailleurs le réconfort que chacun peut trouver dans ces grandes réunions urbaines, permettant et même louant les décompensations manifestes dans les pleurs exhibés. L'émotion partagée donne la sensation d'une nouvelle puissance commune invincible.

Pourtant, tandis que les guerres continuent, après celles, initiatrices, d'Afghanistan et d'Irak, alimentant toujours plus de foyers potentiellement terroristes, et que les États prolongent l'urgence et limitent les droits, on ne saurait trop accorder de crédit à ces manifestations dites « spontanées » qui sont devenues des rituels propitiatoires et en ont acquis la force symbolique. L'aspiration à être soi, sans limites, la volatilité des identités disponibles sur les supermarchés numériques, permettent à quiconque de se penser un jour terroriste, avec un label spécifique parmi tant d'autres – et le lendemain « repenti » ! Les études mettent ainsi l'accent sur l'importance de la propagande terroriste sur Internet, le poids et la séduction des images qui conduisent à désirer imiter les héros du moment entre science-fiction et attentats réels. Le constat n'en rend pas moins impossible de fait la surveillance sécuritaire totale que souhaiteraient assurer les gouvernements.



Tel est le paradoxe de la conjoncture contemporaine, dont la globalité immédiate généralise en un instant l'insécurité autant que les exutoires iréniques dont les images remplissent nos écrans. Que l'intensification « terroriste » se nourrisse aussi de l'accélération numérique ne fait guère de doute, sans pour autant que l'on puisse freiner l'une ou l'autre ! La numérisation du monde invite à toutes les surenchères, captant l'attention au service de toutes les causes y compris les plus mauvaises. De nouveaux modèles s'insinuent dans les inconscients qu'il s'agisse de *surmusulmans*, selon l'expression de Fethi Benslama, ou de tous ceux qui rentreraient dans l'appellation de *surblancs*, ou de toute autre suridentification.

On ne saurait par ailleurs croire que les innombrables recommandations, toutes bonnes, dont les médias abreuvent la population journallement, pourraient trouver une réalisation minimale capable de mettre fin à la perte de sens tragique dont souffriraient, dans leur âme, lesdits terroristes. Quant à la notion plus que floue de « radicalisation », et la nébuleuse des expertises sur la « déradicalisation », il y flotte un étrange air de rééducation des temps du socialisme, alors appelé réel, et régulièrement les entreprises qui en font leur métier sont mises au pinacle avant d'être dénoncées pour leur gestion douteuse.

S'impose donc de penser et de déchiffrer le monde présent tel qu'il est, avec toutes ses saillances d'horreur et ses creusets d'artifices imaginaires toujours plus nombreux, avec la perspective que ce dévoilement des significations écartelées permette de poser des repères aux cheminements à venir, bien mieux que tous les exorcismes actuels. Rappelons en effet, parmi de multiples configurations observables, que sous le nom de lutte antiterroriste, au Bangladesh, la dictature islamique – qui se veut république démocratique formellement – liquide systématiquement depuis les années 2000 ses opposants politiques qui revendiquent les idéaux de laïcité et de justice sociale de la guerre d'indépendance de 1971 ; que, dans les républiques d'Asie centrale à majorité musulmane, tel l'Ouzbékistan où le gouvernement torture à qui mieux mieux, la lutte antiterroriste a réduit la population à la terreur, en particulier depuis la mort de mille manifestants à Andijan sous les coups de l'armée en 2005. Les pays, nombreux, dans

lesquels l'islam est religion d'État sont notablement ceux où les États despotiques usent le plus de l'arme antiterroriste islamiste pour maintenir leur pouvoir monopoliste arbitraire, et ce, avec l'onction des organisations internationales.

Il en va bien évidemment autrement dans les démocraties dont les armatures législatives doivent être protégées car elles garantissent les libertés, point sur lequel ne cesse d'insister Mireille Delmas-Marty, qui, dans une tribune de *Libération*<sup>1</sup>, en juillet 2017, met en garde sur le passage « de l'état d'urgence au despotisme doux ». La juriste s'élève alors contre le projet français de loi antiterroriste, rappelant que : « Certes, la prévention est nécessaire et doit être renforcée face aux fureurs terroristes, mais la séparer de la punition pour en faire un objectif répressif en soi marque une rupture, conduisant d'une société de responsabilité à une société de suspicion. »

Mireille Delmas-Marty insiste sur les conséquences négatives d'une telle loi :

« En séparant la dangerosité de toute culpabilité, et en détachant les mesures coercitives de toute punition, cette réécriture sécuritaire du droit administratif, comme du droit pénal, risque de remettre en cause la notion proprement humaine de responsabilité au profit d'une dangerosité qui effacerait peu à peu les frontières entre les humains et les non-humains, et ferait disparaître la présomption d'innocence. »

Elle redoute qu'on en vienne « selon un processus qui ressemble à une déshumanisation, par retirer de la communauté humaine les individus suspects, comme on retire des produits dangereux du marché ».

Les démocraties participent du monde global actuel, de sa gouvernance et de ses hégémonies, et ne sont pas définitivement coupées des innombrables régimes autoritaires ou dictatoriaux plus ou moins barbares qui se débarrassent des partis d'opposition et de leurs membres, sous des prétextes divers, en invoquant la loi et la sécurité. Bien qu'ils puissent paraître à d'aucuns bien lointains, ils nous sont d'autant plus proches que l'interdépendance avant tout économique caractérise la globalisation capitaliste. C'est pourquoi, dit avec

---

1. *Libération*, 17 juillet 2017.

beaucoup de rigueur Mireille Delmas-Marty, il s'agit de ne pas accepter une « rupture, qui pourrait être qualifiée d'« anthropologique » ou même de « philosophique ».

[Cette rupture serait] « consommée dès lors que la punition n'est plus l'objectif d'un droit que l'on persiste à nommer « pénal » alors qu'il tend vers des mesures qui sont imposées à une personne non pas pour punir les crimes qu'elle a commis, mais pour prévenir ceux qu'elle pourrait commettre. Il est significatif que la plupart des dispositions nouvelles relèvent du code de la sécurité intérieure et non du Code pénal. »

Mireille Delmas-Marty évoque aussi la dimension politique de la rupture en jeu : « car l'extension de la punition à la prévention, voire à la précaution quand le risque n'est pas avéré (risque de risque), invite non seulement à remonter de plus en plus loin en amont de l'acte criminel mais encore à affaiblir la garantie judiciaire <sup>2</sup> ».

En conséquence, se révèlent des leurres les flux idéologiques qui entendent expliquer comment abolir brutalement, par l'intensification de la répression, le phénomène dit terroriste, à la manière de Trump qui, en la matière, fonctionne comme une loupe. La recherche de valorisation terroriste attire des meutes de plus en plus solitaires, dans l'hypercommunication, et en particulier parmi ceux dont on dit qu'ils ne sont rien, qu'ils ne seront jamais rien, ce dont ils finissent par être convaincus. On mesure là l'écart avec les profils d'ingénieurs bien intégrés qui caractérisaient la génération antérieure de terroristes islamistes qui occupaient le devant de la scène, voire la monopolisaient. Les terroristes variés de la période présente, d'une classe nettement inférieure, sont aussi une production de tous les excès continus et acharnés du néolibéralisme actuel, de ses inégalités criantes, démesurées, iniques, et de sa laudation extrême, hypnotisante, du pouvoir instantané sous toutes ses formes, autant monétaires, matérielles que sexuelles <sup>3</sup>.

---

2. Mireille DELMAS-MARTY, *Libération*, 17 juillet 2017.

3. Marion AUBREE, Laurent BAZIN, Monique SELIM, « Violences et terreurs, sujets et institutions », *Le Journal des anthropologues*, n° 154-155, 2018.

Restons dans l'espace démocratique de l'Europe frappée par le terrorisme, dans laquelle les régimes de droits se révèlent particulièrement écartelés, qu'il s'agisse de la prévention des attentats ou des terrains sexuels sur lesquels j'attirerai maintenant l'attention du lecteur.

# L'IDENTITARISME EUROPÉEN DES DROITS SEXUELS

La conjoncture actuelle est marquée par une série de dichotomies antagoniques desquelles émerge l'Europe comme une figure de droits et de « civilisation » dans un océan mondial de dictatures et d'arriération. Le statut des femmes, et plus largement des groupes sexuels dits minoritaires, rayonne sur ces oppositions idéologiques, permettant le refoulement de toutes les altérités, migrantes ou non, vers des règnes de barbarie et encourageant la fierté nationalitaire du peuple tant invoqué dans la période présente. De l'organisation supranationale qu'est l'Union européenne à l'entité culturelle et ontologique que serait l'Europe, le pas est vite franchi, quelle que soit la diversité des 45 pays réunis, en particulier quand on touche au corps des femmes et aux sexualités.

## **Le lobby européen des femmes**

Depuis 1990, existe au sein de l'UE le Lobby européen des femmes (LEF) qui abrite sous son chapeau plus de 2 500 associations de femmes ancrées dans différents pays européens. Sa création – sous l'égide de fonctionnaires de l'UE – consacre l'institutionnalisation de l'item femmes dans les politiques publiques et entérine l'idée que les droits des femmes sont des droits de l'homme au sens historique et politique du terme. Le LEF promeut avant tout l'égalité entre les hommes et les

femmes dans tous les secteurs et a lancé pour les élections européennes de 2019 un *Manifeste pour une Europe féministe* dont les mots d'ordre touchent l'égalité politique, l'indépendance économique, la sécurité, la dignité des femmes. Rappelons que depuis 2014 des listes spécifiquement féministes ont été présentées aux élections européennes, dont 8 en France avec la figure de proue de *Osez le féminisme*.

La lutte contre les violences infligées aux femmes fait l'unanimité de tous les gouvernements des pays européens et la position du LEF rejoint là un consensus beaucoup plus général. La lutte contre les violences et le harcèlement sexuels, focalisée principalement sur les femmes, est en effet devenue progressivement un instrument de gouvernance globale, qu'il est judicieux pour tous les États d'afficher quelle que soit leur nature. Après la chute de l'URSS en 1991, son introduction sous l'angle de la violence domestique fut d'ailleurs première dans les pays à *décommuniser* et elle a accompagné toutes les réformes d'apprentissage au marché. Ne plus battre sa femme et payer son gaz, son électricité firent l'objet de formations spécifiques, articulées, dans le cadre en particulier des universités ouvertes par George Soros, fondateur de l'*Open Society*, universités symptomatiquement attaquées en 2018, en Hongrie, mais aussi dans d'autres pays ex-communistes. L'évidence du bien commun que poursuit la lutte contre les violences et le harcèlement sexuels, sa dimension immédiatement morale en font des armes faciles de réconciliation entre les populations et leurs gouvernements, et constituent aisément un credo unificateur pour tous les pays de l'UE. Rallier la moitié du ciel – selon l'expression de Mao – est toujours utile.

La lutte contre les violences et le harcèlement sexuels marque les bornes de l'unité fictive de l'Europe en regard des mesures qui concernent spécifiquement les femmes et les droits sexuels. Les points de dissonance sont nombreux mais certains mettent en scène avec plus d'acuité les fractures en jeu dans l'appropriation physique et idéale du corps des femmes par la nation : l'avortement et la prostitution en sont les deux pierres angulaires à propos desquelles le Lobby européen des femmes se prononce.

Le LEF est pour la liberté de l'avortement et s'inscrit contre le recours à l'objection de conscience des médecins, qui existe juridiquement et qui est de plus en plus sollicitée pour bloquer toute possibilité d'avorter pour les femmes. Le cas de l'Italie, et plus encore de la Sicile, où les médecins, dans leur immense majorité, invoquent l'objection de conscience pour des raisons religieuses, est exemplaire. La redécouverte de l'objection de conscience par les médecins français, qui suivent leurs confrères italiens, est significative des contradictions qui s'accroissent dans le monde global actuel, partagé entre la multiplication des droits, leur scissiparité d'un côté, et de l'autre, les processus de régression effective quant à des droits acquis par la lutte grâce à des modalités diverses d'invocation de droit individuel<sup>1</sup>. Le LEF, qui prône aussi l'abolition de la prostitution, promeut la décriminalisation des femmes prostituées et la garantie de services sociaux et de santé pour le travail du sexe mais aussi la criminalisation des trafiquants, proxénètes et clients des prostituées.

La cause, la défense des femmes, apparaît donc clairement dans l'Union européenne, mais elle est rebaptisée en féminisme institutionnel<sup>2</sup> bienveillant, consensuel, conformiste à travers son outil adéquat, le Lobby européen des femmes, qui s'évertue à ne heurter personne tout en maintenant des convictions fortes dans des domaines où les femmes sont les otages symboliques des populations et des États<sup>3</sup>. Assurer la parité, la représentation et les conditions de possibilité d'un leadership des femmes dans tous les champs sociaux va de pair avec l'idée

---

1. Judith HAYEM, Bernard HOURS, Monique SELIM, « Introduction. Quels sujets en quête de quels droits aujourd'hui ? », *L'homme et la société*, n° 206, 2018 : « À quoi servent les droits aujourd'hui ? », p. 41-51.

2. Marie RAMOT, *Le lobby européen des femmes, la voie institutionnelle du féminisme*, L'Harmattan, 2006.

Aude CAVAILLE, « Salariées pour la cause, carrières associatives au secrétariat général du Lobby européen des femmes », in Hélène MICHEL (ed.), *Lobbysites et lobbying de l'Union Européenne : trajectoires formations et pratiques des représentants d'intérêt*, Presses de l'université de Strasbourg, 2005.

3. Monique SELIM, « Enjeu ou otage : la femme aux prises avec la société », introduction du numéro « Femmes et sociétés », *L'homme et la société*, n° 99-100, 1991, p. 3-6.

sous-jacente que l'organisation économique des sociétés et du monde global, sous l'hégémonie du capitalisme financiarisé, est immuable et ne peut être contestée. Il peut en être déduit que la minorisation des femmes, leur exploitation et leur oppression ne sont nullement liées aux structures en jeu.

## **Des enjeux violents**

Pour bien appréhender le sens du profil du Lobby européen des femmes, il faut le replacer dans le contexte actuel des pays européens où les femmes sont saisies comme un plateau de tensions et d'éclatements autour d'enjeux cruciaux pour des gouvernements de plus en plus tentés par l'autoritarisme et le retour à des formes de vie dépassées. L'avortement est au centre des dissensions, aujourd'hui encore plus qu'autrefois, si l'on se souvient des luttes qui, en France, conduisirent à son autorisation après la pétition des 343 salopes<sup>4</sup> et la loi dite Veil. Il en va en effet de l'avortement comme des acquis des années soixante-dix qui voient des couches subalternes de travailleurs destituées par la nouvelle prééminence des entrepreneurs. Les choix volontaires des femmes sont remis en cause et font l'objet de retournements imprévus qui surgissent au nom d'arguments moraux, plus ou moins imprégnés de religion et que l'on imaginait définitivement enterrés : ainsi le droit à la vie de l'embryon réinventé en être humain est propulsé à plus ou moins n'importe quel prix.

Cet acharnement des États et aussi de groupes sociaux à vouloir reprendre le contrôle des capacités de reproduction des femmes peut, au-delà des logiques singulières qui le colorent dans chaque pays, s'expliquer avant tout comme une utilisation des dépendances passées pour forger des résistances nationales

---

4. *Wikipedia* : « Le manifeste des 343, est une pétition française parue le 5 avril 1971 dans le n° 334 du magazine *Le Nouvel Observateur*. C'est, selon le titre paru en une du magazine, « la liste des 343 Françaises qui ont le courage de signer le manifeste "Je me suis fait avorter" », s'exposant ainsi à des poursuites pénales pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement, car l'avortement en France était illégal à l'époque. C'est un appel pour la dépénalisation et la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse qui ouvre la voie à l'adoption de la loi Veil. »



à une domination globale, perçue comme principalement européenne. L'utérus des femmes fut, un peu partout et très longtemps, dans la dépendance des hommes, des familles, des lignages, qui s'en affirmaient propriétaires. Depuis quelques décennies, la libéralisation des sexualités<sup>5</sup> s'est imposée dans les agendas internationaux, contraignant les États récalcitrants par des retraits de subventions, et a fait advenir des normes globales de genre<sup>6</sup> ouvrant sur la prédominance de la liberté individuelle dans les choix sexuels, d'orientation, de pratiques, d'union dans une permissivité et une légitimité toujours accrues. Les normes globales de genre, en sacralisant le sujet individuel, heurtent de plein fouet les lambeaux de dépendance auxquels pouvaient essayer encore de se raccrocher hommes et familles.

Les dépendances passées des femmes ne sont pas uniquement utilisées par des États dont la souveraineté est mise en faillite par la financiarisation et la numérisation mondiales, pour donner l'illusion de leur autonomie ; elles le sont aussi par des ensembles de populations qui ne cessent de voir leur pouvoir d'achat baisser et les services publics s'amenuiser sous le coup de mesures économiques libérales et qui récupèrent une dignité fictive en s'abattant sur le corps des femmes pour le maîtriser. Le recours aux dépendances passées pour faire revenir et perdurer dans l'imaginaire un ordre symbolique qui assurait un statut d'autorité issu de dispositifs biopolitiques sexués s'observe non seulement en Europe dans des contextes nationaux très différents, mais aussi en Asie et en Afrique. Il est le ressort intrinsèque de toutes les rébellions et révoltes conservatrices et/ou régressives.

À un autre niveau, pour bien comprendre tous les facteurs qui interviennent contradictoirement dans les attaques au droit à l'avortement qui se popularisent, il faut introduire la dimension d'hypermésexualisation du et des marchés emboîtés qui ramènent

---

5. Monique SELIM, « L'orientation sexuelle libérée ? », *Chimères*, n° 92, 2018.

6. Anne QUERRIEN, Monique SELIM, *La libération des femmes, une plus-value mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2015.

de façon toujours plus excessive, sans limites, les femmes à des figurines d'attraction sexuelle selon des critères éculés, les hommes étant poussés à une revirilisation tout aussi caricaturale. Cette hypersexualisation marchande stéréotypée qui envahit espaces mentaux, publics et privés, marche à la fois contre et de concert avec les normes globales de genre mobilisant des thématiques d'émancipation égalitaire. En effet les stéréotypes sexués qui sont investis nourrissent dans le même moment les antiennes de l'excellence de la femme-mère-épouse lorsqu'elle n'est pas putain.

C'est à l'aune de ce schème d'analyse intriquant plusieurs fils peu perçus dans leur fabrique cohérente, qu'il faut interpréter la cartographie européenne où les interdits et les limitations d'avorter pour les femmes se font de plus en plus audibles avec des clauses conditionnelles très mouvantes qui se multiplient et reviennent à extruder la possibilité d'avorter : viol, durée de la conception, âge de la femme, menace sur la vie de la mère, malformation de l'embryon etc., s'ajoutent aux règles auxquelles sont soumis les médecins, leur nombre, leur constitution en comités d'experts etc. La Hongrie présente un tableau symptomal remarquable qui permet de replacer l'avortement dans un contexte de rigidification identitaire générale, incorporant intrinsèquement des conceptions hiérarchiques et essentialisées de la différence sexuelle : les manuels scolaires enseignent qu'hommes et femmes n'ont pas les mêmes capacités, que le destin des femmes est la maternité et le foyer etc., tandis que des subventions publiques sont octroyées à des institutions qui s'engagent à ne jamais pratiquer d'avortement. Corollairement, les *gender studies* sont considérées comme une atteinte à la souveraineté nationale menée par des ONG étrangères qui répandent des idées étrangères avec des financements étrangers... La rhétorique est bien connue et sert aujourd'hui de modèle de politiques publiques aux régimes européens qui affirment la nécessité d'une autorité souveraine contre l'Union européenne pour le bien de leur peuple et le maintien de son identité culturelle. En 2019, cette croisade contre le *genre*, rebaptisé idéologie, gagne de plus en plus de partisans, dont certains au poids décisif comme les USA et le Brésil.

## Une renaturalisation en marche

Les obstacles multiples, juridiques et bureaucratiques, mis à l'avortement, le renvoi des femmes à leur fécondité transcendante, s'inscrivent dans une configuration marquée de plus en plus par une menace environnementale globale qui agite les spectres d'une catastrophe inévitable et d'une fin du monde. Les appels à plus d'écologie, de respect des êtres animés et inanimés, les recommandations pour une nourriture saine, moins de déchets etc., dont l'Europe est le fer de lance sont entièrement justifiés et réveillent les consciences avec efficacité pour le bien commun. L'application spécifique aux femmes de ces nouveaux devoirs face à un environnement menacé pèse néanmoins assez lourdement sur la gestion de leur corps. Donnons quelques exemples de la foule des instruments qui facilitèrent la vie des femmes à partir des années soixante et qui aujourd'hui sont présentés comme gravement nocifs pour elles, leur progéniture, la société, le monde entier.

La contraception chimique – qui permettait d'avoir la tête libre pour changer autant de fois que souhaitées de partenaire ou non et de jouir sereinement, ce qui était particulièrement prisé dans les années soixante-dix – est désormais condamnée et on lui attribue les pires conséquences depuis les troubles psychiques jusqu'aux cancers variés. On propose pour la remplacer les vieilles méthodes dites « naturelles », mais avec application algorithmique sur *smartphone*, qui indique à la femme, avec la rigueur de rappels sonores, ses périodes de fécondité, interdites donc comme dans les temps anciens des rapports sexuels. Dans les protections hygiéniques, dont le fameux *tampax* qui faisait oublier leurs menstrues aux femmes et leur avait donné une aisance appréciable, on a décelé, à raison, des éléments hautement dangereux, outre le fait d'encombrer les poubelles. On leur substitue les *cup moon*/coupes menstruelles en caoutchouc flexible introduites dans le vagin pour recueillir le sang, réutilisables et lavables avec les détergents vaisselle ou encore des culottes absorbantes, lavables. Depuis longtemps, l'allaitement maternel est jugé préférable et protecteur pour l'enfant et la durée recommandée aujourd'hui ne cesse d'être allongée jusqu'à deux à trois ans si

possible... rapprochant ainsi les femmes européennes des modèles des sociétés lointaines avant l'arrivée du développement ! Mais des tire-lait ont été inventés et sont à disposition, permettant la conservation ; les couches lavables, *bios* de préférence, sont bien sûr à sélectionner.

Tous ces conseils, et bien d'autres, dont la liste augmente quotidiennement, empreints de rationalité et de bon sens, visent à faire des femmes bonnes à se reproduire, des mères exemplaires et des épouses plus ou moins astreintes à la fidélité – homo ou hétérosexuelle – tant les charges s'accumulent et sont pesantes. Adonnées au soin pour faire advenir un monde régi par le soin et le souci de l'autre, les femmes s'appliquent et prennent du temps pour réfléchir aux meilleurs produits disposés sur les nouveaux marchés capitalistes et numériques de l'écologie féminine. Elles sont les premières actrices d'un nouveau code de conduite face à l'environnement, qui passe par leur renaturalisation et, dans ce champ, l'Europe se doit d'être un phare illuminant notre univers fragile à préserver. Ainsi relue, la cause des femmes – plus matricielle que jamais – fait l'unanimité en Europe : elle s'avère la plus naturelle de toutes, ce qui n'est guère surprenant si l'on se souvient que les fonctions reproductives des femmes les ont toujours mises du côté de la nature, ce que les mouvements féministes passés se sont acharnés à combattre avec un succès que l'on peut estimer maintenant tout relatif, au vu du péril que court la planète. On serait face à un tournant génital du féminisme, selon Camille Froidevaux-Metterie <sup>7</sup>.

### **Le droit de se vendre ?**

La prostitution est l'une des thématiques qui divise de façon aiguë les pays européens partagés entre croissance marchande et idéaux moraux. La question de fond est en effet pour les États de décider, dans des sociétés toujours plus régies par le marché, où placer la limite à l'auto-marchandisation de soi, de son corps, de certaines de ses parties et lesquelles ? Les formules

---

7. Camille FROIDEVAUX-METTERIE, *Le corps des femmes : la bataille de l'intime*, Philosophie éditeur, 2018.

croisent plusieurs paramètres dont les principaux sont l'autorisation, avec ou sans encadrement, impliquant la légalisation des maisons closes voire du proxénète-employeur ; l'interdiction, totale ou partielle avec pour cible la personne, vendeuse de services, ou le client de ces services. Depuis que la notion de travailleur du sexe s'est imposée dans les arènes publiques et que la pénalisation des clients a été privilégiée par certains pays, comme la France, la mise en danger des personnes prostituées par les restrictions instituées a été invoquée, suite en particulier à des assassinats. Ainsi en France, le STRASS, syndicat du travail sexuel, lutte pour l'abolition de la loi de 2016 pénalisant les clients et renvoyant les personnes prostituées dans la clandestinité, l'isolement et la précarité. Les positions officielles des États peuvent être en grande dissonance avec la réalité locale, comme dans le cas de la Roumanie, où l'interdiction totale de la prostitution va de pair avec de nombreux trafics de femmes et fournit les pays européens en très jeunes prostituées.

À un niveau plus problématique, et en dehors des pôles extrêmes de la contrainte absolue de se prostituer succédant à un achat-vente de la personne-capital à faire fructifier, ou du droit revendiqué de faire usage de son corps comme on l'entend, une zone d'oxymores se dégage posant le flou sur les notions elles-mêmes de consentement et de rémunération-cadeau comme dans le cas des *sugar daddy*, *sugar baby*, *sugar mama*, *sugar boy* etc. La posture morale abolitionniste apparaît alors comme un vœu aussi pieux qu'hypocrite, en surplomb, coupé des logiques subjectives, émotionnelles, conscientes et inconscientes. Plus précisément, dans une configuration générale où les corps sexués sont continuellement exhibés de façon de plus en plus outrancière pour susciter le désir de marchandises, où trouver des fondements légitimes et rationnels pour limiter la liberté personnelle de vendre des services sexuels ? Les outils numériques qui facilitent offres et demandes spécifiques, échanges concrets et virtuels, ont démultiplié la puissance des marchés des prestations sexuelles, qui, dans le même moment se sont de plus en plus segmentés en fonction des objectifs recherchés : profil du partenaire, acte souhaité, zone corporelle sollicitée, tarifs en jeu.

Alors que les marchés du travail en Europe se resserrent et excluent au nom de la baisse du coût du travail, que les migrations de travail, légales et illégales, augmentent et précarisent de larges fractions de populations, les marchés sexuels gagnent en popularité sous des couvertures euphémisantes faisant fortune du besoin de revenu. L'appel à plus d'encadrement juridique du travail du sexe par les personnes dont c'est la profession est intimement articulé au délitement et à la dévalorisation du travail par l'emprise consumériste. Vouloir faire disparaître la prostitution aujourd'hui apparaît aussi déréalisé qu'imaginer la fin de l'hégémonie du/des marché/s et revient à faire peser sur les personnes prostituées, leurs clients et, *in fine* tous ceux qui fréquentent les marchés sexuels variés des injonctions paradoxales dont l'Europe paraît particulièrement friande.

Soulignons, après ce bref tableau, tout d'abord que la question sexuelle n'est pas séparable de la question sociale. L'abandon d'une directive européenne, après l'opposition de la France, sur l'obligation dans tous les pays de l'Union européenne d'un congé de paternité de 4 mois, payé à 50 % du salaire, montre les blocages politiques et économiques à des mesures susceptibles de faire avancer l'égalité homme-femme, toujours agitée comme un drapeau mais peu mise en œuvre. Insistons enfin sur la nécessité de lire les droits sexuels à la lumière des situations dans lesquelles ils sont promus, pour éviter une autonomisation épistémique qui les essentialise et fait des personnes sexuées de nouvelles figures identitaires prises au piège de la revendication de leurs droits spécifiques. Les situations nationales en Europe sont immédiatement globalisées, ce qui accentue les contradictions entre des principes qui se voudraient naïvement souverains et des normes globales dont le genre est désormais le parangon.

Les politiques européennes connaissent autant de diversités sur les droits sexuels que sur l'accueil des exilés et les positions les plus rigides s'accordent dans ces champs en écho : stigmatisation des étrangers, défense de la nation et promotion de la femme traditionnelle vont très souvent de pair mais, dans le même moment, l'image de la femme libre peut être brandie par l'État pour se défendre du danger civilisationnel que

véhiculeraient les migrants. Dans ce domaine où les ambiguïtés et les hypocrisies sont légion aux côtés de postures idéalistes et vertueuses, conduisons maintenant le lecteur au cœur d'un centre parisien dévolu aux réfugiés, au sein duquel le regard anthropologique met à nu contradictions et conflits.





# EXILÉS : UN HÉBERGEMENT SOUS TENSION

**Wenjing GUO**  
**Monique SELIM**

Que les exilés, tous les réfugiés, bouleversent les ordonnancements inconscients et conscients de chacun d'entre nous est d'autant plus certain que leurs figures externes rencontrent le point aveugle des exils intérieurs<sup>1</sup> qui nous animent tous à différents degrés. L'exilé étranger oblige à reconnaître l'exil interne refoulé et déplace l'altérité : l'autre lointain ferait partie d'un paysage stable, qu'il consoliderait ; alors qu'arrivé ici, l'autre déplacé détruit toutes les stabilisations édifiées comme des défenses. Il s'immisce à l'intérieur des paysages et quelles que soient la position occupée, la trajectoire suivie, il bouleverse les subjectivités.

En se fondant sur différentes expériences de gestion d'accueil des migrants en France, on développera dans ce chapitre une analyse des représentations ambivalentes qui se focalisent sur les exilés ; ceux-ci cristallisent un ensemble contradictoire de logiques troubles et de militances héroïques

---

1. « L'exil intérieur », *Psychologie clinique*, n° 4, 1998.

qui illustrent un type de bouleversement subjectif : ceux des acteurs qui s'engagent volontairement ou non dans cette cause de salut partagé. Dans le même moment, les errements de l'État dans la mise en place et l'organisation des dispositifs d'accueil, la conjonction de difficultés financières et sécuritaires, font résonner des détresses communes. Les rapports hiérarchiques de travail mêlés aux subjectivations forgées sur l'exilé produisent ainsi inévitablement confusions, hiatus, disruptions, conflits qui appellent à être pensés comme autant de médiations imaginaires accrochées à cet objet obscur de désir et de répulsion que concrétise l'exilé, de surcroît en stock plus ou moins ingérable.

### **Une quotidienneté tendue**

Commençons par quelques scènes concrètes qui montrent tout d'abord comment, par exemple, les problèmes d'hygiène dans un espace collectif, tel qu'un centre d'hébergement, deviennent un objet de cristallisation des tensions dans un contexte où les frontières symboliques sont floues. Caractérisons cet espace collectif qui relève à la fois d'une perspective d'anthropologie du travail, d'anthropologie urbaine et d'anthropologie des migrations : les personnes qui y vivent dans une intimité difficile, sont nommées « hébergées », « résidents », « usagers », « public accueilli » par les institutions ; les salariés y évoluent dans leur cadre professionnel et des bénévoles s'y engagent dans des actions concrètes placées hors de leur vie de travail et familiale. Ces logiques distinctes se croisent dans cet espace collectif et rendent plus ou moins opaques ou claires les lignes de différenciation des acteurs, qu'ils soient salariés, bénévoles ou résidents momentanés. Plus ces derniers donnent à voir une apparente autonomie, plus il devient délicat pour chacun de se distinguer. « Je suis comme eux », « Ils sont nous » sont des phrases souvent prononcées par des salariés qui ont vécu ou vivent toujours dans une quotidienneté précaire. Certains de ces salariés ont en effet été hébergés à un moment de leur parcours dans un centre d'hébergement, et certaines des personnes « hébergées » dans le centre travaillent ailleurs. D'autres sont

en outre à la fois « hébergés-résidents » dans un centre d'une association, et « salariés » intervenant dans un autre centre d'une autre association, voire la même, à la faveur de dispositifs d'insertion ou d'entreprises d'intérim. Ces distinctions de statut peuvent devenir imperceptibles, brouillant les catégories, et la précarité qui les concerne tous ne fait que renforcer le désir de différenciation de chacun selon des mécanismes sociaux largement analysés dans d'autres contextes<sup>2</sup> au sein desquels accueil, éducation, travail, développement sont intriqués.

La légitimité des salariés dans cet espace collectif est justifiée par leur statut de travail qui les place dans une position dominante par rapport aux « résidents », dans la mesure en particulier où ils doivent faire respecter les règles de fonctionnement. Les « résidents » contestent fréquemment cette prédominance et ils tentent ainsi de ramener leurs supérieurs hiérarchiques à une position d'égalité, voire d'infériorité, qui inverse dans l'imaginaire les rapports de sujétion dans lesquels ils sont inscrits. L'ensemble de ces contradictions trouve un terrain de concrétisation dans « l'hygiène » de cet espace collectif, qui va être qualifié de « propre » ou de « sale<sup>3</sup> », selon une dichotomie entre soi et l'autre, déjà bien repérée dans la littérature anthropologique. On la retrouve à l'œuvre entre « résidents » et salariés, en quête d'une impossible différenciation ou rupture statutaire.

Un agent salarié refuse ainsi un jour de nettoyer les toilettes collectives du centre d'hébergement destinées aux demandeurs d'asile. Il s'explique :

« Nous avons nettoyé les toilettes hier et aujourd'hui, c'est tout sale. Ils ne les entretiennent pas du tout. Je ne suis pas là pour nettoyer leur merde. Ils sont nourris, logés mais ils ne font rien pendant la journée. Et ils n'ont même pas de respect. Quand je leur demande de le faire, ils me répondent que c'est mon travail. Ils ne veulent pas. De toute façon je ne suis pas là pour nettoyer les toilettes. »

---

2. Monique SELIM, Bernard HOURS, *Une entreprise de développement au Bangladesh, le centre de Savar*, Paris, L'Harmattan, 1989.

3. Marie DOUGLAS, *De la souillure, études sur la notion de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 1992.

Corollairement, des « résidents » refusent de participer aux tâches ménagères sous prétexte que c'est là le travail des salariés. « Ils disent que c'est notre travail et ne veulent rien faire » raconte un salarié. On observe aussi que certains « résidents » mettent leur poubelle dans l'ascenseur et envoient l'ascenseur au rez-de-chaussée où les salariés se voient obligés de les sortir de l'ascenseur et de les mettre dans la poubelle collective. Un salarié s'écrie : « Ce n'est pas possible, ils le font exprès, ils savent très bien qu'on ne saura pas qui le fait et qu'on va s'en occuper. Ils profitent. » Quant à la méconnaissance des règlements de fonctionnement déclarée par certains « résidents », des salariés réagissent : « Ils connaissent très bien [les règlements]. Ils font semblant. Quand ils ne veulent pas, ils disent qu'ils ne savent pas. Ce n'est pas vrai. »

Le traitement « au cas par cas », qui est usuel dans la pratique du travail social, peut ainsi entériner des enjeux de pouvoir, qui *in fine* vont éventuellement se révéler des pièges pour les salariés amenés à être considérés comme bienveillants ou malveillants, soit « gentils » ou « méchants ». Le refus de la part d'un salarié d'obtempérer à une demande d'un « résident » peut ainsi être saisi comme l'instrument d'une accusation générale, annulant les relations plus ou moins positives passées : « Tu leur donnes, tu fais les choses pour eux. Mais un jour si tu leur dis non, et là, ils oublient tout, tout ce que tu fais, et ils t'insultent et te traitent de tous les noms ! »

Par ailleurs, l'infériorisation des salariés selon le poste qu'ils occupent rend encore plus difficile cette quête de différenciation salarié/« résident ». Un « résident » demande ainsi en plaisantant, au responsable d'un centre d'hébergement, au sujet d'un agent hôtelier, en présence de ce dernier : « Il est comme nous. Vous ne pouvez pas lui donner une chambre à l'étage<sup>4</sup> ? » Ce salarié raconte : « Certains résidents me disent que je n'ai pas à leur interdire de faire ceci ou cela [selon les règlements],

---

4. Les réfugiés, ici « résidents », sont logés à l'étage : proposer de loger un salarié à l'étage est donc pour le résident une manière de contester l'ordre hiérarchique en ramenant le salarié au statut inférieur de réfugié.

car je ne suis pas travailleur social, ni le chef et je ne gagne pas grande chose. »

Tous les objets peuvent, dans un centre d'hébergement devenir une source de tensions, un enjeu dans lequel les résidents perçoivent un privilège ou une injustice, encore plus quand cet objet est vu comme un clivage symbolique à leurs yeux, que cela relève de l'ordre religieux, socioculturel, linguistique, ou historique du centre : les repas, les chambres individuelles, les ordinateurs, voire un morceau de sucre. Le terme de « raciste » apparaît parfois dans les discours des « résidents » adressés au personnel, comme un raccourci facile et un moyen de mobilisation collective chargé de poids moral. « Il a donné à l'un et m'a refusé. Pourquoi ? », sans préciser le contexte de ce privilège que l'un a obtenu et l'autre non.

Dans des centres où ni les salariés ni les « résidents » ne connaissent leur avenir, ces enjeux semblent s'effacer à des moments donnés face à une angoisse partagée et générée par leur situation respective : pour les uns, précarité du travail ou du lieu du travail ; pour les autres, précarité de leur statut administratif encore plus critique pour les demandeurs d'asile en procédure Dublin qui risquent d'être « transférés » dans un autre pays, considéré comme responsable de leur demande d'asile. Certains résidents, concernés eux-mêmes par une décision de transfert, ou par le refus de leur demande d'asile par le CNDA (Centre d'accueil des demandeurs d'asile) en viennent à tenter de rassurer les salariés qui peuvent consciemment ou inconsciemment donner l'impression d'être très inquiets du sort de ces « résidents ». « Il m'a affirmé qu'il veut aller à la convocation de la préfecture, il sait qu'il va être renvoyé en Allemagne. Je lui ai tout expliqué. Il maintient sa décision, très zen et très calme. Il m'a dit pas de souci », raconte un salarié. Ou encore un autre « résident » répond, face au regret des salariés à l'annonce de son départ vers un autre centre : « Ne t'inquiète pas, ça va aller ! Il y a d'autres personnes [résidents]. »

## Des barrières statutaires poreuses

Tous ces exemples de relations entre « résidents » et salariés de centres d'accueil de migrants mettent en lumière des logiques de différenciation imaginaire d'autant plus aiguës que les salariés, au niveau inférieur, sont éventuellement recrutés parmi d'anciens migrants et sont eux-mêmes dans un processus d'insertion difficile. La précarité est partagée, commune, encore plus forte lorsque les salariés sont recrutés sur des CDD de courte durée ou *via* des associations d'insertion ou des entreprises d'intérim. Ce processus est accentué aujourd'hui car des « résidents » d'origines différentes sont recrutés par des associations en tant qu'agents intérimaires pouvant en outre rendre des services d'interprétariat bricolés qui ne sont ni reconnus ni rémunérés en tant que tels. Notons que le besoin de personnes bilingues ou trilingues grandit sur ce marché spécifique que constitue l'accueil des migrants où les réserves de main-d'œuvre ciblée sont déjà épuisées.

Très souvent étrangers, tout comme les « résidents », les salariés en viennent parfois à nourrir des sentiments d'autant plus négatifs à l'égard des « résidents » qu'ils ont eux-mêmes péniblement accédé à leur position présente tandis qu'il leur semble que les « résidents » jouissent immédiatement de meilleures conditions : gratuité du logement (bien que précaire) et de la nourriture, alors qu'eux-mêmes ne peuvent faire d'économies sur leur SMIC et sont ballottés d'un centre à un autre, sans pouvoir choisir leur poste et s'y tenir.

Le système d'accusations généralisées qui imprègne les rapports sociaux dans les centres met crûment en scène une concurrence de souffrances, d'exclusions, de misères. Du côté des salariés, on pense qu'« ils sont trop gâtés, ils ne font pas d'efforts, ils picolent ». Quant aux « résidents », dans leur majorité, ils se demandent pourquoi ils « participeraient » selon les injonctions qui leur sont faites puisque « c'est leur travail [des salariés] ». Chacun à sa manière tente d'éloigner la confusion des rôles, structurelle dans les centres, et qui se voit intensifiée à certaines occasions : recrutement d'arabophones pour à la fois assurer les médiations linguistiques et l'accueil, ou encore d'un réfugié pachtoune qui vient juste d'être

régularisé au plan administratif. Bien que ces recrutements donnent l'exemple réussi d'une intégration possible des migrants, ces bricolages permanents pour assurer la gestion et le maintien des centres – dont par ailleurs la durée d'existence est rarement précisée – génèrent des angoisses multiples qui s'entrechoquent et alimentent inculpations et calomnies, délations, plaintes et griefs minant l'atmosphère. Dans tous les cas, sans diplômes ni formations qualifiantes, qui seraient la condition d'une véritable ascension sociale, la « réussite » reste précaire et ceux qui « bénéficient » de services d'accueil deviennent aussi sur ce « marché des misères » une main-d'œuvre à faible coût et malléable à merci.

S'ajoute à tous ces facteurs de crise le fait que des postes de travailleurs sociaux sont occupés par des étrangers diplômés de l'Université, non en travail social, mais pour leurs compétences linguistiques et socioculturelles répondant aux besoins du moment ; qu'ils aient été eux-mêmes demandeurs d'asile est alors appréhendé par l'institution comme une qualification dans la maîtrise des procédures. Le diplôme de travail social perd alors de sa valeur dans ce nouveau marché d'accueil des migrants, même si les non diplômés en travail social touchent un salaire moindre <sup>5</sup>. Cette configuration bouleverse la profession du travail social et son marché du travail spécifique, multipliant les questionnements sur son sens et son rôle. Le travail social est déjà en outre très fragilisé par la montée du bénévolat et son encouragement par l'État français qui loue l'apport des bénévoles dans un contexte de baisse des financements publics et voit dans la mobilisation morale des citoyens une plus-value médiatique.

Les réfugiés, fortement traumatisés par leur périple, ont des attentes d'accueil énormes, et leur désillusion, rapide et inévitable, les laisse désarmés, perdus. Exhibés quelques minutes de temps à autre par petits groupes de réfugiés modèles lors de rituels politiques destinés à masquer les failles de l'accueil, ceux qui ont été sélectionnés pour de telles parodies,

---

5. Dossier « Le travail social au tournant », David PUAUD (ed.), *Multitudes*, n° 67, 2017.

sont à même d'exposer concrètement les abîmes du dispositif étatique. Par ailleurs, les microcosmes que représentent les centres sont particulièrement perméables aux évolutions idéologiques, politiques et émotionnelles à l'égard des migrants. La compassion a dominé durant les premiers temps sous l'effet de la publicité donnée par les médias aux noyades tragiques, aux photos d'enfants morts, d'adultes épuisés et rejetés de partout. La multiplication des attentats, mais surtout les modalités de la lutte antiterroriste<sup>6</sup> ont progressivement modifié ces premières inclinaisons « charitables » à l'égard des réfugiés : ils sont devenus dans l'imaginaire d'éventuels terroristes, voire des hordes de violeurs. Comme tous les pauvres, ils ont fini par constituer une menace symbolique et la politique – bien que totalement inefficace – de fermeture des frontières a été reçue comme une protection nécessaire et bénéfique, impliquant l'expulsion des exilés devenus des « indésirables<sup>7</sup> ».

### **Les effets clivants d'une politique d'urgence erratique**

Les migrants se présentent comme les objets d'une gestion de flux marquée par un flou prégnant : l'absence de véritable politique de migration, le changement perpétuel des décisions politiques qui confondent l'accueil des migrants, leur intégration, et la prise en charge d'une population dite « vulnérable » vivant à la rue, ont des effets délétères. Les acteurs sont vus tantôt comme des « migrants », privés de certains droits auxquels ils auraient accès (exemple : accès à un hébergement dans un CADA avec une prise en charge matérielle, etc.) ; tantôt comme des « SDF » vivant à la rue ou dans les campements, en attente de pouvoir déposer leur demande d'asile, donc renvoyés aux « droits communs » de prise en charge des SDF (il faut appeler le 115 pour obtenir une place d'hébergement pour une nuit, en justifiant de sa présence

---

6. Bernard HOURS, Monique SELIM, Tassadit YACINE, « Musulmans, sécurité, terreur », *Chimères*, n° 88, 2016, p. 10-24.

7. Michel AGIER, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008.



sur le territoire, pour répondre aux conditions d'attribution de cette place d'hébergement, payée par la ville et le département ; ou avoir une domiciliation administrative à Paris, etc.) Mais souvent, ils se situent hors de ces deux catégories administratives pour les divers services de gestion et restent donc suspendus entre les deux canaux de prise en charge. Personne ne peut dire exactement à partir de quel moment ils deviendraient « le public migrant » relevant de certains services et dispositifs dits « migrants » ; et à quel moment ils seraient renvoyés vers la catégorie de « droits communs » qui doivent être traités comme tous les citoyens, avec ou sans permis de résidence. Ce flou caractérise aussi le travail social où les missions de chacun semblent non définies et où les actions doivent s'adapter en permanence aux consignes officielles du moment : « On est dans un navire où personne ne sait dans quelle direction on va, mais il faut y aller. C'est une navigation sans cap et sans feuille de route, amenée par des courants, d'un coup vers le nord, d'un coup vers le sud », explique un responsable des centres d'accueil.

Les migrants se sentent humiliés par la lourdeur, la lenteur, l'ignorance et l'exclusion de l'administration qui, elle-même, ne sait pas dans quelle case mettre ces personnes provenant d'autres pays, qui subissent par ricochet les réductions budgétaires et la saturation des services, particulièrement dans le secteur de l'hébergement, du logement et des soins. Ainsi, l'État met en place un guichet unique par département aux demandeurs d'asile pour leur dépôt de dossier. Ce guichet unique a une capacité d'accueil limitée, ce qui pousse les personnes à se rendre ailleurs, dans d'autres départements, pour déposer leur demande d'asile, devenir demandeurs d'asile et exister dans le cadre administratif. Dans le cas où ils ne parviennent pas à déposer leur dossier, ils restent des « migrants » vivant dans les campements des rues de Paris, régulièrement détruits et dont ils sont chassés. Dans l'attente d'être reconnus comme demandeurs d'asile, ils ont peu accès aux dispositifs inconditionnels de prise en charge effectués souvent par les associations pour la population classiquement

appelée SDF<sup>8</sup>. La saturation des dispositifs et les barrières linguistiques et socioculturelles mettent en difficulté les divers services sociaux et médico-sociaux, qui bâtissent, malgré eux parfois, les mesures susceptibles de rejeter les demandeurs d'asile.

L'ouverture des droits aux aides médicales de l'État (AME<sup>9</sup>) pour ceux qui n'ont pas encore l'attestation de demande d'asile n'en devient que plus difficile. Et si ces derniers se retrouvent gravement malades, ils vont certes être soignés mais devront déboursier des sommes qu'ils ne possèdent pas, faute d'avoir été orientés vers les travailleurs sociaux de l'hôpital.

L'État est dans un extrême processus d'urgence qui se répercute tout d'abord sur le parcours d'urgence de l'ensemble des personnes dites « vulnérables » que sont les migrants, les SDF, etc. ; mais aussi qui affecte fortement la gestion d'urgence des divers services sociaux tant associatifs que relevant des pouvoirs publics étatiques et/ou départementaux. La logique de gestion de la misère dans la communication étatique impliquerait d'expulser les gens de la rue et des campements le plus rapidement possible, de les accueillir dans des sites qui les invisibilisent, sans prendre en compte la violence qu'ils subissent en étant déplacés arbitrairement et sans information sur leur destin. Ces mesures ont déjà largement échoué avec les SDF<sup>10</sup>, seuls ou en petits groupes ; leur échec avec les campements de migrants, comme avec les tentes de SDF, est évident : les installations n'arrêtent pas de se reconstituer sur le même trottoir. Et ce parcours d'urgence qui déplace d'un centre à un autre les acteurs s'avère aujourd'hui de plus en plus long.

---

8. Jacques GUILLOU, Louis MOREAU DE BELLAING, *Figures de l'exclusion, Parcours de Sans-Domicile Fixe*, Paris, L'Harmattan, 2004.

9. L'aide médicale de l'État (AME) est « destinée à permettre l'accès aux soins des personnes en situation irrégulière au regard de la réglementation française sur le séjour en France. Elle est attribuée sous conditions de résidence et de ressources ». (Définition sur le site *Ameli* de la Sécurité sociale)

10. Wenjing GUO, « L'illégitimité des personnes sans-abri en France : entre donner et recevoir », in Bernard CASTELLI, Monique SELIM (ed.), *Réparer les inégalités ?* Paris, L'Harmattan, p. 103-140, 2016.

Migrants et SDF sont déplacés comme s'ils occupaient telle ou telle rue ou portion de rue par plaisir. Le choix de chaque endroit/rue est au contraire fortement stratégique et rationalisé en regard des services environnants : par exemple France Terre d'Asile est le guichet unique de Paris et il faut y être à 3 heures ou 4 heures du matin pour faire la queue afin de saisir la possibilité d'obtenir un numéro pour déposer une demande d'asile ; la présence de commerces bon marché, de réseaux ethnoculturels ou linguistiques ou encore de trafic/travail informel permettant de gagner quelques centimes constituent des ressources notables pour le choix d'un emplacement ; ces hotspots connus médiatiquement ont aussi plus de chances d'être « nettoyés » ou « démantelés » par les pouvoirs publics, qui proposent des « mises à l'abri » aux acteurs quelle que soit leur situation.

Les subjectivités des demandeurs d'asile se voient ainsi détruites par ces attentes infinies, sans information sur la durée ni la direction future retenue, qui témoignent d'une gestion erratique de l'État et des services administratifs qui n'épargne pas les salariés. Cependant, ces solutions de « mise à l'abri » et d'hébergement, avec de grandes différences dans les conditions matérielles et la durée d'accueil, qui vont d'une nuit dans un centre d'hébergement de 400 personnes, à une semaine d'hôtel social situé en Ile-de-France, sont l'objet de refus éventuels par les personnes, SDF ou migrants, qui les considèrent comme infâmes, choisissent d'y rester ou non, et de revenir alors dans le même hotspot de squat en attente d'une deuxième proposition : comme si vivre à la rue pouvait les conduire plus rapidement à des solutions meilleures.

La multiplication des services d'hébergement gérés par les associations, sur des sites ponctuels réquisitionnés par l'État, faute de terrains ou de places dans des « zones tendues » comme à Paris ou en Ile-de-France, amplifie la précarité, l'urgence : personne ne sait de quoi demain sera fait, pas plus les résidents que les usagers, les salariés, l'établissement institutionnel. L'angoisse se diffuse du parcours d'asile jusqu'aux associations qui s'inscrivent sur ce nouveau marché que l'État ouvre avec le minimum de moyens et n'hésite pas à réduire encore dans une logique de marché, d'appels d'offres et

de concurrence des gestionnaires. Par conséquent, la multiplication des dispositifs et la saturation des services pèsent lourdement sur tous, quelle que soit la position occupée : les demandeurs d'asile ont les CADA (Centre d'accueil de demandeurs d'asile) mais à leur intention ont été aussi créés des HUDA (Centre d'hébergement d'urgence des demandeurs d'asiles), des CHU dits migrants, des CAO (Centre d'accueil et d'orientation) etc. Les réfugiés statutaires ont des CPH (Centre provisoire d'hébergement), ou encore des ATSA (Accueil temporaire service de l'asile). Enfin, si tous ces dispositifs sont complets, reste en dernier recours le marché des chambres d'hôtel ne nécessitant qu'une équipe mobile d'intervention pour plusieurs centaines de personnes.

Ces dispositifs innombrables opacifient les possibilités d'une issue positive et semblent renvoyer en permanence à la case départ bloquée et ce d'autant plus que très peu est fait pour une éventuelle intégration : les migrants, découpés en morceaux pour s'ajuster à une case ou à une autre, en oublient leurs compétences propres et leurs aspirations à bâtir une autre vie. L'urgence destitue les propositions du travail social axées sur l'accompagnement en tenant compte de la temporalité des personnes concernées. Cette urgence, qui précipite les actions, marque dans le même moment négativement les différents services sociaux et associations, creuse encore davantage les décalages existants en tentant de répondre aux demandes des financeurs (État, pouvoirs publics), et de gagner une part de marché. On ne saurait s'étonner dans ces conditions des interrogations de salariés tenus à la rentabilité et à l'efficacité purement de façade : « Pourquoi les résidents ne viennent pas dans les activités ? Il nous faut minimum 4 résidents pour que le projet continue. »

Avec le durcissement des politiques de migration, la fermeture des frontières européennes, repoussées de plus en plus loin hors d'Europe, l'État français instaure une logique de tri en guise de solution efficace pour restreindre les migrations et pallier la saturation des services sociaux destinés à l'accueil des migrants. Alors que la coordination était assurée auparavant par la Préfecture régionale, aujourd'hui les départements ont le rôle premier, et sont censés décharger l'État de sa

responsabilité : *in fine*, il n'y aurait plus besoin de coordination, puisque chaque département autogère « ses migrants » dans le cadre des décisions étatiques, facilitant les processus de catégorisation des migrants et manipulant les statistiques. Ainsi on passe des centres d'hébergement dits migrants destinés aux acteurs vivant dans les campements dans les rues de Paris, à une entrée unique : un camp humanitaire à Paris dénommé Centre de premier accueil (pour adultes seuls, ou familles avec enfants) ; des centres ou hôtels regroupant des demandeurs d'asile en procédure Dublin qui risquent d'être transférés dans un autre pays ou de devenir « demandeurs d'asile en procédure normale » ; des centres spécifiques pour les réfugiés. Gérer selon leur situation administrative dans le périmètre du département décharge la responsabilité de l'État dans son rôle : enjeux financiers et économiques en période de réduction budgétaire et de manque général de moyens déterminent les prises de décisions politiques à court terme, dans l'urgence. Il s'agit donc de se montrer créatif et on invente des expérimentations qui n'ont d'expérimentales que le nom. De la même façon on multiplie les dispositifs avec divers sigles mais des fonctions identiques aptes à masquer les problèmes. Les objectifs sécuritaires de l'État sèment en outre la confusion dans le champ du travail social, conduit à assumer des fonctions de contrôle.

L'État, ne pouvant plus assurer seul l'accueil des migrants, cherche sur le marché des opérateurs « gestionnaires » à moindre coût mais répondant à des normes d'évaluation strictes. Ces gestionnaires – associatifs, entrepreneurs, parapublics (tels les GIP, Groupe d'intérêt public) – sont concurrents et suivent des lignes d'action divergentes. Ainsi en va-t-il de la création par départements de centres d'assignation à résidence destinés aux demandeurs d'asile en procédure Dublin, qui vont être renvoyés dans le pays européen où ils ont déposé leur demande d'asile. Lorsque les demandeurs d'asile reçoivent une réponse favorable de ce pays responsable de leur demande, ils sont souvent assignés à résidence par la préfecture afin de mieux procéder au transfert. Dans ce contexte, les associations de travail social se perçoivent comme assignées à une mission relevant du ministère de l'Intérieur et le déplorent fortement.

Les travailleurs sociaux se voient donc déchirés entre une série de tâches qu'ils considèrent extérieures à leur métier et à leur vocation : travail d'hôtelier à moindre coût, sous-traitant maltraité dans une logique idéologique humanitaire <sup>11</sup> (de type droits de l'homme, France terre d'accueil migrants, etc.) que l'État décourage en intensifiant les dysfonctionnements et les contradictions des services publics et sociaux, ou encore agent de sécurité renforcé avec l'assimilation du migrant au musulman et par voie de conséquence au terroriste.

Empêchés de tenter leur intégration par toute une série de mesures (délai d'attente ; déplacement d'un centre à l'autre, etc.), interdits de se projeter dans l'avenir, les demandeurs d'asile, une fois qu'ils obtiennent leur statut, doivent très vite exhiber leurs facultés d'indépendance et leur autonomie. Ils se voient soumis à des injonctions paradoxales (l'obtention du livret de famille par l'OFPRA <sup>12</sup> peut prendre plus de 6 mois etc.) : dépendants quand ils sont demandeurs d'asile (« il faut toujours attendre, OFII, OFPRA, Préfecture, CMU, CAF <sup>13</sup>, sans rien faire »), autonomes du jour au lendemain, accusés de rester dépendants, toujours en attente que l'État leur fournisse travail et logement.

Pourtant c'est cette image de demandeur d'asile docile qui est instrumentalisée pour légitimer une gestion erratique qui les réifie et les annihile en tant que sujets. Il s'agit de les effacer du paysage, ce qui simplifierait les tâches des travailleurs sociaux

---

11. Bernard HOURS, *L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris, L'Harmattan, 1998.

12. Office français de protection des réfugiés et apatrides, « un établissement public doté de l'autonomie administrative et financière et d'une indépendance fonctionnelle, chargé de l'application des textes français et européens ainsi que des conventions internationales relatifs à la reconnaissance de la qualité de réfugié, d'apatride et à l'admission à la protection subsidiaire » (présentation sur le site de l'OFPRA).

13. CMU : Couverture maladie universelle ; CAF (Caisse d'allocations familiales) : établissement public qui gère l'attribution du Revenu de solidarité active (RSA). RSA : « prestation sociale visant à garantir un revenu minimum en fonction des ressources et de la composition du foyer » (présentation sur le site de la CAF).

dont la mission est devenue impossible, à l'image du parcours des exilés.

### **Exil global, subjectivations forcées**

Le microcosme que constitue un centre d'accueil fait appréhender, à l'instar d'une loupe, les lignes de fracture que provoque l'intensification des exils dans le monde global présent. L'installation, en novembre 2015, d'un centre d'hébergement destiné aux SDF, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, a ainsi exemplairement donné lieu à beaucoup de débats dans les médias qui illustrent sous un autre angle cette dimension de rupture. Ce centre a été présenté dans certains discours médiatiques, associatifs, individuels comme un camp de migrants, symbole de désordres et de violence. Il a été *a priori* considéré comme pire qu'un centre pour les SDF, population envers laquelle des habitants de l'arrondissement engagent des actions bénévoles pour des raisons confessionnelles ou autres. En effet, si le SDF fait fonctionner un fantasme de chute sociale contaminant, puisque chacun pourrait devenir SDF, le migrant renvoie dans l'imaginaire, soit à des criminels/terroristes potentiels, soit à l'intégration miraculeusement parfaite de l'étranger qui alors rentre en concurrence dans tous les champs sociaux – travail, logement, famille – avec l'autochtone. C'est pourquoi la manière de façonner le profil du migrant – classe sociale, diplômes – joue avec acuité dans les représentations : médecin syrien ou paysan soudanais analphabète pour ne prendre que les extrêmes. Pour une population économiquement fragile, en outre bénévole, les quelques migrants modèles qui obtiennent leur inscription à l'Université, une bourse et un logement social aiguïsent la compétition et détruisent les différences symboliques à la base de l'action.

Les images des exilés, toutes dramatiques, s'inscrivent quotidiennement sur nos écrans et les informations abondent sur des tragédies multiples naturelles ou politiques. La fin de l'année 2017 aura été ainsi marquée par l'exil forcé des Arakanais musulmans, fuyant les opérations sanglantes de nettoyage ethnique de l'armée birmane, dans un contexte où le

bouddhisme est religion d'État et où des leaders religieux, comme le vénérable Wirathu, appellent à la collaboration avec l'État pour mieux faire fuir et éliminer ceux qui sont devenus des étrangers de l'intérieur, apatrides.

Souignons les schizes que produit en nous, malgré nous, cette coexistence – rendue immédiate par le Web – d'exilés lointains et proches. Lointains, abstraits, tels ceux qu'on appelle les Rohingyas, leurs ombres faméliques et leurs regards désespérés, parfois vides d'expression, comme ils nous sont montrés avec un réalisme accentué, suscitent des sentiments de compassion, voire le désir d'apporter une aide sous l'une des différentes formes qu'Internet et les ONG ont popularisées. Peu importe alors qui ils sont, leur histoire collective, l'évolution de leur statut : ils combent notre appétence à l'altruisme et à la pitié.

D'une certaine manière, l'imposition des images de masse détruit la volonté de connaissance et mieux vaut ne rien savoir d'eux pour se livrer entièrement à ces doux sentiments d'apitoiement et de commisération qui nous envahissent et auxquels nous sommes fortement encouragés : le monde paraît ainsi simplifié, partagé entre bien et mal et, de notre appartenance au camp du bien, nous sommes journalièrement confortés par les organisations internationales unanimes qui condamnent les politiques assassines, en Birmanie par exemple, et ailleurs.

Au fur et à mesure que la figure de l'exilé se fait plus concrète, se rapproche, ces perceptions bénévoles se fissurent, laissant place à des ambivalences où se mêlent peur, prise de distance, confortées par le glanage de quelques éléments précis concernant le migrant. Là encore, la divulgation des images et leurs commentaires répétés vont nourrir ce qui, peu à peu, va prendre le visage du rejet au nom de la menace collective, du nécessaire contrôle, de l'indispensable protection de tous, de la sécurité.

Dans un cas comme dans l'autre, les subjectivités sont sous tutelle, les subjectivations sont contraintes et le personnage fantasmatique du terroriste et du violeur qui se cache derrière tout migrant vient légitimer expulsions, reconduites à la frontière, fermeture du pays.



Prendre le contre-pied de ces orientations dominantes est un engagement pour nombre d'entre nous évident. Il ne dispense pas pour autant d'un exercice d'analyse personnelle : celui-ci nous éclaire sur les inévitables ambiguïtés, failles, trous qui nous habitent inconsciemment et qui ont leur origine dans la singularité de nos trajectoires et celles de nos ascendants ; en tant que tel, il est apte à consolider nos choix, nos ralliements, nos actions sur le long terme en ne faisant plus de l'exilé un objet transitionnel ou un médiateur imaginaire, à l'instar des institutions qui favorisent malgré elles de telles constructions projectives.

Au-delà de ces logiques, les exilés en tension d'hébergement révèlent les processus hautement erratiques de l'État, peu soucieux de faire appliquer les droits des personnes, appliquant des règles de marché qui en viennent à ressembler à des marchandages, comptant sur les bonnes volontés de tous, en particulier des travailleurs sociaux et de leurs associations pour trouver toujours des solutions de l'instant bien fragiles.

Partons maintenant en Ouzbékistan, pays qui s'est révélé après l'indépendance une prison pour ses habitants dont bon nombre ont choisi le chemin de l'exil. Entraînons le lecteur dans des Académies des sciences dont le profil fait réfléchir à la fois sur la situation que connaît la recherche en France et sur les mobilités internationales : dans des situations personnelles, collectives et politiques dramatiques, qui part, qui reste et pourquoi ? Comment chacun s'accommode de contraintes auparavant estimées inacceptables ?



# UNE ANTHROPOLOGIE POLITIQUE DE LA RECHERCHE

Alors que la recherche en France est de plus en plus soumise à des règles de marché<sup>1</sup>, avec des financements sur projets, je voudrais dresser le tableau, dans une perspective comparative et peut-être quasi prémonitoire, sous certains aspects, des chercheurs des Académies des sciences d'Ouzbékistan au milieu desquels je m'étais immergée en 2004-2005.

Après avoir brièvement décrit et fait ressortir les aspects saillants de ce terrain aux caractères tendanciellement « improbables », quatre angles d'attaque précis me permettront de le resituer dans un cadre plus ouvert d'analyse et d'en retirer des éléments de pertinence plus larges. L'approche sera ainsi focalisée successivement sur le travail et les rapports économiques, la nature de l'État, de la contrainte politique et de la peur, sur la place de l'idéologie et ses articulations avec la science et la connaissance, enfin sur l'importance épistémologique d'ajustements méthodologiques, quasi imposés, des positions et des implications évolutives de l'anthropologue.

---

1. Laurent BAZIN, « Normes du travail scientifique et normes du marché », *Journal des anthropologues*, n° 136-137, 2014.

## Paupérisation

République périphérique de l'URSS, créée non sans mal au début du siècle par l'État soviétique devant affronter des résistances notables des populations musulmanes locales, c'est quasiment contre la volonté générale de celles-ci que l'Ouzbékistan se retrouve en 1991 indépendant à la chute de l'Empire. La courte effervescence politique, intellectuelle et sociale de la perestroïka se voit vite arrêtée par des élections aujourd'hui décrites par la majorité des acteurs comme truquées et qui mettent à la tête du gouvernement l'ex-premier secrétaire du parti communiste qui y restera jusqu'à sa mort en 2016 ; il sera remplacé par Shavkat Mirziyoyev en 2017, sans grand changement de régime. Le nouvel État bloque les injonctions externes de libéralisation économique sans pour autant réussir à maintenir, autrement que de manière purement formelle et rapidement fictive, les dispositifs d'assurance sociale régnant à l'époque soviétique.

Près de quinze ans après, le désastre économique apparaît incommensurable : les entreprises ayant progressivement disparu ou cessé la production, les anciens travailleurs salariés sont livrés à eux-mêmes pour leur survie dans les villes et replongés dans des économies de subsistance en milieu rural<sup>2</sup>. Les termes de chômage et d'emploi semblent peu adaptés aux situations des acteurs et à leurs nouveaux modes de gestion de la vie au jour le jour. Revalorisé à près de 7 \$ en 2005 (alors qu'il n'était que de 5 \$ environ en 2004), le salaire minimum correspond sensiblement au tiers des dépenses nécessaires pour l'usage des transports publics dans la capitale. Un emploi qualifié dans une institution nationale est rétribué en moyenne entre 10 et 20 \$, entraînant une généralisation de tous les moyens de captation monétaire dans chaque échange social ou interaction obligatoire, telles celles liées à la santé ou à l'éducation. La restriction étatique des liquidités monétaires provoque de surcroît au sommet de la hiérarchie sociale des

---

2. Habiba FATHI, « Islamisme et pauvreté dans le monde rural de l'Asie centrale postsoviétique », *UNRISD*, document n° 4, 2004.

formes démesurées de corruption, les prébendes étant alors réclamées en monnaie sonnante et trébuchante. Ainsi, au plan économique, le pays accroît régulièrement sa distance avec le monde global, le marché devenant une chimère lointaine et le capitalisme une idée fantasmatique.

Dans cette conjoncture d'enlisement et d'isolement économiques, la persistance et le maintien d'une idéologie en continuité avec le mode d'appareil de l'État soviétique doivent être soulignés. Le régime s'est donc lancé, dès l'indépendance, dans de grands travaux idéologiques visant à légitimer le nouvel État, son chef, Islam Karimov, étant le premier producteur d'une œuvre gigantesque, étudiée et faisant l'objet d'examen obligatoires dès l'école primaire jusqu'au niveau de l'ultime thèse de doctorat, et ce dans toutes les disciplines. Il revient aux chercheurs qui n'ont pas fui le pays, comme on abandonne un navire qui sombre, de construire cette « idéologie nationale », fondée sur « l'idée nationale », destinée à remplir le « vide idéologique » issu de la chute du « totalitarisme communiste » et à affermir une « immunité idéologique » contre les « attaques idéologiques » extérieures selon les termes couramment employés dans les manuels *ad hoc*. Sans doute la rentabilité de l'Académie des sciences ne s'est-elle pas montrée à la hauteur de sa tâche durant la première décennie, ce qui poussa l'État à décider de désalariser les chercheurs, convoqués dès lors à répondre à des appels d'offres gouvernementaux dans le cadre d'une concurrence inédite. Ces appels thématiques, qui couvrent toutes les disciplines de sciences sociales comme exactes visent à fonder la « science d'Ouzbékistan » qui a été célébrée lors d'un grand congrès durant deux jours au *présidium* de l'Académie des sciences à Tachkent en juillet 2005.

La « science nationale » est, dans le domaine des sciences sociales, une révision générale des acquis antérieurs, aboutissant souvent à des figures d'inversion pure, les estimations positives devenant négatives et vice-versa. Ainsi le « cruel tyran » Tamerlan s'est-il hissé au rang de héros fondateur de la nation, les *bosmachi*, ces réactionnaires qui luttèrent contre la révolution bolchevique avec les armes, sont-ils érigés en résistants indépendantistes d'avant-garde. De façon systématique, il s'agit, dans tous les domaines, de nourrir

l'antériorité de la nation, de l'État et de la civilisation ouzbek. La preuve ontologique se joue sur le recul le plus lointain possible de l'origine en conférant aux recherches sur les ethnonymes et les toponymes une valeur insigne. L'histoire, l'archéologie et l'ethnologie, enlacées dans une nouvelle alliance, sont placées au premier plan de cette conquête politico-identitaire de légitimation de l'État indépendant, tâche ardue et délicate confiée aux infatigables petits travailleurs de l'idéologie que sont les chercheurs.

Comme tout un chacun – à l'exception de la nébuleuse politique soumise à une relative instabilité qui s'approprie grâce à ses fonctions dans l'État les richesses disponibles –, les chercheurs ont vu leur niveau de vie se dégrader régulièrement et le passage aux appels d'offres a encore accentué ce déclin économique et social, l'inscription dans un projet étant gagnée de façon très compétitive et ne délivrant néanmoins que des subsides mensuels équivalant à 20 \$ en moyenne sur une période variable de 6 mois à 3 ans. Dans ce contexte, les capacités intellectuelles ne sont guère assimilables à un capital vendable ou échangeable sur un marché, par ailleurs inexistant, et les logiques d'action et de mobilisation renvoient à de tout autres types d'investissement qui appellent un déchiffrement en termes de transmission et d'incorporation de la domination, d'enchaînement des figures symboliques de l'autorité sur le mode synchronique et diachronique.

Du magma dogmatique plein de circonvolutions, de contradictions et de soubresauts, selon les moments de la période soviétique, aux nouvelles élaborations tissant la métaphysique abyssale d'une indépendance fantomatique, la conversion idéologique des acteurs individuels paraît une sorte de masque pourtant bien ostensible à une réelle problématique des transformations en jeu.

Une vie intellectuelle relativement intense semble cependant animer la scène sociale de la recherche, ponctuée de multiples événements collectifs : réunions internes aux instituts mais auxquelles vient s'agréger une foule de gens sortis pour l'occasion du pénible labeur quotidien qui consisye à trouver quelques denrées alimentaires sur des « bazars » plus ou moins fournis ; colloques en l'honneur de brillants chercheurs décédés,

méconnus par les Soviétiques, érigés en victimes de l'ordre antérieur et redécouverts comme des précurseurs remarquables de l'essence ouzbek ; soutenances de doctorats aux rituels interminables, tant pour les thèses de candidats ès sciences (assimilées par les Anglo-Saxons à des Phd) que pour celles dites de « docteur » (qui correspondraient aux habilitations allemandes ou à l'ancien doctorat d'État français) ; congrès nationaux ou internationaux.

Dans tous les cas – et particulièrement lors des soutenances de thèses – on observe des débats vifs, voire âpres, des joutes spontanées, de vigoureuses interventions et d'intempestifs discours, le président de séance ayant souvent bien du mal à faire entendre ses rappels à l'ordre. Dans ce théâtre, marqué par une participation volontaire, se distinguent les plus âgés dignitaires de l'ancien régime soviétique, ayant parfois dépassé 80 ans mais résistant avec force à la chaleur accablante de l'été dans les vieux bâtiments de béton des universités ou des Académies. Les retraités sont nombreux, le cumul d'une demi-pension et d'un salaire plein étant autorisé et particulièrement apprécié par les individus. Mais les jeunes et les chercheurs d'âge mûr sont largement représentés dans ces assemblées où les discussions, bien que contenues dans des limites bien précises, atteignent des profondeurs rhétoriques d'autant plus épineuses que l'imposition de la langue ouzbek – pour remplacer l'usage académique du russe – pose à tous de réels problèmes d'énonciation et de traduction conceptuelles, encore accrus par le décret de passage à l'alphabet latin (à la place du cyrillique) dont l'application se révèle extrêmement difficile. Ainsi de longues heures peuvent être passées à creuser, par exemple, les différences entre l'idée et l'idéologie nationales, dans un contexte « pluriethnique » qui, en théorie, doit être préservé alors même qu'un poste de responsabilité n'est plus jamais confié à un Non-Ouzbek et que les minorités nationales (Tatars, Russes, Kazakhs, Arméniens, etc.) se font de plus en plus rares dans les micro-univers du « travail servile » de l'idéologie en voie d'homogénéisation ethnoculturelle.

Rappelons que ce paysage est en rupture, avec un passé qui – selon l'adjectif soviétique – se glorifiait de l'ambiance « internationale » de la capitale – dénommée « la ville du pain »

– de la « république ensoleillée », réputée pour son hospitalité. Ajoutons que l'observateur ne peut qu'être frappé par l'activité, voire l'activisme du plus grand nombre, la quête d'une reconnaissance publique et le sérieux apparent des argumentations.

### **Une investigation anthropologique trouée**

Quelques mots sur l'enquête elle-même, menée en 2004 et 2005, compléteront ce tableau brossé à grands traits. L'investigation sur les chercheurs en sciences sociales a concerné l'Académie des sciences à Tachkent mais aussi, brièvement, sa branche beaucoup plus petite de Nukus, capitale de la république autonome de Karakalpakistan, dans l'Ouzbékistan. Archéologie, histoire et ethnologie, coiffées par la discipline, toujours hégémonique au plan idéologique qu'est la philosophie, ont été les principaux domaines abordés, dans le cadre de deux instituts à Tachkent, mais aussi de l'université. Supprimé très vite après l'indépendance, l'ex-département de sociologie de l'Académie des sciences – à travers ses membres les plus prééminents tous investis en 2004 dans des ONG qu'ils avaient fondées ou dans lesquelles ils avaient un rôle important – m'a permis enfin de saisir concrètement une ligne de fuite – idéologisée et au cœur de la globalisation – des chercheurs.

Étalée sur deux ans, cette percée dans les sciences sociales a été traversée en mai 2005 par la répression des manifestations d'Andijan qui a fait entre 500 et 1 000 morts selon les estimations, trouant en quelque sorte l'investigation. Cet événement politique, en obligeant chacun à prendre position face à l'anthropologue a constitué un analyseur majeur tout en fermant la porte officielle de beaucoup d'institutions. Ce n'est qu'en 2005 que je me suis penchée sur les chercheurs en sciences exactes à travers tout d'abord un institut très célèbre à l'époque soviétique, et qui, unique en URSS, était destiné à servir avec ses 600 personnels toutes les républiques de l'Empire. Tout en ayant gardé sa spécificité, aujourd'hui il regroupe surtout des pharmaciens, des chimistes, des biologistes. J'ai pénétré ensuite un second petit institut très spécialisé, avant de choisir de m'entretenir de façon



systématique avec des chercheurs restés en rapports amicaux les uns avec les autres après leur quasi-départ d'un institut auparavant de pointe. En tout, un peu plus de 200 entretiens individuels ont été menés, auxquels il faut ajouter les observations liées à une relative immersion dans deux des instituts retenus, ainsi qu'une proximité relationnelle avec des individus très divers, de toutes les générations, certains ayant occupé ou continuant à occuper des postes politiques importants, d'autres étant toujours restés au contraire à la base. Ainsi, ai-je été conviée à des événements collectifs instructifs et invitée parfois à y tenir un rôle mineur ou plus actif dans le cas d'une conférence qui m'avait été demandée sur l'anthropologie française.

La période politique durant laquelle cette recherche a été effectuée est d'autant plus significative que la fermeture du pays s'est faite de plus en plus précise, débouchant en août 2005 sur l'injonction aux USA de retirer leur base militaire et la rupture d'une alliance, fondamentale jusqu'alors, pour la préservation de l'État dictatorial. La propagande du régime contre les « forces étrangères déstabilisatrices » a corollairement peu à peu envahi les médias de façon obsessionnelle, constituant la fabrique de la position de l'ethnologue étranger par les acteurs en symptôme de leur propre mode d'insertion dans les rapports sociaux.

### **Le travail et les femmes**

Examinons maintenant quels enseignements peuvent être tirés dans le champ du travail d'une recherche anthropologique menée dans de telles conditions économiques. Un premier paradoxe tient, d'un côté, à la dissolution de la notion même de travail par l'addition d'une série d'activités les plus diverses, surplombées cependant par la poursuite d'une tâche que chacun juge avoir été une source de prestige énorme. La disparition de cette excellence passée, le mépris, voire le dégoût, de la condition subie présentement – dont la rentabilité financière est quasi nulle, en particulier lorsqu'on la compare à celle d'un emploi dans la construction au minimum cinq fois supérieure – n'affecte pas la soumission *a minima* formelle aux commandes

de l'État. Le sérieux avec lequel les missions idéologiques sont remplies, l'application face à des ordres contradictoires, la mise au service des compétences disponibles, bref un ensemble d'attitudes propres à des chercheurs scientifiques, enluminent donc d'un autre côté la valeur du travail, sacralisé jusqu'à l'absurde.

Dans une conjoncture où la généralisation du déclin brouille l'idée même d'un classement social et de l'appartenance à une couche dans une échelle hiérarchique évanouie, suggérer le maintien d'un statut ou d'une identité réduite en cendres comme mobile du « travail » nourrirait une rationalité en trompe-l'œil. Les mises en scène du collectif auraient plutôt tendance à aggraver en effet le déficit identitaire d'hommes et de femmes que leur formation intellectuelle, pour empreinte d'idéologie qu'elle fut à l'époque soviétique, a dotés de capacités cognitives certaines. De surcroît, les inversions idéologiques auxquelles les acteurs doivent se plier, sans éradiquer, comme on pourrait le considérer de l'extérieur, l'hypothèse de la conviction, malmènent néanmoins les idées, ou plus exactement les croyances aux idées. Pour dissiper le brouillard que sèment les paradoxes d'un authentique travail dénué de toutes les caractéristiques économiques du travail, sans doute faut-il écouter les acteurs parler en premier lieu d'une « loyauté » inentamable – et tenter avec eux d'articuler ce qu'ils décrivent comme une sensation intérieure inextricable – aux entités qui les attachent au sens propre du terme. « Loyauté » à l'État, « loyauté » à ceux qui l'incarnent se font écho, d'une manière presque indistincte, la valence positive de cette notion rehaussant l'individu à ses yeux face à des comportements qui dans d'autres contextes politico-culturels – par exemple le Vietnam néocommuniste déjà évoqué – et d'autres couches sociales seraient présentés sous l'angle d'une soumission négative coutumière et héritée. Dans le même moment, cette « loyauté » retire au contenu idéologique tout sens intrinsèque, le vide en quelque sorte de ses orientations égalisées et banalisées, au profit d'une sorte d'autoréhabilitation de soi par le biais du rapport de subordination à l'autorité en tant que telle.

Si on peut avancer que se jouent là des continuités des rapports de domination étatique du régime soviétique à la

période de l'indépendance, on ne peut néanmoins caractériser finement les représentations de cette domination dans cette république périphérique qu'était l'Ouzbékistan qu'à travers le prisme des regards nostalgiques que jettent désormais les acteurs sur leur passé. Aujourd'hui c'est ainsi une sorte de sécurité totale – économique, sociale, politique – qui est mise en avant pour qualifier ce passé qui autorisait la vision d'un avenir garanti pour soi et les siens. La nostalgie peut aller jusqu'à nommer son *gap* – ces groupes ouzbek traditionnellement masculins qui se constituent sur la base des études, du travail ou de la résidence et se réunissent régulièrement autour d'une collation à laquelle chacun apporte sa part – du nom de la rue de Moscou où se situait le foyer étudiant. Par ailleurs, ces *gaps* se féminisent mais en restant sous la tutelle des hommes de la famille, finançant alors les repas parfois au restaurant.

À l'opposé, le présent interdirait tout rêve pour des lendemains frappés d'une incertitude toujours plus grande. Dans ces reconstructions, une cohérence se dégage entre l'habitus d'une « loyauté », donnée autrefois contre une assistance acceptée par ce qu'on dénomme toujours comme « le centre » – cette entité politique à la suprématie non contestée – et actuellement sans aucun retour de l'État abandonnant chacun aux aléas des dépendances interpersonnelles. « L'acharnement » des chercheurs ouzbékistanais met donc l'accent sur l'efficacité violente des imaginaires dans le domaine du travail.

Mais la teneur des rapports sociaux diverge entre sciences sociales et exactes. En sciences sociales, la compétition interpersonnelle est très forte et se manifeste par exemple dans la rétention d'informations en provenance de l'étranger destinées à un collègue. Les instituts les plus privilégiés ont en effet, et depuis peu, un seul poste de réception et d'envoi du courrier électronique, consultable par quelques-uns, ou exceptionnellement par tous, comme dans un des instituts de l'Académie des sciences de Nukus où chacun disposait de sa propre adresse. Les rivalités entre chercheurs se jouent sur l'accès aux ressources – surtout étrangères (colloques, bourses, appels d'offres, etc.) – et les publications – qui malgré des

circonstances où la censure s'aggrave – focalisent l'orgueil des chercheurs.

En sciences exactes – où la réflexion s'appuie sur l'expérience de laboratoires requérant une équipe disposant d'équipements adéquats – la situation actuelle est si dramatique qu'elle pousse à l'entraide et à la solidarité dépassant le cadre des instituts. En effet, les anciens laboratoires de pointe, suréquipés dans les années quatre-vingt, n'ont pas vu leurs instruments de travail renouvelés et offrent un paysage désolant. Les chercheurs ne disposent çà et là que de quelques appareils conformes à la recherche internationale. Ces appareils, localisés dans un institut, sont alors mis par des chercheurs à la disposition de leurs collègues d'autres instituts afin de poursuivre une expérimentation. L'ingéniosité et le bricolage de tous pour compenser tout ce qui leur fait cruellement défaut, la poursuite envers et contre tout d'une démarche scientifique spécialisée suscitent l'admiration.

L'investissement dans le travail appelle néanmoins, pour être bien saisi, dans une perspective anthropologique qui appréhende l'ensemble des champs sociaux et dissèque leurs liens, l'intervention de cet autre élément crucial que sont les femmes et l'organisation des mariages. D'une manière générale, l'État indépendant a opéré à la fois un processus d'ethnicisation de la société au profit des citoyens d'origine ouzbek de plus en plus dominants, et une retraditionalisation des rapports sociaux, issue de l'enlumination d'une essence ouzbek qui aurait été écrasée et pervertie par la « russification » en œuvre à l'époque soviétique. La réponse des acteurs à cette idéologie encensant leur origine met en relief les facteurs économiques présents. L'endogamie s'est accrue, l'âge des mariages, que l'URSS avait fait reculer, a été avancé et l'initiative prépondérante des parents dans le choix des conjoints, érigée en norme culturelle intouchable, a acquis une nouvelle force d'intimidation. De surcroît, le contrôle du pouvoir a consolidé ses anciens relais inscrits dans les comités de *mahalla* (quartier de maisons indépendantes), coiffés de conseils d'*aksakal* (les plus âgés), tous étant directement nommés. La contrainte « culturelle » s'est donc vue politiquement institutionnalisée, conférant à la rumeur et aux commérages usuels la légitimité d'une véritable

police des mœurs. Un des résultats frappants en est aujourd'hui la quasi-prohibition du divorce qui, en effet, sanctionne l'image du quartier et de ses responsables au niveau supérieur. Si, dans les couches peu éduquées de la population, un seul mot *o'zbekchilik* temporalise et explique ces comportements matrimoniaux, les chercheurs argumentent et réfléchissent avec l'anthropologue sur leurs généalogies, apportant par ailleurs souvent des photos de leurs parents et beaux-parents en témoignage d'un passé identifié au « bon vieux temps ».

Notons brièvement que la détention d'un capital de connaissances caractérise les lignées de chercheurs d'origine ouzbek. Au début du XX<sup>e</sup> siècle – comme dans tous les pays musulmans – ce capital est placé sous l'aura de l'islam, pour les hommes, mais aussi pour les femmes parfois *otin*<sup>3</sup>, c'est-à-dire « éducatrices » de la religion. Il peut coexister avec un emploi ouvrier et éventuellement la carte de membre du Parti qui ouvraient l'un et l'autre sur un autre monde, marqué par l'idée du « progrès » social et économique. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, les premiers chercheurs ouzbekistanais montent très vite l'échelle hiérarchique et prennent position dans l'Académie des sciences de Tachkent ; une préférence est accordée à ceux d'origine ouzbek mais les politiques d'ouzbekisation ou d'ouzbekisation des instituts ont varié selon les moments de l'époque soviétique. Dans la génération qui a plus de 80 ans, en sciences sociales, ils sont presque tous membres du Parti. En sciences exactes, l'obligation d'adhérer au Parti semble n'avoir jamais été aussi forte, n'intervenant que lors d'une prise de responsabilités dans les instituts. Au dire des chercheurs, la recherche fondamentale était alors très valorisée par l'État

---

3. Nadira AZIMOVA, "The communal and the sacred: women's worlds of ritual in Uzbekistan", *Journal of the Royal Anthropological Institute*, Incorporating Man, vol. X, number 2, 2004. Habiba FATHI, "The Otines, the Unknown Muslim Women Cleric of Center Asian Islam", *Central Asian Survey*, 16 (1), 1997, p. 27-43. Habiba FATHI, *Femmes d'autorité dans l'Asie centrale contemporaine : quête des ancêtres et recompositions identitaires dans l'islam postsoviétique*, Paris, Maisonneuve & Larose/IFEAC, 2004 et *Femmes d'Asie centrale, genre et mutations dans les sociétés musulmanes soviétisées*, Aux lieux d'être, 2007.

soviétique, beaucoup plus que la recherche appliquée, et seuls les mérites scientifiques permettaient de gravir les échelons.

Revenons aux logiques matrimoniales qui ont – de façon systématique – constitué une partie des entretiens. Il en ressort que la nasse identitaire qui s'est refermée sur les chercheurs, comme sur tout un chacun, a une valeur exemplaire dans la mesure où, pour la génération des plus de 50 ans, le conjoint fut choisi sur le modèle des ascendants qui, eux, eurent parfois à combattre leurs parents. Le mariage pour ces deux cohortes fut retardé par les études des hommes comme des femmes, et les séjours studieux à Moscou où, très souvent – dans les narrations – apparaît une famille russe entourant de tous ses soins éducatifs le jeune Ouzbek qui leur vouera une reconnaissance affective et intellectuelle infinie jusqu'à sa mort : cette figure est emblématique d'une logique vécue comme « civilisatrice » entre un centre supérieur et des périphéries « retardées », objets d'une domination positive et éclairée, accouplant protection et promotion des inférieurs.

Cette même génération, dans laquelle les femmes poursuivent l'émancipation de leurs mères – débutée par le brasier de *paranji* (voiles ouzbek) qu'alluma Staline sur la place de la mosquée de Samarcande en lançant l'*hujum*<sup>4</sup>, c'est-à-dire « l'offensive » contre le voile des femmes – organise maintenant le mariage de ses enfants de façon autoritaire et le plus vite possible. En effet, l'angoisse économique du lendemain et donc de tout avenir, est projetée sur le destin des enfants qu'il faut sceller dans l'urgence comme on se débarrasse d'un devoir très onéreux impliquant de multiples sacrifices, mais qui dans l'incertitude régnante est une sorte de garantie égoïste d'un minimum de dignité à la fin de sa vie : soit ne pas terminer comme ces vieux Russes abandonnés des leurs, véritables fantômes, qui, en loques, hantent les marchés pour mendier quelques *soums* et cherchent de quoi se nourrir dans les

---

4. Marfua TOKHTAKHODJAEVA, "Between the slogans of Communism and the Laws of Islam", Lahore (Pakistan), Shirkat Gah Women's Resource Center, 1995. Marfua TOKHTAKHODJAEVA, Elmira TURGUMBEKOVA, "The Daughters of Amazons: Voices from Central Asia", Lahore (Pakistan), Shirkat Gah Women's Resource Center, 1996.

poubelles des immenses cités de bâtiments collectifs de la ville, où autrefois résidaient les cadres et les ouvriers.

Le prix de cette garantie presque vitale est la soumission et l'écrasement des jeunes filles qui rentrent dans la famille de leur mari comme des domestiques exploitables à merci, quels que soient leur niveau d'études et le statut intellectuel de leurs parents et beaux-parents. Ces jeunes filles voient toutes les portes qui leur auraient permis de tenter d'échapper à ce guet-apens, se fermer aujourd'hui autour d'elles, tant la suprématie masculine, attaquée par les appareils idéologiques d'État au temps de l'URSS, a été re-naturalisée pour devenir une sorte d'évidence « morale » qui, à elle seule, assurerait la spécificité des Ouzbek. Ainsi, la télévision d'État répète à tous et à satiété le caractère unique de l'*o'zbekchilik* avec ses *mahalla* rayonnantes et ses *aksakal* aux visages épanouis.

La force de travail gratuite et forcée de ces jeunes brus, conçue comme inéchangeable et sans valeur marchande au nom de la clôture de la famille à toute personne étrangère, montre les différentes voies par lesquelles s'enracine une sortie globale du marché, démarrant avec l'effritement du travail. Ainsi, menée dans une conjoncture que les acteurs désignent avec humour comme une régression moyenâgeuse, l'investigation sur les chercheurs – strate, de coutume, peu abordée sous l'angle du travail – montre, en les grossissant à la loupe, la structure des enchaînements des différentes sphères d'insertion quotidienne, et, en particulier, des remodelages des liens entre scène politique et privée. Comme ailleurs, les femmes font la charnière symbolique et réelle entre l'oppression économique et le reformatage familial, et s'investissent – à fonds perdu pourrait-on dire – dans la fonction, rétrécie et ingrate, qui leur est concédée, de miliciennes des normes locales.

## **L'État et la terreur**

La brutalité de la rupture politique, entre la période soviétique – et sa forme d'État-providence – et l'indépendance, accroît la pertinence de cet éclairage qui enjoint maintenant d'examiner brièvement la nature de l'État indépendant, sous l'angle comparatif des régimes dictatoriaux et surtout de leurs

effets sur l'univers intérieur des acteurs. En près de 15 ans d'indépendance, le gouvernement présidé par Islam Karimov a acquis beaucoup des caractéristiques observées dans de nombreux contextes périphériques : personnalisation de plus en plus outrée du pouvoir, patrimonialisation des ressources au profit du cercle restreint gravitant autour du chef de l'État et privatisation des intérêts, police politique et surveillance généralisée sous une fiction pluripartiste de clones du parti dominant, paupérisation de la population. Comme dans tous les pays musulmans, la hantise du pouvoir s'est focalisée sur les mouvements islamistes perçus comme pouvant gagner l'adhésion de masses de gens livrés à une misère grandissante et ne voyant plus de salut autre que divin. L'alliance avec les USA dans la lutte antiterroriste mondiale a été comme ailleurs un excellent moyen d'éradication de toute opposition politique, jusqu'aux limites atteintes en mai 2005. À cette date, l'arrestation de chefs d'entreprise à Andijan, sous l'accusation de groupuscule islamiste, a en effet déclenché des manifestations importantes violemment réprimées, hommes, femmes et enfants étant abattus à bout portant dans un traquenard. Le refus du régime de laisser enquêter une commission internationale, la réponse parodique trouvée dans un comité nommé, comportant comme représentant du monde extérieur un ambassadeur du Turkménistan, l'annonce de l'expulsion des militaires américains, ont engagé l'État dans une voie de plus en plus étroite ; sur le fond d'une économie exsangue, l'autisme politique, sans masque « démocratique » et sans crainte de sacrifier des vies humaines beaucoup plus nombreuses que celles d'Andijan, s'est affirmé sur un mode qu'on peut qualifier de triomphant à la lumière des messages lancés par l'État à la population.

La principale spécificité du régime tient en effet dans son « obsession idéologique », qui s'est manifestée avec vigueur à l'occasion de ces événements tragiques. Un livre de celui qui est dénommé « notre président », ou encore « notre père », a été rapidement publié en ouzbek et en russe, s'ajoutant aux importants volumes théoriques déjà existants. La télévision et les journaux sont revenus quotidiennement sur ces faits en montrant des coupables avouant leurs crimes et leur



manipulation par les puissances étrangères, ou encore des parents éplorés et honteux reniant leurs enfants. Des forums de jeunes – sélectionnés et amenés en cars depuis les foyers universitaires – ont été organisés un peu partout pour célébrer la « victoire » d'Andijan sous le slogan du refus éternel de la « dépendance » pour l'Ouzbékistan. Enfin les chercheurs ont été conviés dans leurs instituts, comme lors du congrès de la « science nationale », à vilipender tous les traîtres achetés de l'extérieur qui tentaient de déstabiliser la nation, sur le modèle kirghiz ou géorgien, et abusaient d'Internet, équivalent d'une arme de destruction massive qu'il faudrait contrôler et limiter au niveau mondial. À ces séances, les chercheurs sont venus très nombreux écouter des orateurs généralement âgés et rompus aux rhétoriques propagandistes, le plus souvent philosophes de formation. Ils ont été invités à soutenir l'État et à diffuser autour d'eux les explications qui leur étaient données, dans leur famille, leur parentèle, leur *mahalla*, auprès de leurs voisins. La « force de frappe » idéologique développée, les mises en scène télévisées visant à abolir de façon spectaculaire la dignité des hommes appelés à témoigner, la volonté d'avilissement public, ont constitué des démonstrations de puissance allant jusqu'à l'obscénité. De fait, une ligne de plus a été franchie à travers ce type d'exercice politico-psychique, dont le but est de semer une terreur largement inconsciente.

La peur de l'État était, en 2004, très souvent dissimulée, sauf de quelques chercheurs prenant l'anthropologue étranger comme un émissaire vers le monde extérieur appelé de tous leurs vœux à intervenir sous n'importe quelle forme pour sauver leur pays. En 2005, la situation d'entretien avait changé, chacun se sentant astreint à se situer d'un côté ou de l'autre de cette frontière symbolique tracée par le pouvoir. La peur était donc dite, explicitée à travers les différentes menaces pesant sur l'individu qui manifesterait la moindre dissidence. Cette verbalisation de la peur, dans le même moment, démultipliait la force invincible du chef de l'État, désigné par le pronom de la troisième personne, perçu comme ne pouvant être arrêté par rien dans son désir de toute puissance, et évacuait par là même tout germe de rébellion inutile puisque celle-ci serait écrasée avec encore moins de retenue ou de pitié. Les discours des

chercheurs prenaient des allures fantasmagiques, démonisant concrètement le chef de l'État incarnant le mal absolu, et faisant resurgir pour tenter d'exprimer la nouvelle peur qui montait, le personnage légendaire de Staline, à travers des récits familiaux d'arrestations arbitraires et de disparitions.

La comparaison visait à suggérer que la période stalinienne était moins effrayante que le présent. L'indépendance a, en effet, dans l'esprit des gens, interdit toutes les possibilités de jeu entre les différentes instances du pouvoir échelonnées entre les organisations politiques locales du Parti et son foyer suprême moscovite. Sur les vieux carnets de téléphone qui traînent dans les instituts, on observe ainsi que les numéros directs des représentants du Parti étaient toujours inscrits à côté de ceux des directeurs, permettant aux subalternes la plainte comme la revendication, qui pouvaient être portées jusqu'à Moscou et faire condamner les pouvoirs locaux. C'est pourquoi la principale singularité de la peur politique présente est de mettre face-à-face l'individu démuni et le pouvoir hypertrophié dans sa malévolence irréfragable.

L'absence radicale de médiation, de quelque type qu'elle soit, doit être notée en regard d'autres configurations issues de régimes dictatoriaux. Comme le lecteur l'a appréhendé précédemment, face à l'État communiste laotien, les génies représentaient ainsi un contre-pouvoir imaginaire notable, assurant une protection durable pour peu que des offrandes soient sincèrement déposées sur leurs autels. Dans le cadre du « socialisme de marché » vietnamien, la figure sacralisée de Ho Chi Minh, est censée à la fois aider à retrouver les morts des guerres passées et guider toujours le pays contre la cupidité et la corruption des responsables de l'État-parti méprisant le peuple. Le champ politique bangladaïsi, dans les années quatre-vingt/quatre-vingt-dix, balisé par les antonymes exaltés de la libération et de la collaboration pour lesquels on s'entretenait au moyen d'hommes de main achetés, face à la dictature militaire du général Ershad, ancien allié du « colonialiste » pakistanais, offre à la réflexion un autre mode de neutralisation du pouvoir

Revenons au paysage façonné par la tuerie d'Andijan : d'un côté, l'inexistence de tout espace politique, de l'autre, l'absence d'une figure imaginaire positive, objet d'une croyance

collective, laissent le champ libre à une propagande de terreur que les acteurs reçoivent et réfractent sans recours à un médiateur symbolique. Un dépassement impossible de la situation vécue enferme chacun dans ce face-à-face léthal qui fait de toute conversation à huis clos avec l'étrangère un exutoire si désiré qu'il est potentiellement menacé par une écoute supérieure omniprésente. Les chercheurs ont donc reçu avec une attention apparente les leçons politiques qui leur étaient assénées dans des assemblées où leur présence était destinée à ne pas les faire remarquer par les services de renseignement. Plus encore que d'habitude, ils ont refusé de regarder la télévision ouzbek, de lire les journaux nationaux, à la quête d'informations de Moscou, momentanément brouillées comme tous les canaux internationaux. La déréliction a éclaté dans des entretiens pesants, perçus par les interlocuteurs comme des actes téméraires de courage. À Andijan, les bâtiments publics détruits n'ont pu être reconstruits, faute d'ouvriers : aux alentours et dans la ville, ceux-ci ont en effet refusé d'effacer les traces sombres de ces journées, au prix d'un côtoiement avec les cris des morts qui continuent de hurler <sup>5</sup>.

### **Science et idéologie**

Dans une telle conjoncture, où les chercheurs sont destinés à s'intégrer dans une collectivité servile ayant vocation cognitive, la question des rapports entre science, idéologie et connaissance a-t-elle un sens et comment s'inscrit-elle dans la globalisation ?

L'excès, presque tératologique, qui marque le cas ouzbekistanais, dans ce domaine comme dans d'autres, enjoint de revenir sur les processus contradictoires qui participent à l'élaboration des normes globales en cette matière. En effet, d'un côté, la connaissance – hypostasiée, comme purifiée par des techniques de plus en plus sophistiquées, et donc comme modèle architectonique d'objectivité – se dégage à l'instar d'un élément fondamental au cœur des idéologies qui accompagnent l'expansion du capitalisme. Le mythe d'une société où la

---

5. Communication personnelle d'une chercheuse ouzbek originaire d'Andijan.

connaissance serait redistribuée et partagée illustre cette orientation comme d'ailleurs celle qui s'en distingue à travers l'hypothèse du capitalisme cognitif qui voit dans les nouvelles données de la connaissance une rupture essentielle dans la transformation du capitalisme. D'un autre côté, c'est la notion même d'idéologie qui, aujourd'hui, est peu à peu vidée de tout contenu et remplacée par un signifié gestionnaire, exclusif et applicable à toute institution et domaine social, jusqu'à l'échelon de l'individu qui doit gérer des capacités, son inconscient et ses désirs avec les mêmes règles qu'une marchandise.

La recherche publique, en France par exemple, est ainsi fortement marquée par cette extension des idées managériales, le mot d'ordre de réduction des coûts effaçant rapidement toute nécessité d'une pensée substantielle sur le champ spécifique d'identification d'un institut de recherche dont les chercheurs, en charge de responsabilités mineures – qui, selon le vocable administratif, en font des chefs de service – vont eux-mêmes, éventuellement, se désigner comme « les cadres de l'entreprise » appelant la confiance de leur direction. Corollairement, les appels d'offres interministériels convient majoritairement les chercheurs à mobiliser leurs compétences pour une meilleure rentabilité des dispositifs étatiques – en particulier dans le champ de la gestion de la santé, des handicapés et des plus pauvres : la lecture des textes est de ce point de vue riche d'enseignements, tant les objets de réflexion proposés semblent étroits, technico-sociaux, placés sous le chapeau d'une économie des coûts d'autant plus intouchable que tacite –, et interdisent en tant que telle une réflexion d'ordre général sur les mécanismes centraux de la société contemporaine. On pourrait aussi évoquer les appels d'offres internationaux pour lesquels la gestion des tâches occupe la majeure partie du formulaire en ligne.

À un autre niveau, il serait banal de constater combien, dans les travaux scientifiques singuliers, un ensemble de normes est impliqué en toute bonne foi par les chercheurs. Le progrès s'est ainsi évanoui face aux préjugés favorables pour des entités comme la « nature », la « démocratie », les « droits », etc., contre d'autres, plus variables selon les moments, qui se

cristallisent aujourd'hui sur l'altérité et sa menace politico-religieuse comme antithèse de la « rationalité » et de la « civilisation ».

Sous tous ces angles, les chercheurs ouzbékistanais, condamnés à la servitude idéologique et à l'essentialisme ethnique, paraissent bien lointains, comme un agglomérat de résidus obsolètes recomposés, issus d'autres périodes mêlées : l'exaltation nationaliste de la différence culturelle, l'absolutisation de la commande d'État, la croyance en une idéologie indépendante et indépendantiste, le dévouement à la cause de légitimation de l'autorité, etc., leur confèrent un caractère exotique périmé dans le négatif. L'intérêt d'une étude sur des acteurs si distants des normes globales s'inscrit donc principalement dans deux directions :

– La compréhension interne des modes de production et de reproduction de tels groupes sociaux fondés sur la subordination individuelle et collective, avec toute sa charge d'investissement psychique : en effet, se jouent là des fonctionnements sociaux généraux occultés par des régulations frappées « d'évidence » dans des contextes centraux.

– La persistance de telles situations, en rupture avec les normes globales, et leur fonction symbolique et politique dans le cadre d'une globalisation qui se présente comme une conquête impériale de l'avancée démocratique du capitalisme.

Les chercheurs ouzbékistanais, par leur écart avec le monde actuel, poussent donc l'anthropologue, au fur et à mesure qu'il s'immerge dans l'univers dont ils sont prisonniers, à une prise de distance épistémique importante avec ses usages scientifiques antérieurs et en particulier à un retour réflexif sur ses appareils méthodologiques, bien malmenés par de telles circonstances.

### **Dispositifs de connaissance**

Je déconstruirai donc maintenant l'enquête en m'attachant en premier lieu à la nature de la relation tissée avec mes interlocuteurs. Dix ans de pénétration des couches ouvrières françaises – laborieuses et assistées, intégrées et marginalisées –, près de vingt ans de périples dans des usines indiennes et

bangladeshies, laotiennes et vietnamiennes, m'ont amenée à vite manier les ressorts de l'attraction qu'engendre l'investigation anthropologique auprès des acteurs. Pour être bref, l'ensemble de ces situations avait en effet en commun l'infériorité sociale dont les gens étaient profondément convaincus face à l'anthropologue, placée par eux dans une position de supériorité à la négativité désactivée par sa concentration sur la possession d'une connaissance, d'un savoir prisé par tous. Cette dimension œuvre particulièrement dans les contextes asiatiques où le « savant » – dans des termes fusionnant savoirs religieux et profanes dans l'idée d'atteinte de la « vérité », et cela quelle que soit la religion considérée – est au sommet d'une hiérarchie tendanciellement antagonique à celle qui se bâtit sur l'accumulation économique. Dans cette situation hiérarchique *a priori*, la neutralisation par l'anthropologue de sa supposée prééminence par la restitution aux acteurs d'une connaissance sociale sur eux-mêmes et leur groupe, comme pivot de l'entreprise scientifique, construit l'enquête en objet et lieu de désir. L'égalité symbolique qui est ainsi affirmée est en outre redoublée par l'égalisation toujours potentiellement subversive que véhicule l'investigation à travers la même attention et la même disponibilité pour chacun, quels que soient son statut et le mépris ou l'exclusion qui le frappe. La bonne marche ethnologique d'une enquête dans les couches inférieures – tangible dans l'initiative progressive des gens, leur demande d'entretiens axés sur eux-mêmes dans le dévoilement des conflits internes – repose donc essentiellement sur cette destitution imaginaire et ponctuelle des hiérarchies instituées. L'étranger devenu intime qu'incarne l'anthropologue ouvre une parenthèse globale sur soi, les siens et l'autre.

Cette suspension fictive des déterminations héritées et vécues libère une parole sans prix car impossible dans l'univers de l'acteur. À ses débuts, l'ethnographie mettait l'accent sur l'observation des fêtes et des cérémonies répondant à l'altérité maximale et spectaculaire des gens dans des villages et forêts lointaines de l'empire colonial dont on rapportait les photographies étonnantes. L'observation de ces jeux sociaux reste d'autant plus importante qu'elle est l'objet des commentaires contradictoires des acteurs ; mais les processus

de globalisation capitaliste désenclavent toutes les populations aussi reculées soient-elles. La qualité du face-à-face, la teneur de l'écoute, la réflexion que l'individu élabore sur sa vie dans la scène ethnologique déterritorialisée, sont donc des fondements centraux du mode de production de la démarche anthropologique et des indicateurs de son développement.

Comparativement, l'enquête en Ouzbékistan se situe hors de ce schème hiérarchique bien rodé pour deux raisons : les acteurs ont appartenu à l'Empire soviétique et ont été éduqués dans le culte de la supériorité du communisme que sa chute a certes affecté, mais sans toutefois réussir à faire disparaître des mémoires ce passé qui, vu d'aujourd'hui, leur paraît « radieux ». Chercheurs, ils se placent immédiatement sur un pied d'égalité avec l'anthropologue, tentant de dissimuler les traces de leur honte face à leurs pitoyables conditions de travail en termes d'équipement comme de revenu. Une exhibition de leur dignité scientifique sous-tend la première rencontre et le rapport est construit avant tout comme intellectuel, dans la perspective de la « science soviétique ». L'étranger est d'autant plus valorisé que les chercheurs ont un sentiment d'obsidionalité au souvenir de leurs voyages antérieurs dans toute l'URSS, de leur formation en Russie et des colloques scientifiques où ils côtoyaient des représentants de toutes les républiques. L'idée de l'appartenance disparue à une vaste communauté scientifique universelle domine en regard de la situation présente où la nation, avec ses frontières qui se referment et l'absence cruelle de ressources, est certes un très petit pays, où l'on se perçoit sans difficulté incarcéré. L'étranger est enfin recherché parce qu'il ouvre sur le monde actuel, dont celui, globalisé, de la recherche avec ses appels d'offres qui supposent de nombreux partenariats, inaccessibles sans relations. J'ai donc, aussi souvent que je l'ai pu, mis en contact ces chercheurs avec leurs homologues européens, leur explicitant les règles de fabrication d'un projet supposé leur rapporter quelques subsides. En enseignant ces gestes de réintégration symbolique dans une communauté scientifique internationale – qui les exclut doublement : par la suspicion qu'elle jette sur leurs compétences, issues de leur formation soviétique, et sur leur provenance d'un pays périphérique –

j'enracinais l'égalité imaginaire qui constituait le levier du rapport qu'ils bâtissaient avec moi.

L'ignorance complète de l'anthropologie pratiquée hors de l'URSS, et surtout de cette pièce maîtresse que sont les entretiens personnels, a néanmoins eu des effets inattendus de méconnaissance. Dans le cas des instituts de sciences sociales en 2004, l'investigation a été menée sans que les acteurs identifient qu'il s'agissait là d'un travail scientifique, à l'exception d'un chercheur parlant bien anglais et qui, dans une position stratégique, offrit un appui décisif. En revanche, en 2005, les chercheurs en sciences exactes, après avoir pris connaissance de la méthodologie anthropologique, l'acceptèrent sans problème et collaborèrent avec un souci d'honnêteté et de transparence remarquable... Jusqu'à cette mémorable matinée, quelques semaines après le massacre d'Andijan où je fus physiquement et implacablement arrêtée par les services de sécurité internes à la porte de l'institut où j'avais campé l'enquête. Le désarroi qui se lisait dans les regards anxieux de mes principaux alliés suggérant la résignation, le triste repas auxquels ils m'invitèrent ensuite, dans la *datcha* de l'un d'entre eux, pour me faire entendre en silence leur impuissance, témoignaient de la force de l'ordre étatique et de la barre infranchissable qu'il implante sur les collectifs institutionnels et sur les individus désarmés. Cette leçon sociologique *in vivo* – pour déplaisante et indigeste qu'elle fut – éclairait *a posteriori* nombre de discours et de comportements dans une période où les directeurs d'instituts de recherche faisaient preuve d'un surcroît de zèle idéologique, dans la peur d'une accusation de complaisance avec l'étranger, et de renvoi.

Au-delà de ce constat de cohérence, revenons sur un autre élément structurant de l'enquête anthropologique qu'est ce tiers autochtone qui accompagne l'anthropologue, soutient et rend limpide aux yeux des acteurs l'entreprise de recherche, et interprète de surcroît leurs propos. L'aventure exploratoire dans sa propre société que l'anthropologue lui rend possible en l'emmenant dans des secteurs où il n'aurait pu se rendre seul, et en le confrontant à d'autres strates sociales que la sienne, constitue d'une manière générale pour lui-même un relatif bouleversement intérieur modifiant ses visions sociales. Là



encore l'expulsion de toute relation hiérarchique est d'autant plus un moteur de l'investigation que l'égalité symbolique duelle mise en scène est aussi offerte de façon exemplaire en spectacle aux interlocuteurs. La symbiose est donc une nécessité de premier plan, l'anthropologue et son collaborateur – qui est au plus loin de « l'informateur » cher aux ethnologues coloniaux – ne devant faire qu'un, sous les deux facettes de l'autre et de l'endogène dont l'intime association inhabituelle est propre à faire sauter les résistances, en particulier celles qui s'emparent du prétexte de la distance culturelle, érigée en mur insurmontable pour l'anthropologue. Cette configuration structurelle est plus ou moins simplifiée ou complexifiée par les modes de production politique de l'altérité endogène et sa qualification positive ou négative. Si, au Bangladesh, au Laos ou au Vietnam, des minorités ethnoculturelles incarnent cette figure d'étranger proche, rejeté hors de la civilisation, le paysage est en Ouzbékistan beaucoup plus épineux avant mais aussi après la chute de l'URSS. La révolution a dû en effet s'affronter à la question nationale, restée pour l'État soviétique jusqu'à sa fin un problème central<sup>6</sup>. La création des « nationalités » institutionnalisant une logique de l'origine par l'inscription sur le passeport – au-delà de l'appartenance politique à une république composée de nationalités majoritaires et minoritaires – a entretenu le brasier. Après la chute de l'URSS, l'Ouzbékistan a maintenu cette gestion administrative des « nationalités », mais, dans le même moment, un glissement idéologique a été opéré dans l'adoption d'une problématique de relations pluriethniques qui nourrit nombre de thèses de doctorat sur commande. Il s'agit en effet de résoudre la contradiction insoutenable entre la glorification de la grandeur ouzbek et l'égalité de traitement des populations non-ouzbek.

L'indépendance des républiques après 1991 a provoqué des flux migratoires qui se poursuivent et ont considérablement

---

6. Hélène CARRERE D'ENCAUSSE, *Réforme et révolution chez les musulmans de l'Empire russe, Bukhara 1867-1924*, Paris, Armand Colin, 1966 et *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978.

modifié les déséquilibres antérieurs péniblement installés. Ainsi, si auparavant les filières d'étude russophones – où les familles d'origine ouzbek éduquées envoyaient souvent leurs enfants – étaient aussi nombreuses que les ouzbékophones, aujourd'hui elles se raréfient. En effet, d'un côté les populations d'origine russe, allemande, arménienne, coréenne, etc., ont été les premières à quitter le pays, de l'autre, la langue ouzbek est l'objet d'une injonction de l'État indépendant. Une dichotomie conceptuelle s'est peu à peu imposée pour distinguer russophones – parmi lesquels s'incluent des Ouzbek et des Non-Ouzbek – et ouzbékophones qui ciblent les Ouzbek qui ne connaissent pas le russe : la séparation entre « Orientaux » et « Européens » prend ainsi aujourd'hui une nouvelle signification, hiérarchisant les regroupements. L'application de l'adjectif « oriental » ou « européen » est bien évidemment liée au regard de son émetteur, à sa position objective ou ambitionnée, à ses tentatives de reclassement. Dans cette optique, elle est en elle-même révélatrice de l'identité de l'acteur, de ses « empêtements » et de son refus de l'exclusion. Les ensembles résidentiels, désertés par les Ouzbékistanais d'origine russe partis à Moscou et aujourd'hui habités principalement par des populations d'origine ouzbek rurale sont ainsi par exemple un lieu de cristallisation de ces clivages stigmatisants.

Le dispositif de l'enquête fut pris aussi dans cette mécanique des images, avec des variations surprenantes stimulant les hypothèses herméneutiques. Mon collaborateur, issu d'une famille éduquée, était en effet d'origine ouzbek, avait suivi les filières d'étude ouzbékophones mais parlait parfaitement le russe, obligation pour toutes les études supérieures à l'époque soviétique. Professeur de français à l'Université, cet homme cultivé et austère approchant les soixante ans, abandonna peu à peu sa réserve naturelle face à moi et prit à cœur l'enquête. Une confiance progressive s'installa et nous nous livrions dans l'amitié et le respect mutuel à d'innombrables exercices interprétatifs par des va-et-vient permanents entre les discours des acteurs et sa propre vie et son expérience, qu'il mettait ainsi à distance objectivante. Notre binôme, matrice affectueuse d'une réflexivité partagée, fut tout d'abord dans les instituts de

sciences sociales positivement positionné du côté de « l'Orient », ce qui constituait un atout face à des chercheurs chargés d'édifier la légitimité de l'être ouzbek. Nos interlocuteurs découvraient avec plaisir qu'il parlait ouzbek et se laissaient entraîner par ses suggestions « de l'intérieur » à s'exprimer librement sur leur itinéraire, mêlant recherche et mariage. Je fus donc englobée en quelque sorte dans son appartenance dans un contexte presque exclusivement ouzbek, seuls quelques chercheurs d'origine russe ou coréenne étant restés. Néanmoins, le russe était très souvent préféré dans le domaine scientifique.

En revanche dans les instituts de sciences exactes – où la « nationalisation » de la connaissance était jugée comme une déplorable stupidité de l'État – régnait une aspiration à l'universel qui avait pour horizon l'effacement de toutes les distinctions d'origine. Les Non-Ouzbek étaient plus nombreux qu'en sciences sociales et les relations de proximité se fondaient à la fois sur un objet scientifique commun et des inclinations personnelles. Le russe s'affichait comme la langue de la dignité scientifique et on ne s'interrogeait guère sur notre duo, les questions précises sur l'un et l'autre ne venant qu'après une certaine familiarité. Dans un troisième moment, qui suit encore une fois la répression des manifestations d'Andijan, nous observâmes en riant que l'obsession étatique de l'ennemi étranger se projetait en particulier sur mon collaborateur, plusieurs fois perçu comme français, sa connaissance de l'ouzbek renforçant les soupçons et moi-même étant refoulée vers l'autochtonie et la tâche d'interprétariat. Ainsi les représentations de l'investigation ont évolué au gré de l'internalisation par les acteurs des diktats politiques et fluctué entre les deux pôles de l'appropriation positive dans l'entre-soi et de l'expulsion de l'étranger négatif.

Situation totale que traversent affects et pulsions dans les champs sociaux des classes, de l'altérité, du politique, du travail et de la découverte cognitive, ce terrain *borderline* où le lendemain était toujours incertain, conduit aussi à revenir sur un autre aspect central de la démarche anthropologique : la micro-unité d'étude. Rappelons le principe épistémologique d'une immersion de l'anthropologue dans un groupe dont les rapports

sociaux se dévoilent peu à peu à travers sa position de miroir et les transferts sociaux qui convergent sur lui. Les recherches sur les migrations, qui ont pris de plus en plus d'ampleur dans les dernières décennies en raison des problématiques de gestion politique d'une paupérisation ethnicisée des couches inférieures, ont déjà influé sur ce principe en proposant la notion d'enquêtes multisites adaptées aux déplacements des gens et à une pluriterritorialité constitutive de leur identité.

Dans le cas ouzbékistanais, deux facteurs ont poussé à progresser par agglutination de différents lieux d'enquête : la contrainte politique incontournable déjà évoquée mais aussi la difficulté à reconnaître dans l'ensemble de l'Académie des sciences un authentique groupe social. En effet, la contractualisation généralisée, l'insuffisance des rémunérations, accentuée par leur absence périodique, confère au lien institutionnel une précarité intrinsèque et affaiblit donc les rapports sociaux. Chauffeur de taxi à 6 heures du matin, vendeur au marché quelques heures plus tard, électricien le soir, le chercheur trouve la majorité de ses ressources ailleurs que dans l'institut auquel, malgré tout, il démontre un grand attachement, s'acquittant de ses tâches avec dévouement. Les déjeuners d'anniversaire improvisés dans les laboratoires de recherche sont ainsi une festivité fréquente pour rassembler des chercheurs qui ont relâché momentanément leurs rapports avec l'institut ou appartiennent à d'autres. Encouragés par l'État soviétique à ses débuts pour se substituer aux fêtes religieuses, ces repas durèrent jusqu'à la fin de l'après-midi et sont devenus une sorte de tradition. Ils offrent des mets abondants et variés et sont bien arrosés de vodka, de vins et d'alcools concoctés à la maison. Selon les cas, les responsables des instituts y sont conviés, refroidissant l'atmosphère par leur présence. Un groupe social symbolique se met en scène à cette occasion et est symptomatiquement tourné vers le passé, époque à laquelle chacun se rendait quotidiennement sur son lieu de travail et y passait huit heures complètes, fier de son statut scientifique et jouissant d'une aisance économique que la nostalgie magnifie.

Actuellement, les chercheurs en sciences sociales ne vont à l'Académie des sciences qu'une journée – vite écourtée – par semaine. En sciences exactes, ils viennent tous les jours

quelques heures, si un représentant de la direction est susceptible de les contrôler. Tous doivent en effet vaquer à des occupations de survie. Dans ces conditions d'effritement et d'éparpillement vital, la micro-unité sociale arrimée sur la finalité du travail perd de sa pertinence pour l'anthropologue. C'est pourquoi je pris le parti de m'ajuster en pénétrant plusieurs instituts de petite taille, jusqu'à d'ailleurs tenter de recomposer une micro-entité sociale à travers des chercheurs qui avaient quitté le même laboratoire. Grâce aux liens amicaux tissés avec quelques-uns, je m'efforçais par ailleurs de suivre à travers leurs regards et leurs observations la dynamique interne de leur institut que j'avais intensément fréquenté un moment. Ainsi, chaque terrain, de par sa nature, impose-t-il des modes d'appréhension spécifiques sur lesquels il apparaît d'autant plus important de réfléchir collectivement que la globalisation du capitalisme et les nouvelles technologies de l'information ont définitivement fait exploser l'objet ethnographique mythique qu'était une petite communauté d'interconnaissance, close sur elle-même, unité de lieu, de temps, de production et de reproduction.

Dans le même moment, c'est la notion elle-même d'engagement du travail scientifique qui doit être revisitée. L'appartenance nationale semble en effet déjà relever d'un passé politique qui, pour être proche, n'en est pas moins révolu, et l'appartenance à de nouvelles entités supranationales, fondées sur des raisons politico-économiques et instrumentalisant l'unification par des armes défensives et offensives face à ceux qui sont érigés en étrangers, ne peut guère soulever l'enthousiasme intellectuel à la lumière des fantasmes culturels qui l'accompagnent. Déconstruisant les modes de production de l'identité et ses bouffées délirantes qui surgissent un peu partout dans le monde, de l'Inde à l'Ouzbékistan en passant par les banlieues françaises, l'anthropologue est dans la conjoncture globalisée actuelle, inévitablement de plus en plus distancié en regard de toute identification, qu'elle soit unique ou plurielle, compte tenu de ses dimensions préfabriquées, factices et arbitraires. Si l'engagement de la recherche paraît donc bien problématique, reste l'implication du chercheur comme outil épistémologique.

Mais deux risques limitent tendanciellement l'efficacité de ce type d'outil : une infinie narcissisation de l'auteur et de ses relations que les différentes écoles d'analyse institutionnelle en sociologie n'ont guère su éviter ; une borne placée dans une conception étroite de la notion d'acteur social, restreignant l'analyse des logiques de subjectivation en jeu dans l'investigation ethnologique et une perspective critique. La rigidité des découpages disciplinaires et les concurrences internes aux champs sociaux<sup>7</sup> interviennent fortement dans ces réticences et retraits épistémiques, la mode n'étant plus, à l'instar des années cinquante-soixante-dix, à l'interpénétration des rationalités interprétatives mais, au contraire, à un rétrécissement des compétences et de leurs domaines d'application.

### **Angoisse**

Je mettrai un terme à ces quelques remarques émergeant du plus ardu des terrains sur lequel je me suis investie par un bref portrait de chercheur pour achever de dessiner un cercle brisé de réflexivité. J'appellerai Ivan cet historien de plus de soixante ans, que je rencontre une première fois au printemps 2004, dans l'institut de sciences sociales où je tente de m'immerger. L'institut occupe un étage de l'un des multiples bâtiments de l'Académie des sciences. Cette grande tour, de style moderniste pour les années cinquante-soixante, avec ses longs couloirs et ses baies vitrées, atteint une chaleur brûlante, étouffante dès les premiers jours de l'été. Située dans une vaste cité scientifique aérée et basée à l'une des extrémités de la ville, elle abrite aussi, à un autre étage, l'institut de philosophie, dirigé à cette époque par un jeune et dynamique ex-conseiller direct de « l'appareil présidentiel » de l'État, appelé après à de plus hautes fonctions. Cette tour dispose, au rez-de-chaussée, d'une cantine qui a été reprise par un chercheur, appartenant à l'équipe de direction de l'Académie des sciences sociales. Ce petit restaurant privé offre une nourriture bonne et saine à des prix très bas et les

---

7. Pierre BOURDIEU, *Science de la science et réflexivité*, Paris, Raisons d'agir, 2001.

chercheurs s'y retrouvent pour déjeuner, le jour hebdomadaire de leur présence, dans une convivialité propice à l'enquête.

Sur un coin de bureau, près d'une fenêtre, dans une pièce à usage collectif, Ivan s'exprime avec précision mais aussi précipitation, comme si le temps qui nous était imparti devait être trop bref. Il choisit spontanément de décrire les conditions de travail de l'institut et pointe immédiatement la contrainte idéologique qui censure ses écrits. L'institut a en effet reçu la commande étatique d'une nouvelle histoire de l'Ouzbékistan, des origines de la préhistoire à nos jours, encensant le génie ouzbek. Des équipes ont été formées et se sont attelées à cette immense tâche de révision historique dont les premiers volumes – dans l'attente d'une quinzaine d'autres – ont été déjà publiés. Ces équipes sont composées d'archéologues, d'historiens, d'ethnographes et, selon le nom des départements qui composent l'institut, de spécialistes de l'indépendance et de l'étatisme ouzbek, de la période coloniale et soviétique dont l'inclusion dans le colonialisme n'est pas sans poser des problèmes intellectuels aux chercheurs. Dans les face-à-face, à l'abri des regards indiscrets, ils font part de leur répugnance morale à concevoir l'État soviétique comme colonial, sur le fond de l'aveu de la dette personnalisée de leur formation et de leur position de scientifique avant l'indépendance.

Ivan est le premier à me parler directement de son angoisse existentielle et de sa peur permanente très concrète d'être simplement un jour abattu dans la rue et de disparaître sans susciter d'émoi. Ce petit homme, d'origine russe, aux yeux bleus d'acier, orphelin de père a été élevé dans des établissements collectifs réservés aux « enfants doués ». Marié, divorcé, sans enfants biologiques, il était avant 1991, professeur à l'École supérieure du parti et membre du Comité des sciences du parti, position d'autorité prestigieuse. Simple chercheur après, il a de surcroît des démêlés avec la directrice de l'institut, qui aboutiront à sa démission plus ou moins forcée. Cette femme, historienne, d'origine ouzbek, d'environ cinquante-cinq ans, d'apparence avenante, est en effet dévorée d'inquiétude à l'idée de faire des faux pas idéologiques dont elle devrait endosser la responsabilité. Ivan, de son côté, est plongé dans l'autocritique exhaustive de l'idéologie marxiste-léniniste, qu'il

a enseignée, et de sa propre identité qu'il juge fondée antérieurement sur une obéissance indéfectible à l'État soviétique, résultat d'une immense confiance dans la justice de son avenir.

Mais Ivan n'admet pas de devoir écrire ce qui serait à ses yeux des contre-vérités historiques sur des domaines extrêmement pointus. Or, actuellement, chaque détail de l'histoire a une importance inestimable et dangereuse, plaçant sous le coup de funestes représailles étatiques. Les expressions sont lourdes de sens – telle la « grande guerre patriotique » qui doit être bannie – et il faut en inventer de nouvelles, ce à quoi s'ingénie Ivan qui a choisi par exemple « guerre soviéto-allemande » pour parler de la seconde guerre mondiale. Ivan a une réputation d'excellence pour la période sur laquelle il est spécialisé et il engage donc un bras de fer avec la directrice, refusant de céder aux corrections qu'elle lui demande et entend, à terme, lui imposer. Ce qui pour lui est une question d'honneur et de dignité intellectuels sera vite envenimé par d'autres facteurs déterminants. D'origine russe, Ivan est dans une position dominée à l'intérieur de l'institut et de plus en plus fragilisé comme tous les Non-Ouzbek par l'âpre compétition qui règne. Ses compétences sont largement exploitées sur un mode licite mais aussi illicite. Ayant le russe comme langue maternelle et possédant une bonne capacité d'argumentation rationnelle, il est continuellement sollicité pour relire et détecter des erreurs grossières dans les articles des volumes historiques en préparation qui sont d'abord écrits en russe, puis traduits en ouzbek, en cyrillique, en attendant d'être un jour prochain édités en écriture latine. Contre des rétributions monétaires qui lui sont indispensables pour survivre, il rédige – comme la plupart des chercheurs qui ne sont pas d'origine ouzbek – mémoires, thèses, résumés pour des étudiants d'origine ouzbek disposant de ressources financières mais se percevant incapables de répondre aux critères exigés. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui ont besoin d'Ivan, mercenaire scientifique conscient et lucide.

Dénoncé à la directrice par une chercheuse d'origine ouzbek pour ses travaux payés d'un côté, s'arc-boutant de l'autre sur ses positions d'honnêteté intellectuelle, Ivan finira par quitter



l'institut, profondément blessé et honteux d'avoir été quasiment chassé. Néanmoins, d'aucuns font toujours appel à lui pour ses connaissances mais les textes qu'il continue à accepter de donner à l'institut ne portent jamais sa signature et seuls des noms d'origine ouzbek apparaissent. Ivan a donc toutes les raisons de se sentir persécuté et, dans les colloques où il intervient, il note l'absence manifeste d'égards avec laquelle il est traité et encaisse, mortifié, les attaques publiques dont ses exposés sont l'objet de la part de chercheurs ambitieux d'origine ouzbek qui tiennent à faire remarquer leurs talents mis au service de la cause nationale. Aussi a-t-il augmenté le nombre d'heures de cours qu'il donne dans une université du Kazakhstan, à la frontière de l'Ouzbékistan, où de nombreux chercheurs ouzbekistanais enseignent aussi car les salaires y sont bien meilleurs, même si en 2005 les paiements étaient très en retard.

Ivan a réussi avec ses maigres économies à acheter 2 000 US \$ un appartement d'environ 70 m<sup>2</sup> au rez-de-chaussée d'un immeuble d'une cité périphérique parmi les moins cotées de Tachkent. Il a fait faire des travaux dans cet appartement, lui donnant une allure coquette, tout à fait inattendue, avec des lumières intermittentes dans la chambre, des couleurs vives surprenantes sur les murs, et une petite cuisine avec des bancs et une table fixe de bois brut. Il y vit seul lorsqu'il n'a pas la compagnie d'un jeune garçon d'origine ouzbek qu'il considère comme son fils adoptif et dont il assume les charges d'éducation. Sa cage d'escalier est entièrement peuplée de familles d'origine ouzbek rurale et il jouit là d'un rôle valorisé. Ses voisins surveillent les ouvriers qui travaillent dans son appartement et lui demandent maints conseils personnels ou relatifs à des demandes administratives. Elles le poussent, en particulier, à vérifier la légalité des procédures qui s'accumulent sur leur résidence par le biais des « camaraderies » selon le terme utilisé pour ces sortes de syndicats de copropriété qui ont émergé après la privatisation des cités collectives. Ces comités de gestion ont fait en 2005 l'objet d'une intervention du président de l'Ouzbékistan dénonçant la corruption scandaleuse de leurs membres qui n'utiliseraient qu'environ 5 % des sommes recueillies pour l'entretien des immeubles, dont les

parties collectives sont généralement très dégradées et laissées à l'abandon. Ivan est donc le porte-parole de son unité de voisinage à l'atmosphère chaleureuse et quasi villageoise, et se bat contre sa « camaraderie » au nom de tous. Bien intégré, il évolue avec aisance au milieu des femmes souriantes aux longues robes et aux fichus colorés qui entourent de leurs soins domestiques maternels ce célibataire désormais endurci avec lequel une confiance réciproque s'est installée.

Après notre première rencontre à l'institut, je suis intriguée par Ivan, attirée par sa franchise et son caractère abrupt ; je lui propose de nous revoir, ce qu'il accepte immédiatement en m'invitant à son domicile. La première fois que je me rends chez lui, je le surprends encore endormi malgré notre rendez-vous. Une soirée passablement alcoolisée lui fait se servir le matin un petit verre de vodka pour faire passer – selon une croyance locale très répandue – les effets nocifs de l'excès d'alcool. Je n'ai nullement lieu d'être étonnée et Ivan se montre disponible en un instant pour rentrer dans un espace de réflexion radical qui balaye passé et présent sous l'angle autant politique que subjectif. Il tient tout d'abord à dire qui il est, à l'aide de ses albums de photographies où il me montre, avant tout, les séjours de villégiature réservés à l'élite intellectuelle soviétique et les voyages d'études en Europe de l'Est où il est accompagné de son épouse et de ses collègues. Le collectif et le couple ressortent de ces photographies placées à des pôles symétriques encadrant la mise en scène de l'identité individuelle. Ces pôles se sont l'un et l'autre écroulés et Ivan se présente nu, dans ses interrogations présentes sur les rouages externes et internes, intimement articulés, qui l'ont propulsé vers les sommets de la domination idéologique avant de l'acculer à une servitude intellectuelle, indigne à ses yeux.

Nous passerons ainsi plusieurs journées commencées à 10 heures du matin et rompues vers 13 heures par un déjeuner frugal de brochettes et de pain dans de petits établissements poussiéreux proches de sa cité. Mon collaborateur, Ivan et moi prenons l'habitude d'un ordre de placement autour de la table de la cuisine où trône une théière. J'observe les deux hommes – à ma gauche et face à moi – de la même génération, l'un d'origine ouzbek, l'autre russe et m'efforce de faciliter leur

rapprochement. De fait, ils s'accordent dans leur vision de l'histoire récente, des principaux événements politiques mais aussi de leur vécu. J'interpelle régulièrement mon collaborateur pour lui demander de s'exprimer face aux dires d'Ivan. Bientôt la parole circule librement entre nous, et les deux hommes s'apprécient mutuellement, prenant plaisir à ces séances sécurisées où aucun interdit *a priori* n'est posé. Ivan insiste sur le fait que l'Ouzbékistan, où il est né, est sa patrie qu'il n'a jamais pensé quitter, soulignant d'ailleurs qu'en Russie il est perçu comme un étranger avec un accent et des manières d'être ouzbek. Par ailleurs, comme beaucoup d'Ouzbékistanais d'origine russe, il n'a aucune attache ni lien de parenté en Russie, où personne ne l'attend. Se revendiquant comme citoyen à part entière de l'Ouzbékistan dans un déni du réel – potentiellement mortifère mais très fréquent – il ne cesse de regretter ce qu'il perçoit comme la passivité, la résignation et la soumission de la population d'origine ouzbek par rapport au gouvernement. Mon collaborateur surenchérit et les deux hommes commencent dans une foule de plaisanteries, d'anecdotes, de proverbes et de fables politiques qui tous transmettent le même message : l'écrasement sans rémission d'un peuple replié sur la souffrance de son oppression et tolérant l'intolérable, l'*ubris* insatiable et sans pitié du pouvoir. Les métaphores animalières abondent sur les masses serviles – moutons, poissons, etc. – et sur les dictateurs cupides, oublieux de la misère des leurs. Le président de l'Ouzbékistan obtient un trophée par rapport à ses homologues d'Asie centrale. La Russie serait comparativement un havre de développement économique et démocratique.

Les deux hommes tombent encore d'accord sur les conséquences à tirer des événements d'Andijan. Ils redoutent une guerre civile comme celle qui eut lieu au Tadjikistan et ne voient d'autre paravent que le maintien d'une dictature qu'ils honnissent de plus en plus et dont ils redoutent de futurs massacres plus monstrueux. Il n'y a pas de sérieuse alternative politique à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, affirment-ils en évoquant tous les personnages exilés des partis indépendantistes et les nouvelles figures de proue à l'instar de la leader du parti paysan qui est arrivée récemment en Ouzbékistan. La révolte

leur paraît impossible. Le salut viendrait donc de l'étranger et le sentiment d'une impuissance politique complète face à la tyrannie atteint son apogée. Pourtant avant d'en arriver à cette triste conclusion, les manifestations d'Andijan, intervenant après bien d'autres – de moindre ampleur et étouffées, survenues dans différentes villes de province, ainsi qu'un campement de tentes de femmes paysannes accompagnées de leurs enfants devant l'ambassade des USA – avaient soulevé un espoir inouï de transformation politique. Cette espérance était vite retombée quand on a su comment les manifestants avaient été abattus, à bout portant, par l'armée, et après que l'État a entamé sa propagande triomphante. Ce brusque revirement des représentations est l'écho du bouleversement émotionnel suscité par l'irrespect du pouvoir face aux morts. La terreur inconsciente est démultipliée par ce mépris provocateur des morts, abandonnés sans sépulture. Dans tous les contextes ethnoculturels et quelle que soit la religion dominante, les morts sont en effet susceptibles d'exprimer la parole rendue muette des vivants terrassés et de prendre sous des aspects détournés, voire apparemment opposés, leur relèvement symbolique et cela bien au-delà des positions affichées de croyance ou d'athéisme.

Les journées passées avec Ivan et mon collaborateur jusqu'à épuisement momentané des discours constituent une microsituation d'enquête anthropologique presque idéale car aussi instructive que chaleureuse et plaisante. Elle replace en effet les individus dans la périodisation sociale, économique et politique qu'elle éclaire et permet corollairement d'appréhender les modes d'inscription des subjectivités dans les rapports sociaux qu'ils contribuent à façonner, incitant l'anthropologue à des va-et-vient permanents entre le sujet singulier et l'objectivation des configurations sociétales. Dans le cas présent, elle montre aussi les surfaces institutionnelles et les limites interpersonnelles à l'ethnisation des rapports sociaux, impulsée par l'État.

Au cours de ces journées, je prends de façon continue des notes sans qu'aucune gêne s'ensuive pour les deux hommes ; mais, après les événements d'Andijan, la peur les envahit et ils me conseillent de déguiser les noms de tous les acteurs cités, au cas où je serais arrêtée à l'aéroport et mes cahiers confisqués et

lus par les services de renseignement. J'obtempère à ces recommandations tout en constatant que l'État imaginaire se glisse dans nos rencontres que nous devons donc protéger avec des sortes de fétiches.

L'étude menée sur les chercheurs en Ouzbékistan se rapproche sur ce point de nombreux autres terrains contemporains – plus ou moins minés<sup>8</sup>, « tordus » et troublés – où l'anthropologue est amené à intervenir. Elle rentre en outre dans une perspective de capitalisation scientifique sur tous les cloaques économiques et les flots de non-droit que crée et entretient la globalisation du capitalisme censé porter la démocratie ; certains se révèlent plus radicalement interdits à la recherche interne et externe, comme le Turkménistan, autre république périphérique de l'ex-URSS où les études ont été raccourcies et l'Académie des sciences tout simplement supprimée... avant les hôpitaux de province. La condamnation violente du communisme sur laquelle les États d'Asie centrale ont forgé leur indépendance, leur fustigation du colonialisme soviétique, sont à la hauteur des nouvelles formes de dépendance dans lesquelles ces dictatures ethniques ont placé leurs populations. Face à ces nouveaux « despotismes orientaux », la « criminalisation scientifique » du communisme – qui reste une thématique de recherche active<sup>9</sup>, et nourrit les médias en faveur d'une légitimation des ordonnancements économiques dominants – s'avère, au-delà de toutes les connaissances réelles qu'elle a apportées, une sorte de chimère idéologique comme, parallèlement, toute illusion réhabilitante qui s'appuierait sur les témoignages recueillis, reconstruisant et enluminant le passé soviétique. Au-delà de ces pièges aisés à déjouer, sans doute faut-il réaffirmer le caractère atopique de la scène anthropologique et la singularité d'une écoute qui engage, précisément parce qu'elle s'en prend aux racines de la parole des sujets mais se conçoit délibérément à l'écart de toute instrumentalisation idéelle.

---

8. Olivier LECOURVOISIER (ed.), *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales*, Paris, Karthala, 2005.

9. Cf. La revue *Communisme*, ou encore *Les cahiers d'histoire sociale*.

J'ai, dans les pages précédentes, donné quelques exemples de plis politiques à travers des investigations anthropologiques centrées sur des situations extrêmement tendues, révélatrices des ruptures entre l'État, des groupes sociaux, des sujets. Toutes ces situations ont fortement résonné en moi pour diverses raisons tenant à mon histoire personnelle sur laquelle j'ouvre une brève parenthèse. En troisième au lycée Victor Duruy en 1966, j'avais monté un comité Vietnam et je participais à des manifestations anti-impérialistes avec des slogans revendiquant l'indépendance politique du Vietnam, du Laos, du Cambodge. Dès les années soixante-quatre, mon père – Claude Durret<sup>10</sup>, énarque et communiste – m'avait emmenée manifester et m'avait entretenue dès mon plus jeune âge de la vie dans les républiques soviétiques d'Asie centrale.

L'éducation que j'ai reçue fustigeait les normes dominantes et cultivait l'exception intellectuelle et la liberté complète d'agir et de penser. En 1969, année de mon bac, mes parents m'envoyèrent aux USA et, en compagnie des enfants de la famille amie où je séjournais, j'ai assisté au festival qui devint célèbre de Woodstock. Trouvant dans Sartre et Simone de Beauvoir très vite des modèles d'existence, j'ai rejoint le MLF dans les années soixante-dix, puis, après divers passages dans des « communautés rurales » françaises, j'ai pris la route pour l'Afghanistan.

Formée à la philosophie, j'en vins à l'anthropologie par un besoin intense de sortir des textes canoniques et un désir puissant d'épreuve du « réel ». Dans ma thèse<sup>11</sup>, réalisée sur une cité HLM de Stains, en 1979, je mettais en évidence le

---

10. Claude DURRET, *Utopiste mais pas trop. Récit du parcours d'un homme de bonne volonté*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; *Sous développement et socialisme. Essai d'interprétation théorique de la voie socialiste de développement économique*, Paris, Centre d'études et de recherches marxiste, coll. « Cahiers du centre d'études et de recherches marxiste », n° 157, 1979, 349 p.

11. Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en anthropologie sociale et culturelle sous la direction de Gérard Althabe et Maurice Godelier (EHESS), « Rapports sociaux dans une cité HLM de la banlieue Nord de Paris : le Clos Saint-Lazare à Stains. Étude d'ethnologie urbaine », 1979, <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00126510>

racisme exacerbé des classes ouvrières déclinantes et leur inclination politique pour l'extrême droite.

Parce que le politique fut omniprésent dans mon itinéraire initial, puis dans ma trajectoire d'anthropologue, scandant toutes les étapes intimes et professionnelles de ma vie, je voudrais, pour clore cet ouvrage, revenir sur le paysage actuel de l'anthropologie et les modes d'insertion possibles qu'il offre.





« Cela ne signifie pas, toutefois, que dans les domaines où l'appartenance à un groupe et l'horizon pragmatique semblent constituer un élément essentiel de la situation, toute possibilité d'autocontrôle intellectuel, critique, serait vaine. »

Karl MANNHEIM, *Idéologie et utopie*.



## ANTICIPATIONS ANTHROPOLOGIQUES

L'anthropologie, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, s'est peu à peu approprié des lieux centraux des sociétés – travail, santé, institutions de tous genres, école, ONG, sphère numérique etc. – et les a constitués méthodologiquement en terrains. J'en ai moi-même, dans la dernière partie de cet ouvrage, donné quelques exemples focalisés sur les représentations de l'État au Vietnam, au Laos, en Ouzbékistan, à partir d'enquêtes menées dans des organisations aussi diverses que des entreprises et des Académies des sciences. Corollairement, l'approche continue des phénomènes sociaux par leurs marges éclaire la centralité des processus, ce qui ressort de l'immersion dans des centres d'hébergement français réservés aux exilés.

L'anthropologie est néanmoins peu présente dans les médias – hors jonction avec une actualité criante comme les camps –, à la différence de la sociologie, la science politique, l'économie. Elle s'est démultipliée en une foule de thématiques et sous-disciplines pertinentes, tandis que des pans de réflexion – comme l'anthropologie économique – étaient plus ou moins délaissés, malgré l'impérieux besoin de les repenser avec les transformations du capitalisme et sa financiarisation de plus en plus importante.

Si l'on remonte le temps, dans les années soixante-dix, l'anthropologie, en prise directe avec la société, fait une percée

médiatique, d'aucuns, comme Robert Jaulin, dénonçant l'ethnocide, d'autres se revendiquant d'un structuralisme transcendantal et brandissant Lévi-Strauss. Le département d'anthropologie de l'université de Paris 7 compte alors près de 500 étudiants attirés par l'auteur de *La Paix blanche* qui invite des enseignants du monde entier. Étudiants et enseignants se mêlent dans l'oubli des hiérarchies conventionnelles. Aux étudiants est recommandé mythiquement d'aller *vivre avec* les gens, de partager travail, repas, cérémonies etc., dans les campagnes françaises comme sous les tropiques. Le désir d'ailleurs paradisiaques, le rejet de la société de consommation nourrissent la communication comme en témoigne ce premier volume des *Cahiers Jussieu* intitulé de façon éloquente « Voyages ethnologiques ».

La fin des années soixante-dix voit le début d'une crise économique qui, depuis, n'a jamais cessé de rebondir sous des formes diverses. Alors que les recrutements sur poste dans les instituts publics de recherche diminuent de façon drastique et que les financements sur projets augmentent, marquant l'emprise du marché sur la recherche, les préoccupations des anthropologues intègrent progressivement de nouvelles dimensions : implication, engagement, restitution des résultats de la recherche aux acteurs étudiés, réflexivité au sens large inscrivant la subjectivité du chercheur. Paradoxalement les champs croisés entre anthropologie et psychanalyse, bien fréquentés dans les années quatre-vingt-quatre-vingt-dix, sont peu renouvelés. Notons ironiquement au passage que désormais le terme d'engagement fait aussi intégralement partie de la langue du management d'entreprise qui doit viser – dit Bernard Coulaty <sup>1</sup> – « un engagement durable », « le développement durable de l'engagement » comme facteur clé de la performance organisationnelle !

Faire entrer, produire, montrer une *anthropologie dans la cité*, selon une formule déjà utilisée pour les pys dans la cité <sup>2</sup>,

---

1. Bernard COULATY, *Engagement 4.0. Pour une expérience durable au travail, avec et par les collaborateurs*, éditions EMS, 2018.

2. *L'homme et la société*, n° 178, 2001 : « Les pys dans la cité ».

est devenu un argument majeur pour des anthropologues<sup>3</sup> pour reconquérir une place dans l'espace public, une influence, objectif difficile à atteindre dans la période présente.

### Peuple imaginaire

En effet, un discours, qui monte depuis plus d'une décennie, se répand aujourd'hui au nom du peuple, de ses sentiments et de ses émotions qui seraient par définition légitimes, car le peuple serait majoritaire. Ce discours est porté par des figures reconnues sous le terme d'« intellectuels », dont l'aura est médiatiquement très importante. Une des caractéristiques de ces figures de proue est qu'ils furent rangés comme « de gauche » et qu'après avoir reconnu « leurs erreurs », enfin – ils acceptent de voir ce qui serait « la réalité ». Que serait cette réalité ? Tout d'abord la souffrance des petites gens – bien de France –, de voir leur identité détruite, leurs traditions méprisées, leurs territoires envahis, leurs institutions s'écrouler. La longue série des malheurs du peuple est infinie et tous les jours elle s'accroît de quelques nouvelles dramatiques dans des villages luttant pour préserver leur authenticité menacée et des zones périurbaines livrées à la misère. En 2018 et 2019, les manifestations rythmées des Gilets jaunes rappellent avec justesse, sur fond de perte énorme de pouvoir d'achat en trois décennies, la peur des acteurs de se voir refouler hors de la société. Tout se passe comme si les gens avaient été trompés dans leur course effrénée à une consommation supposée donatrice de statut, pour remplacer celui, défunt, octroyé auparavant par le travail. Une femme rappelle qu'elle se doit d'acheter des vêtements de marque à ses enfants pour éviter qu'ils soient la risée de leurs camarades à l'école.

Le peuple serait donc assiégé et il faudrait partir à sa défense. Que donne à penser en premier lieu ce discours qui s'arroe le devoir de parler au nom du peuple ? La société –

---

3. *L'anthropologue dans la cité* a été attribué à Françoise Héritier (*L'Autre*, volume 18, 2017/3) mais aussi à Mathieu Hilgers, puis a constitué le titre d'un colloque à Laval organisé en 2007 par la revue *Anthropologie et sociétés*, avant d'être le sous-titre de la revue *Monde commun* en 2018.

devenue de fait plurielle et enrichie de multiples populations et modes de vie – serait désormais sous la pression d'un multiculturalisme dangereux dont partout ailleurs dans le monde on saurait désormais qu'il faut se prémunir. Ce multiculturalisme se serait imposé dans tous les champs sociaux et surtout l'école, dont il faut rapidement l'extirper sous peine de la voir s'effondrer. Les enfants sont donc la cible de ce nouveau procès du multiculturalisme : commençons par supprimer les menus sans porc – dit-on – et un grand progrès sera fait, puisque déjà les mères qui osent porter sur leurs cheveux un simple foulard sont interdites de sorties scolaires. Ce progrès, qui rétablirait la laïcité<sup>4</sup>, aurait aussi la vertu de restaurer le peuple – le vrai, l'autochtone – dans sa dignité bafouée.

Pour l'histoire des idées, rappelons que les menus sans porc – destinés aux juifs et aux musulmans – sont prônés dans les années quatre-vingt par le gouvernement. En effet tout un mouvement de reconnaissance de la « différence » prend corps et donne lieu à cette époque à des mesures de légitimation publique. C'est précisément à une réaction frontale contre ces avancées que le discours fait au nom du peuple s'attaque : la différence est mortelle pour le soi, l'autre est un ennemi, qui doit être mis à distance, refoulé vers ses terres lointaines car, on le sait, il resterait toujours autre malgré les années que lui et ses ascendants ont passées ici. L'altérité ne se dissout pas, elle s'avère résister à toutes les entreprises d'intégration, d'assimilation, de discipline. L'altérité s'hérite et c'est une assignation. Cette altérité, il faut la sortir du paysage, du spectacle quotidien, il faut l'éradiquer : les écoles sont le premier front, viennent ensuite le logement et le travail.

### **Le « pauvre »**

Mais qui est l'autre ? Derrière l'étranger imaginaire, on perçoit que l'autre est avant tout le « pauvre » comme on le désigne aujourd'hui. Au nom du peuple on ne s'embarrasse plus

---

4. *Multitudes*, n° 59, 2015 : « Décoloniser la laïcité ? »

des périphrases que même « la droite » affectionnait autrefois : démunis, catégorie socio-économique défavorisée, etc. Le terme de pauvre s'affirme dans le langage courant et ce sont ces pauvres qui sont les plus gênants. Tout d'abord dans les écoles car ils maîtrisent mal la langue et ont des QI moins élevés : ils tirent donc en arrière les meilleurs, qui, eux, sont légitimes à aller de l'avant dans une société de marché gagnant-gagnant, où les perdants sont responsables de leur triste sort et donc abandonnés à eux-mêmes. Se séparer des pauvres, ces éternels autres, est donc légitime : il faudra leur concéder des territoires avec leurs pauvres dispositifs de stagnation : école, logement et chômage en surplus. Comme des sociologues osent actuellement le dire sans sourciller, le principe d'homophilie serait une évidence quasi biologique : on est attiré par des proches de soi et les trop différents s'excluent. Ces différents sont pauvres et accessoirement autres en termes de religion, d'usages alimentaires, de vêtements, etc.

*In fine* on peut se demander si la séparation ethnoculturelle – tant revendiquée au nom du peuple – n'est pas simplement l'alibi de la séparation sociale ; si la logique identitaire, conservatrice de toutes les belles petites traditions, n'est pas le masque d'un rapport de classe de plus en plus durci avec la montée fulgurante des inégalités entre les plus « riches » et les plus « pauvres », dont les médias abreuvent leurs lecteurs comme si c'était là une loi naturelle de la croissance économique. L'étranger imaginaire fonderait donc en légitimité la nécessité de refouler les classes inférieures hors de la cité civilisée. La nouvelle politique de salut public, qui assurerait la réussite de tous ceux qui y ont droit – contre tous les autres de culture et de classe entremêlées qui, eux, ne sont pas dans leur droit – érige le peuple en garant de la conservation du patrimoine.

Comment s'étonner que les réponses sociales et politiques à de tels discours populistes d'exclusion – énoncés contre la réalité de la société qui mêle de fait les couches différentes de la population – provoquent des réactions en miroir comme celles des Indigènes de la république revendiquant leurs communautés soudées et aliénées, où les femmes vont se dresser pour défendre « leurs hommes », y compris lorsqu'ils les tabassent et

les empêchent de sortir ? Au nom du peuple, les groupes s'affrontent de plus en plus violemment, formant des communautés ontologiques qui revendiquent leurs ghettos dans le règne d'un nouvel apartheid de classe. Le populisme est la croyance des uns et des autres, celle qui leur est servie sur un plateau, profondément dénégatrice du réel mais susceptible de fomenteur de nouvelles guerres civiles, de nouveaux meurtres entre voisins. Ce populisme laisse penser à chacun en revanche qu'il peut devenir acteur d'un dépassement imaginaire du peuple unifié, et ce, en particulier, dans des deuils de masse réitérés à des occasions de toute nature, sans critères de distinction : depuis la mort de Diana, il y a plus de 20 ans, on observe ainsi cette propension à construire des cultes collectifs magnifiés, qu'il s'agisse d'un accident d'avion ou d'un événement terroriste, fleurs et bougies s'accumulant en signe de compassion et de blessures partagées dans les rues. Faisant intégralement partie des modes de sentir et d'agir globalisés, ces nouveaux repères populistes, qui ont remplacé les vieilles manifestations contestatrices, s'affirment comme les derniers sanglots du peuple retrouvé, autoglorifié, chantant ses lamentations populistes.

### **Postures anthropologiques mobilisées**

Cette configuration actuelle est inévitablement troublante pour les anthropologues en quête de *cit* où loger les investigations, où s'implanter eux-mêmes, où faire entendre l'intérêt de leurs connaissances. Elle interdit déjà la tentation culturelle qui chercherait dans lesdites communautés aux origines lointaines – dans tous les sens du terme – une altérité à étudier alors même que les sujets sont l'objet d'altérations mortifères. Sur ce plan, des sociologues mènent des enquêtes de caractère anthropologique, tel le très remarquable travail de Stéphane Béaud sur la famille Belhoumi <sup>5</sup>.

---

5. Stéphane BEAUD, *La France des Belhoumi*, Paris, La Découverte, 2018.



Cette configuration actuelle pousse aussi à éviter le piège parallèle d'une plongée dans les bastions territoriaux et politiques en mal d'identité et d'autopatrimonisation.

Les nouvelles formes de mobilisation – utilisant Facebook comme #MeToo, les Gilets jaunes etc., – ont attiré dès leur début des sociologues et des géographes, mais peu d'anthropologues les ont rejoints, ceux-ci requérant un temps long devant eux pour asseoir de véritables enquêtes. Innombrables sont les terrains qui s'offrent aux anthropologues dans le contexte actuel, mais, dans le même moment, les risques épistémologiques n'ont sans doute jamais été aussi présents alors que les obligations méthodologiques ne permettent pas de courir après l'actualité. Le raisonnement analogique qui fait appréhender les situations inédites sur des modèles antérieurs est sans doute la pire impasse. Les camps de réfugiés ne sauraient être ainsi assimilés à des tribus dont l'ethnographe recomposerait les mœurs et saluerait la prouesse et l'ingéniosité de ses habitants.

Le décryptage fructueux de positions conjuguant recherche et insertion active dans une association animée par des acteurs parmi ceux étudiés – comme l'illustre Barbara Morovich<sup>6</sup> dans une cité de Strasbourg – constitue un cheminement qui répond à des enjeux cruciaux qui se manifestent dans les périphéries urbaines, en particulier parce qu'il permet d'enjamber des barrières autrement infranchissables. L'anthropologue cristallise en effet sur sa présence une partie des dilemmes et sa visibilité dans une association locale redouble cette efficacité épistémique. Séparer enquête politique – qui implique l'anthropologue dans une lutte – et investigation anthropologique – qui se fixe pour finalité la production de connaissance – comme le propose Judith Hayem<sup>7</sup> est une autre voie, ardue, qui réconcilierait l'anthropologue avec ses

---

6. Barbara MOROVICH, *Miroirs anthropologiques et changements urbains. Qui participe à la transformation des quartiers populaires ?*, Paris, L'Harmattan, 2017.

7. Judith HAYEM, « Subjectivités politiques et singularités subjectives », Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université de Lille, 2019.

convictions mais en même temps inscrit en lui une coupure psychique problématique. En revanche, l'identification fusionnelle aux acteurs opprimés, maintenant comme autrefois, ampute l'imagination du chercheur, le bloque sur un arrêt image et aboutit à une double stérilisation psychique et intellectuelle quel que soit l'attrait du terme d'engagement dans lequel se dit souvent dorénavant ce type de posture.

La part accordée – dans cet ouvrage et dans mes travaux – aux catégories de sexe pourrait paraître se prêter à des lectures inversées en regard des propos épistémologiques tenus ici. J'ai évité dans les années quatre-vingt/quatre-vingt-dix, de travailler spécifiquement sur les femmes comme catégorie autonome car cela dérogeait à mes yeux à une méthodologie anthropologique ambitionnant une retotalisation du réel.

Ainsi au Laos et au Vietnam, alors que je rencontrais principalement des femmes dans les usines où je m'étais implantée dans une perspective d'anthropologie du travail et de l'entreprise, mes analyses, tout en soulignant la singularité d'une exploitation d'une main-d'œuvre féminine, se focalisaient sur le passage à l'économie de marché dans un contexte d'État-parti communiste et ses modes différenciés de subjectivations. Plus tard j'ai été amenée à analyser mon propre refus d'un enfermement anthropologique dans le genre <sup>8</sup> et d'une reconnaissance identitaire sous le signifiant femme. Puis j'ai choisi d'entreprendre, à partir de terrains chinois, des investigations centrées sur les mobilisations prenant les catégories de sexe comme étendard, tant ces dernières s'imposaient au regard comme des contestations exemplaires de l'État-parti, par ailleurs recevant de larges financements de fondations étrangères, américaines en particulier. Ces déambulations m'ont conduite à une critique du genre comme matrice idéologique et politique et de ce qui se dénomme épistémologie féministe ou encore féminisme décolonial <sup>9</sup>. La

---

8. Pascale ABSI, Monique SELIM, « Entre refus de l'assignation et norme de genre : regards anthropologiques », entretien réalisé par Pascale Absi, *Multitudes*, n° 42, 2010, p. 67-73.

9. Françoise VERGES, *Un féminisme décolonial*, Paris, La Fabrique, 2018.

décolonialité appliquée au féminisme réfère en effet toute idée d'émancipation des femmes à la colonisation, en n'accordant aucune hypothèse d'autonomie aux révoltes féminines et aux femmes elles-mêmes dans l'histoire, selon leur région, leur classe d'appartenance, etc. Le raisonnement devient manichéen, en imaginant les idées d'affranchissement et les phénomènes sociaux sous le seul angle de leur manipulation par le pouvoir. Plus précisément c'est le concept de liberté qui est accusé d'occidentalisme – dans une division réifiée Nord/Sud – et qui se voit banni. Restent dès lors des marionnettes dressées contre les effigies du colonisateur, à agiter tant que faire se peut.

De plus en plus le genre envahit en effet la sphère politique, achevant de délégitimer un peu partout les anciennes classes politiques et de fragiliser le politique comme champ de contestation légitime du pouvoir. Le dernier scandale français, qui touche en 2019 Europe Écologie Les Verts, à travers Denis Baupin, met en scène l'omerta collective au sein du parti sur des comportements agressifs bien connus et protégés autant par les femmes que par les hommes, silencieux de peur de porter atteinte à la réputation de leur cause. L'attitude de la compagne de Denis Baupin, défendant, hors de toute évidence, son mari, mérite d'être citée moins pour elle-même que parce qu'elle paraît à toutes et à tous « normale », ce qui dans son ensemble concrétise d'une certaine manière les contradictions dans lesquelles baignent accusateurs et accusatrices, accusé, défenseur-e-s, et spectateurs et spectatrices de cette arène.

Si l'anthropologie se veut politique, elle ne peut donc présentement esquiver le genre qui peut se donner à voir aujourd'hui, dans des démocraties libérales comme la France, comme l'arme globale et violente de la défaite du politique, s'en prenant à des détenteurs du pouvoir sans néanmoins s'attaquer au socle de la puissance économique et financière qui transforme la scène politique en spectacle.

Dans d'autres contextes, comme la Bolivie, étudiée par Pascale Absi<sup>10</sup>, la convergence des revendications de genre et

---

10. Pascale ABSI, « Transitions politiques en Bolivie : la loi d'identité de genre dans le contexte de l'État plurinational », in Laurence HERAULT *et alii*,

des Indigènes aboutit à la loi d'identité de genre qui, dit l'anthropologue, « a permis l'accession de militant.e.s LGBT à des postes clefs dans un processus de renouvellement de la classe politique. Déjà présents dans les instances internationales, elles et ils peuvent désormais relayer la lutte de l'intérieur, depuis les ministères et l'assemblée plurinationale ». À un autre niveau, Pascale Absi souligne les processus de renaturalisation du sexe que véhicule cette loi qui ne donne que le choix du genre aux individus, ontologisant leur sexe.

### **L'empire de la morale**

La période présente est marquée – conjointement à une délégitimation des anciennes formes du politique, embarquant la démocratie avec les restes désespérants des socialismes tropicaux au Venezuela, au Nicaragua, à Cuba etc. – par un retour tout à fait extraordinaire de la morale dont, comme je l'ai souligné plusieurs fois dans cet ouvrage, le genre a été, et continue à être, un des canaux préférentiels. L'humanitaire, qui fut un levier de cette vague de moralisation des sociétés, par la levée des affects de compassion à la mesure des dons demandés pour tous les naufragés d'ailleurs et ensuite d'ici, a désormais englobé dans sa cause les femmes, qui en ressortent en quelque sorte reféminisées. Les entreprises, avec la redécouverte des bienfaits de la philanthropie appelée sur les décombres des ressources de l'État, participent notablement à cette aura globale de la morale. Nouvel impératif catégorique, la morale n'a jamais autant resplendi dans les discours, ni non plus probablement autant été absente des dynamiques économiques globales régies par la finance ; c'est pourquoi il est très éloigné de la conception kantienne de l'impératif catégorique, qui visait l'universel, mais se déployait dans l'impératif pratique et le principe d'autonomie de la volonté.

De ce point de vue, la morale envisagée aujourd'hui paraît plutôt une sorte de couverture-devanture, sans effet réel sur le cours du monde dont les acteurs et les faits se prêtent à des

---

*État-civil, transidentité et intersexuation*, Presses universitaires de Provence, 2019.

panoplies dualisées du bien et du mal, ouvertes à toutes les opinions, des controverses nourries, des polémiques infinies. En revanche le nouvel empire noologique de la morale a pour conséquence importante de redonner une vigueur tendancielle éteinte à la puissance des normes, dont l'attrait augmente et dont il semble que les sujets craignent de plus en plus de s'écarter. Cette normalisation – qui touche tous les profils de la constellation sexuelle actuelle – concerne prioritairement la représentation que les sujets se font d'eux-mêmes, dans leur idiosyncrasie mais aussi dans leur face collective. S'inscrire dans une norme, l'incarner, meut des individus désormais de plus en plus réceptifs aux prescriptions normatives dont les politiques se repaissent : hindouité, islamité, christianité hongroise, belles « petites traditions » laotiennes, vietnamiennes, ouzbékité, etc., sans oublier en France la République sacralisée, ses héros et ses emblèmes nationaux à afficher dans toutes les classes d'école.

La morale au sens kantien du terme et son ambition universaliste disparaissent derrière des éclats normatifs scissionnant en apparence une globalisation qui s'affirme par contre sans frein dans le champ économique et présente le visage d'un libéralisme autoritaire <sup>11</sup>. Il en ressort des communautés morales fortifiées dans leur pensée rigide et forclose de ce qui est bien et bon, tandis qu'une idéologie morale globale tente de dépasser ces fractionnements et de porter plus haut la légitimité du capitalisme et de la finance, dont les étiquettes éthiques sont affichées en bourse.

Ces idéalités morales ne sauraient être étudiées pour elles-mêmes, sur le mode de systèmes symboliques détachés des rapports sociaux dans lesquels ils prennent sens, sauf à répéter les échecs passés. On a peut-être jamais autant parlé de valeurs qu'aujourd'hui, en agitant les drapeaux rouges de l'immoralité, en particulier pour tout ce qui touche à la reproduction, comme si le marché devait « naturellement » s'arrêter aux portes de l'enfantement et du plaisir sexuel et au contraire ne connaître

---

11. Grégoire CHAMAYOU, *La société ingouvernable, une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018.

aucun frein dans la vente de la force de travail. Les mythologies de l'effondrement prochain – collapsus – fondées sur les constats de la destruction de l'environnement renforcent toutes les invocations morales actuelles.

Les appels au respect de la « nature », des êtres animés et inanimés, s'inscrivent dans cette vague morale et du même coup suppriment la spécificité de l'homme créateur de morale mais dont la conscience, les affects, les émotions seraient partagés avec d'autres espèces. L'anthropologue Jean-Pierre Digard, spécialiste de la domestication animale, dénonce<sup>12</sup> avec beaucoup de vigueur les mouvements animalistes, antispécistes et véganiens, rappelant qu'« il n'y a pas d'histoire autonome des idées » et que « c'est sur le double terreau de la diffusion hégémonique du phénomène animal de compagnie et de l'intensification de l'élevage de production que sont nés et se sont développés les sensibilités animalitaires, puis l'activisme animaliste, antispéciste et véganien. »

Le retour de la morale, comme guide d'action et de pensée, s'affiche aussi dans le vocabulaire dit scientifique et l'invocation de la dimension morale des faits économiques et politiques se révèle omniprésente. Pour l'anthropologue, pourtant, l'adjectif moral bloque toute analyse possible en sédimentant deux biais : le point de vue du sujet qui invoque la morale dans une optique justificatrice ; le regard du chercheur qui adopte dans une spontanéité étourdie le vocabulaire de son interlocuteur et le retransmet sans distance au lecteur, mêlant logiques personnelles, appareils idéologiques locaux et se voulant universalistes. La gamme catégorielle très riche de l'anthropologie, nourrie de surcroît, si besoin, du vocabulaire étendu de la philosophie, permet d'éviter de telles facilités d'expression, qui rendent confus les paysages sociaux.

Les injonctions morales actuelles, l'affirmation de ce qui s'apparenterait à des lois morales supérieures sont à interpréter dans un contexte où la violence financière possède une force défiant toute qualification de l'ordre de la morale. *In fine*

---

12 . Jean-Pierre DIGARD, *L'animalisme est un anti-humanisme*, CNRS éditions, 2018.

l'incandescence morale apparaît l'idéologie dominante de la globalisation du capitalisme, concernant l'ensemble des champs sociaux où s'appliquent de façon drastique les règles de marché : du politique à l'environnement, des identités aux sexualités, du travail à la santé et à l'éducation, etc. Ce qui s'expose aux yeux des moralistes de toutes sortes comme la mise en abyme concrète de la morale vient justifier et faire fructifier les édifications morales dans le ciel des valeurs, sans risque d'effets tangibles dans une quotidienneté livrée à la toute puissance du marché.

Le déploiement des causes morales voit de nouveaux héros et héroïnes émerger, des masses de jeunes et de moins jeunes se soulever en appelant au bien commun, à l'urgence d'un changement sociétal profond. Le bien commun possède une attraction liée à son évidence et il est difficile de ne pas être convaincu par la justesse de ses arguments. Tous les régimes politiques entendent d'ailleurs poursuivre le bien commun, à l'instar des religions, comme tous les systèmes philosophiques ont voulu l'éclairer pour s'en rapprocher. Les nouveaux visages du bien commun sont multiples et s'actualisent dans des moments politiques précis : il faut sauver la planète – et l'État français est accusé en 2019 d'inaction climatique – mais aussi sauver le peuple vénézuélien de la famine où l'entraîne un dictateur monstrueux, avec le support des USA qui renouvellent avec l'aide humanitaire les vieux usages des coups d'État en Amérique latine.

Il faut sauver le monde, les autres, les femmes, les pauvres, etc., et en même temps, paradoxalement, « La solidarité et tout particulièrement une solidarité engagée, objet d'un engagement indéfectible passe pour un piège sournois tendu au naïf, au crédule, à l'imprudent, au désinvolte », remarque avec ironie Zygmunt Bauman<sup>13</sup>.

Il ajoute : « La « raison » (plus précisément la doxa chargée par la philosophie actuellement hégémonique de se substituer à la raison) incite donc à fuir résolument ce piège. De nos jours la valeur solidarité est totalement démonétisée. Au lieu d'être

---

13. Zygmunt BAUMAN, *Retrotopia*, Premier parallèle, 2019.

considérée comme une valeur sûre, elle est devenue au fil d'un processus morbide un handicap. »

La vérité intrinsèque du bien commun et de ces sauvetages en série appelle à prendre du recul plutôt qu'à adhérer immédiatement et invite donc l'anthropologue à étudier avec soin ses dépliages idéologiques et politiques présents. Ce sera l'objet d'un prochain ouvrage.



## DE LA MÊME AUTEURE

- Des sexualités globalisées à l'avant garde ?* avec Wenjing GUO (ed.), Paris, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 2017, 303 p.
- Réparer les inégalités ?* avec Bernard CASTELLI (ed.), coll. « Questions contemporaines », L'Harmattan, 2016, 297 p.
- La libération des femmes, une plus-value mondiale,* avec Anne QUERRIEN, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 2015, 273 p.
- L'enchantement de la société civile globale, ONG, femmes, gouvernance,* avec Bernard HOURS, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 2014, 225 p.
- Hommes et femmes dans la production de la société civile à Canton, Chine,* coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 2013, 304 p.
- À quoi et comment dépenser son argent ? Hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation,* avec Isabelle GUERIN (ed.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2012, 349 p.
- La crise vue d'ailleurs,* avec Pascale PHELINAS (ed.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2010, 302 p.
- Anthropologie politique de la globalisation,* avec Bernard HOURS, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 2010, 284 p.
- L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale,* avec Laurent BAZIN, Bernard HOURS, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2009, 368 p.
- Anthropologues et économistes face à la globalisation,* avec Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHELINAS, Richard SOBEL (ed.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2008, 275 p.

- L'argent des anthropologues, la monnaie des économistes*, avec Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHELINAS, Richard SOBEL (ed.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2008, 318 p.
- La mondialisation au risque des travailleurs* avec Eveline BAUMANN, Laurent BAZIN, Pepita OULD AHMED, Pascale PHELINAS, Richard SOBEL (ed.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2007, 290 p.
- Solidarités et compétences, pratiques et idéologies* avec Bernard HOURS (ed.), L'Harmattan, coll. « Questions contemporaines », 2003, 362 p.
- Pouvoirs et marché au Vietnam*, tome I : *Le travail et l'argent*, 282 p. ; tome II : *Les morts et l'État*, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2003, 302 p.
- Motifs économiques en anthropologie* avec Laurent BAZIN, L'Harmattan, coll. « Anthropologie critique », 2001, 251 p.
- Politique et religion dans l'Asie du Sud contemporaine* avec Gérard HEUZE (ed.), Karthala, 1998, 250 p.
- Démarches ethnologiques au présent* avec Gérard ALTHABE, coll. « Anthropologie critique », L'Harmattan, 1998, 227 p.
- Essai d'anthropologie politique sur le Laos contemporain, marché, socialisme et génies* avec Bernard HOURS, L'Harmattan, coll. « Recherches asiatiques », 1997, 391 p.
- Salariés et entreprises dans les pays du Sud* avec Robert CABANES, Jean COPANS [ed.], Karthala, 1995, 464 p.
- L'aventure d'une multinationale au Bangladesh, ethnologie d'une entreprise*, L'Harmattan, 1991, 254 p.
- Une entreprise de développement au Bangladesh, le centre de Savar* avec Bernard HOURS, L'Harmattan, 1989, 174 p.
- Urbanisation et enjeux quotidiens* avec Gérard ALTHABE, Christian MARCADET, Michèle DE LA PRADELLE, Anthropos, 1985, 198 p. Réédition 1993, L'Harmattan.
- Urbanisme et réhabilitation symbolique* [1984] avec Gérard ALTHABE, Bernard LEGE, Anthropos, 297 p. Réédition L'Harmattan, 1993.

**En anglais :**

- The experience of a multinational company in Bangladesh*, Dhaka, International Center for Bengal Studies, 1995.

**En espagnol :**

*Crisis global, crónicas locales 2008 y después*, avec Valeria HERNÁNDEZ, Pascale PHÉLINAS, Buenos Aires, Biblos, 2012.

**En italien :**

*Fare antropologia nella realtà globale*, avec Bernard HOURS, L'Harmattan Italia, Milan, 2012.

*Approcci etnologici della modernità*, avec Gérard ALTHABE, Milan, L'Harmattan Italia, 2000.

*Il Laos contemporaneo, saggio di antropologia politica*, avec Bernard HOURS, Milan, L'Harmattan, Italia, 1998.

**En roumain :**

*Motive economice în antropologie*, avec Laurent BAZIN, Bucarest, Institutul European, 2010, 243 p.

*Piața și Puterea în Vietnam*, t. I : *Munca și banii*, 269 p., t. II : *Morții și Statul*, 285 p. Bucarest, Editura Curtea Veche, coll. « Actual », 2009.

# ANTHROPOLOGIE

## AUX ÉDITIONS L'HARMATTAN

*Dernières parutions*

### LA CUISINE CAMEROUNAISE

#### **Mots, pratiques et patrimoine**

*Téguia Bogni*

*Sous la direction de - Préface de Bruno Gain (ancien ambassadeur de France au Cameroun)*

Cet ouvrage est une compilation de sept travaux de chercheurs se réclamant des disciplines ci-après : linguistique, sociologie, histoire, didactique et littérature. Certains travaux abordent des questions épistémologiques et théoriques, lesquelles ouvrent des pistes sur des sentiers encore inexplorés de la recherche en food studies au Cameroun. Toutes les études présentent la cuisine camerounaise comme une richesse méconnue dont les peuples qui la possèdent devraient, en premier, tirer profit. Ces travaux traitent donc des questions relatives à l'alimentation en sciences sociales

*(Coll. Études Eurafricaines, 210 p., 22,5 euros)*

ISBN : 978-2-343-16708-4, EAN EBOOK : 9782140115066

### APRÈS LES CAMPS

#### **Traces, mémoires et mutations des camps de réfugiés**

*Jean-Frédéric De Hasque, Clara Lecadet*

Cet ouvrage apporte une lecture croisée de l'actualité et de l'histoire des camps de réfugiés, en s'intéressant aux initiatives institutionnelles et aux luttes associatives qui président à la création et à la fermeture de ces lieux, à leur disparition ou à leur conservation une fois le temps de l'urgence passé, à leurs traces matérielles et aux mémoires qui en émergent. L'après-camp interroge l'histoire des camps de réfugiés, leur présent, mais aussi leur devenir. DVD inclus (--> Exemple du camp de Cotonou)

*Academia (Coll. Investigations d'anthropologie prospective, 252 p., 26 euros)*

ISBN : 978-2-8061-0430-4, EAN EBOOK : 9782806109941

### NOMS THÉOPHORES ET CONCEPTION DOGON DE DIEU

*Jean Somboro*

Le Négro-africain a été souvent défini comme un être sans civilisation et sans âme. Une telle description correspond-elle vraiment à son être ? Ce regard extérieur correspond-il à la conscience qu'il a de lui-même ? Y-a-t-il vraiment un fossé infranchissable entre lui et le « vrai Dieu » ? Si c'est le cas, que signifie alors la présence des noms théophores dans le patrimoine langagier africain ? En s'appuyant sur l'usage ordinaire et la signification d'une vingtaine de noms théophores, l'auteur met en exergue certains traits du visage de Dieu tel qu'il est perçu, adoré et conçu par un peuple de l'Afrique occidentale : les Dogon.

*(Coll. Études africaines, 220 p., 22,5 euros)*

ISBN : 978-2-343-16638-4, EAN EBOOK : 9782140111143

## **L'INTELLIGENCE DES INVISIBLES**

### **Vivre avec les esprits : Kazakhstan, Ladakh**

*Anne-Marie Vuilleminot*

Tulös est une bergère kazakhe que j'ai connue en 1993. Dans les pâturages, cette ancienne voisine de yourte est l'objet de plaisanteries en raison de son comportement décalé et de sa coquetterie. Avec le temps, elle se met à divaguer et finit par délaisser son foyer. Au printemps 2010, je la retrouve alors qu'elle poursuit une initiation. Elle est aujourd'hui baqsi, c'est-à-dire chaman soufi.

*Academia (Coll. Anthropologie prospective, 358 p., 32 euros)*

*ISBN : 978-2-8061-0434-2, EAN EBOOK : 9782806109910*

## **FEMME, MATERNITÉ ET PRÉJUDICES SOCIÉTAUX**

### **Anthropologie des souffrances féminines**

#### **Segments d'autobiographie**

*Shanda Tonme*

Être femme est déjà une grande problématique existentielle pour le combat de son affirmation, autant que pour le respect de ses droits, de son intégrité physique ainsi que pour la consécration de sa dignité. À l'évidence, ce combat est universel, car il transcende toutes les spécificités des civilisations, des cultures, des coutumes et des traditions.

*(Coll. Points de vue, 198 p., 21,5 euros)*

*ISBN : 978-2-343-16362-8, EAN EBOOK : 9782140108709*

## **CAPITALISME HÉGÉMONIQUE ENJEU ANTHROPOLOGIQUE**

### **Esquisse d'une anthropologie du sens**

*Robert Leroy*

Depuis les alentours de 1980, le capitalisme est passé à son stade hégémonique. Le livre soutient une double thèse. D'une part, ce capitalisme conduit à une société réticulée par les marchés capitalistes, prise dans les rets des marchés. D'autre part, l'enjeu de cette hégémonie du capital n'est plus seulement économique ou social. Il devient anthropologique : en forçant le sens, il met en cause le propre de l'humain.

*(Coll. Questions contemporaines, 130 p., 14,5 euros)*

*ISBN 978-2-343-15152-6, EAN EBOOK : 9782140108372*

## **PRATIQUES DE LA MAGIE DANS LE BRÉSIL CONTEMPORAIN**

### **A l'écoute de Zé de Regina rezador et guérisseur**

*José-Maria Tavares de Andrade*

*Traduit du portugais (Brésil) par Xavier Gegout*

Pour comprendre les fondements et les pratiques de la magie dans le Brésil contemporain, José Tavares de Andrade s'est mis à l'écoute d'un informateur avisé, initié à la magie et qui l'aura pratiquée toute sa vie : Zé de Regina, pêcheur de son état, décédé en 2003 à Cabedelo, petit port situé à une centaine de kilomètres au nord de Recife. Dialogue, récit, prière, histoire de vie... les différentes formes prises par le texte tout au long de ce livre reflètent les multiples facettes d'une expérience de « magie blanche », qui, dans son environnement social immédiat, a pu rencontrer une certaine incrédulité ou être confrontée aux préjugés.

*(Coll. Recherches Amériques latines, 138 p., 15,5 euros)*

*ISBN : 978-2-343-16191-4, EAN EBOOK : 9782140109300*

## **LES COMMUNAUTÉS DE LA VÉSUBIE**

**Etat, eau et communautés locales**

**Etude anthropologique**

*Hind Sabri*

Proche de Nice, dans les moyennes montagnes des Alpes, la vie de la vallée de la Vésubie (Alpes-Maritimes) est structurée par une pratique plurimillénaire de l'irrigation. Avec le tourisme de la fin du XIXe siècle et la montée en puissance de l'eau comme source énergétique au XXe siècle, la population a diminué. Cependant, l'eau continue de rester stratégique pour les communautés locales. Cette étude d'anthropologie d'une dynamique socio-historique et sociogéographique jette un regard sur une page méconnue de la vie française.

*(Coll. Ressources renouvelables et sociétés en transition, 148 p., 16,5 euros)*

*ISBN : 978-2-343-15115-1, EAN EBOOK : 9782140106118*

## **REPRÉSENTER / TRANSFORMER**

**Débats en analyse des activités**

*Ouvrage coordonné par Jean-Marie Barbier et Marc Durand - Avec la collaboration de Claude Cohen et de Marie-Laure Vitali*

Peut-on identifier les transformations pour les analyser, les interpréter, et surtout pour pouvoir intervenir sur elles, pour les infléchir ? Qui le peut et dans quelles conditions ? Et plus largement : Comment peut-on penser les rapports entre représentations et transformations au sein de l'activité humaine ? Tel est le propos de l'Atelier de recherche « Représenter/Transformer » coordonné par Jean-Marie Barbier et Marc Durand et constitué avec le soutien du Laboratoire d'Excellence Histoire et Anthropologie des Savoirs, des Techniques et des Croyances, de l'Université de Genève (Equipe CRAFT) et du Conservatoire National des Arts et Métiers (Centre de Recherche sur la Formation, Chaire UNESCO Formation et Pratiques Professionnelles).

*(Coll. Action et savoir, 290 p., 29 euros)*

*ISBN : 978-2-343-15359-9, EAN EBOOK : 9782140104626*

## **LES IMAGES DU SACRÉ IMPORTÉ ET LE SYSTÈME DE CROYANCES BAMILÉKÉ**

**Une relation de collision ou de collusion ?**

*Ismâïla Datidjo*

Cet ouvrage interroge l'histoire des images dans le judaïsme, le christianisme et l'islam, religions qui divergent sur la représentation du sacré. Le catholicisme, chez les Bamiléké, occupe 53 % de l'espace religieux qui inclut protestantisme et religion ethnique, avec laquelle il rivalise sur le recours aux différentes images du sacré par leurs adeptes. Les crânes exhumés des morts, autour desquels pivote le système de croyances bamiléké, sont sacralisés. Ils s'opposent aux images du Christ et autres éléments qui se rapportent au sacré chrétien, lequel, en pays bamiléké, est importé et se distingue du sacré ethnique.

*(Coll. Harmattan Cameroun, 216 p., 22 euros)*

*ISBN : 978-2-343-15761-0, EAN EBOOK : 9782140105463*

## **LES CHEFFERIES TRADITIONNELLES BETI AU CAMEROUN**

*Vincent de Paul Ndougsa*

*Préface de Jacques Deboheur Koukam*

Cet ouvrage est une réflexion sur le déclin du pouvoir traditionnel en Afrique. Il retrace le rayonnement passé de ces chefferies qui ont servi d'arrière-plan à l'administration publique et qui ont grandement oeuvré pour l'indépendance du Cameroun. L'auteur relève un revirement de ces pouvoirs culturels qui se sont dénaturés dans le copinage avec le pouvoir politique. Cette confusion de rôles et de positionnements va entraîner un effritement progressif des cultures beti.

*(Coll. Harmattan Cameroun, 244 p., 24,5 euros)*

*ISBN : 978-2-343-16105-1, EAN EBOOK : 9782140105173*

## **CARNET DE RECHERCHE :**

**Tinghir, des Berbères du Maroc**

**Identité Amazigh et langue tamazight dans le Todgha**

*Erwan Delon*

Cette recherche de trois mois en "immersion" dans une région montagneuse et rurale du Sud-Maroc permet à l'auteur de présenter des éléments concernant l'écosystème (la palmeraie, les croyances et pratiques liées aux végétaux et aux animaux) ; l'architecture (casbahs et ksour) ; la langue tamazight et ses spécificités ; les différents constituants de la population du Todgha (les tribus et rapports inter-tribaux).

*(Coll. Socio-anthropologie, 182 p., 19 euros)*

*ISBN : 978-2-343-15240-0, EAN EBOOK : 9782140104206*

## **LES BASES FONDAMENTALES DE LA CULTURE OCCIDENTALE**

**Anthropo-logique de l'Occident**

*Karim Richard Jbeili*

Cet ouvrage passe au crible de l'anthropologie les grands mythes culturels, religieux et politiques de l'Occident de l'antiquité à nos jours. Il va chercher en arrière de l'épaisse couche de politisation les bases fondamentales de la culture occidentale. Ces bases anthropologiques constituent une sorte d'inconscient collectif sur lequel s'est érigée par négation la dimension politique. Après avoir exploré les grands récits de l'Occident et les avoir comparés aux mythes du judaïsme, de l'islam et du christianisme oriental, cet ouvrage dégage le noyau qui fait l'originalité anthropologique de l'Occident.

*(340 p., 35 euros)*

*ISBN : 978-2-343-15738-2, EAN EBOOK : 9782140103797*

## **AU SEUIL DE L'AMOUR**

**Variations autour du passage**

*Jihad Maalouf*

L'auteur aborde ici une théologie plurielle de l'expérience du passage de l'absolu, comme amour. Au seuil de Dieu et dans la clairière christique, l'homme nouveau passe par et dans l'amour qui passe. L'expérience du seuil y est décrite comme le locus theologicus d'une agapologie.

*(Coll. Théologie Plurielle, 170 p., 18 euros)*

*ISBN : 978-2-343-15456-5, EAN EBOOK : 9782140098703*

## STRUCTURES ÉDITORIALES DU GROUPE L'HARMATTAN

**L'HARMATTAN ITALIE**  
Via degli Artisti, 15  
10124 Torino  
harmattan.italia@gmail.com

**L'HARMATTAN HONGRIE**  
Kossuth l. u. 14-16.  
1053 Budapest  
harmattan@harmattan.hu

---

**L'HARMATTAN SÉNÉGAL**  
10 VDN en face Mermoz  
BP 45034 Dakar-Fann  
senharmattan@gmail.com

**L'HARMATTAN MALI**  
Sirakoro-Meguetana V31  
Bamako  
syllaka@yahoo.fr

**L'HARMATTAN CAMEROUN**  
TSINGA/FECAFOOT  
BP 11486 Yaoundé  
inkoukam@gmail.com

**L'HARMATTAN TOGO**  
Djidjole – Lomé  
Maison Amela  
face EPP BATOME  
ddamela@aol.com

**L'HARMATTAN BURKINA FASO**  
Achille Somé – tengnule@hotmail.fr

**L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE**  
Résidence Karl – Cité des Arts  
Abidjan-Cocody  
03 BP 1588 Abidjan  
espace\_harmattan.ci@hotmail.fr

**L'HARMATTAN GUINÉE**  
Almamya, rue KA 028 OKB Agency  
BP 3470 Conakry  
harmattanguinee@yahoo.fr

**L'HARMATTAN ALGÉRIE**  
22, rue Moulay-Mohamed  
31000 Oran  
info2@harmattan-algerie.com

**L'HARMATTAN RDC**  
185, avenue Nyangwe  
Commune de Lingwala – Kinshasa  
matangilamusadila@yahoo.fr

**L'HARMATTAN MAROC**  
5, rue Ferrane-Kouicha, Talaâ-Elkbira  
Chrableyine, Fès-Médine  
30000 Fès  
harmattan.maroc@gmail.com

**L'HARMATTAN CONGO**  
67, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
BP 2874 Brazzaville  
harmattan.congo@yahoo.fr

---

## NOS LIBRAIRIES EN FRANCE

**LIBRAIRIE INTERNATIONALE**  
16, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.internationale@harmattan.fr  
01 40 46 79 11  
www.librairieharmattan.com

**LIB. SCIENCES HUMAINES & HISTOIRE**  
21, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.sh@harmattan.fr  
01 46 34 13 71  
www.librairieharmattansh.com

**LIBRAIRIE L'ESPACE HARMATTAN**  
21 bis, rue des Écoles – 75005 Paris  
librairie.espace@harmattan.fr  
01 43 29 49 42

**LIB. MÉDITERRANÉE & MOYEN-ORIENT**  
7, rue des Carmes – 75005 Paris  
librairie.mediterranee@harmattan.fr  
01 43 29 71 15

**LIBRAIRIE LE LUCERNAIRE**  
53, rue Notre-Dame-des-Champs – 75006 Paris  
librairie@lucernaire.fr  
01 42 22 67 13





# Anthropologie globale du présent

Comment être anthropologue aujourd'hui dans un contexte de naturalisation de la communication numérique, de la globalisation capitaliste, du marché ? Ce sont tout d'abord des réponses épistémologiques qu'apporte cet ouvrage en interrogeant les nouvelles normes idéologiques. Quel sens donner à la centralité actuelle de la question sexuelle dans son articulation à la question sociale, aux failles du politique et à celles du sujet hyperconnecté qui trouent le présent ? Les pistes interprétatives offertes s'inscrivent dans un déchiffrement à vif des configurations singulières de nos univers quotidiens désormais partagés.

*Monique Selim est anthropologue, directrice de recherche émérite à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), chercheuse associée au Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA, Université Paris Diderot, IRD, INALCO). Elle a mené des recherches dans la France urbaine, puis au Bangladesh, au Laos, au Vietnam, en Ouzbékistan et en Chine. Dans chaque situation étudiée (quartier, entreprise, institution, académie des sciences, ONG, association, culte, mobilisation politique) elle s'est attachée à saisir les rapports entre les productions de subjectivité des acteurs, leurs imaginaires et les processus globaux.*

Illustration de couverture : Sculpture de Taos Talata, graphie de Patience Biligha Tolane.

ISBN : 978-2-343-17467-9

26,50 €

